

GRUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION ACCRUE DES RENSEIGNEMENTS

Le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements a été mis sur pied par le Conseil de stabilité financière en 2012 pour établir des principes fondamentaux de divulgation de renseignements, des recommandations et des pratiques exemplaires visant à améliorer les informations à fournir sur les risques des banques. Voici un index des recommandations (telles qu'elles ont été publiées par le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements) et l'endroit où sont présentées les informations connexes dans le rapport annuel

de 2022, le document *Information financière supplémentaire* (IFS) ou le document *Information réglementaire supplémentaire* (IRS) du quatrième trimestre de 2022. Les renseignements se trouvant sur le site Web de la TD, dans tout document IFS ou document IRS ne sont pas intégrés par renvoi, et ne devraient pas être considérés comme étant intégrés par renvoi, dans le rapport annuel, le rapport de gestion ou les états financiers consolidés de 2022.

| Type de risque | Sujet | Informations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements | Page | | |
|---|-----------|--|--|--------|-------------------|
| | | | Rapport annuel | IFS | IRS |
| Général | 1 | Regrouper dans un même rapport l'information présentée sur tous les risques | Pour trouver les informations, se reporter aux pages ci-après. | | |
| | 2 | Indiquer la terminologie et les mesures employées par la Banque pour les risques, et présenter les principales valeurs des paramètres utilisés | 82-87, 91, 97-100, 111-113 | | |
| | 3 | Décrire et analyser les principaux risques et les risques émergents | 75-81 | | |
| | 4 | Décrire les plans pour atteindre chacun des nouveaux ratios clés réglementaires lorsque les règles applicables seront définitives | 71, 108 | | |
| Gouvernance pour la gestion des risques, et modèle de gestion des risques et modèle d'affaires | 5 | Présenter un sommaire sur l'organisation, les processus et les principales fonctions de la gestion des risques de la Banque | 83-86 | | |
| | 6 | Donner une description de la culture d'approche des risques de la Banque et des procédures mises en œuvre pour respecter cette culture | 82-83 | | |
| | 7 | Donner une description des risques clés liés aux modèles d'affaires et aux activités de la Banque | 70, 82, 87-114 | | |
| | 8 | Donner une description des simulations de crise faites pour tester la gouvernance des risques et le cadre économique des fonds propres de la Banque | 69, 86, 94, 111 | | |
| Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques | 9 | Décrire les exigences de fonds propres pilier 1 et leur incidence sur les banques d'importance systémique mondiale | 66-68, 72, 220 | | 1-3, 6 |
| | 10 | Présenter les composantes des fonds propres et un rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire | 66 | | 1-3, 5 |
| | 11 | Présenter un état des variations des fonds propres réglementaires | | | 4 |
| | 12 | Présenter une analyse de la planification des fonds propres dans le cadre d'une analyse plus générale de la planification stratégique de la direction | 67-69, 111 | | |
| | 13 | Présenter une analyse des façons dont les actifs pondérés en fonction des risques (APF) sont touchés par les activités de l'entreprise et les risques connexes | 69-70 | 8-12 | |
| | 14 | Présenter une analyse des exigences de fonds propres applicables à chaque méthode utilisée pour calculer les APF | 88-91, 93-94 | | 10 |
| | 15 | Présenter sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs de Bâle et les principaux portefeuilles | | | 23-38, 43-48 |
| | 16 | Présenter un état de rapprochement qui montre les variations des APF par type de risque | | | 11-12 |
| | 17 | Présenter une analyse des exigences de Bâle III en matière de tests de validation rétroactifs | 90, 94, 98-99 | | 60-62 |
| Liquidité | 18 | Décrire la gestion des besoins de liquidité et de la réserve de liquidités de la Banque | 100-102, 104-105 | | |
| Financement | 19 | Présenter les actifs grevés et non grevés sous forme de tableau par catégorie présentée au bilan | 103, 215 | | |
| | 20 | Présenter sous forme de tableau le total consolidé des actifs, des passifs et des engagements hors bilan par durée contractuelle restante à la date du bilan | 108-110 | | |
| | 21 | Présenter une analyse des sources de financement de la Banque et de la stratégie de financement de la Banque | 105-108 | | |
| Risque de marché | 22 | Présenter les liens entre les mesures du risque de marché pour le portefeuille lié aux activités de négociation et le portefeuille lié aux activités autres que de négociation et le bilan | 92 | | |
| | 23 | Présenter une ventilation des facteurs de risque de marché importants liés aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation | 92, 95-96 | | |
| | 24 | Décrire les principales limites du modèle de mesure du risque de marché et les procédures de validation | 93-96, 98-99 | | |
| | 25 | Décrire les principales techniques de gestion des risques, à part les mesures et paramètres de risque présentés | 93-97 | | |
| Risque de crédit | 26 | Fournir de l'information permettant aux utilisateurs de comprendre le profil de risque de crédit de la Banque, y compris les concentrations importantes du risque de crédit | 53-65, 87-91, 170-177, 187, 190-191, 218-219 | 20-35 | 1-5, 10-11, 13-62 |
| | 27 | Décrire les politiques de la Banque pour détecter les prêts douteux | 61, 146-147, 152-153, 177 | | |
| | 28 | Présenter un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des prêts douteux de la période avec la provision pour pertes sur prêts | 59, 173-175 | 24, 28 | |
| | 29 | Présenter une analyse du risque de crédit de contrepartie de la Banque dû aux transactions sur dérivés | 90, 157-158, 181-183, 187, 190-191 | | 40-42, 49-53 |
| | 30 | Présenter une analyse des mesures d'atténuation du risque de crédit, notamment les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit | 90, 150, 157-158 | | |
| Autres risques | 31 | Décrire les types d'«autres risques» en fonction des classements de la direction et la façon dont ils sont détectés, traités, évalués et gérés individuellement | 97-99, 111-114 | | |
| | 32 | Présenter pour les autres risques les occurrences de risque connues publiquement | 81, 212-214 | | |

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 comparativement à l'exercice précédent. Il doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 octobre 2022. Le présent rapport de gestion est daté du 30 novembre 2022. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels de la Banque dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

| | | | |
|--|----|--|-----|
| Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs | 18 | SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE | |
| APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS | | Revue du bilan | 52 |
| Résultat net | 25 | Qualité du portefeuille de crédit | 53 |
| Produits | 26 | Situation des fonds propres | 66 |
| Provision pour pertes sur créances | 27 | Titrisation et arrangements hors bilan | 72 |
| Charges | 28 | Transactions entre parties liées | 74 |
| Impôts et taxes | 29 | Instruments financiers | 75 |
| Information financière trimestrielle | 30 | FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES | |
| ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION | | Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs | 75 |
| Description des activités | 32 | Gestion des risques | 82 |
| Services bancaires personnels et commerciaux au Canada | 34 | NORMES ET MÉTHODES COMPTABLES | |
| Services de détail aux États-Unis | 38 | Méthodes et estimations comptables critiques | 115 |
| Gestion de patrimoine et Assurance | 43 | Modifications de méthodes comptables courantes et futures | 119 |
| Services bancaires de gros | 47 | Contrôles et procédures | 119 |
| Siège social | 50 | INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES | 120 |
| APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2021 | | GLOSSAIRE | 129 |
| Sommaire du rendement de 2021 | 51 | | |

Les renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com>, sur le site SEDAR à l'adresse <http://www.sedar.com>, et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion de 2022 ») du rapport annuel 2022 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », aux rubriques « Principales priorités pour 2023 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Réalisations en 2022 et orientation pour 2023 » pour le secteur Siège social, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2023 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « objectif », « cible » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques, notamment, stratégiques, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité et à l'infrastructure), de modèle, d'assurance, de liquidité, d'adéquation des fonds propres, les risques juridiques, de réglementation, de conformité, en matière de conduite, d'atteinte à la réputation, environnementaux et sociaux, et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique; l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et la récession; les répercussions économiques, financières et autres conséquences de pandémies, y compris la pandémie de COVID-19; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à court terme, notamment réaliser des acquisitions et des cessions, élaborer des plans de fidélisation de la clientèle et mettre au point des plans stratégiques; les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques, les intrusions liées aux données ou les défaillances technologiques) visant la technologie informatique, Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; le risque de modélisation; les activités frauduleuses; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information, et les autres risques découlant du recours par la Banque à des prestataires de services indépendants; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements, de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris, sans s'y restreindre, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements de comportement des consommateurs et les perturbations liées à la technologie; l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation importants; la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste des gens de talent; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de taux et des cours des actions; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le risque de transition lié à l'abandon du taux interbancaire offert; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; le risque environnemental et social (y compris les changements climatiques), et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2022, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question aux rubriques « Acquisitions importantes » ou « Événements importants et acquisitions en cours » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2022 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », aux rubriques « Principales priorités pour 2023 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Réalisations en 2022 et orientation pour 2023 » pour le secteur Siège social, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

TABLEAU 1 FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 2022 | 2021 |
|---|-----------|-----------|
| Résultats d'exploitation | | |
| Total des produits – comme présentés | 49 032 \$ | 42 693 \$ |
| Total des produits – rajustés ¹ | 46 170 | 42 693 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | 1 067 | (224) |
| Indemnités d'assurance et charges connexes | 2 900 | 2 707 |
| Charges autres que d'intérêts – comme présentées | 24 641 | 23 076 |
| Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹ | 24 359 | 22 909 |
| Résultat net – comme présenté | 17 429 | 14 298 |
| Résultat net – rajusté ¹ | 15 425 | 14 649 |
| Situation financière (en milliards de dollars canadiens) | | |
| Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts | 831,0 \$ | 722,6 \$ |
| Total de l'actif | 1 917,5 | 1 728,7 |
| Total des dépôts | 1 230,0 | 1 125,1 |
| Total des capitaux propres | 111,4 | 99,8 |
| Total des actifs pondérés en fonction des risques ² | 517,0 | 460,3 |
| Ratios financiers | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ³ | 18,0 % | 15,5 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹ | 15,9 | 15,9 |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ¹ | 24,3 | 21,2 |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹ | 21,2 | 21,4 |
| Ratio d'efficacité – comme présenté ³ | 50,3 | 54,1 |
| Ratio d'efficacité – rajusté ^{1, 3} | 52,8 | 53,7 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets | 0,14 | (0,03) |
| Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens) | | |
| Résultat par action | | |
| De base | 9,48 \$ | 7,73 \$ |
| Dilué | 9,47 | 7,72 |
| Dividendes par action | 3,56 | 3,16 |
| Valeur comptable par action ³ | 55,00 | 51,66 |
| Cours de clôture ⁴ | 87,19 | 89,84 |
| Actions en circulation (en millions) | | |
| Nombre moyen – de base | 1 810,5 | 1 817,7 |
| Nombre moyen – dilué | 1 813,6 | 1 820,2 |
| Fin de période | 1 820,7 | 1 822,0 |
| Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens) | 158,7 \$ | 163,7 \$ |
| Rendement en dividendes ³ | 3,8 % | 3,9 % |
| Ratio de versement de dividendes ³ | 37,5 | 40,9 |
| Ratio cours/bénéfice ³ | 9,2 | 11,6 |
| Rendement total pour les actionnaires (1 an) ³ | 0,9 | 58,9 |
| Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens) ^{1, 3} | | |
| Résultat par action | | |
| De base | 8,38 \$ | 7,92 \$ |
| Dilué | 8,36 | 7,91 |
| Ratio de versement de dividendes | 42,5 % | 39,9 % |
| Ratio cours/bénéfice | 10,4 | 11,3 |
| Ratios des fonds propres² | | |
| Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 16,2 % | 15,2 % |
| Ratio de fonds propres de catégorie 1 | 18,3 | 16,5 |
| Ratio du total des fonds propres | 20,7 | 19,1 |
| Ratio de levier | 4,9 | 4,8 |
| Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) | 35,2 | 28,3 |
| Ratio de levier TLAC | 9,4 | 8,2 |

¹ La Banque Toronto-Dominion (la « TD » ou la « Banque ») dresse ses états financiers consolidés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que des résultats « rajustés » et des ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Pour obtenir plus de renseignements et consulter une liste des éléments à noter et un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés, se reporter à la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document. Les mesures financières et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

² Ces mesures ont été incluses dans le présent document conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres, les exigences de levier et la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation des fonds propres » du présent document.

³ Pour des renseignements supplémentaires sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ Cours de clôture à la Bourse de Toronto (TSX).

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS ET ACQUISITIONS EN COURS

Acquisition de Cowen Inc.

Le 2 août 2022, la Banque et Cowen Inc. (« Cowen ») ont annoncé qu'elles ont conclu une entente définitive pour l'acquisition de Cowen par la TD dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 1,3 milliard de dollars américains, soit 39,00 \$ US par action ordinaire de Cowen. La Banque prévoit actuellement clôturer la transaction au cours du premier trimestre civil de 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations de certains organismes de réglementation américains, canadiens et étrangers. Les approbations réglementaires ne sont pas sous le contrôle de la Banque. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services bancaires de gros. Selon le rendement financier et les bilans estimés de la Banque et de Cowen, y compris les incidences liées à la transaction, la Banque prévoit que son ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires devrait être confortablement supérieur à 11 % au moment de la clôture de l'acquisition de Cowen, compte tenu de la clôture de l'acquisition par la Banque de First Horizon Corporation (« First Horizon »).

Vente d'actions ordinaires de Schwab

Le 1^{er} août 2022, afin de disposer du capital nécessaire à l'acquisition de Cowen, la Banque a vendu 28,4 millions d'actions ordinaires sans droit de vote de The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») au prix de 66,53 \$ US l'action pour un produit de 2,5 milliards de dollars (1,9 milliard de dollars américains). Environ 15 millions d'actions ont été vendues à Schwab en vertu d'une convention de rachat à un prix égal au prix obtenu lors de la vente de 13,4 millions d'actions à un courtier en valeurs mobilières en vertu de la règle 144 du *Securities Act of 1933*. Toutes les actions vendues ont été automatiquement converties en actions ordinaires avec droit de vote de Schwab et les actions acquises par Schwab ne sont plus en circulation. Ces ventes ont réduit la participation de la Banque dans Schwab, laquelle est passée d'environ 13,4 % à 12,0 %. La Banque a comptabilisé un montant de 997 millions de dollars dans les autres produits (déduction faite de la perte de 368 millions de dollars reclassée du cumul des autres éléments du résultat global dans le résultat) au quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Acquisition de First Horizon Corporation

Le 28 février 2022, la Banque et First Horizon ont annoncé qu'elles ont conclu une entente définitive pour l'acquisition de First Horizon par la Banque dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 13,4 milliards de dollars américains, soit 25,00 \$ US par action ordinaire de First Horizon. Dans le cadre de cette transaction, la Banque a investi 494 millions de dollars américains dans les actions privilégiées sans droit de vote de First Horizon (convertibles dans certaines situations, à concurrence de 4,9 % des actions ordinaires de First Horizon).

La Banque prévoit actuellement clôturer la transaction au cours du premier semestre de l'exercice 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations des organismes de réglementation américains et canadiens. Les approbations réglementaires ne sont pas sous le contrôle de la Banque. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

Les actionnaires de First Horizon recevront, à la clôture, un montant supplémentaire de 0,65 \$ US par action sur une base annualisée pour la période allant du 27 novembre 2022 au jour précédant immédiatement la clôture. Chaque partie aura le droit de résilier l'entente si la clôture de la transaction n'a pas eu lieu d'ici le 27 février 2023 (la « date limite »), sous réserve du droit de l'une ou l'autre des parties (selon certaines conditions) de reporter la date limite au 27 mai 2023.

Au cours de l'exercice, la Banque a mis en œuvre une stratégie visant à atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition.

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux fixe de First Horizon et de certaines immobilisations incorporelles est sensible aux variations des taux d'intérêt. La juste valeur des actifs nets déterminera le montant du goodwill à comptabiliser à la clôture de l'acquisition. Les augmentations du goodwill et des immobilisations incorporelles auront une incidence négative sur les ratios de fonds propres, étant donné que ces actifs sont déduits des fonds propres en vertu des règles de Bâle III du BSIF. Afin d'atténuer l'incidence de cette volatilité sur les fonds propres à la clôture, la Banque a annulé la désignation de certains swaps de taux d'intérêt qui couvraient des placements à revenu fixe inclus dans des relations de comptabilité de couverture de juste valeur.

Par suite de l'annulation de la désignation, les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché de ces swaps sont comptabilisés dans le résultat sans montant compensatoire correspondant provenant des placements précédemment couverts. Ces profits (pertes) auront pour effet d'atténuer l'incidence sur les fonds propres des variations du montant de goodwill comptabilisé à la clôture de l'acquisition. L'annulation de la désignation a également donné lieu à l'amortissement de l'ajustement au montant de base des placements dans les produits d'intérêts nets sur la durée de vie restante prévue des placements.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la Banque a comptabilisé des produits autres que d'intérêts de 1 487 millions de dollars liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps et des produits d'intérêts nets de 154 millions de dollars liés à l'amortissement de l'ajustement au montant de base. De plus, pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la Banque a comptabilisé des produits autres que d'intérêts de 121 millions de dollars liés aux intérêts nets gagnés sur les swaps depuis l'annulation de la désignation des relations de comptabilité de couverture.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord en fonction de son actif et elle offre ses services à plus de 27 millions de clients. Ces services sont regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et Financement auto TD au Canada; Services de détail aux États-Unis, y compris TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, Financement auto TD aux États-Unis, Gestion de patrimoine TD aux États-Unis et une participation dans The Charles Schwab Corporation; Gestion de patrimoine et Assurance, y compris Gestion de patrimoine TD au Canada, Placements directs TD et TD Assurance; et Services bancaires de gros. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers en ligne du monde, avec plus de 15 millions de clients actifs du service en ligne et du service mobile. Au 31 octobre 2022, les actifs de la TD totalisaient 1,9 billion de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les perspectives de l'économie mondiale pour les deux prochaines années se sont détériorées depuis le dernier trimestre. En Europe, la crise énergétique continue d'influer sur les finances des ménages et de peser sur la production industrielle. La Chine est aux prises avec un ralentissement marqué du marché de l'immobilier et des contrôles stricts liés à la COVID-19. En Amérique du Nord, la COVID-19 cause moins de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, mais les séquelles de la forte inflation intérieure et du resserrement du marché de l'emploi ont contraint les banques centrales à hausser leur taux directeur à un rythme sans précédent en près de 40 ans. Par conséquent, les perspectives de croissance économique se sont considérablement assombries pour les 12 à 24 prochains mois.

L'économie des États-Unis a affiché une croissance annualisée de 2,6 % au troisième trimestre civil de 2022, après s'être contractée au cours du premier semestre de l'année. Toutefois, cette croissance est en grande partie attribuable à la forte augmentation des exportations par rapport aux importations. À l'inverse, la demande intérieure a connu une faible croissance de 0,5 %. La croissance des dépenses de consommation a ralenti à 1,4 % comparativement à 2,0 % au trimestre civil précédent, alors que l'inflation continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages, dont les dépenses de consommation pour des produits se stabilisent après avoir connu une hausse marquée pendant la pandémie. Le ralentissement soutenu du marché du logement a également nui à l'économie au cours du troisième trimestre civil, retranchant 1,4 point de pourcentage à la croissance.

L'effet à retardement des hausses de taux d'intérêt sur l'économie devrait continuer de se faire sentir en 2023, ce qui devrait entraîner un certain ralentissement du marché de l'emploi, alors que le taux de chômage s'établissait à 3,7 % en octobre, ce qui marque presque un creux de cycle. La croissance de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») a montré des signes modérés de ralentissement, mais il a tout de même progressé de 7,7 % sur 12 mois en octobre, de sorte qu'il demeure proche de son plus haut niveau depuis 40 ans. Le ralentissement de la croissance mondiale et la vigueur du dollar américain devraient contribuer à atténuer l'inflation des prix des produits, alors que l'inflation des prix des services est susceptible de s'avérer plus persistante.

La Réserve fédérale a continué de hausser les taux à un rythme soutenu, apportant une quatrième hausse de 75 points de base (pdb) au début de novembre. Les Services économiques TD prévoient que d'autres hausses des taux d'intérêt porteront le taux des fonds fédéraux dans une fourchette de 4,50 % à 5,00 % au cours de l'année civile 2023. Cette hausse des taux d'intérêt d'une ampleur historique accroît le risque d'un ralentissement plus rapide de l'économie et d'une véritable récession. Ce risque se reflète sur les marchés financiers par des segments dont la courbe de rendement est inversée.

L'économie canadienne a commencé à montrer des signes d'essoufflement après avoir progressé à un très bon rythme au cours du premier semestre de l'année. Le marché de l'habitation sensible aux taux d'intérêt a été le premier secteur de l'économie à réagir à la hausse rapide du taux directeur de la Banque du Canada. En octobre, les ventes de maisons avaient reculé de 40 % par rapport au pic atteint en février de cette année. La demande sur le marché du logement devrait ralentir encore davantage, les taux d'intérêt élevés continuant de nuire à l'accessibilité. L'inflation au Canada s'est mise à reculer, mais demeurerait tout de même élevée à 6,9 % sur 12 mois en octobre. Le marché de l'emploi est également demeuré assez solide en octobre, bien que les Services économiques TD prévoient un assouplissement des conditions du marché de l'emploi au cours des prochains trimestres, parallèlement à l'affaiblissement de la demande dans l'ensemble de l'économie.

La Banque du Canada a relevé son taux de financement à un jour de 50 pdb en octobre, pour le fixer à 3,75 %. Les Services économiques TD s'attendent à d'autres hausses du taux de financement à un jour qui porteront celui-ci dans une fourchette de 4,25 % à 4,50 % au cours de l'année civile 2023. Comme les hausses des taux d'intérêt devraient être moins marquées au Canada qu'aux États-Unis, la valeur du dollar canadien pourrait atteindre un creux de 70 cents américains au cours du premier semestre civil de 2023.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ».

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

En plus des résultats comme présentés, la Banque présente également certaines mesures financières, notamment des mesures financières non conformes aux PCGR qui sont historiques, des ratios non conformes aux PCGR, des mesures financières supplémentaires et des mesures de gestion du capital, pour évaluer ses résultats. Les mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés », sont utilisées afin d'évaluer les secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent; ces éléments sont présentés dans le tableau 3. Les ratios non conformes aux PCGR sont des ratios dont une ou plusieurs des composantes

sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Les exemples de ratios non conformes aux PCGR comprennent le résultat de base par action rajusté et le résultat dilué par action rajusté, le ratio de versement de dividendes rajusté, le ratio d'efficacité rajusté et le taux d'imposition effectif rajusté. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Les mesures financières supplémentaires servent à décrire la performance et la situation financières de la Banque, et les mesures de gestion du capital servent à décrire la situation des fonds propres de la Banque, et elles sont toutes deux expliquées là où elles apparaissent pour la première fois dans le présent document.

Cartes stratégiques aux États-Unis

Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les IFRS, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des provisions pour pertes sur créances liés à ces portefeuilles dans l'état du résultat consolidé de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.

Participation dans The Charles Schwab Corporation

Le 6 octobre 2020, la Banque a acquis une participation d'environ 13,5 % dans Schwab après la clôture de l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade Holding Corporation (« TD Ameritrade »), dont la Banque est un actionnaire important (la « transaction avec Schwab »). Le 1^{er} août 2022, la Banque a vendu 28,4 millions d'actions ordinaires sans droit de vote de Schwab, ce qui a réduit la participation de la Banque dans Schwab à environ 12,0 %. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés de 2022. La quote-part de la Banque du résultat de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois et la Banque a commencé à comptabiliser sa quote-part du résultat de Schwab sur cette base au premier trimestre de l'exercice 2021. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprend la quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab. Le résultat net du secteur Siège social comprend les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises ainsi que les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab.

Le 25 novembre 2019, la Banque et Schwab ont conclu une convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab »), qui est entrée en vigueur à la clôture de la transaction avec Schwab et dont la date d'échéance initiale est le 1^{er} juillet 2031. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

Le tableau qui suit détaille les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

| TABLEAU 2 | | RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comme présentés | |
|---|--|--|------------------|
| (en millions de dollars canadiens) | | 2022 | 2021 |
| Produits d'intérêts nets | | 27 353 \$ | 24 131 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | | 21 679 | 18 562 |
| Total des produits | | 49 032 | 42 693 |
| Provision pour pertes sur créances | | 1 067 | (224) |
| Indemnités d'assurance et charges connexes | | 2 900 | 2 707 |
| Charges autres que d'intérêts | | 24 641 | 23 076 |
| Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans Schwab | | 20 424 | 17 134 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | | 3 986 | 3 621 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab | | 991 | 785 |
| Résultat net – comme présenté | | 17 429 | 14 298 |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres | | 259 | 249 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires | | 17 170 \$ | 14 049 \$ |

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque.

| TABLEAU 3 | MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté | |
|--|---|-----------|
| (en millions de dollars canadiens) | 2022 | 2021 |
| Résultats d'exploitation – rajustés | | |
| Produits d'intérêts nets ⁶ | 27 307 \$ | 24 131 \$ |
| Produits autres que d'intérêts ^{1, 6} | 18 863 | 18 562 |
| Total des produits | 46 170 | 42 693 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | 1 067 | (224) |
| Indemnités d'assurance et charges connexes | 2 900 | 2 707 |
| Charges autres que d'intérêts ² | 24 359 | 22 909 |
| Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab | 17 844 | 17 301 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 3 595 | 3 658 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ³ | 1 176 | 1 006 |
| Résultat net – rajusté | 15 425 | 14 649 |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres | 259 | 249 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté | 15 166 | 14 400 |
| Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat | | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises ⁴ | (242) | (285) |
| Charge d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ⁵ | (111) | (103) |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées aux acquisitions en cours ² | (114) | – |
| Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon ⁶ | 1 641 | – |
| Profit à la vente d'actions de Schwab ¹ | 997 | – |
| Recouvrement lié au règlement d'un litige ¹ | 224 | – |
| Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat | | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises | (26) | (32) |
| Charge d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ⁵ | (16) | (5) |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées aux acquisitions en cours | (27) | – |
| Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon | 405 | – |
| Profit à la vente d'actions de Schwab | – | – |
| Recouvrement lié au règlement d'un litige | 55 | – |
| Total des rajustements pour les éléments à noter | 2 004 | (351) |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté | 17 170 \$ | 14 049 \$ |

¹ Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants :

- i. La Banque a conclu un règlement au Canada dans l'affaire *TD Bank, N.A. v. Lloyd's Underwriters et al.*, selon lequel la Banque a recouvré le montant des pertes encourues en raison du règlement précédemment conclu par la Banque aux États-Unis visant de multiples poursuites liées à une combine à la Ponzi qui aurait été montée, entre autres, par Scott Rothstein – 2022 : 224 millions de dollars. Ce montant est présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis.
- ii. La Banque a vendu 28,4 millions d'actions ordinaires sans droit de vote de Schwab et a comptabilisé un profit à la vente – 2022 : 997 millions de dollars. Ce montant est présenté dans le secteur Siège social.

² Les charges autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants liés aux acquisitions d'actifs et aux regroupements d'entreprises de la Banque :

- i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises – 2022 : 106 millions de dollars; 2021 : 148 millions de dollars. Ces charges sont présentées dans le secteur Siège social.
- ii. Charges d'intégration et d'acquisition propres à la Banque liées à la transaction avec Schwab – 2022 : 62 millions de dollars; 2021 : 19 millions de dollars. Ces montants sont présentés dans le secteur Siège social.
- iii. Charges d'acquisition et d'intégration liées aux acquisitions en cours – 2022 : 114 millions de dollars. Ces charges ont principalement trait aux services professionnels et à d'autres charges d'exploitation supplémentaires liées à diverses acquisitions et sont présentées dans les secteurs Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros.

³ La quote-part du résultat net rajustée de la participation dans Schwab exclut les éléments à noter suivants (après impôt). L'incidence de ces deux éléments est présentée dans le secteur Siège social.

- i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises liées à Schwab – 2022 : 136 millions de dollars; 2021 : 137 millions de dollars.
- ii. Quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade – 2022 : 49 millions de dollars; 2021 : 84 millions de dollars.

⁴ L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises attribuables à la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 2 et 3 pour les montants.

⁵ Les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab comprennent les charges d'intégration et les frais d'acquisition propres à la Banque ainsi que les montants après impôt de la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade, tous deux présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 2 et 3 pour les montants.

⁶ L'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon comprend les éléments suivants, présentés dans le secteur Siège social : i) les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts – 2022 : 1 487 millions de dollars, ii) l'amortissement de l'ajustement au montant de base lié à l'annulation de la désignation de relations de comptabilité de couverture de juste valeur, comptabilisé dans les produits d'intérêts nets – 2022 : 154 millions de dollars, et iii) les produits (charges) d'intérêts comptabilisés sur les swaps de taux d'intérêt, reclassés des produits autres que d'intérêts aux produits d'intérêts nets sans incidence sur le total du résultat net rajusté – 2022 : 108 millions de dollars. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Événements importants et acquisitions en cours ».

| TABLEAU 4 RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ ¹ | | |
|--|----------------|---------|
| (en dollars canadiens) | 2022 | 2021 |
| Résultat de base par action – comme présenté | 9,48 \$ | 7,73 \$ |
| Rajustements pour les éléments à noter | (1,11) | 0,19 |
| Résultat de base par action – rajusté | 8,38 \$ | 7,92 \$ |
| Résultat dilué par action – comme présenté | 9,47 \$ | 7,72 \$ |
| Rajustements pour les éléments à noter | (1,10) | 0,19 |
| Résultat dilué par action – rajusté | 8,36 \$ | 7,91 \$ |

¹ Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

| TABLEAU 5 AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, APRÈS IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ^{1,2} | | |
|---|---------------|--------|
| (en millions de dollars canadiens) | 2022 | 2021 |
| TD Bank, National Association (TD Bank, N.A.) | 12 \$ | 27 \$ |
| Schwab | 136 | 137 |
| MBNA Canada | 5 | 27 |
| Aéroplan | 8 | 23 |
| Divers | 55 | 39 |
| | 216 | 253 |
| Logiciels et droits de gestion d'actifs | 385 | 436 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt sur le résultat | 601 \$ | 689 \$ |

¹ L'amortissement des immobilisations incorporelles, à l'exception des logiciels et des droits de gestion d'actifs, est inclus dans les éléments à noter.

² Compris dans la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté de la Banque consolidée correspond au résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est un ratio non conforme aux PCGR et peut être utilisé pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été augmenté pour l'établir à 10,5 % des actifs pondérés en fonction des risques à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % pour l'exercice 2021.

| TABLEAU 6 RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES | | |
|---|------------------|-----------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | 2022 | 2021 |
| Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 95 326 \$ | 90 677 \$ |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté | 17 170 | 14 049 |
| Éléments à noter, après impôt sur le résultat | (2 004) | 351 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté | 15 166 \$ | 14 400 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté | 18,0 % | 15,5 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté | 15,9 | 15,9 |

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés aux participations dans Schwab, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations

incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé à partir du résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure tous les éléments à noter et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté peuvent être utilisés pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont une mesure non conforme aux PCGR, et le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté sont des ratios non conformes aux PCGR.

| TABLEAU 7 RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES | | |
|---|------------------|------------------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | |
| | 2022 | 2021 |
| Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 95 326 \$ | 90 677 \$ |
| Goodwill moyen | 16 803 | 16 404 |
| Goodwill théorique et immobilisations incorporelles théoriques moyens liés aux participations dans Schwab | 6 515 | 6 667 |
| Autres immobilisations incorporelles acquises moyennes ¹ | 492 | 439 |
| Passifs d'impôt différé connexes moyens | (172) | (171) |
| Capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 71 688 | 67 338 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté | 17 170 | 14 049 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat | 216 | 253 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat | 17 386 | 14 302 |
| Autres éléments à noter, après impôt sur le résultat | (2 220) | 98 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté | 15 166 \$ | 14 400 \$ |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires | 24,3 % | 21,2 % |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté | 21,2 | 21,4 |

¹ Exclut les immobilisations incorporelles liées aux logiciels et aux droits de gestion d'actifs.

INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS CONVERTIS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les principaux éléments de l'état du résultat du secteur

Services de détail aux États-Unis. L'incidence correspond à la différence entre les résultats convertis aux taux de change moyens entre le dollar américain et le dollar canadien pour les périodes indiquées.

| TABLEAU 8 INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS | | |
|--|---|---|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | |
| | 2022 par rapport à 2021 Augmentation (diminution) | 2021 par rapport à 2020 Augmentation (diminution) |
| Services bancaires de détail aux États-Unis | | |
| Total des produits – comme présentés | 312 \$ | (752) \$ |
| Total des produits – rajustés ¹ | 311 | (752) |
| Charges autres que d'intérêts – comme présentées | 171 | (443) |
| Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹ | 166 | (443) |
| Résultat net, après impôt – comme présenté | 111 | (300) |
| Résultat net, après impôt – rajusté ¹ | 114 | (300) |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade ² | 15 | (57) |
| Résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis – comme présenté, après impôt | 126 | (357) |
| Résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis – rajusté, après impôt¹ | 129 | (357) |
| Résultat par action (en dollars canadiens) | | |
| Résultat de base – comme présenté | 0,07 \$ | (0,20) \$ |
| Résultat de base – rajusté ¹ | 0,07 | (0,20) |
| Résultat dilué – comme présenté | 0,07 | (0,20) |
| Résultat dilué – rajusté ¹ | 0,07 | (0,20) |
| Taux de change moyen (équivalent de 1,00 \$ CA) | | |
| Dollar américain | 0,777 | 0,795 |

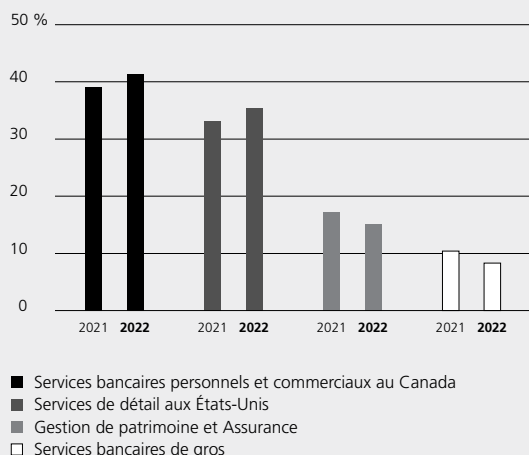
¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² La quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sont présentées avec un décalage d'un mois.

Résultat net

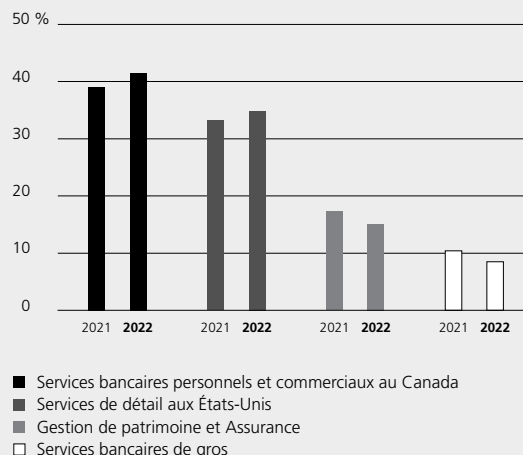
RÉSULTAT NET COMME PRÉSENTÉ¹ PAR SECTEUR D'EXPLOITATION

(en pourcentage du total du résultat net)



RÉSULTAT NET RAJUSTÉ^{1,2} PAR SECTEUR D'EXPLOITATION

(en pourcentage du total du résultat net)



Le résultat net comme présenté pour l'exercice s'est élevé à 17 429 millions de dollars, en hausse de 3 131 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à celui de l'exercice précédent. L'augmentation reflète la hausse des produits, un profit net découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, et un profit à la vente d'actions de Schwab, le tout en partie contrebalancé par une augmentation des charges autres que d'intérêts et une hausse de la provision pour pertes sur créances. Sur une base rajustée, le résultat net pour l'exercice s'est établi à 15 425 millions de dollars, en hausse de 776 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté pour l'exercice a été de 18,0 %, contre 15,5 % pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté pour l'exercice a été de 15,9 %, contre 15,9 % pour l'exercice précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 2 269 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 673 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 635 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancées par des diminutions de 245 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 201 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Le résultat dilué par action comme présenté pour l'exercice a été de 9,47 \$, en hausse de 23 % par rapport à 7,72 \$ pour l'exercice précédent. Le résultat dilué par action rajusté pour l'exercice a été de 8,36 \$, en hausse de 6 % par rapport à 7,91 \$ pour l'exercice précédent.

¹ Les montants ne tiennent pas compte du secteur Siège social.

² Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

Produits

Les produits comme présentés ont été de 49 032 millions de dollars, en hausse de 6 339 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits rajustés ont atteint 46 170 millions de dollars, en hausse de 3 477 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

PRODUITS D'INTÉRÊTS NETS

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour l'exercice ont été de 27 353 millions de dollars, en hausse de 3 222 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à la croissance des volumes et des marges dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux, à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et à l'augmentation des produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros, le tout en partie contrebalancé par la baisse des produits découlant de l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP). Les produits d'intérêts nets rajustés se sont établis à 27 307 millions de dollars, en hausse de 3 176 millions de dollars, ou 13 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 1 530 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 1 201 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 307 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 183 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 1 million de dollars dans le secteur Siège social.

MARGE D'INTÉRÊTS NETTE

La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets par les actifs productifs d'intérêts moyens. Cette mesure est un indicateur de la rentabilité des actifs productifs de la Banque moins les coûts de financement. La marge d'intérêts nette a augmenté de 13 pnb pour l'exercice, pour s'établir à 1,69 %, par rapport à 1,56 % à l'exercice précédent, du fait principalement de la hausse des marges sur les dépôts, reflet du contexte haussier des taux. Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont une mesure financière non conforme aux PCGR et la marge d'intérêts nette est un ratio non conforme aux PCGR. Ces termes n'étant pas définis par les IFRS, ils pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

PRODUITS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour l'exercice se sont établis à 21 679 millions de dollars, en hausse de 3 117 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant essentiellement le profit net découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, et le profit à la vente d'actions de Schwab. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont élevés à 18 863 millions de dollars, en hausse de 301 millions de dollars, ou 2 %, en raison de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités

des services bancaires et de gestion de patrimoine, et d'une hausse des produits d'assurance, reflet des rabais de prime consentis aux clients au cours de l'exercice précédent, et des volumes dans les activités d'assurance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse des honoraires tirés des transactions dans les activités de gestion de patrimoine, une baisse de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnisations d'assurance, des démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux dans le secteur Services bancaires de gros et un recul des produits liés aux activités de prise ferme.

Répartie par secteur, la hausse des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 2 600 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 468 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 137 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 88 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, contrebalancées en partie par une diminution de 176 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

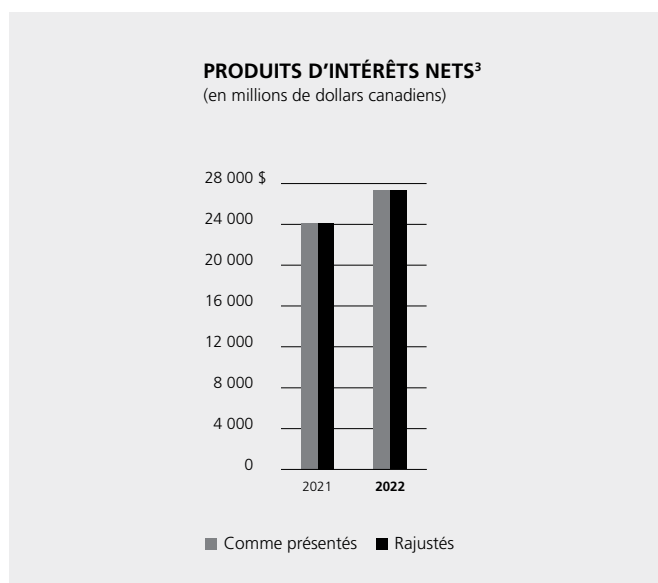


TABLEAU 9 PRODUITS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 2022 par rapport à 2021 | | |
|---|-------------------------|------------------|----------------|
| | 2022 | 2021 | Variation en % |
| Services de placement et de valeurs mobilières | | | |
| Honoraires et commissions de courtage | 917 \$ | 1 095 \$ | (16) |
| Service de courtage traditionnel et autres services de valeurs mobilières | 1 581 | 1 453 | 9 |
| Honoraires de prise ferme et de conseil | 558 | 816 | (32) |
| Frais de gestion de placements | 651 | 649 | - |
| Gestion de fonds communs | 2 057 | 2 052 | - |
| Honoraires de fiducie | 105 | 114 | (8) |
| Total des services de placement et de valeurs mobilières | 5 869 | 6 179 | (5) |
| Commissions sur crédit | 1 615 | 1 453 | 11 |
| Produits (pertes) de négociation | (257) | 313 | (182) |
| Frais de service | 2 871 | 2 655 | 8 |
| Services de cartes | 2 890 | 2 435 | 19 |
| Produits d'assurance | 5 380 | 4 877 | 10 |
| Autres produits (pertes) | 3 311 | 650 | 409 |
| Total | 21 679 \$ | 18 562 \$ | 17 |

³ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

PRODUITS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les produits liés aux activités de négociation représentent le total des produits (pertes) de négociation, des produits d'intérêts nets sur les positions de négociation, et des produits provenant des instruments financiers qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) et gérés dans un portefeuille de négociation. Les produits (pertes) de négociation comprennent les profits et pertes réalisés et latents sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction. Les produits d'intérêts nets sur les positions de négociation proviennent de l'intérêt et des dividendes ayant trait aux actifs et passifs détenus à des fins de transaction et sont présentés dans le tableau ci-dessous déduction faite des charges et produits d'intérêts associés au financement de ces actifs et

passifs. Les produits liés aux activités de négociation ne comprennent pas les commissions et les honoraires de prise ferme tirés des activités de transaction de valeurs mobilières. Les produits liés aux activités de négociation sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Ce terme n'étant pas défini par les IFRS, il pourrait ne pas être comparable à un terme similaire utilisé par d'autres émetteurs. La direction estime que les produits liés aux activités de négociation sont une mesure appropriée du rendement des activités de négociation.

Les produits liés aux activités de négociation par gamme de produits présentent les produits de négociation ventilés par catégorie de transactions importante.

TAB LEAU 10 PRODUITS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

(en millions de dollars canadiens)

| | Pour les exercices clos les 31 octobre | |
|---|---|-----------------|
| | 2022 | 2021 |
| Produits (pertes) de négociation | (257) \$ | 313 \$ |
| Produits (perte) d'intérêts nets ¹ | 1 963 | 1 892 |
| Autres ² | 690 | (48) |
| Total | 2 396 \$ | 2 157 \$ |
| Rajustement de l'équivalence fiscale des produits liés aux activités de négociation | 117 | 122 |
| Total des produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) | 2 513 \$ | 2 279 \$ |
| Par produit | | |
| Instruments à taux d'intérêt et de crédit | 782 \$ | 914 \$ |
| Monnaies étrangères | 1 009 | 751 |
| Actions et autres | 722 | 614 |
| Total des produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) | 2 513 \$ | 2 279 \$ |

¹ Compte non tenu de l'équivalence fiscale.

² Comprendent des produits tirés de valeurs mobilières désignées à la JVRN qui sont gérées dans un portefeuille de négociation de 518 millions de dollars (18 millions de dollars en 2021) présentés dans les autres produits (pertes) dans les états financiers consolidés de 2022 et d'autres rajustements.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

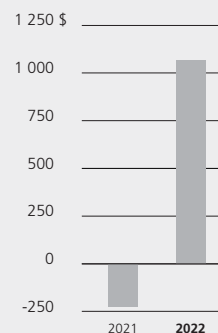
Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances pour l'exercice s'est établie à 1 067 millions de dollars, comparativement à une reprise de provision de 224 millions de dollars pour l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 1 437 millions de dollars, en hausse de 128 millions de dollars, traduisant un certain retour à la normale des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 370 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 1 533 millions de dollars pour l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète l'amélioration des conditions de crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,14 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 585 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 317 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 235 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 155 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, et a diminué de 1 million de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

(en millions de dollars canadiens)



Charges

CHARGES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour l'exercice se sont établies à 24 641 millions de dollars, en hausse de 1 565 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des charges de personnel, l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancés par les coûts d'optimisation des succursales à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 24 359 millions de dollars, en hausse de 1 450 millions de dollars, ou 6 %.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 528 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 503 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 356 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 324 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par une diminution de 146 millions de dollars dans le secteur Siège social.

INDEMNISATIONS D'ASSURANCE ET CHARGES CONNEXES

Les indemnités d'assurance et charges connexes se sont établies à 2 900 millions de dollars, en hausse de 193 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des activités de conduite, les pressions inflationnistes sur les coûts et une hausse du nombre d'événements météorologiques violents, le tout contrebalancé en partie par l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, et par l'évolution favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures.

RATIO D'EFFICIENCE

Le ratio d'efficacité mesure l'efficacité opérationnelle et est calculé en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des produits. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité de nos activités. Le ratio d'efficacité rajusté est calculé de la même manière, mais en utilisant les charges autres que d'intérêts rajustés et le total des produits.

Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 50,3 %, comparativement à 54,1 % à l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté s'est établi à 52,8 %, comparativement à 53,7 % à l'exercice précédent.

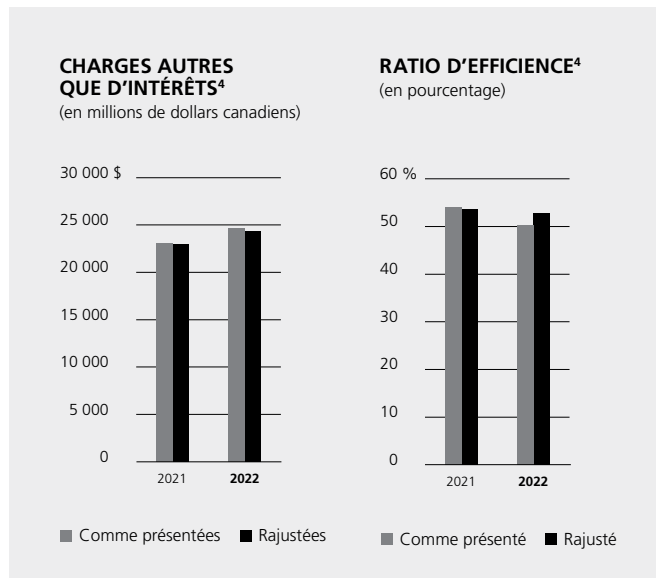


TABLEAU 11 CHARGES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET RATIO D'EFFICIENCE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 2022 par rapport à 2021 | | |
|--|-------------------------|------------------|----------------|
| | 2022 | 2021 | Variation en % |
| Salaires et avantages du personnel | | | |
| Salaires | 8 093 \$ | 7 250 \$ | 12 |
| Rémunération au rendement | 3 303 | 3 074 | 7 |
| Prestations de retraite et autres avantages du personnel | 1 998 | 2 054 | (3) |
| Total des salaires et avantages du personnel | 13 394 | 12 378 | 8 |
| Charges liées à l'occupation des locaux | | | |
| Amortissement et pertes de valeur | 925 | 1 121 | (17) |
| Loyers et entretien | 735 | 761 | (3) |
| Total des charges liées à l'occupation des locaux | 1 660 | 1 882 | (12) |
| Charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier | | | |
| Coûts associés au matériel et au mobilier, au traitement des données et aux licences | 1 660 | 1 455 | 14 |
| Amortissement et pertes de valeur | 242 | 239 | 1 |
| Total des charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier | 1 902 | 1 694 | 12 |
| Amortissement des autres immobilisations incorporelles | 599 | 706 | (15) |
| Communication et marketing | 1 355 | 1 203 | 13 |
| Frais liés aux activités de courtage et honoraires de sous-conseiller | 408 | 427 | (4) |
| Services professionnels, services-conseils et services externes | 2 190 | 1 620 | 35 |
| Autres charges | 3 133 | 3 166 | (1) |
| Total des charges | 24 641 \$ | 23 076 \$ | 7 |
| Ratio d'efficacité – comme présenté | 50,3 % | 54,1 % | (380) pdb |
| Ratio d'efficacité – rajusté ¹ | 52,8 | 53,7 | (90) |

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

⁴ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

Impôts et taxes

Le total comme présenté de la charge d'impôt sur le résultat et des autres impôts et taxes a augmenté de 534 millions de dollars, ou 10,2 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une hausse de la charge d'impôt sur le résultat de 365 millions de dollars, ou 10,1 %, et une augmentation des autres impôts et taxes de 169 millions de dollars, ou 10,4 %. Le total rajusté de la charge d'impôt sur le résultat et des autres impôts et taxes a augmenté de 106 millions de dollars, ou 2,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, reflétant une hausse des autres impôts et taxes de 169 millions de dollars, ou 10,4 %, en partie contrebalancée par une baisse de la charge d'impôt sur le résultat de 63 millions de dollars, ou 1,7 %.

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 19,5 % pour 2022, par rapport à 21,1 % pour l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats, la vente d'actions de Schwab et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de la hausse du résultat avant impôt. Pour un rapprochement du taux d'imposition effectif de la Banque et du taux d'imposition canadien prévu par la loi, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de 2022.

La Banque a comptabilisé sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. La charge d'impôt sur le résultat de Schwab (319 millions de dollars en 2022 et 280 millions de dollars en 2021) a été exclue du calcul du taux d'imposition effectif de la Banque.

Pour permettre le calcul après impôt du résultat rajusté, la charge d'impôt sur le résultat rajustée est calculée en rajustant les impôts pour chaque élément à noter au moyen du taux d'imposition applicable pour l'entité juridique en question. Le taux d'imposition effectif rajusté correspond à la charge d'impôt sur le résultat rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du résultat net rajusté avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté de la Banque s'est élevé à 20,1 % pour 2022, comparativement à 21,1 % pour l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées. Les résultats rajustés ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

| TABLEAU 12 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôt sur le résultat rajustée | | |
|--|-----------------|----------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | |
| | 2022 | 2021 |
| Charge d'impôt sur le résultat – comme présentée | 3 986 \$ | 3 621 \$ |
| Total des rajustements pour les éléments à noter | (391) | 37 |
| Charge d'impôt sur le résultat – rajustée | 3 595 | 3 658 |
| Autres impôts et taxes | | |
| Charges sociales | 722 | 635 |
| Impôt sur le capital et sur les primes | 214 | 201 |
| TPS, TVH et taxes de vente provinciales ¹ | 625 | 535 |
| Taxes municipales et taxes d'affaires | 232 | 253 |
| Total des autres impôts et taxes | 1 793 | 1 624 |
| Total des impôts et taxes – rajusté | 5 388 \$ | 5 282 \$ |
| Taux d'imposition effectif – comme présenté | 19,5 % | 21,1 % |
| Taux d'imposition effectif – rajusté | 20,1 | 21,1 |

¹ Taxe sur les produits et services (TPS) et taxe de vente harmonisée (TVH).

Mesures fiscales proposées dans le budget fédéral du Canada

Le budget fédéral du Canada présenté le 7 avril 2022 proposait d'introduire, pour les groupes de banques et d'assureurs-vie, un impôt ponctuel appelé dividende pour la relance du Canada (DRC) ainsi qu'une augmentation permanente du taux d'imposition. Le 22 novembre 2022, le projet de loi visant à mettre en œuvre le DRC et l'augmentation permanente du taux d'imposition a franchi l'étape de la deuxième lecture à la Chambre des communes.

Le projet de loi propose que le DRC s'applique sous la forme d'un taux d'imposition de 15 % sur le revenu imposable moyen pour les années d'imposition de 2020 et 2021 supérieur à 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Si le projet de loi est adopté tel qu'il est proposé, la loi devrait entraîner un DRC d'environ 800 millions de dollars au cours de la période en question.

L'augmentation permanente du taux d'imposition proposée est de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars. Elle serait calculée au prorata pour la première année d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et entraînera des rajustements de réévaluation des actifs et passifs d'impôt différé.

Il est possible que l'incidence de la loi diffère des estimations actuelles de la Banque en raison, notamment, de changements dans les déductions optionnelles dont disposera la Banque au moment de la production de ses déclarations d'impôt ainsi que de rajustements dans ses déclarations à la suite d'une vérification.

Information financière trimestrielle

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2022

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 6 671 millions de dollars, en hausse de 2 890 millions de dollars, ou 76 %, par rapport à celui du quatrième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement le profit net découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon et le profit à la vente d'actions de Schwab. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est établi à 4 065 millions de dollars, en hausse de 199 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui du quatrième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des produits, l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées, en partie contrebalancées par des augmentations de la provision pour pertes sur créances, des charges autres que d'intérêts et des indemnités d'assurance. Le résultat dilué par action comme présenté s'est établi à 3,62 \$ pour le trimestre, en hausse de 77 % par rapport à 2,04 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action rajusté s'est établi à 2,18 \$ pour le trimestre, en hausse de 4 % par rapport à 2,09 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits comme présentés pour le trimestre ont été de 15 563 millions de dollars, en hausse de 4 622 millions de dollars, ou 42 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les produits rajustés pour le trimestre ont atteint 12 247 millions de dollars, en hausse de 1 306 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont été de 7 630 millions de dollars, en hausse de 1 368 millions de dollars, ou 22 %, en raison surtout de la croissance des marges et des volumes dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux, et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancées par la baisse des produits découlant de l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP. Répartie par secteur, l'augmentation des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 854 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 525 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 73 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, contrebalancées en partie par des diminutions de 78 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 6 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits d'intérêts nets rajustés pour le trimestre ont été de 7 627 millions de dollars, en hausse de 1 365 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 7 933 millions de dollars, en hausse de 3 254 millions de dollars, ou 70 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement le profit net découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon et le profit à la vente d'actions de Schwab. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 4 620 millions de dollars, une baisse de 59 millions de dollars, ou 1 %, attribuable à une baisse des produits tirés des comptes à honoraires et des transactions dans les activités de gestion de patrimoine et aux démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux dans le secteur Services bancaires de gros, le tout en partie contrebalancé par une hausse des produits liés aux activités de négociation de gros. Répartie par secteur, l'augmentation des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 3 311 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 75 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 15 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par des diminutions de 108 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 39 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 617 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 123 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 454 millions de dollars, en hausse de 234 millions de dollars, reflet d'un certain retour à la normale des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 163 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 343 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent. La constitution d'une provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflète un certain retour à la normale des conditions de crédit, la détérioration des perspectives économiques et la croissance des volumes. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,29 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 301 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 176 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 160 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 103 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

Les indemnités d'assurance et charges connexes se sont établies à 723 millions de dollars, en hausse de 73 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à celles du quatrième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des activités de conduite, les coûts inflationnistes et la hausse du nombre d'événements météorologiques violents, en partie contrebalancées par l'évolution favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures et l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisées dans les produits autres que d'intérêts.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 6 545 millions de dollars, en hausse de 598 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à celles du quatrième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des charges de personnel, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, le tout en partie contrebalancé par les coûts d'optimisation des biens immobiliers du secteur Siège social à l'exercice précédent. Répartie par secteur, l'augmentation des charges autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 359 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 201 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 144 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 16 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par une diminution de 122 millions de dollars dans le secteur Siège social. Les charges autres que d'intérêts rajustées pour le trimestre ont atteint 6 430 millions de dollars, en hausse de 532 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celles du quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 16,9 % pour le trimestre, par rapport à 20,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats, la vente d'actions de Schwab et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de la baisse des rajustements d'impôt favorables et de la hausse du résultat avant impôt.

Le taux d'imposition effectif rajusté de la Banque a été de 16,7 % pour le trimestre, contre 20,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de la baisse des rajustements d'impôt favorables.

ANALYSE DES TENDANCES TRIMESTRIELLES

La pandémie de COVID-19 a continué d'avoir une incidence sur le rendement financier de la TD en 2022. Au fil de l'exercice, les services bancaires personnels et commerciaux de la Banque ont bénéficié de marges sur les dépôts plus élevées, reflet d'un contexte haussier des taux d'intérêt, d'une croissance des volumes et d'une reprise de l'activité des clients, tandis que les activités liées au marché de la Banque ont connu un ralentissement par rapport à l'activité élevée de l'exercice précédent. Les conditions de crédit sont demeurées stables au cours du premier semestre de l'exercice avant de connaître un certain retour à la normale au second semestre, reflétant une détérioration des perspectives macroéconomiques qui a entraîné une hausse des provisions pour pertes sur créances. Les charges ont augmenté, témoignant des charges de personnel, y compris la rémunération variable, et des investissements en vue de soutenir la croissance des activités. Les résultats trimestriels de la Banque ont subi l'incidence notamment des facteurs saisonniers, du nombre de jours dans un trimestre, de la conjoncture économique au Canada et aux États-Unis, et de la conversion des monnaies étrangères.

TABLEAU 13 RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trois mois clos les

| | 2022 | | | | 2021 | | | |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 31 oct. | 31 juill. | 30 avr. | 31 janv. | 31 oct. | 31 juill. | 30 avr. | 31 janv. |
| Produits d'intérêts nets | 7 630 \$ | 7 044 \$ | 6 377 \$ | 6 302 \$ | 6 262 \$ | 6 004 \$ | 5 835 \$ | 6 030 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | 7 933 | 3 881 | 4 886 | 4 979 | 4 679 | 4 708 | 4 393 | 4 782 |
| Total des produits | 15 563 | 10 925 | 11 263 | 11 281 | 10 941 | 10 712 | 10 228 | 10 812 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | 617 | 351 | 27 | 72 | (123) | (37) | (377) | 313 |
| Indemnités d'assurance et charges connexes | 723 | 829 | 592 | 756 | 650 | 836 | 441 | 780 |
| Charges autres que d'intérêts | 6 545 | 6 096 | 6 033 | 5 967 | 5 947 | 5 616 | 5 729 | 5 784 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 1 297 | 703 | 1 002 | 984 | 910 | 922 | 962 | 827 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab | 290 | 268 | 202 | 231 | 224 | 170 | 222 | 169 |
| Résultat net – comme présenté | 6 671 | 3 214 | 3 811 | 3 733 | 3 781 | 3 545 | 3 695 | 3 277 |
| Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat¹ | | | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises | 57 | 58 | 60 | 67 | 74 | 68 | 69 | 74 |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab | 18 | 23 | 20 | 50 | 22 | 24 | 19 | 38 |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées aux acquisitions en cours | 85 | 29 | – | – | – | – | – | – |
| Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon | (2 319) | 678 | – | – | – | – | – | – |
| Profit à la vente d'actions de Schwab | (997) | – | – | – | – | – | – | – |
| Recouvrement lié au règlement d'un litige | – | – | (224) | – | – | – | – | – |
| Total des rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat | (3 156) | 788 | (144) | 117 | 96 | 92 | 88 | 112 |
| Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat ¹ | (550) | 189 | (47) | 17 | 11 | 9 | 8 | 9 |
| Résultat net – rajusté | 4 065 | 3 813 | 3 714 | 3 833 | 3 866 | 3 628 | 3 775 | 3 380 |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres | 107 | 43 | 66 | 43 | 63 | 56 | 65 | 65 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté | 3 958 \$ | 3 770 \$ | 3 648 \$ | 3 790 \$ | 3 803 \$ | 3 572 \$ | 3 710 \$ | 3 315 \$ |

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat de base par action | | | | | | | | |
| Comme présenté | 3,62 \$ | 1,76 \$ | 2,08 \$ | 2,03 \$ | 2,04 \$ | 1,92 \$ | 2,00 \$ | 1,77 \$ |
| Rajusté | 2,18 | 2,09 | 2,02 | 2,08 | 2,09 | 1,96 | 2,04 | 1,83 |
| Résultat dilué par action | | | | | | | | |
| Comme présenté | 3,62 | 1,75 | 2,07 | 2,02 | 2,04 | 1,92 | 1,99 | 1,77 |
| Rajusté | 2,18 | 2,09 | 2,02 | 2,08 | 2,09 | 1,96 | 2,04 | 1,83 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté | 26,5 % | 13,5 % | 16,4 % | 15,3 % | 15,7 % | 15,3 % | 16,7 % | 14,3 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté | 16,0 | 16,1 | 15,9 | 15,7 | 16,1 | 15,6 | 17,1 | 14,7 |

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | | | | | | | | |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Actif total moyen | 1 893 \$ | 1 811 \$ | 1 778 \$ | 1 769 \$ | 1 750 \$ | 1 699 \$ | 1 726 \$ | 1 746 \$ |
| Actifs productifs d'intérêts moyens ² | 1 677 | 1 609 | 1 595 | 1 593 | 1 574 | 1 527 | 1 536 | 1 563 |
| Marge d'intérêts nette – comme présentée ² | 1,81 % | 1,74 % | 1,64 % | 1,57 % | 1,58 % | 1,56 % | 1,56 % | 1,53 % |
| Marge d'intérêts nette – rajustée ² | 1,80 | 1,73 | 1,64 | 1,57 | 1,58 | 1,56 | 1,56 | 1,53 |

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau « Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² Les actifs productifs d'intérêts moyens sont une mesure non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur cette mesure, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » et à la section « Glossaire » du présent document.

Description des activités

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, à partir du quatrième trimestre de 2022, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre grands secteurs suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Les données des périodes de comparaison ont été ajustés pour refléter le réaligement des secteurs d'exploitation.

Le secteur **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** offre des services à environ 15 millions de clients des activités de services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les Services bancaires personnels offrent un éventail complet de produits et de conseils en matière de dépôts, de paiements et de prêts par l'intermédiaire d'un réseau de 1 060 succursales et de 3 401 guichets automatiques, d'une équipe spécialisée en service mobile et de services bancaires par téléphone, par application mobile et en ligne. Les Services bancaires commerciaux offrent un vaste éventail de produits et des services personnalisés pour aider les propriétaires d'entreprise à trouver des solutions à leurs besoins de financement, de placement, de gestion de trésorerie, de commerce international, et de produits et services bancaires courants. Financement auto offre aux clients des options de financement souples aux points de vente pour l'achat de véhicules automobiles et récréatifs. Les Services de solutions aux commerçants offrent des solutions de paiement aux points de vente pour les petites et grandes entreprises.

Le secteur **Services de détail aux États-Unis** comprend les activités des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, les activités de gestion de patrimoine aux États-Unis ainsi que la participation de la Banque dans Schwab. Les Services bancaires de détail aux États-Unis offrent, sous la marque TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, des services à plus de 9,9 millions de clients par le truchement de succursales situées le long de la côte Est américaine (du Maine à la Floride), de concessionnaires automobiles et de partenaires de cartes de crédit situés partout au pays. Les Services bancaires personnels offrent un éventail complet de produits et de conseils financiers aux clients, principalement du Maine à la Floride, par l'intermédiaire d'un réseau de 1 160 succursales et de 2 693 guichets automatiques, et des services bancaires par téléphone, par application mobile et en ligne. Les Services bancaires commerciaux offrent une gamme diversifiée de produits et de services pour aider les entreprises à trouver des solutions à leurs besoins de financement, de placement, de gestion de trésorerie, de commerce international, et de produits et services bancaires courants. Les Services de gestion de patrimoine offrent une gamme de produits et de services de gestion de patrimoine aux clients de détail et institutionnels. La contribution de la participation de la Banque dans Schwab est présentée à titre de quote-part du résultat net de la participation dans Schwab avec un décalage d'un mois.

Le secteur **Gestion de patrimoine et Assurance** offre des services à quelque 6 millions de clients des activités de gestion de patrimoine et d'assurance au Canada. Les activités de Gestion de patrimoine offrent des produits et conseils de gestion de patrimoine et de placements à des clients de détail et institutionnels au Canada par l'entremise de services de placement direct, de services-conseils et de services de gestion de placements. Les activités d'Assurance offrent des produits d'assurance de dommages par l'entremise de canaux directs, ainsi qu'aux membres de groupes d'affinités, de même que des produits d'assurance de personnes partout au Canada.

Le secteur **Services bancaires de gros** offre des services à plus de 12 000 entreprises, gouvernements et clients institutionnels présents sur les principaux marchés des capitaux dans le monde. Sous la marque Valeurs Mobilières TD, le secteur Services bancaires de gros offre des services bancaires de marchés financiers, de financement de grandes entreprises et de placement à des clients externes ainsi que des solutions bancaires de gros et d'accès aux marchés pour les services de détail et de gestion de patrimoine de la Banque et leurs clients. L'expertise du secteur Services bancaires de gros est mondiale et soutenue par une présence partout en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique.

Les autres activités commerciales de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social et comprennent des groupes de service et de contrôle, notamment les groupes Solutions en technologie de l'information, Services communs, Gestion de la trésorerie et du bilan, Marketing, Ressources humaines, Finances, Gestion du risque, Service de la Conformité, Services juridiques, le groupe de lutte contre le blanchiment d'argent et bien d'autres. Certains coûts liés à ces fonctions sont affectés aux secteurs d'exploitation. La base d'affectation de ces coûts et les méthodes sont révisées périodiquement afin qu'elles soient conformes à l'évaluation des secteurs d'exploitation de la Banque par la direction.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les charges, les actifs et les passifs du secteur. Le cas échéant, la Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajustés, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 29 des états financiers consolidés de 2022.

Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un revenu non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôt sur le résultat présentée dans le secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour l'exercice s'est établi à 149 millions de dollars (152 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021).

La quote-part du résultat net de la participation dans Schwab est comptabilisée dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises ainsi que les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

La rubrique « Principales priorités pour 2023 » figurant pour chaque secteur d'exploitation dans les pages qui suivent est fondée sur les opinions de la Banque et sur les hypothèses décrites à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », et les résultats réels pourraient être très différents. Pour de l'information détaillée, se reporter à la rubrique « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs ».

TABLEAU 14 RÉSULTATS SECTORIELS¹

(en millions de dollars canadiens)

| | Services bancaires personnels et commerciaux | | Services de détail aux États-Unis | | Gestion de patrimoine et Assurance | | Services bancaires de gros ² | | Siège social ² | | Total | |
|---|--|-----------------|-----------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|---|-----------------|---------------------------|-----------------|------------------|------------------|
| | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 |
| Produits (pertes) d'intérêts nets | 12 396 \$ | 11 195 \$ | 9 604 \$ | 8 074 \$ | 945 \$ | 762 \$ | 2 937 \$ | 2 630 \$ | 1 471 \$ | 1 470 \$ | 27 353 \$ | 24 131 \$ |
| Produits (pertes) autres que d'intérêts | 4 190 | 3 722 | 2 821 | 2 684 | 9 915 | 9 827 | 1 894 | 2 070 | 2 859 | 259 | 21 679 | 18 562 |
| Total des produits | 16 586 | 14 917 | 12 425 | 10 758 | 10 860 | 10 589 | 4 831 | 4 700 | 4 330 | 1 729 | 49 032 | 42 693 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | 639 | 650 | 522 | 438 | – | 2 | 19 | 8 | 257 | 211 | 1 437 | 1 309 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | (148) | (394) | (187) | (688) | 1 | – | 18 | (126) | (54) | (325) | (370) | (1 533) |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances et charges connexes | 491 | 256 | 335 | (250) | 1 | 2 | 37 | (118) | 203 | (114) | 1 067 | (224) |
| Indemnisation d'assurance et charges connexes | – | – | – | – | 2 900 | 2 707 | – | – | – | – | 2 900 | 2 707 |
| Charges autres que d'intérêts | 7 176 | 6 648 | 6 920 | 6 417 | 4 711 | 4 355 | 3 033 | 2 709 | 2 801 | 2 947 | 24 641 | 23 076 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 8 919 | 8 013 | 5 170 | 4 591 | 3 248 | 3 525 | 1 761 | 2 109 | 1 326 | (1 104) | 20 424 | 17 134 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 2 361 | 2 128 | 625 | 504 | 853 | 929 | 436 | 539 | (289) | (479) | 3 986 | 3 621 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab | – | – | 1 075 | 898 | – | – | – | – | (84) | (113) | 991 | 785 |
| Résultat net – comme présenté | 6 558 | 5 885 | 5 620 | 4 985 | 2 395 | 2 596 | 1 325 | 1 570 | 1 531 | (738) | 17 429 | 14 298 |
| Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat | | | | | | | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises | – | – | – | – | – | – | – | – | 242 | 285 | 242 | 285 |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab | – | – | – | – | – | – | – | – | 111 | 103 | 111 | 103 |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées aux acquisitions en cours | – | – | 96 | – | – | – | 18 | – | – | – | 114 | – |
| Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon | – | – | – | – | – | – | – | – | (1 641) | – | (1 641) | – |
| Profit à la vente d'actions de Schwab | – | – | – | – | – | – | – | – | (997) | – | (997) | – |
| Recouvrement lié au règlement d'un litige | – | – | (224) | – | – | – | – | – | – | – | (224) | – |
| Total des rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat | – | – | (128) | – | – | – | 18 | – | (2 285) | 388 | (2 395) | 388 |
| Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat | – | – | (32) | – | – | – | 4 | – | (363) | 37 | (391) | 37 |
| Résultat net – rajusté³ | 6 558 \$ | 5 885 \$ | 5 524 \$ | 4 985 \$ | 2 395 \$ | 2 596 \$ | 1 339 \$ | 1 570 \$ | (391) \$ | (387) \$ | 15 425 \$ | 14 649 \$ |
| Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires ⁴ | 15 513 \$ | 13 160 \$ | 39 495 \$ | 38 531 \$ | 5 123 \$ | 4 466 \$ | 11 645 \$ | 8 318 \$ | 23 550 \$ | 26 202 \$ | 95 326 \$ | 90 677 \$ |
| Actifs pondérés en fonction des risques | 145 583 | 130 838 | 223 827 | 205 879 | 14 834 | 14 620 | 119 793 | 99 678 | 13 011 | 9 255 | 517 048 | 460 270 |

¹ La part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuable à la Banque en vertu des conventions.

² Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

³ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

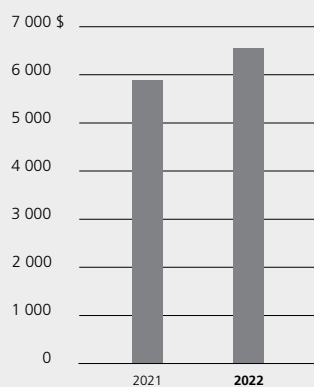
⁴ Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada offre un éventail complet de produits et de services financiers à environ 15 millions de clients des activités de services bancaires personnels et commerciaux de la Banque au Canada.

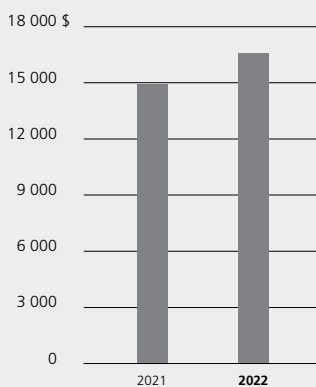
RÉSULTAT NET

(en millions de dollars canadiens)



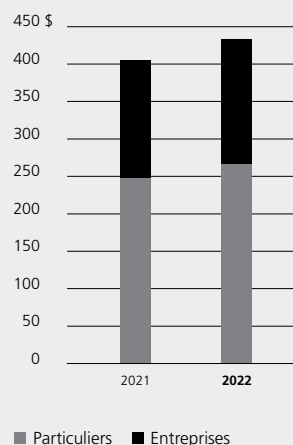
TOTAL DES PRODUITS

(en millions de dollars canadiens)



VOLUME MOYEN DES DÉPÔTS

(en milliards de dollars canadiens)



TAB LEAU 15 **PRODUITS**

(en millions de dollars canadiens)

| | 2022 | 2021 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Services bancaires personnels | 11 535 \$ | 10 545 \$ |
| Services bancaires aux entreprises | 5 051 | 4 372 |
| Total | 16 586 \$ | 14 917 \$ |

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires personnels

- Dépôts de particuliers – gamme complète de produits de comptes chèques, de comptes d'épargne et de placement pour les clients de détail
- Prêts garantis par des biens immobiliers – gamme de prêts concurrentiels garantis par des biens immobiliers pour les propriétaires
- Prêts à la consommation – vaste gamme de produits de financement non garantis pour les clients de détail
- Cartes de crédit et paiements – débit, transfert d'argent électronique, plans de paiement et cartes de crédit exclusives, comarquées et d'affinité

Services bancaires aux entreprises

- Services bancaires commerciaux – solutions en matière de prêts, de dépôts et de gestion de trésorerie pour les entreprises de divers secteurs, notamment l'immobilier et l'agriculture
- Services bancaires aux petites entreprises – produits et services financiers pour les petites entreprises
- Financement d'équipement – options de financement spécialisées pour l'achat d'équipement pour les entreprises dans divers secteurs

- Financement auto – offre des solutions de financement pour les marchés de l'automobile de premier ordre et à risque, les véhicules récréatifs et de loisirs, ainsi que le financement des stocks des concessionnaires automobiles
- Services de solutions aux commerçants – technologie aux points de vente et solutions de paiement pour les petites et grandes entreprises

PROFIL DE L'INDUSTRIE

Le secteur des services bancaires personnels et commerciaux au Canada est mature et hautement concurrentiel, et se compose de grandes banques à charte, de banques régionales de taille importante, de joueurs occupant des créneaux dans certains produits et marchés, et de divers concurrents offrant des services non traditionnels, depuis des entreprises en démarrage jusqu'à des entreprises non financières établies qui élargissent leur offre aux services financiers. Ces secteurs répondent aux besoins de particuliers et d'entreprises auxquels ils offrent des produits comprenant des services de prêts, de dépôts, de gestion de la trésorerie et des solutions de financement. Les produits sont distribués dans les succursales de détail ainsi qu'en tirant parti des nouvelles technologies et en mettant l'accent sur l'expérience client, qui est intégrée dans tous les canaux. Le leadership sur le marché et la rentabilité dépendent de la fourniture d'une gamme complète de produits à prix concurrentiels, de conseils proactifs répondant aux besoins des clients, d'un service et d'une convivialité exceptionnels, d'une gestion prudente des risques et d'une gestion rigoureuse des dépenses.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, RÉALISATIONS ET PRIORITÉS

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|--|---|
| Fournir des conseils fiables pour que nos clients aient confiance en leur avenir financier | <ul style="list-style-type: none"> • Les Services bancaires personnels ont recruté plus de 600 conseillers en succursale afin de soutenir davantage de clients dans l'atteinte de leurs objectifs financiers et de rehausser l'offre de conseils de la TD. • L'ajout net de clients a atteint son plus haut niveau dans les Services bancaires personnels depuis 2014 en raison du niveau record d'ajouts représentant des nouveaux Canadiens, ce qui a permis de lancer sur le marché de solides propositions de valeur centrées sur le client, comme notre nouveau forfait bancaire pour les étudiants internationaux – une première parmi les institutions financières. • La mise en œuvre de TD Goal Builder visant à fournir aux clients des Services bancaires personnels un processus structuré de définition des objectifs encadré par un conseiller qui leur fournit des conseils sur leur avenir financier. • Le lancement de la ligne CrédiFlex dans notre réseau de courtiers a stimulé la croissance des activités tout en tenant compte des préférences du réseau. |
| Fournir constamment une expérience client mémorable personnalisée et connectée dans tous les canaux | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons amélioré la proposition de valeur des produits du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada en vue d'obtenir d'excellents résultats de l'indice d'expérience légendaire (IEL) dans toutes nos activités et de réduire les irritants pour les clients. • Nous nous sommes efforcés d'offrir plus de valeur aux clients des Services bancaires personnels en éliminant les frais de compte de transaction pour les étudiants et les transports en commun – une première au Canada. • TD Canada Trust a été reconnue comme lauréate d'un prix partagé, le « Prix d'excellence en services financiers » dans les catégories « Excellence des services financiers téléphoniques automatisés⁵ » et « Excellence du service en succursale⁶ » parmi les cinq grandes banques de détail canadiennes⁷ selon le sondage du Customer Service Index (CSI) d'Ipsos de 2022⁸. • Financement auto TD a été classée au premier rang pour la satisfaction des concessionnaires parmi les prêteurs non exclusifs avec crédit de détail pour une cinquième année de suite, selon le sondage 2022 de J.D. Power, qui évalue la satisfaction des concessionnaires canadiens à l'égard de leur prêteur automobile⁹. • J.D. Power a classé la Banque TD au premier rang pour la satisfaction de la clientèle des services bancaires aux petites entreprises parmi les cinq grandes banques canadiennes¹⁰. |
| Approfondir nos relations avec les clients en nous présentant comme Une seule TD et en étendant notre présence sur les marchés et pour les produits sous-représentés | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons maintenu des parts de marché solides¹¹ et insufflé un nouvel élan à l'ensemble de nos activités : <ul style="list-style-type: none"> – Au premier rang pour la part de marché des dépôts de particuliers sans échéance, grâce aux gains de parts de marché les plus importants du secteur – Au premier rang pour la part de marché du portefeuille mobile Interac – Croissance annuelle moyenne du portefeuille de prêts la plus élevée dans le secteur des prêts garantis par des biens immobiliers depuis 2010 – Dépenses record payées par cartes de crédit et croissance interne des prêts grâce à une gamme diversifiée et à de solides offres lors d'achats – Intégration achevée de la Société de financement direct d'équipement Wells Fargo au Canada nous permettant d'offrir une expertise complète en matière de location et de financement d'équipement |

⁵ TD Canada Trust a partagé un prix dans la catégorie « Excellence des services bancaires téléphoniques automatisés » selon le sondage d'Ipsos 2022.

⁶ TD Canada Trust a partagé un prix dans la catégorie « Excellence du service en succursale » selon le sondage d'Ipsos 2022.

⁷ Les cinq grandes banques de détail canadiennes comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada, la Banque Scotia et La Banque Toronto-Dominion.

⁸ Les Prix d'excellence en services financiers d'Ipsos 2022 sont basés sur les résultats de sondages trimestriels permanents du Customer Service Index (CSI). L'échantillon pour l'ensemble du programme CSI de l'année 2022 qui s'est terminée par la série de sondages de septembre 2022 compte 47 940 sondages réalisés, donnant lieu à 71 731 notes attribuées à des institutions financières à l'échelle du pays.

⁹ Sondage 2022 de J.D. Power sur la satisfaction des concessionnaires canadiens à l'égard de leur prêteur automobile. Pour plus d'informations sur le sondage sur la satisfaction des concessionnaires canadiens à l'égard de leur prêteur automobile, visitez le site <https://canada.jdpower.com/financial-services/canada-dealer-financing-satisfaction-study>.

¹⁰ Sondage 2022 de J.D. Power sur la satisfaction de la clientèle des services bancaires aux petites entreprises au Canada, visitez le site <https://www.jdpower.com/business/financial-services/canada-small-business-banking-satisfaction-study>.

¹¹ Le classement des parts de marché est fondé sur les données les plus récentes fournies par le BSIF pour les dépôts de particuliers sans échéance (août 2022) et par le Sommaire des mesures de l'émetteur d'Interac (octobre 2022).

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|---|---|
| <p>Agir rapidement pour obtenir des résultats, en prenant seulement les risques que nous pouvons comprendre et gérer</p> | <ul style="list-style-type: none"> Nous avons continué de transformer la façon de travailler de la TD, en automatisant les processus et en mettant en œuvre d'autres améliorations de processus pour accroître la rapidité et l'efficacité : <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de Nouvelle évolution du travail (NET), un modèle de fonctionnement agile, conçu pour réduire la complexité, rationaliser la prise de décision, améliorer l'expérience client et réduire la durée des cycles L'application mobile canadienne emblématique de la TD a été l'une des premières au Canada à migrer vers l'infonuagique publique, permettant ainsi aux équipes de mettre en œuvre rapidement des innovations centrées sur le client Nous avons maintenu des offres comme les expériences de paiement personnalisées et les primes aux clients dans le cadre de relations stratégiques axées sur les cartes de crédit, notamment : <ul style="list-style-type: none"> Rewards Canada a décerné à la TD plus de prix en 2022 qu'à tout autre émetteur de cartes, la carte Visa Infinite TD Aéroplan et la Carte Visa Infinite TD Remises se classant au premier rang dans leur catégorie respective¹² Élargissement de l'écosystème de fidélisation de la TD grâce à une refonte des cartes de crédit récompenses TD offrant une proposition de valeur améliorée, à un partenariat exclusif avec Starbucks et au lancement de Mes récompenses TD, une nouvelle plateforme de fidélisation Grâce à notre partenariat exclusif avec Amazon, les clients ont pu échanger quelque 40 milliards de points dans le cadre du programme Magasinez avec vos points sur Amazon, et effectuer 3 millions d'échanges depuis son lancement |
| <p>Innover en songeant aux besoins de nos clients et de nos collègues, et façonner l'avenir des services bancaires à l'ère du numérique</p> | <ul style="list-style-type: none"> Pour la deuxième année consécutive, nous avons été nommés « meilleure banque numérique pour les consommateurs au Canada et en Amérique du Nord » par le magazine Global Finance¹³ : <ul style="list-style-type: none"> Leader dans le secteur, la TD a été primée dans six catégories en Amérique du Nord, dont meilleure application bancaire mobile, meilleur site bancaire intégré pour les consommateurs, meilleur système de paiement et présentation de factures, meilleure sécurité de l'information et gestion de la fraude, meilleure en prêts et meilleures API bancaires ouvertes Nous sommes toujours classés au premier rang pour la portée numérique moyenne parmi toutes les banques canadiennes et comme l'un des chefs de file pour la portée numérique nationale parmi les grandes banques des marchés développés selon ComScore¹⁴. Reconnue par Celent en matière d'engagement envers la clientèle grâce aux expériences client mobiles personnalisées fondées sur l'IA de la TD¹⁵. L'application bancaire TD a continué de se classer au premier rang pour le nombre moyen d'utilisateurs actifs mensuels de téléphones intelligents au Canada, selon data.ai¹⁶. Nous avons continué à être chef de file quant au nombre de virements électroniques par Interac et de transactions effectuées par débit et sans contact¹⁷. La TD s'est classée au premier rang au chapitre de la circulation sur le Web et a obtenu le taux de fidélité le plus élevé parmi les banques canadiennes pour 2022¹⁸. |
| <p>Être reconnu comme un employeur de choix chez qui la diversité et l'inclusivité sont valorisées</p> | <ul style="list-style-type: none"> Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'engage à promouvoir la diversité et l'inclusion dans toutes les sphères de ses activités : <ul style="list-style-type: none"> Les Services bancaires aux entreprises ont déployé plus largement les équipes Femmes en entreprise, Services bancaires aux Autochtones, Expérience de la clientèle noire et 2SLGBTQ+ de la TD afin d'offrir une couverture nationale pour répondre aux besoins de divers segments de clientèle. Dans les Services bancaires aux entreprises, le programme de mentorat Women in Leadership Power continue de contribuer à la promotion de femmes douées à des postes de direction. Les Services bancaires personnels ont lancé le programme « Sponsorship in Action » (Parrainage en action) pour les groupes sous-représentés afin de soutenir l'avancement professionnel, en proposant le mentorat de cadres supérieurs, ce qui a permis à 50 % des participants d'être promus ou d'être mutés latéralement en vue d'acquiescer des expériences indispensables. |
| <p>Contribuer à la qualité de vie de nos collectivités</p> | <ul style="list-style-type: none"> La TD possède le réseau de succursales le mieux implanté au Canada, du fait que 54 % des Canadiens vivent à moins de 2 km d'une succursale TD et compte tenu de l'achalandage accru et des heures d'ouverture plus longues. Afin de répondre aux divers besoins de la clientèle, les succursales peuvent servir les clients dans plus de 60 langues et dans plus de 200 langues grâce aux services de traduction par téléphone. |

¹² Rewards Canada, Canada's Choice 2022 Winners (2022).

¹³ Prix régionaux Global Finance World's Best Digital Bank 2022 (10 août 2022) et prix Global Finance World's Best Digital Bank 2022 (20 septembre 2022).

¹⁴ MMX® Multi-Platform de Comscore, services financiers – services bancaires, audience totale, moyenne sur trois mois se terminant en septembre 2022, au Canada, aux États-Unis, en Espagne, en France et au Royaume-Uni.

¹⁵ Celent Model Bank Award Winner for Customer Engagement (17 mars 2022).

¹⁶ Data.ai – moyenne mensuelle des utilisateurs actifs de téléphones mobiles en septembre 2022.

¹⁷ INTERAC Issuer Executive Metric Summary – La Banque Toronto-Dominion, octobre 2022.

¹⁸ Competitor Landscape: Canadian Digital Banking Report 2022; Similarweb. Les mesures du trafic Web de Similarweb sont basées sur la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022.

PRINCIPALES PRIORITÉS POUR 2023

- Améliorer la distribution omnicanal de bout en bout afin d'offrir aux clients une expérience en continu et intuitive, intégrée à tous les canaux
- Améliorer la rapidité, la capacité et l'efficacité en tirant parti de NET pour obtenir plus rapidement de meilleurs résultats et réaliser des opérations faisant intervenir le numérique, les données, la technologie et l'expérience client
- Tirer parti de Une seule TD pour enrichir les relations avec les clients et leur fournir des conseils personnalisés qui répondent à leurs besoins particuliers

- Continuer à attirer et à retenir les personnes les plus compétentes, mettre l'accent sur la diversité des talents et favoriser l'excellence par la simplification des processus, l'apprentissage et le perfectionnement
- Conformément à la stratégie d'entreprise sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), les Services bancaires personnels se concentreront sur une meilleure inclusion financière et sur la consolidation de la santé et de l'éducation financières des collègues et des clients
- Surveiller attentivement la conjoncture macroéconomique et les principaux indicateurs de risque dans l'ensemble des secteurs et se concentrer sur la réduction des risques le cas échéant

| TABLEAU 16 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA | | 2022 | 2021 |
|--|--|-----------------|-----------------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | | |
| Produits d'intérêts nets | | 12 396 \$ | 11 195 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | | 4 190 | 3 722 |
| Total des produits | | 16 586 | 14 917 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | | 639 | 650 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | | (148) | (394) |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | | 491 | 256 |
| Charges autres que d'intérêts | | 7 176 | 6 648 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | | 2 361 | 2 128 |
| Résultat net | | 6 558 \$ | 5 885 \$ |
| Principaux volumes et ratios | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ¹ | | 42,3 % | 44,7 % |
| Marge d'intérêts nette (y compris sur les actifs titrisés) | | 2,56 | 2,52 |
| Ratio d'efficacité | | 43,3 | 44,6 |
| Nombre de succursales de détail au Canada à la fin de la période | | 1 060 | 1 061 |
| Nombre moyen d'équivalents temps plein | | 28 478 | 27 654 |

¹ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté pour l'établir à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour l'exercice s'est établi à 6 558 millions de dollars, en hausse de 673 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par une hausse des charges autres que d'intérêts et une augmentation de la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour l'exercice a été de 42,3 %, contre 44,7 % à l'exercice précédent.

Les produits pour l'exercice se sont établis à 16 586 millions de dollars, en hausse de 1 669 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 1 201 millions de dollars, ou 11 %, reflétant la croissance des volumes et la hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 42 milliards de dollars, ou 9 %, témoignant de la croissance de 8 % des prêts aux particuliers et de 15 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 28 milliards de dollars, ou 7 %, reflétant la croissance de 8 % des dépôts de particuliers et de 6 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,56 %, une augmentation de 4 pnb par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des marges sur les dépôts reflétant la hausse des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par la baisse des marges sur les prêts, la baisse des produits liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires et les changements apportés à la composition du bilan.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 468 millions de dollars, ou 13 %, en raison des activités accrues des clients, notamment des produits tirés des opérations de change et des cartes de crédit.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 491 millions de dollars, soit une hausse de 235 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 639 millions de dollars, soit une baisse de 11 millions de dollars, ou 2 %. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 148 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 394 millions de dollars à l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète l'amélioration des conditions de crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 0,10 %, en hausse de 4 pnb.

Les charges autres que d'intérêts pour la période considérée se sont élevées à 7 176 millions de dollars, en hausse de 528 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. La hausse reflète surtout l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les charges liées à la technologie et les charges de personnel.

Le ratio d'efficacité pour l'exercice s'est établi à 43,3 %, contre 44,6 % à l'exercice précédent.

CONTEXTE D'EXPLOITATION ET PERSPECTIVES

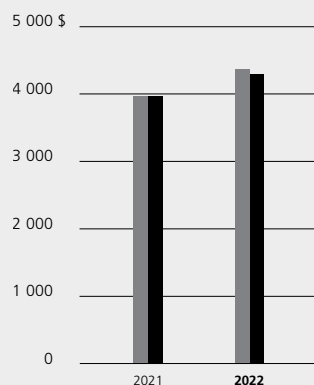
Après avoir affiché une forte reprise au cours des 12 à 18 derniers mois, l'activité économique au Canada devrait connaître un ralentissement au cours de l'exercice 2023, entraînant un risque de récession. Bien que la conjoncture macroéconomique reste incertaine, la croissance des produits du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada devrait continuer à suivre les tendances mises en évidence par le contexte des taux d'intérêt et son incidence sur les activités des consommateurs et des entreprises. Même si les marchés du logement devraient continuer à s'adapter, une augmentation de l'activité de la clientèle et une hausse du nombre de nouveaux clients, ainsi que l'incidence des récentes hausses des taux d'intérêt, devraient favoriser une croissance continue des produits au cours du prochain exercice. La provision pour pertes sur créances devrait augmenter tout au long de l'exercice, reflétant un retour à la normale progressif des conditions de crédit et la croissance des volumes. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada maintiendra son approche rigoureuse de la gestion des dépenses, en investissant dans la capacité de distribution, la technologie, les infrastructures et le perfectionnement des collègues de manière à anticiper l'évolution des besoins des clients, tout en cherchant à orienter l'avenir des services bancaires. Bien qu'il soit possible que les résultats ne suivent pas toujours les tendances d'un trimestre à l'autre, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada de TD dotés d'outils numériques devrait être en bonne position pour mettre en œuvre sa stratégie axée sur le client.

Services de détail aux États-Unis

Les Services bancaires de détail aux États-Unis offrent, sous la marque TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, un éventail complet de produits et de services financiers à plus de 9,9 millions de clients dans les activités de services bancaires personnels et commerciaux de la Banque aux États-Unis, y compris les activités de gestion de patrimoine. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprend une participation dans Schwab.

RÉSULTAT NET¹⁹

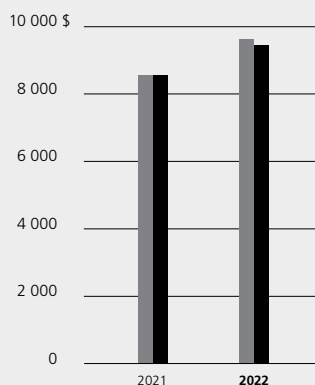
(en millions de dollars américains)



■ Comme présenté ■ Rajusté

TOTAL DES PRODUITS¹⁹

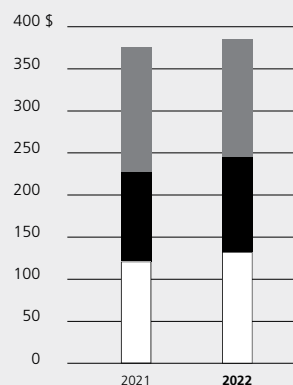
(en millions de dollars américains)



■ Comme présentés ■ Rajustés

VOLUME MOYEN DES DÉPÔTS

(en milliards de dollars américains)



□ Particuliers ■ Entreprises ■ Comptes de passage

TAB LEAU 17 PRODUITS¹

(en millions de dollars)

| | Dollars canadiens | | Dollars américains | |
|------------------------------------|-------------------|------------------|--------------------|-----------------|
| | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 |
| Services bancaires personnels | 6 875 \$ | 6 267 \$ | 5 329 \$ | 4 983 \$ |
| Services bancaires aux entreprises | 3 972 | 3 810 | 3 078 | 3 029 |
| Gestion de patrimoine | 517 | 468 | 401 | 372 |
| Autres ² | 1 061 | 213 | 824 | 170 |
| Total | 12 425 \$ | 10 758 \$ | 9 632 \$ | 8 554 \$ |

¹ Ne tient pas compte de la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab.

² Les autres produits englobent principalement les produits tirés de la convention sur les CDA avec Schwab et des activités de placement ainsi que, pour 2022, un recouvrement d'assurance lié au règlement d'un litige.

¹⁹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires personnels

- Dépôts de particuliers – gamme complète de produits de comptes chèques, de comptes d'épargne et de solutions de paiement pour les clients de détail offerte par l'entremise de multiples modes de prestation
- Prêts à la consommation – vaste gamme de produits de financement, y compris des prêts hypothécaires résidentiels, des lignes de crédit domiciliaires et des solutions de prêts non garantis pour les clients de détail
- Services de cartes de crédit – cartes de crédit de marque TD pour les clients de détail, et cartes de crédit de marque privée et comarquées ainsi que solutions de financement renouvelable et à remboursement échelonné offertes au point de vente aux clients de détaillants de premier plan aux États-Unis par l'entremise de partenariats à l'échelle du pays
- Financement auto aux particuliers – services indirects de financement aux particuliers par l'entremise d'un réseau de concessionnaires automobiles

Services bancaires aux entreprises

- Services bancaires commerciaux – solutions d'emprunts, de dépôts et de gestion de liquidités répondant aux besoins des entreprises et des gouvernements américains dans une vaste gamme de secteurs, y compris des services de financement sur stocks offerts par Financement auto TD à l'échelle des États-Unis
- Services bancaires aux petites entreprises – solutions d'emprunt, de dépôts et de gestion des liquidités répondant aux besoins des petites entreprises, y compris des solutions aux commerçants et des cartes de crédit de marque TD

Gestion de patrimoine

- Services-conseils en gestion de patrimoine – conseils en gestion de patrimoine, solutions en matière de planification financière, services de planification de succession et de fiducie, et produits d'assurance et de rente pour clients aisés, fortunés et institutionnels, offerts par des conseillers financiers en succursale et par l'entremise d'une plateforme de conseils robotisés
- Gestion de placements – comprend les activités d'Epoch Investment Partners, Inc. et les activités américaines de placements de Gestion de placements TD (GPTD)

PROFIL DE L'INDUSTRIE

Le secteur des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis est très concurrentiel et englobe plusieurs institutions financières de grande envergure, de même que des banques régionales, des petites banques communautaires et caisses d'épargne, des sociétés de crédit, des coopératives d'épargne et de crédit ainsi que d'autres prestataires de services financiers. L'industrie de la gestion de patrimoine englobe les banques nationales et régionales, les compagnies d'assurance, les sociétés de fonds communs de placement indépendantes, les courtiers traditionnels et les sociétés de gestion d'actifs indépendantes. Les services bancaires personnels et commerciaux de même que les services de gestion de patrimoine comprennent aussi des concurrents offrant des services non traditionnels, depuis des entreprises en démarrage jusqu'à des entreprises non financières établies qui élargissent leur offre aux services financiers. Ces secteurs répondent aux besoins de particuliers, d'entreprises et de gouvernements auxquels ils offrent des produits comprenant des services de dépôts, de prêts, de gestion des liquidités, de conseils financiers et de gestion d'actifs. Les produits peuvent être distribués par un canal de distribution unique ou par un ensemble de canaux de distribution, notamment en succursale, par guichet automatique, par téléphone ou par canaux numériques. Certaines entreprises fournissent également des services à leurs clients par des canaux indirects. Les concurrents offrant des services traditionnels adoptent de nouvelles technologies et axent leur priorité sur le service à la clientèle. Les concurrents offrant des services non traditionnels ont gagné du terrain et collaborent de plus en plus avec les banques afin d'élaborer de nouveaux produits et services et d'améliorer le service à la clientèle. Les facteurs clés de la rentabilité continuent d'être l'établissement et le maintien de relations durables avec les clients au moyen d'un service et d'une fonctionnalité mémorables, un éventail de produits et services offerts dans l'ensemble des canaux de distribution qui répondent aux besoins changeants des clients, la réalisation d'investissements stratégiques tout en assurant une gestion rigoureuse des dépenses et une gestion prudente des risques.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, RÉALISATIONS ET PRIORITÉS

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|--|--|
| Transformer la distribution | <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du réseau de succursales de détail – nous avons ouvert de nouvelles succursales dans des marchés prometteurs, nous avons rénové certaines succursales, nous avons poursuivi l'optimisation de notre réseau de succursales afin de répondre aux besoins en évolution des clients, et nous avons maintenu l'accent sur l'innovation. <ul style="list-style-type: none"> – Nous avons ouvert la succursale phare dans l'édifice One Vanderbilt dans la ville de New York, la plus grande succursale de la TD aux États-Unis offrant plus de commodité et une meilleure accessibilité pour nos clients. – Nous avons lancé TD Workshop, premier laboratoire d'innovation des Services bancaires de détail aux États-Unis, qui conjugue un environnement entièrement fonctionnel et la possibilité d'innover, de concevoir et de tester de nouveaux produits, et de s'engager auprès des clients et de la collectivité en général. – Nous avons annoncé l'expansion des services de détail à Charlotte, en Caroline du Nord, grâce à un plan d'ouverture de 15 succursales d'ici 2025, dont au moins 25 % se situeront dans des collectivités minoritaires ou de ménages à revenu faible ou modeste. • Nous avons amélioré nos capacités omnicanal, notamment en déployant de nouveaux systèmes pour rationaliser l'expérience d'acquisition et d'intégration des clients, en fournissant des outils aux collègues pour qu'ils puissent mieux conseiller les clients et leur offrir un service mémorable, et en lançant de nouvelles caractéristiques et de nouvelles capacités numériques afin d'offrir aux clients plus d'options en libre-service. • Nous avons augmenté de 5 % d'un exercice à l'autre le nombre d'utilisateurs actifs des services numériques et augmenté de 8 % d'un exercice à l'autre le nombre d'utilisateurs actifs des services mobiles, le nombre d'utilisateurs des services numériques dépassant les 5,25 millions et le total des ventes numériques représentant près de 32 % des ventes totales. |
| Accroître nos capacités de premier plan d'acquisition et de fidélisation des clients | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons amélioré l'appli TD afin de permettre la demande d'une nouvelle carte en version numérique pour les clients détenant une carte de débit, en cas de perte, vol ou bris de leur carte. • Nous avons lancé de nouveaux produits pour répondre aux besoins des clients, notamment le compte pour petites entreprises Small Business Premium Money Market et le compte bancaire personnel Signature Savings. • Nous avons apporté des modifications à notre politique en matière de découvert bancaire en permettant que le compte d'un client soit à découvert jusqu'à concurrence de 50 \$ US sans être l'objet de frais de découvert; en accordant un délai de 24 heures pour remédier à la situation et éviter des frais à ceux dont le compte est à découvert d'un montant supérieur à 50 \$ US, en éliminant les frais de transfert en cas de découvert pour les clients qui utilisent le service de protection contre les découverts pour compte d'épargne; et en mettant en œuvre une approche de traitement de tous les crédits avant les débits. • Nous avons éliminé les frais de chèque sans provision et les frais d'inactivité des cartes-cadeaux. |
| Étendre et faire évoluer nos services de cartes | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons signé une prolongation de contrat pluriannuelle avec Target Corporation en vertu de laquelle la TD continuera d'être l'émetteur exclusif de cartes de crédit comarquées et de marque privée pour les clients de Target jusqu'en 2030, et nous avons ajouté une carte MasterCard pour usage général à nos solutions de cartes de crédit offertes dans les magasins et le site en ligne de Target, renforçant davantage notre partenariat stratégique en matière de cartes au-delà de la carte RedCard utilisable seulement en magasin. • Nous avons signé une prolongation de contrat avec Nordstrom jusqu'en 2026 en vertu de laquelle la TD continuera d'être l'émetteur exclusif de cartes de crédit Visa et de marque privée pour les clients aux États-Unis de Nordstrom. • Nos services de cartes de crédit ont établi des partenariats de financement avec la marque de fournitures et d'accessoires d'ameublement de maison RH (auparavant Restoration Hardware) et le détaillant de bijoux Blue Nile pour lancer des programmes de carte de crédit de marque privée. |

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|--|---|
| <p>Nous hisser au sixième rang des services bancaires aux entreprises en fonction du solde de prêts (aux États-Unis)</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Malgré les perturbations liées à la réduction des prêts accordés dans le cadre du programme PPP, nous avons réalisé une forte croissance des volumes d'un exercice à l'autre dans les secteurs du marché intermédiaire et des prêts spécialisés, grâce à une meilleure utilisation des prélèvements à l'égard des prêts commerciaux, à la vigueur des montages de prêts et à la hausse du nombre de nouveaux clients. • Nous avons étendu certaines activités verticales dans nos succursales et à l'échelle nationale et avons acquis de nouveaux clients grâce à des initiatives stratégiques. • Nous avons lancé la plateforme TD Embedded Banking, en partenariat avec une société de technologie financière de premier plan, permettant aux clients commerciaux d'intégrer les produits et services bancaires de la TD à leur logiciel de planification des ressources et de comptabilité d'entreprise, ce qui les aide à mieux gérer leurs paiements grâce à la gestion automatisée de la trésorerie. • Nous nous classons au premier rang, au sein du territoire que nous couvrons, pour le nombre total de prêts approuvés par la Small Business Administration (SBA) des États-Unis, et ce pour la sixième année consécutive, et nous occupons le deuxième rang à l'échelle nationale des prêts garantis par la SBA²⁰. |
| <p>Offrir des services de gestion de patrimoine à l'échelle de TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons poursuivi l'expansion de nos services de gestion de patrimoine et embauché environ 50 conseillers financiers au cours de 2022 pour aider à créer une masse critique dans des marchés prometteurs afin d'approfondir nos relations existantes et de tirer parti des nouvelles possibilités issues des recommandations. • Nous avons renforcé nos partenariats selon l'approche « Une seule TD » en intégrant des partenaires de services de détail et de services commerciaux, y compris en convertissant certaines succursales de services de détail en centres de conseils en gestion de patrimoine. • Nous avons lancé de nouvelles capacités afin de doter nos collègues d'outils leur permettant d'offrir de meilleurs conseils et d'accroître l'efficacité des ventes. • Nous avons mis en service une plateforme de prêts garantis par des titres à dépositaires multiples qui a accueilli un premier client. |
| <p>Mener des activités de prêts hypothécaires de calibre mondial</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons lancé TD Home Access Mortgage, une option de prêt hypothécaire plus abordable conçue pour accroître les possibilités d'accession à la propriété dans diverses collectivités. • Nous avons lancé une nouvelle expérience de prêt hypothécaire en succursale qui met les clients rapidement en contact avec des spécialistes en hypothèques et prêts sur valeur immobilière qui sauront leur proposer les produits qui répondent le mieux à leurs besoins. |
| <p>Principaux facteurs de réalisation de la stratégie d'affaires</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons mis en place le paiement en temps réel dans le réseau des concessionnaires grâce à Financement auto TD, une première pour un prêteur indirect participant au financement de véhicules automobiles. • Pour une troisième année de suite, Financement auto TD s'est classée au premier rang en matière de satisfaction des concessionnaires parmi les prêteurs non exclusifs ayant un crédit préférentiel, selon le sondage de 2022 de J.D. Power sur la satisfaction des concessionnaires en matière de financement aux États-Unis²¹. • Nous avons fait des progrès vers l'atteinte de nos objectifs de diversité et d'inclusion, comme en témoignent les nombreux prix prestigieux qui nous ont été décernés, y compris les distinctions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – figure au palmarès de <i>Forbes</i> comme l'un des meilleurs employeurs pour la diversité 2022 pour la quatrième année consécutive, étant première parmi les banques, et au neuvième rang parmi 500 entreprises; – s'est également classée parmi les meilleures banques dans le palmarès des 50 meilleures entreprises pour la diversité de DiversityInc en 2022; – figure au palmarès de <i>Forbes</i> comme l'un des meilleurs employeurs pour les femmes. • Nous avons obtenu le résultat « Outstanding » (remarquable) de façon consécutive lors du récent examen mené par l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) dans le cadre de la <i>Community Reinvestment Act</i>. • Nous avons continué d'améliorer notre efficacité opérationnelle pour assurer la croissance rentable de nos activités. • Nous avons continué de soutenir les collectivités, y compris en versant un don de 500 000 \$ US afin de soutenir les organismes locaux qui viennent en aide aux personnes et aux collectivités touchées par l'ouragan Ian dans le sud-est des États-Unis. |
| <p>Acquisition de First Horizon</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons annoncé l'acquisition de First Horizon Corporation le 28 février 2022, avons obtenu l'approbation des actionnaires de First Horizon le 31 mai 2022 et avons pris part aux audiences publiques devant l'OCC et le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, qui se sont terminées le 18 août 2022. • Nous continuons de progresser vers l'obtention des approbations des organismes de réglementation afin de clôturer la transaction. • Cette transaction, lorsqu'elle sera clôturée, permettra à la TD d'accélérer sa stratégie de croissance à long terme aux États-Unis en faisant l'acquisition d'une banque régionale de premier plan dont la culture et le cadre de gestion des risques s'harmonisent avec les siens : <ul style="list-style-type: none"> – Accélération de la stratégie de croissance aux États-Unis et création d'une des six plus grandes banques aux États-Unis, avec une présence et une portée immédiates sur des marchés à forte croissance adjacents à ceux de la TD – Création de possibilités de croissance en combinant les capacités et les modèles d'affaires centrés sur la clientèle de First Horizon et de la TD • Au cours du quatrième trimestre de 2022, la TD a préparé la réussite de l'intégration : <ul style="list-style-type: none"> – Nous avons rencontré les groupes communautaires dans l'ensemble des succursales de la TD et de First Horizon. – Nous avons établi des protocoles de communication avec le personnel de First Horizon et tenu des séances d'écoute. – Le Bureau de gestion de l'intégration a défini le premier jour officiel (clôture de la transaction) ainsi que de la feuille de route de l'intégration et de la conversion. – Nous avons confirmé une approche pour la migration en priorité vers les systèmes de la TD. – Nous avons fait une première annonce indiquant que neuf cadres supérieurs de First Horizon se joindront à TD AMCB à compter du premier jour officiel dans les sous-secteurs des prêts commerciaux, de la gestion du risque de crédit, des finances, de la gestion des risques, de la conformité, des ressources humaines et de l'intégration technologique. – Nous avons réaffirmé notre confiance dans la capacité de la TD à réaliser les synergies de coûts. – Nous avons validé les dépendances et les conditions préalables de l'intégration et avons réalisé des progrès importants dans la conception de l'« état cible » décrivant le mode d'exploitation que la TD suivra dès le premier jour après la conversion des clients, des canaux, des produits et services, des principales capacités, des processus et des plateformes. |

²⁰ Prêts consentis par l'agence américaine Small Business Administration dans son territoire de desserte s'étendant du Maine à la Floride pour l'exercice 2022.

²¹ Financement auto TD a reçu la note la plus élevée dans le segment national non exclusif et préférentiel (entre 214 000 et 542 000 transactions) dans le cadre des sondages de J.D. Power 2020-2022 sur la satisfaction des concessionnaires en matière de financement aux États-Unis, qui portent sur la satisfaction des concessionnaires à l'égard des fournisseurs de financement automobile. Visitez le site jdpower.com/awards pour plus de renseignements.

PRINCIPALES PRIORITÉS POUR 2023

- Obtenir des organismes de réglementation les approbations nécessaires à la clôture de l'acquisition de First Horizon et réaliser notre plan d'intégration
- Améliorer la distribution omnicanal de bout en bout en privilégiant une approche mobile de premier plan afin d'offrir une expérience client transparente et intuitive qui est intégrée dans l'ensemble des canaux
- Étendre notre présence dans les marchés prometteurs aux possibilités élevées en lien avec l'acquisition de First Horizon
- Favoriser des activités d'acquisition de nouveaux comptes chèques et de fidélisation de premier plan au moyen de capacités améliorées
- Lancer de nouveaux produits de carte de crédit novateurs et continuer d'améliorer les capacités et l'expérience de service à la clientèle
- Accroître nos services pour les organismes communautaires et les petites entreprises et créer une plateforme nationale pour le marché intermédiaire
- Investir dans nos capacités de gestion de patrimoine afin d'offrir une proposition de valeur distinctive et d'accélérer la croissance dans les marchés prometteurs et par la segmentation de la clientèle
- Rationaliser davantage l'exploitation grâce à l'automatisation, à la numérisation et à la simplification des procédés pour nos collègues et clients
- Continuer d'intégrer une expertise en matière d'ESG afin de faire progresser l'élaboration de produits et de services durables et de contribuer au bien-être social et économique des collectivités que la TD sert

| TABLEAU 18 | SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS | | |
|---|-----------------------------------|-----------------|-----------------|
| (en millions de dollars, sauf indication contraire) | | 2022 | 2021 |
| Dollars canadiens | | | |
| Produits d'intérêts nets | | 9 604 \$ | 8 074 \$ |
| Produits autres que d'intérêts – comme présentés | | 2 821 | 2 684 |
| Produits autres que d'intérêts – rajustés ¹ | | 2 597 | 2 684 |
| Total des produits – comme présenté | | 12 425 | 10 758 |
| Total des produits – rajusté ¹ | | 12 201 | 10 758 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | | 522 | 438 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | | (187) | (688) |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | | 335 | (250) |
| Charges autres que d'intérêts – comme présentées | | 6 920 | 6 417 |
| Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 2} | | 6 824 | 6 417 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présentée | | 625 | 504 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajustée ¹ | | 593 | 504 |
| Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – comme présenté | | 4 545 | 4 087 |
| Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – rajusté¹ | | 4 449 | 4 087 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3, 4} | | 1 075 | 898 |
| Résultat net – comme présenté | | 5 620 \$ | 4 985 \$ |
| Résultat net – rajusté¹ | | 5 524 | 4 985 |
| Dollars américains | | | |
| Produits d'intérêts nets | | 7 437 \$ | 6 419 \$ |
| Produits autres que d'intérêts – comme présentés | | 2 195 | 2 135 |
| Produits autres que d'intérêts – rajustés ¹ | | 2 018 | 2 135 |
| Total des produits – comme présenté | | 9 632 | 8 554 |
| Total des produits – rajusté ¹ | | 9 455 | 8 554 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | | 404 | 344 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | | (150) | (550) |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | | 254 | (206) |
| Charges autres que d'intérêts – comme présentées | | 5 364 | 5 101 |
| Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 2} | | 5 292 | 5 101 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présentée | | 484 | 403 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajustée ¹ | | 458 | 403 |
| Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – comme présenté | | 3 530 | 3 256 |
| Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – rajusté¹ | | 3 451 | 3 256 |
| Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3, 4} | | 840 | 711 |
| Résultat net – comme présenté | | 4 370 \$ | 3 967 \$ |
| Résultat net – rajusté¹ | | 4 291 | 3 967 |
| Principaux volumes et ratios | | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ⁵ | | 14,2 % | 13,0 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ^{1, 5} | | 14,0 | 13,0 |
| Marge d'intérêts nette ^{1, 6} | | 2,54 | 2,19 |
| Ratio d'efficacité – comme présenté | | 55,7 | 59,6 |
| Ratio d'efficacité – rajusté ¹ | | 56,0 | 59,6 |
| Actifs administrés (en milliards de dollars américains) ⁷ | | 34 \$ | 30 \$ |
| Actifs gérés (en milliards de dollars américains) ⁷ | | 33 | 41 |
| Nombre de succursales de détail aux États-Unis | | 1 160 | 1 148 |
| Nombre moyen d'équivalents temps plein | | 25 745 | 25 508 |

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon – 2022 : 96 millions de dollars ou 72 millions de dollars américains (73 millions de dollars après impôt ou 54 millions de dollars américains après impôt).

³ La quote-part de la Banque du résultat de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés de 2022.

⁴ Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade par Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

⁵ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté pour l'établir à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

⁶ La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets du secteur Services de détail aux États-Unis par les actifs productifs d'intérêts moyens, sans tenir compte de l'incidence liée aux conventions sur les comptes de passage et de l'incidence des dépôts intersociétés et des sûretés sous forme de trésorerie, ce qui, selon la direction, reflète mieux la performance du secteur. En outre, la valeur des produits d'intérêts exonérés d'impôt est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. Les produits d'intérêts nets et les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

⁷ Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis pour l'exercice s'est élevé à 5 620 millions de dollars (4 370 millions de dollars américains), en hausse de 635 millions de dollars (403 millions de dollars américains), ou 13 % (10 % en dollars américains), par rapport à celui de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, le résultat net pour l'exercice s'est élevé à 5 524 millions de dollars (4 291 millions de dollars américains), en hausse de 539 millions de dollars (324 millions de dollars américains), ou 11 % (8 % en dollars américains). Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour l'exercice a été respectivement de 14,2 % et 14,0 %, contre 13,0 % pour l'exercice précédent.

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis tient compte de la contribution des Services bancaires de détail aux États-Unis et de la participation de la Banque dans Schwab. Le résultat net comme présenté de la participation de la Banque dans Schwab pour l'exercice a été de 1 075 millions de dollars (840 millions de dollars américains), une augmentation de 177 millions de dollars (129 millions de dollars américains), ou 20 % (18 % en dollars américains), reflétant la hausse des produits d'intérêts nets, en partie contrebalancée par la hausse des charges et la baisse des produits liés aux activités de négociation.

Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis pour l'exercice s'est établi à 4 545 millions de dollars (3 530 millions de dollars américains), en hausse de 458 millions de dollars (274 millions de dollars américains), ou 11 % (8 % en dollars américains), par rapport à celui de l'exercice précédent, reflétant la hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances et la hausse des charges autres que d'intérêts, qui comprennent les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon. Le résultat net rajusté des Services bancaires de détail aux États-Unis pour l'exercice s'est établi à 4 449 millions de dollars (3 451 millions de dollars américains), en hausse de 362 millions de dollars (195 millions de dollars américains), ou 9 % (6 % en dollars américains), reflétant la hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances et la hausse des charges autres que d'intérêts.

Les produits des Services bancaires de détail aux États-Unis proviennent des services bancaires personnels et commerciaux de même que des activités de gestion de patrimoine. Les produits comme présentés pour l'exercice ont été de 9 632 millions de dollars américains, en hausse de 1 078 millions de dollars américains, ou 13 %, en regard de ceux de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits pour l'exercice ont progressé de 901 millions de dollars américains, ou 11 %. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 7 437 millions de dollars américains, une hausse de 1 018 millions de dollars américains, ou 16 %, attribuable à la hausse des marges sur les dépôts découlant du contexte haussier des taux d'intérêt, à la hausse des volumes des dépôts de particuliers et d'entreprises et des prêts aux particuliers et aux entreprises, et à l'augmentation des revenus tirés du portefeuille de placements, le tout en partie contrebalancé par une baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et une diminution des marges sur les prêts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,54 %, une augmentation de 35 pdb, la hausse des marges sur les dépôts découlant du contexte haussier des taux d'intérêt ayant été en partie contrebalancée par une baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et une diminution des marges sur les prêts. Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour l'exercice se sont établis à 2 195 millions de dollars américains, en hausse de 60 millions de dollars américains, ou 3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant un recouvrement d'assurance lié à un litige et la croissance des produits tirés des comptes à honoraires en raison de l'augmentation des activités de la clientèle, le tout en partie contrebalancé par la baisse des profits à la vente de prêts hypothécaires pour l'exercice considéré et la hausse de la valeur de certains placements à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts ont diminué de 117 millions de dollars américains, ou 5 %, reflétant la baisse des profits à la vente de prêts hypothécaires pour l'exercice considéré et la hausse de la valeur de certains placements à l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par la croissance des produits tirés des comptes à honoraires attribuable à l'augmentation des activités de la clientèle.

Le volume moyen des prêts a diminué de 3 milliards de dollars américains, ou 2 %, par rapport à celui de l'exercice précédent. Les prêts aux entreprises ont diminué de 7 %, reflétant les remboursements sur les prêts commerciaux et l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP, le tout en partie contrebalancé par des montages solides, la hausse du nombre de nouveaux clients, des prélèvements plus élevés à l'égard des prêts commerciaux et une augmentation des activités de la clientèle. Compte non tenu des prêts accordés dans le cadre du programme PPP, les prêts aux entreprises ont été en grande partie stables. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 5 %, reflétant la hausse

des montages de prêts hypothécaires résidentiels et la hausse des prêts autos conjugués à la baisse des paiements anticipés, ainsi que la hausse du volume des cartes de crédit. Le volume moyen des dépôts a progressé de 10 milliards de dollars américains, ou 3 %, comparativement à celui de l'exercice précédent, reflétant une hausse de 10 % du volume des dépôts de particuliers, une hausse de 5 % du volume des dépôts d'entreprises et une baisse de 5 % du volume des comptes de passage.

Les actifs administrés s'élevaient à 34 milliards de dollars américains au 31 octobre 2022, en hausse de 4 milliards de dollars américains, ou 13 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant la croissance de l'actif net. Les actifs gérés s'élevaient à 33 milliards de dollars américains au 31 octobre 2022, en baisse de 8 milliards de dollars américains, ou 20 %, ce qui reflète la dépréciation des marchés et les sorties nettes d'actifs.

La provision pour pertes sur créances pour l'exercice s'est établie à 254 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 206 millions de dollars américains pour l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 404 millions de dollars américains, en hausse de 60 millions de dollars américains, ou 17 %, traduisant un certain retour à la normale des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs pour l'exercice a consisté en une reprise de provision de 150 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 550 millions de dollars américains pour l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète des améliorations continues, quoique faibles, des conditions de crédit. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,16 %, en hausse de 28 pdb.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour l'exercice se sont établies à 5 364 millions de dollars américains, en hausse de 263 millions de dollars américains, ou 5 %, en regard de celles de l'exercice précédent, reflétant une hausse des charges de personnel, les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon et une hausse des investissements dans les activités, le tout en partie contrebalancé par des coûts d'optimisation des succursales de 125 millions de dollars américains à l'exercice précédent et des gains de productivité à l'exercice considéré. Sur une base rajustée, compte non tenu des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 191 millions de dollars américains, ou 4 %.

Le ratio d'efficience comme présenté et rajusté pour l'exercice a été respectivement de 55,7 % et 56,0 %, par rapport à 59,6 % pour l'exercice précédent.

CONTEXTE D'EXPLOITATION ET PERSPECTIVES

Les perspectives pour le secteur Services de détail aux États-Unis reflètent un risque élevé de récession, y compris une inflation élevée soutenue, la pénurie de main-d'œuvre, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale touchant des secteurs d'activité et la hausse des taux d'intérêt, de même que l'incertitude entourant le moment et l'ampleur des baisses possibles de taux d'intérêt.

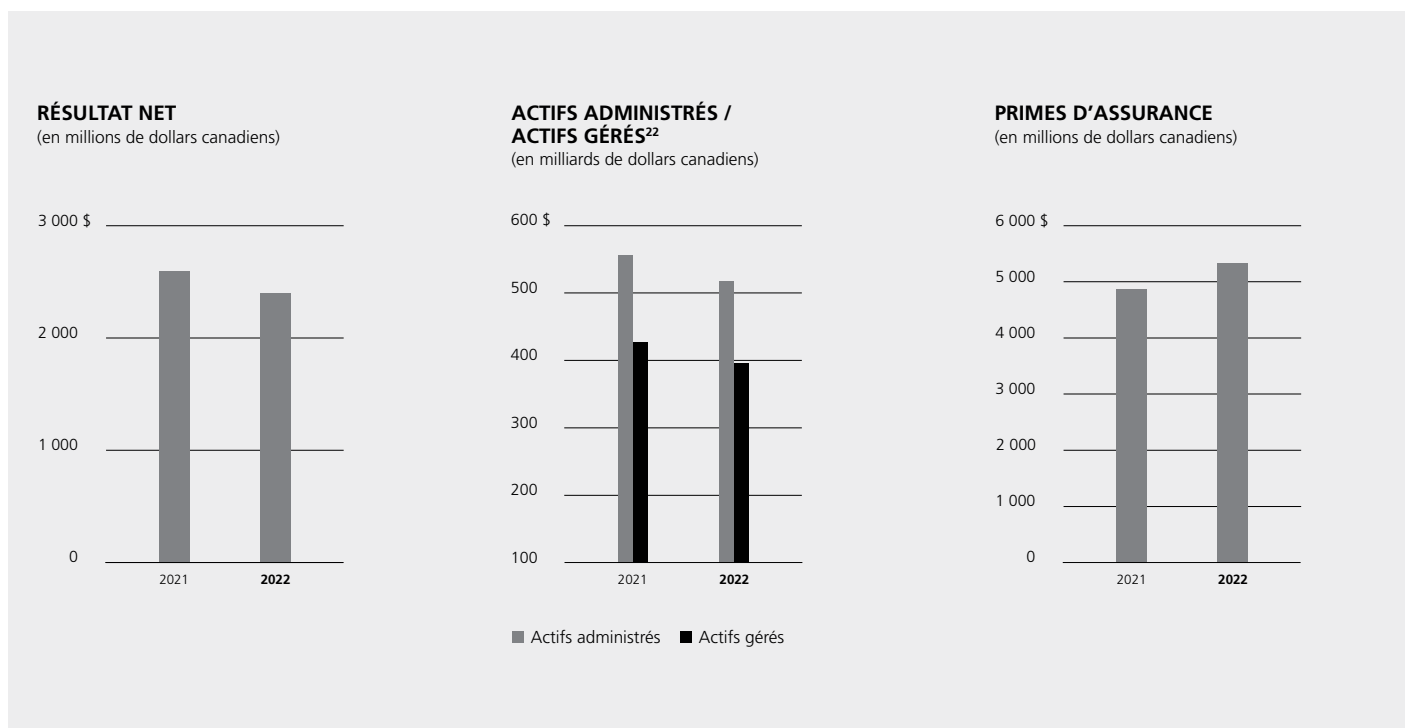
L'accroissement des produits attribuable à la hausse des volumes des dépôts de particuliers et d'entreprises et des prêts aux particuliers et aux entreprises, aux avantages du contexte haussier des taux d'intérêt sur les marges sur les dépôts, à l'activité accrue de la clientèle et à la croissance du nombre de clients devrait être vraisemblablement modéré par la baisse des produits découlant de l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP, l'incidence des modifications à la politique en matière de découvert bancaire, le rapatriement des comptes de passage et un contexte de taux d'intérêt sur les dépôts de la clientèle plus concurrentiel. La provision pour pertes sur créances devrait augmenter tout au long de l'exercice, reflétant un retour à la normale progressif des conditions de crédit et la croissance des volumes. Le secteur Services de détail aux États-Unis maintiendra son approche disciplinée de la gestion des charges, tout en continuant d'investir de manière stratégique pour soutenir la croissance des activités internes et générer des gains de productivité. Même si les résultats sont susceptibles de fluctuer d'un trimestre à l'autre, les Services bancaires de détail aux États-Unis devraient être en bonne position pour continuer de croître tout en renforçant notre modèle de leadership en matière de service et de convivialité, en améliorant notre offre de produits et de services et en offrant constamment une expérience client distinctive de bout en bout.

THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

Pour plus de renseignements sur Schwab, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés de 2022.

Gestion de patrimoine et Assurance

Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance fournit des solutions de gestion de patrimoine et une protection d'assurance à environ 6 millions de clients au Canada.



TAB LEAU 19 PRODUITS

| (en millions de dollars canadiens) | 2022 | 2021 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Gestion de patrimoine | 5 624 \$ | 5 693 \$ |
| Assurance | 5 236 | 4 896 |
| Total | 10 860 \$ | 10 589 \$ |

²² Comprendent les actifs administrés par Services d'investissement TD, qui fait partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Gestion de patrimoine

- Services de placement direct – plateformes et ressources aux investisseurs de détail autonomes afin de faciliter la recherche, la gestion de placements et la négociation d’une gamme de produits de placement par les canaux en ligne, téléphoniques et mobiles
- Services-conseils en gestion de patrimoine – conseils en gestion de patrimoine et solutions en matière de planification financière à des clients aisés, fortunés et très fortunés, intégrés à d’autres activités de gestion de patrimoine et à celles de la Banque dans son ensemble
- Gestion d’actifs – capacités de gestion de placements dans les secteurs public et privé pour les clients de détail et institutionnels, y compris une gamme diversifiée de solutions de placement conçues pour fournir des rendements intéressants ajustés en fonction des risques

Assurance

- Assurance de dommages – produits d’assurance habitation et auto offerts par l’entremise de canaux directs, ainsi qu’aux membres de groupes d’affinités comme les associations professionnelles, les universités et les groupes d’employeurs
- Assurance de personnes – produits de protection du crédit pour les clients des services bancaires personnels au Canada, produits d’assurance de personnes, de protection de solde de carte de crédit et d’assurance voyage distribués par les canaux de distribution directs et aux membres des groupes d’affinités

PROFIL DE L’INDUSTRIE

L’industrie canadienne de la gestion de patrimoine englobe des banques, des compagnies d’assurance, des gestionnaires d’actifs indépendants, des fournisseurs de services directement aux consommateurs, des conseillers et des planificateurs financiers indépendants, et des sociétés de courtage de plein exercice et à escompte. La croissance repose sur la capacité d’offrir des solutions de gestion de patrimoine distinctives et intégrées ainsi que des conseils financiers globaux à des investisseurs de détail et institutionnels, et également sur la capacité de suivre le rythme des changements technologiques et des exigences réglementaires. L’industrie canadienne de l’assurance de dommages est fragmentée et concurrentielle et se compose de nombreuses sociétés offrant de l’assurance aux particuliers et aux entreprises par l’entremise de courtiers, d’agents exclusifs et de canaux de distribution directe, tandis que l’industrie de l’assurance de personnes est constituée de banques et de plusieurs grands assureurs de personnes. Les capacités et solutions numériques novatrices offertes constitueront un facteur de différenciation déterminant pour les clients qui achètent et gèrent leurs polices d’assurance au moyen des canaux directs.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, RÉALISATIONS ET PRIORITÉS

| STRATÉGIE D’AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|--|--|
| Fournir des conseils fiables pour que nos clients aient confiance en leur avenir financier | <ul style="list-style-type: none">• Nous avons continué de mettre l’accent sur l’expansion de la distribution dans l’ensemble de nos activités de services-conseils pour répondre à la croissance de la demande ainsi qu’aux besoins des catégories de clients uniques.• Nous avons lancé Parlons argent en direct, une émission quotidienne en direct sur les placements diffusée exclusivement sur la plateforme CourtierWeb pour les clients de Placements directs TD et leur donnant accès à du contenu spécialisé en matière de placements.• Nous avons poursuivi l’engagement de Placements directs TD envers l’éducation des clients en offrant plus de parcours d’apprentissage et en augmentant notre librairie de contenu en collaborant avec des influenceurs canadiens sur les réseaux sociaux fûtés dans le domaine des placements.• Nous avons mis en place le Bureau de gestion de patrimoine familial TD pour offrir aux familles très fortunées une approche et une expertise multidisciplinaires qui leur permettront de trouver réponse à leurs besoins uniques.• Nous avons obtenu des résultats de placement nous situant en tête du secteur alors que 93 % des fonds gérés par Gestion de patrimoine TD (GPTD) se sont classés dans le premier ou le deuxième quartile sur une période de quatre ans²³.• Nous avons augmenté le nombre de conseillers dans nos centres de contact, accru nos ressources en matière de formation et mis en place des outils pour améliorer notre offre de produits et fournir une expérience client plus cohérente. |

²³ En fonction du pourcentage d’actifs gérés des fonds se classant dans le premier ou le deuxième quartile sur une période de quatre ans comparativement au rendement des autres fonds du groupe de référence défini par Morningstar, Inc., en date d’octobre 2022 (source : Morningstar, Inc.).

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|---|--|
| Fournir une expérience client mémorable grâce à des innovations axées sur le client et à notre leadership numérique | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons lancé l'application NégociTitres TD, conçue pour simplifier la négociation de titres pour les investisseurs nouveaux et émergents, sans seuil minimal et permettant d'effectuer 50 opérations sur actions sans commission chaque année et un nombre illimité d'opérations sans commission sur tous les fonds négociés en bourse (FNB) TD. • Nous avons continué d'adapter nos modèles de distribution pour répondre aux besoins des clients, ce qui nous a permis d'améliorer nos résultats dans l'indice d'expérience légendaire (IEL) : <ul style="list-style-type: none"> – Placements directs TD s'est classé au premier rang des meilleurs courtiers en ligne au Canada, selon le classement du magazine <i>MoneySense</i> pour 2022²⁴, et s'est classé en tête des banques canadiennes dans le cadre du sondage annuel de <i>The Globe and Mail</i> portant sur les courtiers numériques²⁵. – Nous avons apporté de nombreuses améliorations à l'application NégociTitres TD, y compris des fonctions de connexion biométrique permettant aux clients d'ouvrir une session en utilisant la reconnaissance d'empreinte digitale ou la reconnaissance faciale, ainsi qu'un billet d'ordre repensé. – Les améliorations apportées à la plateforme CourtierWeb comprennent la capacité d'effectuer en direct des virements en espèces à partir d'autres institutions financières, un calculateur d'actions dynamique qui simplifie l'entrée d'ordres d'achat ou de vente, l'entrée d'ordres visant des titres étrangers négociés hors Bourse et la connectivité de la plateforme avec l'application mobile permettant aux utilisateurs d'effectuer des opérations n'importe où. – Nous avons procédé à l'intégration de graphiques et d'indicateurs de premier ordre propulsés par « TradingView » à la plateforme avancée pour fournir aux négociateurs actifs des capacités réputées et des outils avancés qui leur permettent de prendre des décisions plus rapidement. – Nous avons apporté des améliorations à notre infrastructure d'acheminement des appels afin de réduire le temps d'attente et nous avons prolongé les heures d'ouverture de nos centres de contact de manière à redevenir le service de courtage à escompte offrant les plus longues heures de disponibilité parmi les cinq grandes banques de détail canadiennes²⁶. – Nous avons lancé « Conseils directs », une plateforme permettant aux clients aisés et férus de technologie numérique d'obtenir des services-conseils auprès d'une équipe de planificateurs financiers. • Nous avons lancé trois FNB, dont deux nouveaux FNB axés sur les critères ESG qui s'ajoutent aux solutions de placement ESG de GPTD, ainsi que le FNB indiciel de crédits carbone mondiaux TD pour offrir aux investisseurs un accès mondial au marché en croissance des crédits carbone. • Nous avons ajouté une version libellée en dollars américains de cinq FNB pour permettre aux investisseurs d'avoir accès aux marchés boursiers américains et mondiaux tout en évitant les frais de change. • TD Assurance a étendu son réseau de centres d'indemnisation automobile à guichet unique, qui compte maintenant 24 établissements à l'échelle nationale. • Nous avons renforcé les capacités numériques de TD Assurance grâce à de nouvelles fonctionnalités améliorées de libre-service, y compris la soumission et l'émission de polices en ligne ainsi que la gestion de la couverture, de la facturation et des paiements en ligne. |
| Accroître et approfondir les relations avec la clientèle en tirant parti de l'approche Une seule TD pour fournir des solutions qui répondent aux besoins financiers propres à chaque client | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons maintenu des parts de marché solides et insufflé un nouvel élan à l'ensemble de nos activités : <ul style="list-style-type: none"> – Au premier rang pour la part de marché des services de placement en direct au chapitre des revenus, des actifs, des opérations de négociation et du nombre de comptes²⁷. – Au deuxième rang pour la part de marché des actifs des fonds communs de placement et au premier rang parmi les cinq grandes banques de détail canadiennes pour les ventes nettes de fonds communs de placement en 2022²⁷. – Plus important gestionnaire de fonds institutionnels canadien et plus important gestionnaire de fonds au Canada pour les actifs de retraite²⁷. – Plus important distributeur direct de produits d'assurance de personnes et chef de file dans le marché des groupes d'affinités au Canada²⁸. – Au troisième rang des sociétés d'assurance de personnes au Canada²⁸. • Nous avons continué de travailler avec nos partenaires pour mettre en œuvre l'approche Une seule TD. <ul style="list-style-type: none"> – Nous avons mis en place une équipe de spécialistes du soutien aux services de détail afin d'offrir de la formation sur mesure et de favoriser une plus grande collaboration entre GPTD et les canaux de distribution au détail. – Nous avons agrandi de plus de 50 % notre équipe de gestion des relations avec la clientèle fortunée afin de pouvoir fournir un service spécialisé à nos clients fortunés actifs, faire la promotion de nos outils et ressources et mettre en œuvre l'approche Une seule TD. |
| Innover pour atteindre nos buts visant à optimiser les processus et à habiliter nos collègues à agir rapidement pour obtenir des résultats | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons continué de transformer notre façon de travailler, en automatisant une part accrue de nos activités et en mettant en œuvre d'autres améliorations de processus pour accroître la rapidité et l'efficacité. • Nous avons doublé les types de comptes pouvant être ouverts en ligne avec Placements directs TD et avons rationalisé le processus d'ouverture de compte en ligne. • Nous avons mis en place des centres téléphoniques et des centres de contact modernisés à l'échelle nationale. • TD Assurance a commencé sa transition vers le modèle d'exploitation NET visant à simplifier notre façon de travailler en adoptant des changements axés sur l'agilité et les clients. |
| Être un employeur de choix chez qui la diversité et l'inclusivité sont valorisées, et contribuer au bien-être de nos collectivités | <ul style="list-style-type: none"> • Nous maintenons notre engagement à favoriser la création d'une culture plus inclusive et diversifiée au sein de la TD, poursuivant notre objectif d'enrichir la vie de nos clients, de nos collègues et de nos collectivités. • TD Assurance a lancé un programme de recyclage de pare-chocs en plastique dans ses Centres auto dans le cadre d'efforts pour promouvoir l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement. • Nous avons étendu le programme de stages pour Autochtones, qui a accueilli des stagiaires autochtones de partout au Canada, en mettant l'accent sur le perfectionnement des compétences et le mentorat. |

²⁴ Classement des meilleurs courtiers en ligne en 2022 selon *MoneySense*, août 2022. Pour plus de renseignements, visiter le <https://www.moneysense.ca>.

²⁵ Classement des courtiers en ligne en 2022 selon *The Globe and Mail* : <https://www.theglobeandmail.com/investing/article-qtrade-vs-wealthsimple-trade-national-bank-comparison/>.

²⁶ Les cinq grandes banques de détail canadiennes comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada, la Banque Scotia et La Banque Toronto-Dominion.

²⁷ Les parts de marché sont fondées sur les données les plus récentes disponibles fournies par Investor Economics, division d'ISS Market Intelligence, concernant les revenus, actifs, opérations de négociation et comptes de Placements directs TD en date de juin 2022, les classements des gestionnaires de fonds institutionnels et des gestionnaires de fonds de retraite en date de juin 2022, et les données fournies par l'Institut des fonds d'investissement du Canada concernant les fonds communs de placement en date d'octobre 2022. Le classement pour les ventes nettes de fonds communs de placement se fonde sur les données de l'Institut des fonds d'investissement du Canada pour les ventes nettes de fonds communs de placement sur 12 mois continus par rapport aux cinq grandes banques en date d'octobre 2022. Les cinq grandes banques de détail canadiennes comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada, la Banque Scotia et La Banque Toronto-Dominion.

²⁸ Classements fondés sur les données disponibles auprès du BSIF, des assureurs, du Bureau d'assurance du Canada et des organismes de réglementation provinciaux en date du 31 décembre 2021.

PRINCIPALES PRIORITÉS POUR 2023

- Renforcer la position de leadership de Placements directs TD dans le marché en améliorant les caractéristiques et les fonctionnalités les plus appréciées des principales catégories de clients
- Accélérer l'expansion de la distribution et augmenter l'échelle des modèles distinctifs afin de renforcer la confiance financière parmi les clients des services-conseils
- Innover pour étendre notre position de chef de file en gestion d'actifs, en tirant parti de l'éventail de capacités et des forces des catégories d'actifs alternatifs
- Tirer davantage parti de l'approche Une seule TD pour approfondir les relations avec la clientèle et offrir des conseils financiers et d'assurance plus holistiques
- Établir notre leadership numérique et améliorer l'expérience client de même que l'expérience des collègues
- Améliorer la vitesse, la capacité et l'efficacité en tirant parti des analyses de données, de l'analytique avancée et de l'automatisation ainsi qu'en s'adaptant à de nouveaux modes de travail
- Continuer de faire évoluer notre marque à titre d'employeur de choix qui valorise la diversité et l'inclusivité afin que les collègues réalisent leur plein potentiel
- TD Assurance lancera des produits d'assurance pour petites entreprises, un ajout naturel qui fera croître les activités de façon importante

TABLEAU 20 | GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCE

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | 2022 | 2021 |
|--|-----------------|-----------------|
| Produits d'intérêts nets | 945 \$ | 762 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | 9 915 | 9 827 |
| Total des produits | 10 860 | 10 589 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | – | 2 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | 1 | – |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | 1 | 2 |
| Indemnités d'assurance et charges connexes | 2 900 | 2 707 |
| Charges autres que d'intérêts | 4 711 | 4 355 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 853 | 929 |
| Résultat net | 2 395 \$ | 2 596 \$ |
| Principaux volumes et ratios | | |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ¹ | 46,7 % | 58,1 % |
| Ratio d'efficacité | 43,4 | 41,1 |
| Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens) ² | 517 \$ | 557 \$ |
| Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens) | 397 | 427 |
| Nombre moyen d'équivalents temps plein | 15 671 | 13 785 |

¹ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté pour l'établir à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

² Comprennent les actifs administrés par Services d'investissement TD, qui fait partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le résultat net comme présenté du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour l'exercice s'est établi à 2 395 millions de dollars, en baisse de 201 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, reflétant une hausse des charges autres que d'intérêts et une hausse des indemnités d'assurance et charges connexes, le tout en partie contrebalancé par la hausse des produits d'intérêts nets. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour l'exercice a été de 46,7 %, contre 58,1 % à l'exercice précédent.

Les produits pour l'exercice se sont établis à 10 860 millions de dollars, une hausse de 271 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 9 915 millions de dollars, une hausse de 88 millions de dollars, ou 1 %, du fait de l'augmentation des volumes dans les activités d'assurance et des remises de primes d'assurance accordées aux clients au cours de l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par une baisse de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance, et une baisse des produits tirés des transactions et des comptes à honoraires dans les activités de gestion de patrimoine. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 945 millions de dollars, en hausse de 183 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant la croissance des volumes et la hausse des marges.

Au 31 octobre 2022, les actifs administrés s'élevaient à 517 milliards de dollars, en baisse de 40 milliards de dollars, ou 7 %, et les actifs gérés, à 397 milliards de dollars, en baisse de 30 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui, dans les deux cas, reflète la dépréciation des marchés, contrebalancée en partie par la croissance de l'actif net.

Les indemnités d'assurance et charges connexes se sont établies à 2 900 millions de dollars, en hausse de 193 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des activités

de conduite, les pressions inflationnistes sur les coûts et une hausse du nombre d'événements météorologiques violents, le tout contrebalancé en partie par l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, et par l'évolution favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures.

Les charges autres que d'intérêts pour l'exercice ont atteint 4 711 millions de dollars, en hausse de 356 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. La hausse reflète surtout l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les coûts liés à la technologie et au marketing, ainsi qu'une hausse des charges de personnel et de la rémunération variable.

Le ratio d'efficacité pour l'exercice a été de 43,4 %, contre 41,1 % pour l'exercice précédent.

CONTEXTE D'EXPLOITATION ET PERSPECTIVES

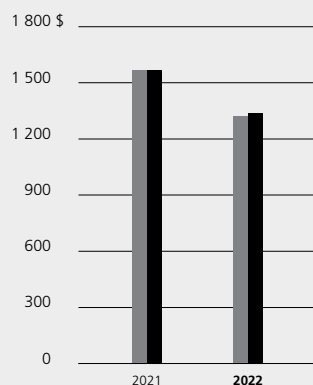
Même si l'économie canadienne a connu une forte reprise au cours des derniers mois, l'activité économique devrait ralentir en 2023. Les pressions inflationnistes soutenues, l'incertitude économique et la volatilité des marchés pourraient avoir une incidence sur les résultats du secteur Gestion de patrimoine et Assurance de l'exercice 2023. Malgré ces facteurs défavorables, les activités diversifiées du secteur Gestion de patrimoine et Assurance devraient lui permettre d'atteindre ses objectifs stratégiques. Le contexte des taux d'intérêt devrait aider à contrebalancer les perturbations liées à la normalisation des volumes d'opérations des services de placement direct, à la volatilité des marchés, à la pression sur les frais découlant de la concurrence accrue et à l'augmentation des indemnités d'assurance sous l'effet du retour à la normale des activités de la clientèle. Nos activités continueront de fournir à nos clients des conseils de grande qualité, du contenu éducatif et des produits financiers novateurs pour les aider à traverser ce contexte difficile.

Services bancaires de gros

Sous la marque Valeurs Mobilières TD, les Services bancaires de gros constituent une banque d'investissement complète de premier plan qui offre une vaste gamme de services bancaires de marchés financiers, de financement de grandes entreprises et de placement qui conviennent aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels des principaux marchés des capitaux du monde partout en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique.

RÉSULTAT NET²⁹

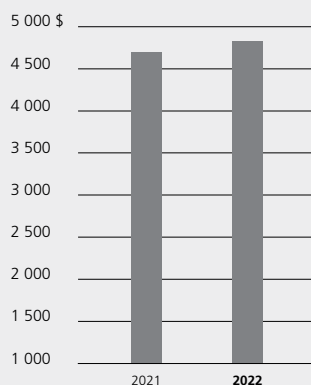
(en millions de dollars canadiens)



■ Comme présenté ■ Rajusté

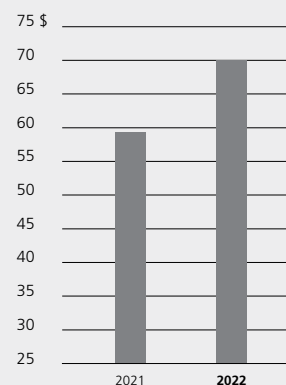
TOTAL DES PRODUITS

(en millions de dollars canadiens)



MOYENNE BRUTE DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS

(en milliards de dollars canadiens)



TAB LEAU 2 1 PRODUITS

(en millions de dollars canadiens)

| | 2022 | 2021 |
|--|-----------------|-----------------|
| Marchés mondiaux | 2 932 \$ | 2 884 \$ |
| Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement | 1 758 | 1 748 |
| Autres | 141 | 68 |
| Total | 4 831 \$ | 4 700 \$ |

GROUPES DE PRODUITS

- Marchés mondiaux – vente, négociation et recherche, prise ferme de titres de créance et de titres de capitaux propres, titrisation de clients, et services de courtage de premier rang et d'exécution³⁰
- Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement – prêts et syndication de prêts, prise ferme de titres de créance et de titres de capitaux propres, services-conseils, financement commercial, gestion des liquidités, portefeuilles de placements et activités connexes³⁰
- Autres – portefeuilles de placements et autres ajustements comptables

PROFIL DE L'INDUSTRIE

Le secteur des services bancaires de gros est un marché mature et hautement compétitif qui comprend des banques, des grandes sociétés de placements mondiales et des maisons de courtage indépendantes très spécialisées. Le secteur Services bancaires de gros offre des services d'accès aux marchés financiers

ainsi que des services de financement de grandes entreprises et de placement aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels. Les exigences réglementaires changeantes continuent d'avoir une incidence sur la stratégie et les rendements du secteur. Les entreprises font face à ces enjeux en recentrant leurs efforts sur les produits de négociation et les produits d'honoraires tirés des transactions réalisées au nom de la clientèle afin de réduire le risque et de préserver leur capital, et investissent également dans la technologie afin de soutenir les niveaux croissants d'activités de négociation électronique sur tous les marchés. La concurrence devrait demeurer intense pour la conclusion de transactions avec des clients de première qualité. À plus long terme, les entreprises de services bancaires de gros dont le modèle d'affaires est axé sur une clientèle diversifiée, une gamme complète de produits et services et la capacité de gérer efficacement les coûts et le capital seront bien positionnées pour dégager des rendements intéressants pour leurs actionnaires.

²⁹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

³⁰ Certaines sources de produits sont réparties entre les sous-secteurs Marchés mondiaux et Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement conformément à une entente établie.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, RÉALISATIONS ET PRIORITÉS

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|---|--|
| Poursuivre nos efforts visant à mettre sur pied une maison de courtage intégrée en Amérique du Nord d'envergure mondiale | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce de l'acquisition de Cowen par la TD, qui, après la clôture, accélérera notre stratégie de croissance des activités libellées en dollars américains en élargissant notre offre de produits et de services, en renforçant la portée de nos principaux secteurs d'activité et en ajoutant de l'envergure et des talents de grande qualité • Annonce de l'acquisition de First Horizon par TD, qui, après la clôture, nous permettra d'accroître nos capacités de distribution de titres à revenu fixe grâce à l'intégration de FHN Financial, division de gros de First Horizon • Nous avons continué à investir en vue de soutenir l'expansion mondiale de nos activités libellées en dollars américains, notamment en ajoutant des gens d'expérience ayant des connaissances dans le domaine des solutions aux questions ESG, ainsi que dans les secteurs des communications, des médias et de la technologie, des produits de consommation, des soins de santé et du transport. • Nous avons continué de renforcer notre position de chef de file en tant que conseillers auprès des marchés financiers en matière de questions ESG, comme en témoignent un certain nombre de transactions de premier plan : <ul style="list-style-type: none"> – Nommé Chef de file de l'année, obligations vertes dans la catégorie des émetteurs souverains, supranationaux et agences (SSA) dans le cadre des prix décernés aux obligations en 2022 par Environmental Finance – Co-responsable des registres principal dans le cadre de la première émission d'obligations vertes de 5 milliards de dollars du gouvernement du Canada – Lancement d'activités de conseil en matière d'émissions de carbone et investissement de 10 millions de dollars dans le cadre du projet de conservation Terres boréales – Participation à l'émission d'obligations vertes, sociales, durables et liées à la durabilité (« GSSS ») et au montage de prêts liés à la durabilité d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars américains, et est la première banque canadienne pour ce qui est des obligations GSSS mondiales³¹ • Classée au premier rang des courtiers/négociants de métaux de base et au second rang des cabinets de courtage de métaux précieux des Energy Risk Commodity Rankings de 2022 |
| Au Canada, occuper le premier rang des grands courtiers | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons été reconnus comme chef de file pour notre expertise et nos capacités d'exécution dans les marchés financiers au Canada : <ul style="list-style-type: none"> – Classée au premier rang du classement sur la qualité des services des titres à revenu fixe au Canada selon le sondage de Coalition Greenwich de 2022 pour la quatrième année de suite – Classée au premier rang du classement sur la qualité des services d'opérations de change au Canada selon le sondage de Coalition Greenwich de 2022 pour la troisième année de suite • A mené à bien plusieurs acquisitions stratégiques de premier plan et a dirigé d'importantes transactions sur le marché canadien : <ul style="list-style-type: none"> – Conseiller financier auprès du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario dans le cadre de l'acquisition de participations dans un portefeuille d'énergies renouvelables pour un montant de 1,1 milliard de dollars américains et du financement d'un portefeuille d'actions convertibles de NextEra – Conseiller financier de KKR & Co dans le cadre de la transaction de 11,4 milliards de dollars de Pembina Gas Infrastructure (PGI). La TD a également agi à titre de co-responsable des registres et d'agent administratif relativement aux facilités de crédit de 4,75 milliards de dollars de PGI – Évaluateur indépendant pour le comité spécial de Turquoise Hill concernant sa privatisation en cours par Rio Tinto |
| Aux États-Unis, créer de la valeur pour les clients et fournir des conseils judicieux dans des secteurs où nous sommes concurrentiels | <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons continué de renforcer nos capacités en matière de services-conseils et d'exécution aux États-Unis. <ul style="list-style-type: none"> – Conseiller financier auprès de Clearway Energy, Inc. dans le cadre de la vente de Clearway Community Energy pour 1,9 milliard de dollars américains – Responsable des registres actif dans le cadre de l'émission par Eversource Energy de billets de premier rang à 2 et 5 ans pour un montant de 1,5 milliard de dollars américains, soit la plus importante émission jamais réalisée par Eversource – Conseiller financier auprès de Firehouse Subs dans le cadre de sa vente à Restaurant Brands International pour un montant de 1,0 milliard de dollars américains – Conseiller financier auprès de Global Student Accommodation pour l'établissement d'une coentreprise de 2,25 milliards de dollars américains avec Morgan Stanley Real Estate, dotée d'un capital initial de 1,6 milliard de dollars américains – Conseiller financier auprès de Yesware, une société du portefeuille de Foundry, Battery Ventures et Google Ventures, lors de sa vente à Vendasta – Conseiller financier auprès de Cboe Global Markets dans le cadre de son acquisition d'Aequitas • Poursuite de la croissance de notre groupe Négociation automatisée VMTD, dont la part de marché des obligations municipales a augmenté pour passer à plus de 15 %³², ce qui représente une augmentation des volumes de 150 %, et multiplication par trois des volumes de négociation des obligations de sociétés de première qualité • Première banque canadienne dans le classement de 2022 de Hedge Fund Alert « Top Prime Broker of Hedge Funds », grâce à l'ajout de 25 nouveaux fonds dans TD Prime Services • Intégration de 24 nouvelles sociétés clientes au sein du groupe Gestion de trésorerie d'entreprises • Poursuite de la croissance de notre sous-secteur Financement commercial, grâce à l'ajout de 30 nouveaux clients |
| En Europe et en Asie-Pacifique, mettre à profit nos capacités à l'échelle mondiale pour créer des maisons de courtage connectées et durables | <ul style="list-style-type: none"> • Lauréat du prix Australian Dollar Sovereign, Supranational & Agency House of the Year dans le cadre des KangaNews Awards de 2021 et ce, pour la dixième fois • Classée deuxième meilleure révélation dans les obligations SSA et au deuxième rang en tant que « Most Impressive SSA House Coverage Team » sur les marchés canadiens en 2022 dans le cadre des Global Capital Bond Awards • Seul responsable des registres dans le cadre de la réouverture par la Banque de développement du Conseil de l'Europe de son obligation d'inclusion sociale d'un milliard d'euros sur sept ans, pour un montant de 100 millions d'euros, afin de répondre aux besoins à long terme des réfugiés ukrainiens dans leurs communautés d'accueil • Principal co-responsable des registres dans le cadre de la première émission d'obligations feuille d'érable par Nestlé Holdings Inc. d'un montant de 2 milliards de dollars • Co-responsable des registres dans le cadre de l'émission d'obligations feuille d'érable d'Anglian Water d'un montant de 350 millions de dollars, la toute première transaction d'obligations feuille d'érable vertes • Arrangeur principal, agent et prêteur pour un prêt couvert à 10 ans libellé en dollars américains consenti à Export-Import Bank of United States (EXIM) afin de refinancer deux avions Boeing pour Korean Airlines |
| Poursuivre notre croissance avec les partenaires des secteurs Services de détail et Gestion de patrimoine de la TD et continuer à leur offrir notre soutien | <ul style="list-style-type: none"> • En partenariat avec d'autres secteurs : <ul style="list-style-type: none"> – Le sous-secteur des clients très fortunés a attiré plus de 50 clients, parmi lesquels nombre d'entre eux sont représentés au sein de Gestion de patrimoine TD – Déploiement de guichets automatiques distribuant des dollars américains dans plus de 60 sites canadiens, et maintien d'une approche progressive de l'expansion à l'échelle nationale – Lancement d'un assistant virtuel sur le site Métaux précieux TD afin d'améliorer l'expérience client et de fournir une assistance en tout temps, tous les jours – La campagne de la Collection de ronds célébrant le Nouvel An lunaire a permis de vendre un total de 5 800 pièces, soit une augmentation annuelle des ventes de 23 % |

³¹ Première banque canadienne pour les obligations GSSS mondiales. Reflète de façon proportionnelle le classement de la TD pour les rôles de responsable des registres au cours de l'exercice 2022, en date de novembre 2022. Source : Bloomberg

³² Selon Electronic Municipal Market Access service, au 31 octobre 2022.

| STRATÉGIE D'AFFAIRES | POINTS SAILLANTS EN 2022 |
|---|---|
| Investir dans une infrastructure efficace et agile, ainsi que dans l'innovation et les capacités des données et nous adapter aux changements de l'industrie et de la réglementation | <ul style="list-style-type: none"> La TD et Behavox ont remporté le prix du « Partenariat technologique le plus novateur avec une institution financière » décerné par l'Association canadienne de la technologie de la réglementation. Mise en place du cadre opérationnel pour devenir le courtier exécutant de Gestion de patrimoine TD pour toutes les opérations sur actions en dollars américains |
| Être un milieu de travail formidable et inclusif en attirant, en formant et en retenant les gens les plus talentueux | <ul style="list-style-type: none"> Le Comité des femmes dirigeantes du Canada de Valeurs Mobilières TD a reçu le prix décerné en 2021 par le réseau Women in Capital Markets pour son excellence en matière d'innovation Nous avons recueilli près de 1,8 million de dollars au profit d'organismes d'aide à l'enfance dans le cadre de la campagne annuelle Underwriting Hope Nous avons remis 12 bourses d'études à différents candidats dans le cadre du programme annuel de bourses Comblant le fossé de Valeurs mobilières TD Nous avons obtenu une note de 100 % à l'indice Human Rights Campaign Corporate Equality aux États-Unis pour une septième année d'affilée |

PRINCIPALES PRIORITÉS POUR 2023

- Intégrer Cowen et FHN Financial à nos activités et poursuivre l'intégration et le déploiement du groupe Négociation automatisée VMTD
- Continuer à intégrer les critères ESG dans l'ensemble de nos activités et à tirer parti de notre leadership dans ce domaine en accompagnant nos clients dans leur transition vers une économie à faibles émissions de carbone
- Continuer à investir dans la technologie, stimuler l'innovation et les capacités d'analyse des données, notamment :
 - Investir dans la faible latence et les algorithmes destinés à la négociation de titres à revenu fixe et des devises afin de satisfaire à la demande des clients en constante évolution
 - Investir dans un écosystème de trésorerie numérique nord-américain qui fournit des solutions flexibles et riches en données à nos clients
 - Accroître l'efficacité du processus de bout en bout et offrir une valeur ajoutée pour nos clients
- Continuer d'investir aux côtés de nos partenaires des sous-secteurs Services de détail, Gestion de patrimoine et Services aux entreprises afin d'ajouter des produits pour nos clients
- Rester centrés sur la gestion du risque, des fonds propres, du bilan et des liquidités
- Demeurer un employeur de choix tout en mettant l'accent sur l'inclusion et la diversité

TABLEAU 22 SERVICES BANCAIRES DE GROS

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | 2022 | 2021 |
|---|-----------------|-----------------|
| Produits d'intérêts nets (équivalence fiscale) | 2 937 \$ | 2 630 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | 1 894 | 2 070 |
| Total des produits | 4 831 | 4 700 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés | 19 | 8 |
| Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs | 18 | (126) |
| Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances | 37 | (118) |
| Charges autres que d'intérêts – comme présentées | 3 033 | 2 709 |
| Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 2} | 3 015 | 2 709 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale) – comme présentée | 436 | 539 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale) – rajustée ¹ | 440 | 539 |
| Résultat net – comme présenté | 1 325 \$ | 1 570 \$ |
| Résultat net – rajusté¹ | 1 339 | 1 570 |
| Principaux volumes et ratios | | |
| Produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) ³ | 2 513 \$ | 2 279 \$ |
| Moyenne brute du portefeuille de prêts (en milliards de dollars canadiens) ⁴ | 70,1 | 59,3 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ⁵ | 11,4 % | 18,9 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ^{1, 5} | 11,5 | 18,9 |
| Ratio d'efficacité – comme présenté | 62,8 | 57,6 |
| Ratio d'efficacité – rajusté ¹ | 62,4 | 57,6 |
| Nombre moyen d'équivalents temps plein | 5 088 | 4 796 |

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² Les charges autres que d'intérêts rajustées ne tiennent pas compte des charges d'acquisition et d'intégration liées principalement à l'acquisition de Cowen – 2022 : 18 millions de dollars (14 millions de dollars après impôt).

³ Comprennent des produits d'intérêts nets en équivalence fiscale de 2 080 millions de dollars (2 014 millions de dollars en 2021) et des produits (pertes) de négociation de 433 millions de dollars (265 millions de dollars en 2021). Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur cette mesure, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » et à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ Comprend les prêts bruts et les acceptations bancaires liés au secteur Services bancaires de gros, compte non tenu des lettres de crédit, des garanties sous forme de trésorerie, des swaps sur défaillance de crédit et de la provision pour pertes sur créances.

⁵ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté pour l'établir à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros pour l'exercice s'est établi à 1 325 millions de dollars, une baisse de 245 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, reflétant une hausse des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par une augmentation des produits. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 1 339 millions de dollars, en baisse de 231 millions de dollars, ou 15 %.

Les produits se sont établis à 4 831 millions de dollars, une hausse de 131 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des produits liés aux activités de négociation, des produits liés aux transactions bancaires mondiales et des produits tirés des prêts, le tout en partie contrebalancé par une diminution des produits liés aux activités de prise ferme et des démarques de certains engagements de souscription de prêts.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 37 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 118 millions de dollars à l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de 19 millions de dollars, reflétant principalement la migration du crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 18 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 126 millions de dollars à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées se sont établies à 3 033 millions de dollars, en hausse de 324 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, reflétant essentiellement les investissements continus dans les activités du secteur Services bancaires de gros libellées en dollars américains, y compris l'embauche de professionnels dans le domaine bancaire, de la vente, de la négociation et des technologies, l'acquisition de Négociation automatisée VMTD (auparavant Headlands Tech Global Markets, LLC), les charges d'acquisition et d'intégration liées principalement à l'acquisition

de Cowen et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 3 015 millions de dollars, en hausse de 306 millions de dollars, ou 11 %.

CONTEXTE D'EXPLOITATION ET PERSPECTIVES

En perspective, le contexte d'exploitation reste difficile, caractérisé par la volatilité des marchés et les perturbations macroéconomiques, les considérations géopolitiques et les questions ESG, l'intensification de la concurrence et l'évolution des exigences en matière de fonds propres et de réglementation. Ces éléments peuvent influencer sur l'optimisme des sociétés et des investisseurs ainsi que sur la conjoncture du marché et des affaires de manière positive ou négative, ce qui rend les résultats des marchés financiers difficiles à prévoir. Nous sommes d'avis que le modèle d'affaires axé sur une clientèle toujours plus diversifiée de Valeurs mobilières TD semble bien placé pour soutenir la croissance future.

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

Siège social

Le secteur Siège social est composé d'un certain nombre de groupes responsables des services et du contrôle. Certains coûts liés à ces fonctions sont affectés aux secteurs d'exploitation. La base d'affectation de ces coûts et les méthodes sont révisées périodiquement afin qu'elles soient conformes à l'évaluation des secteurs d'exploitation de la Banque par la direction.

| TABLEAU 23 | SIÈGE SOCIAL | | |
|---|--------------|-----------------|-----------------|
| (en millions de dollars canadiens) | | 2022 | 2021 |
| Résultat net – comme présenté | | 1 531 \$ | (738) \$ |
| Rajustements pour les éléments à noter | | | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles acquises avant impôt sur le résultat | | 242 | 285 |
| Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab | | 111 | 103 |
| Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon | | (1 641) | – |
| Profit à la vente d'actions de Schwab | | (997) | – |
| Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat | | (363) | 37 |
| Résultat net – rajusté¹ | | (391) \$ | (387) \$ |
| Ventilation des éléments inclus dans le résultat net – rajusté | | | |
| Charges nettes du Siège social ² | | (712) \$ | (739) \$ |
| Autres | | 321 | 352 |
| Résultat net – rajusté¹ | | (391) \$ | (387) \$ |
| Principaux volumes | | | |
| Nombre moyen d'équivalents temps plein | | 19 885 | 17 721 |

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Le secteur Siège social comprend les charges liées à un certain nombre de services et à des fonctions de contrôle, l'incidence des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, certains éléments fiscaux au niveau de l'entreprise et les rajustements intersociétés comme l'élimination des rajustements en équivalence fiscale et la quote-part du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis revenant aux partenaires des programmes de détaillants.

Le résultat net comme présenté du secteur Siège social pour l'exercice s'est établi à 1 531 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 738 millions de dollars pour l'exercice précédent. La hausse par rapport à l'exercice précédent reflète principalement un profit net découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, le profit à la vente d'actions de Schwab et la diminution des charges nettes du Siège social, en partie contrebalancées par la baisse de l'apport des autres éléments pour l'exercice considéré. Les charges nettes du Siège social ont diminué de 27 millions de dollars par rapport à celles de l'exercice précédent, surtout en raison des coûts d'optimisation des biens immobiliers du Siège social à l'exercice précédent. Les éléments inclus au poste Autres ont diminué de 31 millions de dollars, en raison de la baisse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, en partie contrebalancée

par l'incidence fiscale favorable découlant de la composition des résultats et la comptabilisation de pertes fiscales non utilisées. La perte nette rajustée pour l'exercice s'est élevée à 391 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 387 millions de dollars pour l'exercice précédent.

RÉALISATIONS EN 2022 ET ORIENTATION POUR 2023

- En 2022, le secteur Siège social a continué d'appuyer les secteurs d'exploitation de la Banque en réalisant les initiatives d'entreprise et de réglementation ainsi qu'en gérant le bilan et les activités de financement de la Banque.
- En 2023, les groupes responsables des services et du contrôle compris dans le secteur Siège social continueront de faire face de façon proactive aux complexités et aux défis découlant du contexte d'exploitation pour répondre aux exigences et aux attentes changeantes des clients, des collectivités, des collègues, des gouvernements et des organismes de réglementation.
- Le secteur Siège social continuera également de suivre de près le développement et la mise en œuvre de processus, de systèmes, de technologies, et des contrôles d'entreprise et de réglementation pour faire en sorte que les secteurs de la Banque exercent leurs activités de façon efficiente, efficace et conforme aux exigences réglementaires applicables.

Sommaire du rendement de 2021

RÉSULTAT NET

Le résultat net comme présenté pour l'exercice s'est établi à 14 298 millions de dollars, en hausse de 2 403 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à celui de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par une baisse de la provision pour pertes sur créances, une hausse des produits dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et une baisse des indemnités d'assurance et charges connexes, le tout en partie contrebalancé par un profit net à la vente de la participation de la Banque dans TD Ameritrade à l'exercice précédent, la hausse des charges autres que d'intérêts, la baisse des produits dans le secteur Services de détail aux États-Unis et une diminution de la contribution de la participation de la Banque dans Schwab par rapport à la contribution de la participation de la Banque dans TD Ameritrade à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, le résultat net pour l'exercice s'est établi à 14 649 millions de dollars, en hausse de 4 681 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à celui de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté pour l'exercice a été de 15,5 %, contre 13,6 % pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté pour l'exercice a été de 15,9 %, contre 11,4 % pour l'exercice précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour l'exercice a été de 7,72 \$, en hausse de 20 % par rapport à 6,43 \$ à l'exercice précédent. Le résultat dilué par action rajusté pour l'exercice a été de 7,91 \$, contre 5,36 \$ pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 48 %.

Les produits comme présentés ont été de 42 693 millions de dollars, en baisse de 953 millions de dollars, ou 2 %, en regard de ceux de l'exercice précédent. Les produits rajustés ont atteint 42 693 millions de dollars, en hausse de 468 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

PRODUITS D'INTÉRÊTS NETS

Les produits d'intérêts nets pour l'exercice ont été de 24 131 millions de dollars, en baisse de 366 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. La baisse est attribuable à la diminution des marges dans les secteurs Services de détail aux États-Unis et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par la croissance des volumes dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux et l'augmentation des produits d'intérêts nets liés aux activités de négociation.

PRODUITS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour l'exercice ont été de 18 562 millions de dollars, en baisse de 587 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant le profit net à la vente de la participation de la Banque dans TD Ameritrade à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts pour l'exercice se sont établis à 18 562 millions de dollars, en hausse de 834 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, du fait de l'accroissement des produits tirés des comptes à honoraires et des transactions dans les activités de gestion de patrimoine et de services bancaires, de la hausse des volumes dans les activités d'assurance et de l'augmentation des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des produits liés aux activités de négociation de gros et une diminution de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision pour pertes sur créances pour l'exercice a consisté en une reprise de provision de 224 millions de dollars, soit une provision inférieure de 7 466 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 1 309 millions de dollars, en baisse de 1 654 millions de dollars, ou 56 %, reflétant essentiellement l'amélioration des conditions de crédit et la migration du crédit à l'exercice précédent dans les portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires de gros. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 1 533 millions de dollars, soit une provision inférieure de 5 812 millions de dollars, traduisant une augmentation de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs à l'exercice précédent et la reprise de provision à l'exercice considéré, découlant en grande partie de l'amélioration des conditions de crédit, y compris des perspectives économiques plus favorables. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage du volume des prêts, s'est établi à -0,03 %.

INDEMNISATIONS D'ASSURANCE ET CHARGES CONNEXES

Les indemnités d'assurance et charges connexes se sont établies à 2 707 millions de dollars, en baisse de 179 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, ce qui reflète l'évolution plus favorable

des sinistres survenus au cours de l'exercice considéré et une diminution de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des produits autres que d'intérêts, contrebalancées en partie par la hausse des demandes d'indemnités au cours de l'exercice considéré découlant de la croissance des activités.

CHARGES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour l'exercice se sont élevées à 23 076 millions de dollars, en hausse de 1 472 millions de dollars, ou 7 %, reflétant une hausse de la quote-part nette des profits revenant aux partenaires des programmes de détaillants de cartes stratégiques aux États-Unis, du fait surtout de la baisse de la provision pour pertes sur créances, qui a représenté environ 5 % de la hausse. Les charges autres que d'intérêts reflètent également l'augmentation des charges de personnel et l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, en partie contrebalancés par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et les charges à l'exercice précédent liées à l'acquisition de Greystone, qui ensemble ont représenté 2 % de la hausse. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 22 909 millions de dollars, en hausse de 1 571 millions de dollars, ou 7 %.

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le total comme présenté de la charge d'impôt sur le résultat et des autres impôts et taxes a augmenté de 2 509 millions de dollars, ou 91,7 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une hausse de la charge d'impôt sur le résultat de 2 469 millions de dollars, ou 214,3 %, et une augmentation des autres impôts et taxes de 40 millions de dollars, ou 2,5 %. Le total rajusté de la charge d'impôt sur le résultat et des autres impôts et taxes a augmenté de 1 678 millions de dollars, ou 46,6 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, reflétant une hausse de la charge d'impôt sur le résultat de 1 638 millions de dollars, ou 81,1 %.

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 21,1 % pour 2021, par rapport à 9,7 % pour l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement l'incidence de la hausse du résultat avant impôt ainsi que l'incidence de la vente de la participation de la Banque dans TD Ameritrade à l'exercice précédent. Pour un rapprochement du taux d'imposition effectif de la Banque et du taux d'imposition canadien prévu par la loi, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de 2021.

La Banque comptabilise sa participation dans Schwab et TD Ameritrade selon la méthode de la mise en équivalence. La charge d'impôt sur le résultat de Schwab (280 millions de dollars pour l'exercice considéré) et la charge d'impôt sur le résultat de TD Ameritrade (378 millions de dollars à l'exercice précédent) ont été exclus du calcul du taux d'imposition effectif de la Banque.

BILAN

Le **total de l'actif** s'établissait à 1 729 milliards de dollars au 31 octobre 2021, soit 13 milliards de dollars, ou 1 %, de plus qu'au 31 octobre 2020. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de l'appréciation du dollar canadien a entraîné une diminution de 56 milliards de dollars, ou environ 3 %, du total de l'actif. La hausse du total de l'actif est attribuable à des augmentations de 41 milliards de dollars des titres de créance au coût amorti (déduction faite de la provision pour pertes sur créances), de 5 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) et de 1 milliard de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des baisses de 24 milliards de dollars des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG), de 5 milliards de dollars de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, de 2 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension, de 1 milliard de dollars des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction, de 1 milliard de dollars des autres actifs et de 1 milliard de dollars de la participation dans Schwab.

Le **total du passif** s'établissait à 1 629 milliards de dollars au 31 octobre 2021, soit 9 milliards de dollars, ou 1 %, de plus qu'au 31 octobre 2020. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de l'appréciation du dollar canadien a entraîné une diminution de 59 milliards de dollars, ou environ 4 %, du total du passif. La hausse du total du passif est attribuable à des augmentations de 54 milliards de dollars des passifs financiers désignés à la JVRN, de 4 milliards de dollars des dérivés, de 4 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction et de 2 milliards de dollars des autres passifs. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des baisses de 45 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et de 10 milliards de dollars des dépôts.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 100 milliards de dollars au 31 octobre 2021, soit 4 milliards de dollars, ou 5 %, de plus qu'au 31 octobre 2020. L'augmentation reflète essentiellement une hausse des résultats non distribués, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Revue du bilan

TABLEAU 24 PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)

| | Aux | |
|---|---------------------|---------------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Actif | | |
| Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 145 850 \$ | 165 893 \$ |
| Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction | 143 726 | 147 590 |
| Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net | 10 946 | 9 390 |
| Dérivés | 103 873 | 54 427 |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 5 039 | 4 564 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 69 675 | 79 066 |
| Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 342 774 | 268 939 |
| Valeurs mobilières prises en pension | 160 167 | 167 284 |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts | 831 043 | 722 622 |
| Participation dans Schwab | 8 088 | 11 112 |
| Autres | 96 347 | 97 785 |
| Total de l'actif | 1 917 528 \$ | 1 728 672 \$ |
| Passif | | |
| Dépôts détenus à des fins de transaction | 23 805 \$ | 22 891 \$ |
| Dérivés | 91 133 | 57 122 |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 162 786 | 113 988 |
| Dépôts | 1 229 970 | 1 125 125 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension | 128 024 | 144 097 |
| Billets et débentures subordonnés | 11 290 | 11 230 |
| Autres | 159 137 | 154 401 |
| Total du passif | 1 806 145 | 1 628 854 |
| Total des capitaux propres | 111 383 | 99 818 |
| Total du passif et des capitaux propres | 1 917 528 \$ | 1 728 672 \$ |

Le **total de l'actif** s'établissait à 1 918 milliards de dollars au 31 octobre 2022, soit 189 milliards de dollars, ou 11 %, de plus qu'au 31 octobre 2021. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une augmentation de 79 milliards de dollars, ou environ 5 %, du total de l'actif.

La hausse du total de l'actif est attribuable à des augmentations de 108 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts), de 74 milliards de dollars des titres de créance au coût amorti (déduction faite de la provision pour pertes sur créances), de 49 milliards de dollars des dérivés et de 2 milliards de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des baisses de 20 milliards de dollars de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, de 9 milliards de dollars des actifs financiers à la JVAERG, de 7 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension, de 4 milliards de dollars des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction, de 3 milliards de dollars de la participation dans Schwab et de 1 milliard de dollars des autres actifs.

La **trésorerie et les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques** ont diminué de 20 milliards de dollars, reflétant surtout les activités de gestion de la trésorerie, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction** ont diminué de 4 milliards de dollars, principalement du fait de la baisse des titres de capitaux propres, en partie contrebalancée par l'augmentation des valeurs mobilières liées à un gouvernement et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 2 milliards de dollars en raison de nouveaux placements.

Les actifs **dérivés** ont augmenté de 49 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur de marché des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les **actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** ont diminué de 9 milliards de dollars, en raison surtout des échéances et des ventes, en partie contrebalancées par de nouveaux placements et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances** ont augmenté de 74 milliards de dollars, reflétant les nouveaux placements et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancés par les échéances et les ventes.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont diminué de 7 milliards de dollars, reflétant essentiellement une diminution des volumes, contrebalancée en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts**, ont augmenté de 108 milliards de dollars, reflétant la croissance des volumes de prêts aux entreprises et aux gouvernements et des volumes de prêts garantis par des biens immobiliers, ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

La **participation dans Schwab** a diminué de 3 milliards de dollars, reflétant principalement l'incidence de la quote-part de la Banque de la perte au titre des autres éléments du résultat global de Schwab et une réduction de la participation de la Banque dans Schwab par suite de la vente d'environ 28 millions d'actions, le tout en partie contrebalancé par la quote-part de la Banque du résultat net de Schwab et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **autres actifs** ont diminué de 1 milliard de dollars du fait essentiellement de la baisse des montants à recevoir des courtiers et des clients découlant des volumes moins élevés de transactions non réglées, en partie contrebalancée par une hausse de l'actif d'impôt exigible et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Le **total du passif** s'établissait à 1 806 milliards de dollars au 31 octobre 2022, soit 177 milliards de dollars, ou 11 %, de plus qu'au 31 octobre 2021. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une augmentation de 83 milliards de dollars, ou environ 5 %, du total du passif.

La hausse du total du passif est attribuable à des augmentations de 105 milliards de dollars des dépôts, de 49 milliards de dollars des passifs financiers désignés à la JVRN, de 34 milliards de dollars des dérivés, de 4 milliards de dollars des autres passifs et de 1 milliard de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées une baisse de 16 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension.

Les **dépôts détenus à des fins de transaction** ont augmenté de 1 milliard de dollars, reflétant surtout l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les passifs **dérivés** ont augmenté de 34 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur de marché des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les **passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 49 milliards de dollars en raison surtout de nouvelles émissions et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancées par les échéances.

Les **dépôts** ont augmenté de 105 milliards de dollars, témoignant de la croissance des volumes de dépôts d'entreprises et de gouvernements et de dépôts auprès des banques ainsi que de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par la baisse des volumes des dépôts de particuliers.

Les **obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension** ont diminué de 16 milliards de dollars en raison de la baisse des volumes, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **autres** passifs ont augmenté de 4 milliards de dollars, reflétant principalement une augmentation des passifs liés aux entités structurées et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 111 milliards de dollars au 31 octobre 2022, soit 12 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2021. L'augmentation reflète essentiellement une hausse des résultats non distribués et des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres, en partie contrebalancée par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La diminution du cumul des autres éléments du résultat global est principalement attribuable aux pertes sur les couvertures de flux de trésorerie et à la quote-part de la Banque de la perte au titre des autres éléments du résultat global découlant de la participation dans Schwab, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Qualité du portefeuille de crédit

APERÇU

- Le portefeuille de prêts et d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts, s'est établi à 853 milliards de dollars, soit une hausse de 110 milliards de dollars par rapport à celui de l'exercice précédent.
- Les prêts douteux, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, ont été de 1 746 millions de dollars, soit une baisse de 36 millions de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent.
- La provision pour pertes sur créances a été de 1 067 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 224 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Le total de la provision pour pertes sur créances, y compris les positions hors bilan, a augmenté de 111 millions de dollars pour atteindre 7 366 millions de dollars.

PORTEFEUILLE DE PRÊTS

Les prêts et les acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts, de la Banque ont augmenté de 110 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, témoignant surtout de la croissance des volumes dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements et les portefeuilles de prêts garantis par des biens immobiliers ainsi que de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

L'exposition de la Banque au risque de crédit est principalement liée aux prêts et aux acceptations, bien que la Banque ait aussi entrepris des activités qui l'exposent à un risque de crédit hors bilan. Parmi ces activités, mentionnons celles portant sur les instruments de crédit et les instruments financiers dérivés, comme cela est expliqué à la note 31 des états financiers consolidés de 2022.

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le portefeuille de prêts de la Banque continue de se concentrer dans les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers ainsi que les prêts sur cartes de crédit au Canada et aux États-Unis, qui en tout ont représenté 63 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, en baisse de 3 % par rapport à 2021. Au cours de l'exercice, ces portefeuilles ont augmenté de 47 milliards de dollars, ou 10 %, et totalisaient 536 milliards de dollars à la fin de l'exercice. Les prêts hypothécaires résidentiels ont représenté 34 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 en 2022, en baisse de 2 % par rapport à 2021. Les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit ont représenté 28 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 en 2022, en baisse de 2 % par rapport à 2021.

Le portefeuille de prêts consentis par la Banque aux entreprises et aux gouvernements a représenté 38 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, en hausse de 4 % par rapport à 2021. Au Canada, ces prêts ont principalement été concentrés dans les secteurs de l'immobilier et des services financiers, soit respectivement 6 % et 2 %, des prêts nets. Aux États-Unis, ces prêts ont principalement été concentrés dans les secteurs de l'immobilier et des services financiers en 2022, soit respectivement 4 % et 3 %, des prêts nets.

Sur le plan géographique, le portefeuille de crédit est resté plutôt concentré au Canada. En 2022, 66 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, étaient détenus au Canada, en baisse de 3 % par rapport à 2021. L'Ontario représentait la pondération régionale la plus importante au Canada, soit 39 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 pour 2022, par rapport à 40 % pour l'exercice précédent.

Le reste du portefeuille de crédit est essentiellement aux États-Unis, où 32 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, y sont détenus, en hausse de 2 % par rapport à 2021. L'exposition aux prêts dépréciés acquis et l'exposition dans les autres régions géographiques ont été relativement faibles. L'État de New York, la Nouvelle-Angleterre et le New Jersey représentaient les pondérations régionales les plus importantes aux États-Unis, soit respectivement 6 %, 5 % et 3 % du total des prêts, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, par rapport à 6 %, 5 % et 4 % pour l'exercice précédent.

Selon IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), la Banque établit des provisions pour les pertes de crédit attendues à l'égard des titres de créance au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG. La Banque détient pour 407 milliards de dollars de ces titres de créance, dont une tranche de 407 milliards de dollars est considérée comme étant des actifs productifs (étape 1 et étape 2) et une tranche de néant, comme étant des actifs dépréciés. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG est respectivement de 1 million de dollars et 2 millions de dollars.

| | |
|-------------------|---|
| TABLEAU 25 | PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR INDUSTRIE^{1,2} |
|-------------------|---|

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | | | <i>Aux</i> | | <i>Pourcentage du total</i> | |
|---|-------------------|--|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| | | | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| | Prêts bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts nets | Prêts nets | | |
| Canada | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 246 206 \$ | 21 \$ | 246 185 \$ | 231 642 \$ | 28,7 % | 31,0 % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires ³ | 113 346 | 27 | 113 319 | 101 913 | 13,2 | 13,6 |
| Prêts-auto indirects | 27 187 | 48 | 27 139 | 27 541 | 3,2 | 3,7 |
| Divers | 18 448 | 30 | 18 418 | 19 229 | 2,1 | 2,6 |
| Cartes de crédit | 17 375 | 52 | 17 323 | 15 100 | 2,0 | 2,0 |
| Total des prêts aux particuliers | 422 562 | 178 | 422 384 | 395 425 | 49,2 | 52,9 |
| Immobilier | | | | | | |
| Résidentiel | 27 139 | 1 | 27 138 | 24 715 | 3,2 | 3,3 |
| Non résidentiel | 22 529 | 17 | 22 512 | 18 840 | 2,6 | 2,5 |
| Total des prêts immobiliers | 49 668 | 18 | 49 650 | 43 555 | 5,8 | 5,8 |
| Agriculture | 9 222 | 1 | 9 221 | 9 058 | 1,1 | 1,2 |
| Automobile | 7 072 | 5 | 7 067 | 4 985 | 0,8 | 0,7 |
| Institutions financières | 18 018 | – | 18 018 | 15 134 | 2,1 | 2,0 |
| Alimentation, boissons et tabac | 3 016 | 4 | 3 012 | 2 582 | 0,4 | 0,3 |
| Foresterie | 635 | – | 635 | 577 | 0,1 | 0,1 |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | 3 722 | 19 | 3 703 | 2 873 | 0,4 | 0,4 |
| Services de santé et services sociaux | 9 133 | 19 | 9 114 | 8 431 | 1,1 | 1,1 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | 5 490 | 83 | 5 407 | 4 541 | 0,6 | 0,6 |
| Métaux et mines | 2 194 | 12 | 2 182 | 1 658 | 0,3 | 0,2 |
| Pétrole et gaz | 2 422 | 19 | 2 403 | 2 479 | 0,3 | 0,5 |
| Énergie et services publics | 6 275 | – | 6 275 | 3 923 | 0,7 | 0,3 |
| Services professionnels et autres | 5 249 | 32 | 5 217 | 4 360 | 0,6 | 0,6 |
| Commerce de détail | 4 284 | 68 | 4 216 | 3 639 | 0,5 | 0,5 |
| Fabrication – divers et vente de gros | 4 275 | 7 | 4 268 | 2 754 | 0,5 | 0,4 |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | 4 154 | 5 | 4 149 | 2 692 | 0,5 | 0,4 |
| Transports | 3 440 | 13 | 3 427 | 3 295 | 0,4 | 0,4 |
| Divers | 6 131 | 3 | 6 128 | 5 314 | 0,7 | 0,7 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | 144 400 | 308 | 144 092 | 121 850 | 16,9 | 16,2 |
| Total – Canada | 566 962 \$ | 486 \$ | 566 476 \$ | 517 275 \$ | 66,1 % | 69,1 % |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

³ Lignes de crédit domiciliaires.

TABLEAU 2 5

PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR INDUSTRIE (suite)^{1,2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 octobre 2022 | | 31 octobre 2021 | | Pourcentage du total | |
|--|-------------------|---|-------------------|-------------------|----------------------|-----------------|
| | Prêts bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts nets | Prêts nets | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| États-Unis | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 47 646 \$ | 35 \$ | 47 611 \$ | 36 555 \$ | 5,5 % | 4,9 % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 9 887 | 20 | 9 867 | 8 700 | 1,2 | 1,2 |
| Prêts-auto indirects | 36 385 | 26 | 36 359 | 31 527 | 4,3 | 4,3 |
| Divers | 865 | 3 | 862 | 766 | 0,1 | 0,1 |
| Cartes de crédit | 18 629 | 155 | 18 474 | 15 495 | 2,2 | 2,1 |
| Total des prêts aux particuliers | 113 412 | 239 | 113 173 | 93 043 | 13,3 | 12,6 |
| Immobilier | | | | | | |
| Résidentiel | 10 669 | 1 | 10 668 | 9 238 | 1,2 | 1,2 |
| Non résidentiel | 25 641 | 4 | 25 637 | 21 513 | 2,9 | 2,8 |
| Total des prêts immobiliers | 36 310 | 5 | 36 305 | 30 751 | 4,1 | 4,0 |
| Agriculture | 1 158 | – | 1 158 | 737 | 0,1 | 0,1 |
| Automobile | 7 779 | – | 7 779 | 4 210 | 0,9 | 0,6 |
| Institutions financières | 22 480 | – | 22 480 | 16 337 | 2,6 | 2,2 |
| Alimentation, boissons et tabac | 3 644 | 1 | 3 643 | 3 014 | 0,4 | 0,4 |
| Foresterie | 521 | 2 | 519 | 467 | 0,1 | 0,1 |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | 15 830 | 1 | 15 829 | 14 033 | 1,8 | 1,8 |
| Services de santé et services sociaux | 15 706 | 3 | 15 703 | 13 735 | 1,8 | 1,8 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | 1 916 | 4 | 1 912 | 2 362 | 0,2 | 0,3 |
| Métaux et mines | 1 863 | 1 | 1 862 | 1 453 | 0,2 | 0,2 |
| Pétrole et gaz | 1 153 | 5 | 1 148 | 1 123 | 0,1 | 0,3 |
| Énergie et services publics | 5 923 | – | 5 923 | 3 739 | 0,7 | 0,4 |
| Services professionnels et autres | 14 691 | 2 | 14 689 | 11 665 | 1,7 | 1,6 |
| Commerce de détail | 5 499 | 3 | 5 496 | 5 359 | 0,6 | 0,7 |
| Fabrication – divers et vente de gros | 8 378 | 2 | 8 376 | 6 221 | 1,0 | 0,8 |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | 9 106 | – | 9 106 | 3 212 | 1,1 | 0,4 |
| Transports | 5 278 | 1 | 5 277 | 6 995 | 0,6 | 0,9 |
| Divers | 3 092 | 2 | 3 090 | 2 289 | 0,4 | 0,3 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | 160 327 | 32 | 160 295 | 127 702 | 18,4 | 16,9 |
| Total – États-Unis | 273 739 | 271 | 273 468 | 220 745 | 31,7 | 29,5 |
| Autres pays | | | | | | |
| Particuliers | 23 | – | 23 | 34 | – | – |
| Entreprises et gouvernements | 18 722 | – | 18 722 | 10 227 | 2,2 | 1,4 |
| Total – Autres pays | 18 745 | – | 18 745 | 10 261 | 2,2 | 1,4 |
| Total, compte non tenu des autres prêts | 859 446 | 757 | 858 689 | 748 281 | 100,0 | 100,0 |
| Autres prêts | | | | | | |
| Prêts dépréciés acquis ³ | 115 | 4 | 111 | 146 | – | – |
| Total – Autres prêts | 115 | 4 | 111 | 146 | – | – |
| Total | 859 561 \$ | 761 \$ | 858 800 \$ | 748 427 \$ | 100,0 % | 100,0 % |
| Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 – actifs productifs | | | | | | |
| Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements | | | 5 671 | 5 755 | | |
| Total, déduction faite de la provision | | | 853 129 \$ | 742 672 \$ | | |
| Variation en pourcentage par rapport à l'exercice précédent – prêts et acceptations, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | | | 14,7 % | 0,8 % | | |
| Variation en pourcentage par rapport à l'exercice précédent – prêts et acceptations, déduction faite de la provision | | | 14,9 | 1,0 | | |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.³ Comprendent les prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et les autres prêts dépréciés acquis.

| | |
|--------------------|---|
| TABLEAU 2 6 | PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE^{1,2} |
|--------------------|---|

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | Aux | | | | Pourcentage du total | |
|---|--------------------|--|--------------------|-------------------|----------------------|--------------------|
| | 31 octobre 2022 | | 31 octobre 2021 | | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| | Prêts bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts nets | Prêts nets | | |
| Canada | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 13 416 \$ | 18 \$ | 13 398 \$ | 12 868 \$ | 1,6 % | 1,7 % |
| Colombie-Britannique ³ | 89 058 | 40 | 89 018 | 78 435 | 10,4 | 10,5 |
| Ontario ³ | 332 229 | 339 | 331 890 | 300 736 | 38,6 | 40,2 |
| Prairies ³ | 85 914 | 52 | 85 862 | 82 951 | 10,0 | 11,1 |
| Québec | 46 345 | 37 | 46 308 | 42 285 | 5,4 | 5,6 |
| Total – Canada | 566 962 | 486 | 566 476 | 517 275 | 66,0 | 69,1 |
| États-Unis | | | | | | |
| Caroline du Nord et Caroline du Sud | 16 629 | 12 | 16 617 | 12 587 | 1,9 | 1,7 |
| Floride | 22 654 | 21 | 22 633 | 18 653 | 2,6 | 2,5 |
| Nouvelle-Angleterre ⁴ | 42 810 | 31 | 42 779 | 35 422 | 5,0 | 4,7 |
| New Jersey | 23 336 | 24 | 23 312 | 27 834 | 2,7 | 3,7 |
| New York | 52 244 | 43 | 52 201 | 43 297 | 6,1 | 5,8 |
| Pennsylvanie | 17 047 | 12 | 17 035 | 12 962 | 2,0 | 1,7 |
| Autres ⁵ | 99 019 | 128 | 98 891 | 69 990 | 11,5 | 9,4 |
| Total – États-Unis | 273 739 | 271 | 273 468 | 220 745 | 31,8 | 29,5 |
| Autres pays | | | | | | |
| Europe | 6 208 | – | 6 208 | 4 212 | 0,7 | 0,6 |
| Autres | 12 537 | – | 12 537 | 6 049 | 1,5 | 0,8 |
| Total – Autres pays | 18 745 | – | 18 745 | 10 261 | 2,2 | 1,4 |
| Total, compte non tenu des autres prêts | 859 446 | 757 | 858 689 | 748 281 | 100,0 | 100,0 |
| Autres prêts | 115 | 4 | 111 | 146 | – | – |
| Total | 859 561 \$ | 761 \$ | 858 800 \$ | 748 427 \$ | 100,0 % | 100,0 % |
| Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 | | | 5 671 | 5 755 | | |
| Total, déduction faite de la provision | | | 853 129 \$ | 742 672 \$ | | |
| Variation en pourcentage par rapport à l'exercice précédent – prêts et acceptations, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | | | 2022 | 2021 | | |
| Canada | | | 9,5 % | 6,8 % | | |
| États-Unis | | | 23,9 | (11,3) | | |
| Autres pays | | | 82,7 | 11,3 | | |
| Autres prêts | | | (24,0) | (34,2) | | |
| Total | | | 14,9 % | 1,0 % | | |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

³ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

⁴ Les États compris dans la Nouvelle-Angleterre sont le Connecticut, le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire et le Vermont.

⁵ Comprendent les prêts attribuables à d'autres États/régions, y compris ceux qui se trouvent à l'extérieur de l'étendue géographique principale de la TD aux États-Unis.

PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS

Les prêts de détail garantis par des biens immobiliers comprennent les prêts hypothécaires et les lignes de crédit consenties à des consommateurs nord-américains afin de répondre à leurs besoins financiers, notamment l'achat d'une résidence et un refinancement. Bien qu'elle conserve un privilège de premier rang à l'égard de la majorité des propriétés détenues à titre de sûretés, la Banque a des privilèges de troisième rang à l'égard d'une petite partie des prêts, dont la majeure partie est adossée à d'autres prêts hypothécaires consentis par la TD assortis de privilèges de premier rang. Au Canada, les politiques de crédit sont élaborées de sorte que l'exposition combinée de toutes les facilités de crédit non assurées à l'égard d'une propriété ne dépasse pas 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt. Il est permis selon la législation de consentir des prêts selon un ratio prêt-valeur plus élevé, mais une assurance-prêt est alors exigée. Cette assurance est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles et protège le portefeuille de prêts garantis par des biens immobiliers de la Banque contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'emprunteurs. En outre, la Banque peut obtenir de l'assurance-prêt pour les prêts dont le ratio prêt-valeur est plus faible. Cette couverture d'assurance est fournie par des entités

soutenues par un gouvernement ou par des assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés. Aux États-Unis, au moment de l'octroi des prêts hypothécaires résidentiels, une assurance-prêt hypothécaire est généralement obtenue d'entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés lorsque le ratio prêt-valeur dépasse 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt.

La Banque évalue régulièrement les facteurs de stress à l'égard de son portefeuille de prêts immobiliers dans le cadre de son programme global d'évaluation des facteurs de stress. Ces évaluations sont effectuées afin de déterminer dans quelle mesure le portefeuille serait vulnérable à un important repli de la situation économique. L'effet de variations extrêmes du prix des maisons, des taux d'intérêt et du taux de chômage figure parmi les facteurs étudiés au moment d'évaluer l'incidence sur les pertes sur créances et la rentabilité globale de la Banque. Diverses catégories du portefeuille, notamment les types d'habitation et les régions géographiques, sont examinées afin de déterminer l'existence de vulnérabilités particulières.

TABLEAU 27 PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS AU CANADA¹

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| | Prêts hypothécaires résidentiels | Lignes de crédit domiciliaires | Amortissables | | Non amortissables | Total des prêts garantis par des biens immobiliers |
|--------------|----------------------------------|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------|--|
| | | | Total des prêts garantis par des biens immobiliers amortissables | Lignes de crédit domiciliaires | | |
| | | | | | | 31 octobre 2022 |
| Total | 246 206 \$ | 81 689 \$ | 327 895 \$ | | 31 657 \$ | 359 552 \$ |
| | | | | | | 31 octobre 2021 |
| Total | 231 675 \$ | 71 016 \$ | 302 691 \$ | | 30 917 \$ | 333 608 \$ |

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

TABLEAU 28 PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS^{1,2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux

| | Prêts hypothécaires résidentiels | | | | Lignes de crédit domiciliaires | | | | Total | | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------------|-------------------|---------------|--------------------------------|---------------|-------------------|---------------|---------------------|---------------|-------------------|---------------|
| | Assurés ³ | | Non assurés | | Assurés ³ | | Non assurés | | Assuré ³ | Non assuré | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | 31 octobre 2022 | | | | | | | | | | | |
| Canada | | | | | | | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 2 713 \$ | 1,1 % | 4 117 \$ | 1,7 % | 227 \$ | 0,2 % | 1 697 \$ | 1,5 % | 2 940 \$ | 0,8 % | 5 814 \$ | 1,6 % |
| Colombie-Britannique ⁴ | 8 897 | 3,6 | 41 612 | 16,9 | 1 265 | 1,1 | 20 386 | 18,0 | 10 162 | 2,8 | 61 998 | 17,2 |
| Ontario ⁴ | 23 146 | 9,4 | 106 940 | 43,4 | 4 619 | 4,1 | 60 357 | 53,2 | 27 765 | 7,8 | 167 297 | 46,6 |
| Prairies ⁴ | 19 259 | 7,8 | 18 391 | 7,5 | 2 107 | 1,9 | 11 734 | 10,4 | 21 366 | 5,9 | 30 125 | 8,4 |
| Québec | 7 670 | 3,1 | 13 461 | 5,5 | 735 | 0,6 | 10 219 | 9,0 | 8 405 | 2,3 | 23 680 | 6,6 |
| Total – Canada | 61 685 | 25,0 % | 184 521 | 75,0 % | 8 953 | 7,9 % | 104 393 | 92,1 % | 70 638 | 19,6 % | 288 914 | 80,4 % |
| États-Unis | 1 127 | | 46 591 | | – | | 9 895 | | 1 127 | | 56 486 | |
| Total | 62 812 \$ | | 231 112 \$ | | 8 953 \$ | | 114 288 \$ | | 71 765 \$ | | 345 400 \$ | |
| | 31 octobre 2021 | | | | | | | | | | | |
| Canada | | | | | | | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 3 007 \$ | 1,3 % | 3 575 \$ | 1,5 % | 265 \$ | 0,3 % | 1 451 \$ | 1,4 % | 3 272 \$ | 1,0 % | 5 026 \$ | 1,5 % |
| Colombie-Britannique ⁴ | 9 522 | 4,1 | 37 169 | 16,0 | 1 446 | 1,4 | 17 738 | 17,4 | 10 968 | 3,3 | 54 907 | 16,5 |
| Ontario ⁴ | 25 603 | 11,1 | 94 913 | 41,1 | 5 173 | 5,1 | 52 977 | 52,0 | 30 776 | 9,1 | 147 890 | 44,3 |
| Prairies ⁴ | 20 590 | 8,9 | 17 244 | 7,4 | 2 425 | 2,4 | 11 314 | 11,1 | 23 015 | 6,9 | 28 558 | 8,6 |
| Québec | 8 138 | 3,5 | 11 914 | 5,1 | 841 | 0,8 | 8 303 | 8,1 | 8 979 | 2,7 | 20 217 | 6,1 |
| Total – Canada | 66 860 | 28,9 % | 164 815 | 71,1 % | 10 150 | 10,0 % | 91 783 | 90,0 % | 77 010 | 23,0 % | 256 598 | 77,0 % |
| États-Unis | 868 | | 35 797 | | – | | 8 736 | | 868 | | 44 533 | |
| Total | 67 728 \$ | | 200 612 \$ | | 10 150 \$ | | 100 519 \$ | | 77 878 \$ | | 301 131 \$ | |

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ L'assurance-prêt est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée, en tout ou en partie, contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'un emprunteur. Elle est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés.

⁴ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Le tableau ci-après présente un sommaire de la période pendant laquelle les prêts hypothécaires résidentiels de la Banque seraient remboursés en totalité en fonction du montant du dernier remboursement reçu. Tous les montants sont calculés en fonction des montants des remboursements actuels de l'emprunteur, y compris les remboursements volontairement plus élevés que les montants prévus au contrat ou les autres remboursements anticipés volontaires. Le montant du dernier remboursement de l'emprunteur peut excéder le montant dû selon le contrat initial.

Les soldes dont la période d'amortissement restante excède 30 ans reflètent principalement les prêts hypothécaires canadiens à taux variable pour lesquels l'augmentation des taux d'intérêt par rapport aux niveaux de paiement actuels des emprunteurs a donné lieu à une période d'amortissement restante plus longue. Au renouvellement, la période d'amortissement des prêts hypothécaires canadiens est rajustée pour correspondre à la période d'amortissement contractuelle restante, ce qui peut entraîner une augmentation des paiements.

| TABLEAU 29 CALENDRIER DE L'AMORTISSEMENT DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS ^{1,2} | | | | | | | | | |
|--|----------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|----------------|
| | | | | | | | | | <i>Aux</i> |
| | 5 ans et moins | Plus de 5 ans à 10 ans | Plus de 10 ans à 15 ans | Plus de 15 ans à 20 ans | Plus de 20 ans à 25 ans | Plus de 25 ans à 30 ans | Plus de 30 ans à 35 ans | Plus de 35 ans | Total |
| 31 octobre 2022 | | | | | | | | | |
| Canada | 0,8 % | 2,7 % | 5,4 % | 13,5 % | 29,5 % | 19,2 % | 3,7 % | 25,2 % | 100,0 % |
| États-Unis | 8,3 | 2,0 | 4,1 | 6,3 | 13,1 | 64,9 | 0,7 | 0,6 | 100,0 |
| Total | 2,0 % | 2,6 % | 5,2 % | 12,3 % | 26,8 % | 26,7 % | 3,2 % | 21,2 % | 100,0 % |
| 31 octobre 2021 | | | | | | | | | |
| Canada | 0,9 % | 3,2 % | 6,6 % | 19,0 % | 42,1 % | 28,2 % | – % | – % | 100,0 % |
| États-Unis | 8,4 | 3,2 | 4,6 | 5,7 | 17,8 | 58,1 | 2,0 | 0,2 | 100,0 |
| Total | 1,9 % | 3,2 % | 6,4 % | 17,2 % | 38,7 % | 32,3 % | 0,3 % | – % | 100,0 % |

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

² Pourcentage basé sur l'encours.

| TABLEAU 30 RATIO PRÊT-VALEUR MOYEN NON ASSURÉ – Nouveaux prêts montés et nouveaux prêts acquis ^{1,2,3} | | | | | | |
|---|----------------------------------|---|-----------------|----------------------------------|---|----------------------------------|
| | | | | | | <i>Pour les 12 mois clos les</i> |
| 31 octobre 2022 | | | 31 octobre 2021 | | | |
| | Prêts hypothécaires résidentiels | Lignes de crédit domiciliaires ^{4,5} | Total | Prêts hypothécaires résidentiels | Lignes de crédit domiciliaires ^{4,5} | Total |
| Canada | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 71 % | 69 % | 70 % | 73 % | 71 % | 72 % |
| Colombie-Britannique ⁶ | 66 | 63 | 65 | 68 | 65 | 67 |
| Ontario ⁶ | 66 | 63 | 65 | 68 | 66 | 67 |
| Prairies ⁶ | 74 | 71 | 73 | 74 | 71 | 73 |
| Québec | 71 | 71 | 71 | 73 | 72 | 72 |
| Total – Canada | 67 | 65 | 66 | 69 | 67 | 68 |
| États-Unis | 71 | 64 | 69 | 72 | 63 | 70 |
| Total | 68 % | 65 % | 67 % | 69 % | 66 % | 68 % |

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ D'après le prix des maisons au moment du montage.

⁴ Le ratio prêt-valeur attribuable aux lignes de crédit domiciliaires comprend les hypothèques subsidiaires de premier rang, le cas échéant.

⁵ L'option de l'avantage du taux fixe des lignes de crédit domiciliaires est incluse dans le calcul du ratio prêt-valeur.

⁶ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

PRÊTS DOUTEUX

Un prêt est considéré comme douteux et est transféré à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours ou plus pour les expositions de détail, lorsque la notation de risque-emprunteur (NRE) est de 9 pour les expositions autres que de détail, ou lorsqu'il y a une indication objective que la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer le plein montant du principal et des intérêts en temps voulu. Compte non tenu des prêts dépréciés acquis, les prêts douteux bruts ont augmenté de 92 millions de dollars, ou 4 %, en regard de ceux de l'exercice précédent.

Au Canada, les prêts douteux, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, ont diminué de 25 millions de dollars, ou 5 %, en 2022. Les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers et les cartes de crédit ont compris des prêts douteux nets de 295 millions de dollars, soit une baisse de 57 millions de dollars, ou 16 %, témoignant de l'amélioration des conditions de crédit qui s'est répercutée principalement dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de lignes de crédit domiciliaires. Les prêts douteux aux entreprises et aux gouvernements, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3, se sont établis à 193 millions de dollars, soit une hausse de 32 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, le nombre de créances générées dépassant celui des résolutions.

Aux États-Unis, les prêts douteux nets ont diminué de 11 millions de dollars, ou 1 %, en 2022. Les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, et les cartes de crédit ont compris des prêts douteux nets de 990 millions de dollars, soit une hausse de 69 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et un certain retour à la normale des conditions de crédit. Les prêts douteux nets aux entreprises et aux gouvernements se sont établis à 268 millions de dollars, soit une baisse de 80 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, reflétant les résolutions, dont le nombre a dépassé celui des nouvelles créances générées, contrebalancées en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Sur le plan géographique, 28 % du total des prêts douteux nets ont été générés au Canada et 72 %, aux États-Unis. La plus importante concentration régionale de prêts douteux nets au Canada a été en Ontario, représentant 15 % du total des prêts douteux nets, par rapport à 14 % à l'exercice précédent. La plus importante concentration régionale de prêts douteux nets aux États-Unis a été dans l'État de New York, représentant 18 % du total des prêts douteux nets, par rapport à 18 % à l'exercice précédent.

TABLEAU 3 1 VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS ET DES ACCEPTATIONS^{1, 2, 3}

| (en millions de dollars canadiens) | 2022 | 2021 |
|---|-----------------|-----------------|
| Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements | | |
| Prêts douteux au début de la période | 2 411 \$ | 3 157 \$ |
| Classés comme douteux au cours de la période | 4 339 | 3 839 |
| Transférés dans les prêts productifs au cours de la période | (1 009) | (938) |
| Remboursements nets | (1 418) | (1 322) |
| Cessions de prêts | (1) | (18) |
| Montants radiés | (1 994) | (2 173) |
| Variations de change et autres variations | 175 | (134) |
| Prêts douteux à la fin de l'exercice | 2 503 \$ | 2 411 \$ |

¹ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

² Compte non tenu des prêts dépréciés acquis.

³ Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

TABLEAU 3 2 PRÊTS DOUTEUX, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR INDUSTRIE^{1, 2, 3, 4}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 octobre 2022 | | Aux 31 octobre 2021 | | Pourcentage du total | |
|---|---------------------|---|------------------------|---------------|----------------------|-----------------|
| | Prêts douteux bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts nets | Prêts nets | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Canada | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 172 \$ | 21 \$ | 151 \$ | 200 \$ | 8,7 % | 11,2 % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 94 | 27 | 67 | 101 | 3,8 | 5,7 |
| Prêts-auto indirects | 74 | 48 | 26 | 12 | 1,5 | 0,7 |
| Divers | 46 | 30 | 16 | 11 | 0,9 | 0,6 |
| Cartes de crédit ⁵ | 87 | 52 | 35 | 28 | 2,0 | 1,6 |
| Total des prêts aux particuliers | 473 | 178 | 295 | 352 | 16,9 | 19,8 |
| Immobilier | | | | | | |
| Résidentiel | 3 | 1 | 2 | 1 | 0,1 | 0,1 |
| Non résidentiel | 37 | 17 | 20 | 2 | 1,2 | 0,1 |
| Total des prêts immobiliers | 40 | 18 | 22 | 3 | 1,3 | 0,2 |
| Agriculture | 10 | 1 | 9 | 8 | 0,5 | 0,4 |
| Automobile | 11 | 5 | 6 | 6 | 0,3 | 0,3 |
| Institutions financières | – | – | – | – | – | – |
| Alimentation, boissons et tabac | 11 | 4 | 7 | 4 | 0,4 | 0,2 |
| Foresterie | 1 | – | 1 | 1 | 0,1 | 0,1 |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | 23 | 19 | 4 | – | 0,2 | – |
| Services de santé et services sociaux | 51 | 19 | 32 | 22 | 1,8 | 1,2 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | 91 | 83 | 8 | 27 | 0,5 | 1,5 |
| Métaux et mines | 31 | 12 | 19 | 3 | 1,1 | 0,2 |
| Pétrole et gaz | 30 | 19 | 11 | 17 | 0,6 | 1,0 |
| Énergie et services publics | – | – | – | – | – | – |
| Services professionnels et autres | 49 | 32 | 17 | 10 | 1,0 | 0,5 |
| Commerce de détail | 107 | 68 | 39 | 52 | 2,2 | 2,9 |
| Fabrication – divers et vente de gros | 11 | 7 | 4 | 3 | 0,2 | 0,2 |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | 8 | 5 | 3 | 3 | 0,2 | 0,2 |
| Transports | 18 | 13 | 5 | 2 | 0,3 | 0,1 |
| Divers | 9 | 3 | 6 | – | 0,3 | – |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | 501 | 308 | 193 | 161 | 11,0 | 9,0 |
| Total – Canada | 974 \$ | 486 \$ | 488 \$ | 513 \$ | 27,9 % | 28,8 % |

¹ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

² D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

³ Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

⁴ Excluent les prêts dépréciés acquis, les titres de créance classés comme prêts selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), ainsi que les titres de créance au coût amorti et les titres de créance à la JVAERG selon IFRS 9.

⁵ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

TABLEAU 3.2 PRÊTS DOUTEUX, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR INDUSTRIE (suite)^{1,2,3,4}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 octobre 2022 | | Aux 31 octobre 2021 | | Pourcentage du total | |
|--|---------------------|---|------------------------|-----------------|----------------------|-----------------|
| | Prêts douteux bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts nets | Prêts nets | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| États-Unis | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 468 \$ | 35 \$ | 433 \$ | 379 \$ | 24,8 % | 21,3 % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 280 | 20 | 260 | 310 | 14,9 | 17,4 |
| Prêts-auto indirects | 213 | 26 | 187 | 171 | 10,7 | 9,6 |
| Divers | 6 | 3 | 3 | 2 | 0,2 | 0,1 |
| Cartes de crédit ⁵ | 262 | 155 | 107 | 59 | 6,1 | 3,3 |
| Total des prêts aux particuliers | 1 229 | 239 | 990 | 921 | 56,7 | 51,7 |
| Immobilier | | | | | | |
| Résidentiel | 19 | 1 | 18 | 46 | 1,0 | 2,5 |
| Non résidentiel | 48 | 4 | 44 | 91 | 2,5 | 5,1 |
| Total des prêts immobiliers | 67 | 5 | 62 | 137 | 3,5 | 7,6 |
| Agriculture | 1 | – | 1 | 1 | 0,1 | 0,1 |
| Automobile | 5 | – | 5 | 4 | 0,3 | 0,2 |
| Institutions financières | 2 | – | 2 | 7 | 0,1 | 0,4 |
| Alimentation, boissons et tabac | 5 | 1 | 4 | 8 | 0,2 | 0,4 |
| Foresterie | 2 | 2 | – | – | – | – |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | 4 | 1 | 3 | 5 | 0,2 | 0,3 |
| Services de santé et services sociaux | 28 | 3 | 25 | 20 | 1,4 | 1,1 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | 24 | 4 | 20 | 14 | 1,1 | 0,8 |
| Métaux et mines | 4 | 1 | 3 | 14 | 0,2 | 0,8 |
| Pétrole et gaz | 6 | 5 | 1 | 1 | 0,1 | 0,1 |
| Énergie et services publics | – | – | – | 7 | – | 0,4 |
| Services professionnels et autres | 44 | 2 | 42 | 53 | 2,4 | 3,0 |
| Commerce de détail | 45 | 3 | 42 | 29 | 2,4 | 1,6 |
| Fabrication – divers et vente de gros | 40 | 2 | 38 | 12 | 2,2 | 0,7 |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | 5 | – | 5 | 6 | 0,3 | 0,3 |
| Transports | 11 | 1 | 10 | 25 | 0,6 | 1,4 |
| Divers | 7 | 2 | 5 | 5 | 0,3 | 0,3 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | 300 | 32 | 268 | 348 | 15,4 | 19,5 |
| Total – États-Unis | 1 529 | 271 | 1 258 | 1 269 | 72,1 | 71,2 |
| Autres pays | – | – | – | – | – | – |
| Total | 2 503 \$ | 757 \$ | 1 746 \$ | 1 782 \$ | 100,0 % | 100,0 % |
| Prêts douteux nets en % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | | | 1,74 % | 1,89 % | | |

¹ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

² D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

³ Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

⁴ Excluent les prêts dépréciés acquis, les titres de créance classés comme prêts selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), ainsi que les titres de créance au coût amorti et les titres de créance à la JVAERG selon IFRS 9.

⁵ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

TABLEAU 3 3

PRÊTS DOUTEUX, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS À L'ÉTAPE 3, PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE^{1, 2, 3, 4, 5}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | Aux | | | | Pourcentage du total | |
|---|---------------------|---|--------------------|--------------------|----------------------|-----------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| | Prêts douteux bruts | Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés) | Prêts douteux nets | Prêts douteux nets | | |
| Canada | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 29 \$ | 18 \$ | 11 \$ | 18 \$ | 0,6 % | 1,0 % |
| Colombie-Britannique ⁶ | 93 | 40 | 53 | 61 | 3,0 | 3,4 |
| Ontario ⁶ | 596 | 339 | 257 | 244 | 14,7 | 13,7 |
| Prairies ⁶ | 184 | 52 | 132 | 165 | 7,6 | 9,3 |
| Québec | 72 | 37 | 35 | 25 | 2,0 | 1,4 |
| Total – Canada | 974 | 486 | 488 | 513 | 27,9 | 28,8 |
| États-Unis | | | | | | |
| Caroline du Nord et Caroline du Sud | 83 | 12 | 71 | 64 | 4,1 | 3,6 |
| Floride | 155 | 21 | 134 | 136 | 7,7 | 7,6 |
| Nouvelle-Angleterre ⁷ | 238 | 31 | 207 | 235 | 11,9 | 13,2 |
| New Jersey | 183 | 24 | 159 | 157 | 9,1 | 8,8 |
| New York | 365 | 43 | 322 | 319 | 18,4 | 17,9 |
| Pennsylvanie | 89 | 12 | 77 | 82 | 4,4 | 4,6 |
| Divers | 416 | 128 | 288 | 276 | 16,5 | 15,5 |
| Total – États-Unis | 1 529 | 271 | 1 258 | 1 269 | 72,1 | 71,2 |
| Total | 2 503 \$ | 757 \$ | 1 746 \$ | 1 782 \$ | 100,0 % | 100,0 % |
| Prêts douteux nets en % des prêts nets | | | 0,20 % | 0,24 % | | |

¹ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.² D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.³ Incluent les prêts évalués à la JVAERG.⁴ Compte non tenu des prêts dépréciés acquis.⁵ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.⁶ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.⁷ Les États compris dans la Nouvelle-Angleterre sont le Connecticut, le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire et le Vermont.**PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)**

La provision pour pertes sur créances, y compris les positions hors bilan, de 7 366 millions de dollars au 31 octobre 2022 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 764 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 3 644 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 2 955 millions de dollars, ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 3 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan.

Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés)

La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a augmenté de 126 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, reflétant un certain retour à la normale des conditions de crédit et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 (actifs productifs)

Au 31 octobre 2022, la provision relative aux actifs productifs totalisait 6 599 millions de dollars, en baisse par rapport à 6 608 millions de dollars au 31 octobre 2021. La diminution au cours de l'exercice considéré reflète en grande partie l'amélioration des conditions de crédit, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. La variation de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs comprenait une augmentation de 20 millions de dollars attribuable à la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants des portefeuilles de cartes stratégiques aux États-Unis. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs et se rapportant aux titres de créance a diminué de 6 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent.

Les informations prospectives, y compris les variables macroéconomiques réputées être prédictives des pertes de crédit attendues selon l'expérience de la Banque, sont utilisées pour déterminer les scénarios de pertes de crédit attendues et les pondérations probabilistes connexes afin d'établir les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Chaque trimestre, l'ensemble des variables macroéconomiques de base prévues sont mises à jour, donnant lieu à de nouveaux scénarios macroéconomiques optimistes et pessimistes. Les pondérations probabilistes appliquées à chaque scénario de pertes de crédit attendues sont également passées en revue chaque trimestre et mises à jour, au besoin, dans le cadre du processus de gouvernance de la Banque

à l'égard des pertes de crédit attendues. Par suite des revues périodiques et des mises à jour trimestrielles, la provision pour pertes sur créances pourrait être revue afin de tenir compte des mises à jour des estimations de pertes calculées en fonction des pertes récentes de la Banque et de ses opinions prospectives. La Banque passe régulièrement en revue la méthode employée et a effectué des évaluations qualitatives supplémentaires au niveau du portefeuille et des prêts pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante. Pour plus de renseignements sur les informations prospectives, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

La provision pour pertes sur créances fondées sur des pondérations probabilistes reflète les opinions prospectives de la Banque. Dans la mesure où certaines répercussions anticipées ne peuvent pas être totalement intégrées dans les modèles quantitatifs, la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues. Une importante part d'incertitude perdue à l'égard de l'évolution de la situation économique; par conséquent, la provision pour pertes sur créances sera mise à jour dans les trimestres à venir au fur et à mesure que de nouvelles informations seront obtenues. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) est le montant imputé au résultat pour porter le total de la provision pour pertes sur créances (au bilan), y compris les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 (actifs productifs) et les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 3 (actifs dépréciés), à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes sur créances prévues et subies dans le portefeuille de prêts de la Banque. Tous les recouvrements au cours de l'exercice sont soustraits des provisions.

Au Canada, la provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés et se rapportant aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, ainsi qu'aux prêts sur cartes de crédit a totalisé 565 millions de dollars, soit une hausse de 12 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à celle de 2021. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés et se rapportant aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a totalisé 97 millions de dollars, une baisse de 5 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celle de l'exercice précédent.

Aux États-Unis, la provision pour pertes sur créances relatives aux actifs dépréciés et se rapportant aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, ainsi qu'aux prêts sur cartes de crédit a totalisé 743 millions de dollars, soit une hausse de 154 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à celle de 2021, attribuable en grande partie à un certain retour à la normale des conditions de crédit et à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés et se rapportant aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a totalisé 37 millions de dollars, une baisse de 36 millions de dollars, ou 49 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'amélioration des conditions de crédit.

Sur le plan géographique, la plus importante concentration régionale au titre de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés ayant trait au Canada a été en Ontario. La plus importante concentration régionale au titre de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés ayant trait aux États-Unis a été dans l'État de New York.

Le tableau ci-après est un sommaire des provisions présentées à l'état du résultat consolidé.

| TABLEAU 34 PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES | | 2022 | 2021 |
|--|--|-----------------|-----------------|
| (en millions de dollars canadiens) | | | |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) | | | |
| Services bancaires personnels et commerciaux au Canada | | 639 \$ | 650 \$ |
| Services de détail aux États-Unis | | 522 | 438 |
| Gestion de patrimoine et Assurance | | – | 2 |
| Services bancaires de gros | | 19 | 8 |
| Siège social ¹ | | 257 | 211 |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 3 | | 1 437 | 1 309 |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 (actifs productifs)² | | | |
| Services bancaires personnels et commerciaux au Canada | | (148) | (394) |
| Services de détail aux États-Unis | | (187) | (688) |
| Gestion de patrimoine et Assurance | | 1 | – |
| Services bancaires de gros | | 18 | (126) |
| Siège social ¹ | | (54) | (325) |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 | | (370) | (1 533) |
| Provision pour pertes sur créances | | 1 067 \$ | (224) \$ |

¹ Comprend la provision pour pertes sur créances sur la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

² Comprend la provision pour pertes sur créances sur les actifs financiers, les engagements de prêts et les contrats de garantie financière.

| TABLEAU 35 PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR INDUSTRIE ^{1,2} | | Exercices clos les | | Pourcentage du total | |
|--|--|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) | | | | | |
| Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | (4) \$ | – \$ | (0,3) % | – % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | | 12 | 3 | 0,8 | 0,2 |
| Prêts-auto indirects | | 156 | 151 | 10,9 | 11,5 |
| Divers | | 128 | 126 | 8,9 | 9,6 |
| Cartes de crédit | | 273 | 273 | 19,0 | 20,9 |
| Total des prêts aux particuliers | | 565 | 553 | 39,3 | 42,2 |
| Immobilier | | | | | |
| Résidentiel | | – | 1 | – | 0,1 |
| Non résidentiel | | 16 | – | 1,1 | – |
| Total des prêts immobiliers | | 16 | 1 | 1,1 | 0,1 |
| Agriculture | | (1) | (1) | (0,1) | (0,1) |
| Automobile | | (2) | 4 | (0,1) | 0,3 |
| Institutions financières | | – | – | – | – |
| Alimentation, boissons et tabac | | 1 | 2 | 0,1 | 0,2 |
| Foresterie | | – | – | – | – |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | | – | 24 | – | 1,8 |
| Services de santé et services sociaux | | 3 | 7 | 0,2 | 0,5 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | | 18 | 24 | 1,2 | 1,8 |
| Métaux et mines | | 9 | 1 | 0,6 | 0,1 |
| Pétrole et gaz | | (2) | 8 | (0,1) | 0,6 |
| Énergie et services publics | | – | – | – | – |
| Services professionnels et autres | | 24 | 13 | 1,7 | 1,0 |
| Commerce de détail | | 14 | 9 | 1,0 | 0,7 |
| Fabrication – divers et vente de gros | | – | – | – | – |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | | – | – | – | – |
| Transports | | 7 | 7 | 0,5 | 0,5 |
| Divers | | 10 | 3 | 0,7 | 0,3 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | | 97 | 102 | 6,8 | 7,8 |
| Total – Canada | | 662 \$ | 655 \$ | 46,1 % | 50,0 % |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

TABLEAU 3 5 PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR INDUSTRIE (suite)^{1,2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | Exercices clos les | | Pourcentage du total | |
|--|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| États-Unis | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 10 \$ | (4) \$ | 0,7 % | (0,3) % |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | (12) | (19) | (0,8) | (1,5) |
| Prêts-auto indirects | 69 | 92 | 4,8 | 7,0 |
| Divers | 210 | 140 | 14,6 | 10,7 |
| Cartes de crédit | 466 | 380 | 32,4 | 29,1 |
| Total des prêts aux particuliers | 743 | 589 | 51,7 | 45,0 |
| Immobilier | | | | |
| Résidentiel | – | 3 | – | 0,2 |
| Non résidentiel | (5) | (4) | (0,3) | (0,3) |
| Total des prêts immobiliers | (5) | (1) | (0,3) | (0,1) |
| Agriculture | – | – | – | – |
| Automobile | – | – | – | – |
| Institutions financières | (1) | 5 | (0,1) | 0,4 |
| Alimentation, boissons et tabac | (1) | 3 | (0,1) | 0,2 |
| Foresterie | 16 | – | 1,1 | – |
| Gouvernements, entités du secteur public et éducation | – | (1) | – | (0,1) |
| Services de santé et services sociaux | 5 | 3 | 0,3 | 0,2 |
| Construction industrielle et entrepreneurs spécialisés | 4 | 4 | 0,3 | 0,3 |
| Métaux et mines | 1 | (1) | 0,1 | (0,1) |
| Pétrole et gaz | (2) | 8 | (0,1) | 0,6 |
| Énergie et services publics | – | 3 | – | 0,2 |
| Services professionnels et autres | (1) | 2 | (0,1) | 0,2 |
| Commerce de détail | 3 | 8 | 0,2 | 0,6 |
| Fabrication – divers et vente de gros | 3 | 2 | 0,2 | 0,2 |
| Télécommunications, câblodistribution et médias | – | 1 | – | 0,1 |
| Transports | (2) | 10 | (0,1) | 0,8 |
| Divers | 17 | 27 | 1,1 | 2,1 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements | 37 | 73 | 2,5 | 5,6 |
| Total – États-Unis | 780 | 662 | 54,2 | 50,6 |
| Autres pays | – | – | – | – |
| Total, compte non tenu des autres prêts | 1 442 | 1 317 | 100,3 | 100,6 |
| Autres prêts | | | | |
| Titres de créance au coût amorti ou à la JVAERG | – | – | – | – |
| Prêts dépréciés acquis ³ | (5) | (8) | (0,3) | (0,6) |
| Total – Autres prêts | (5) | (8) | (0,3) | (0,6) |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) | 1 437 \$ | 1 309 \$ | 100,0 % | 100,0 % |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 | | | | |
| Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements | (364) \$ | (1 534) \$ | | |
| Titres de créance au coût amorti ou à la JVAERG | (6) | 1 | | |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 | (370) | (1 533) | | |
| Total de la provision pour pertes sur créances | 1 067 \$ | (224) \$ | | |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

³ Comprendent tous les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts dépréciés acquis.

TABLEAU 3 6 PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE^{1, 2, 3}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | Exercices clos les | | Pourcentage du total | |
|---|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Canada | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 38 \$ | 40 \$ | 3,6 % | (17,9) % |
| Colombie-Britannique ⁴ | 92 | 73 | 8,6 | (32,6) |
| Ontario ⁴ | 288 | 315 | 27,0 | (140,6) |
| Prairies ⁴ | 159 | 163 | 14,9 | (72,8) |
| Québec | 85 | 64 | 8,0 | (28,5) |
| Total – Canada | 662 | 655 | 62,1 | (292,4) |
| États-Unis | | | | |
| Caroline du Nord et Caroline du Sud | 36 | 35 | 3,4 | (15,6) |
| Floride | 70 | 59 | 6,6 | (26,3) |
| Nouvelle-Angleterre ⁵ | 92 | 65 | 8,6 | (29,0) |
| New Jersey | 73 | 52 | 6,8 | (23,2) |
| New York | 119 | 101 | 11,2 | (45,1) |
| Pennsylvanie | 32 | 30 | 3,0 | (13,4) |
| Autres ⁶ | 358 | 320 | 33,5 | (142,9) |
| Total – États-Unis | 780 | 662 | 73,1 | (295,5) |
| Autres pays | – | – | – | – |
| Total, compte non tenu des autres prêts | 1 442 | 1 317 | 135,2 | (587,9) |
| Autres prêts ⁷ | (5) | (8) | (0,5) | 3,5 |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) | 1 437 | 1 309 | 134,7 | (584,4) |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 | (370) | (1 533) | (34,7) | 684,4 |
| Total de la provision pour pertes sur créances | 1 067 \$ | (224) \$ | 100,0 % | 100,0 % |

Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets⁶

| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
|---|--------------------|--------------------|
| Canada | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | – % | – % |
| Cartes de crédit, prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | 0,34 | 0,35 |
| Entreprises et gouvernements | 0,07 | 0,08 |
| Total – Canada | 0,12 | 0,03 |
| États-Unis | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 0,02 | (0,01) |
| Cartes de crédit, prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | 1,26 | 1,08 |
| Entreprises et gouvernements | 0,03 | 0,06 |
| Total – États-Unis | 0,34 | (0,17) |
| Autres pays | | |
| Total, compte non tenu des autres prêts | 0,18 | 0,18 |
| Autres prêts | 100,00 | (61,54) |
| Total de la provision pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) | 0,18 | 0,18 |
| Provision pour pertes sur créances à l'étape 1 et à l'étape 2 | (0,05) | (0,21) |
| Total de la provision pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets | 0,14 % | (0,03) % |

¹ D'après surtout la région géographique de l'adresse du client.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

³ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

⁴ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

⁵ Les États compris dans la Nouvelle-Angleterre sont le Connecticut, le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire et le Vermont.

⁶ Comprend les provisions pour pertes sur créances attribuables à d'autres États/régions, y compris ceux ou celles qui se trouvent à l'extérieur de l'étendue géographique principale de la TD aux États-Unis.

⁷ Les autres prêts comprennent les autres prêts dépréciés acquis.

RISQUE-PAYS

Le tableau suivant présente un sommaire des expositions directes au risque de crédit de la Banque ailleurs qu'au Canada et qu'aux États-Unis (l'Europe exclut le Royaume-Uni).

TABLEAU 37 TOTAL DE L'EXPOSITION NETTE PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE ET CONTREPARTIE

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| Pays | Prêts et engagements ¹ | | | | Dérivés, mises en pension et prêts de titres ² | | | | Portefeuille de négociation et de placement ³ | | | | Exposition totale ⁴ |
|---------------------|-----------------------------------|------------------------|--------------------------|------------------|---|------------------------|--------------------------|------------------|--|------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|
| | Entreprises | Emprunteurs souverains | Institutions financières | Total | Entreprises | Emprunteurs souverains | Institutions financières | Total | Entreprises | Emprunteurs souverains | Institutions financières | Total | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Europe | 6 037 \$ | – \$ | 4 079 \$ | 10 116 \$ | 3 625 \$ | 2 205 \$ | 7 654 \$ | 13 484 \$ | 860 \$ | 26 899 \$ | 1 212 \$ | 28 971 \$ | 52 571 \$ |
| Royaume-Uni | 7 563 | 27 176 | 2 493 | 37 232 | 2 029 | 828 | 14 007 | 16 864 | 490 | 384 | 262 | 1 136 | 55 232 |
| Asie | 55 | 17 | 2 480 | 2 552 | 671 | 682 | 3 052 | 4 405 | 120 | 11 055 | 695 | 11 870 | 18 827 |
| Autres ⁵ | 487 | 43 | 1 354 | 1 884 | 234 | 341 | 2 465 | 3 040 | 173 | 1 202 | 2 760 | 4 135 | 9 059 |
| Total | 14 142 \$ | 27 236 \$ | 10 406 \$ | 51 784 \$ | 6 559 \$ | 4 056 \$ | 27 178 \$ | 37 793 \$ | 1 643 \$ | 39 540 \$ | 4 929 \$ | 46 112 \$ | 135 689 \$ |
| 31 octobre 2021 | | | | | | | | | | | | | |
| Europe | 7 248 \$ | – \$ | 3 216 \$ | 10 464 \$ | 2 523 \$ | 2 246 \$ | 6 113 \$ | 10 882 \$ | 809 \$ | 23 398 \$ | 2 033 \$ | 26 240 \$ | 47 586 \$ |
| Royaume-Uni | 8 851 | 12 071 | 1 192 | 22 114 | 1 790 | 1 304 | 11 022 | 14 116 | 1 639 | 382 | 539 | 2 560 | 38 790 |
| Asie | 12 | 30 | 1 967 | 2 009 | 552 | 703 | 2 700 | 3 955 | 163 | 9 224 | 770 | 10 157 | 16 121 |
| Autres ⁵ | 337 | 10 | 529 | 876 | 135 | 564 | 1 629 | 2 328 | 321 | 2 443 | 1 947 | 4 711 | 7 915 |
| Total | 16 448 \$ | 12 111 \$ | 6 904 \$ | 35 463 \$ | 5 000 \$ | 4 817 \$ | 21 464 \$ | 31 281 \$ | 2 932 \$ | 35 447 \$ | 5 289 \$ | 43 668 \$ | 110 412 \$ |

¹ Les expositions, y compris les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, sont présentées déduction faite des imputations pour dépréciation, s'il y a lieu.

² Les expositions sont calculées à la juste valeur et sont présentées déduction faite des sûretés. Les dérivés sont présentés comme des expositions nettes lorsqu'il existe une convention-cadre de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

³ Les expositions du portefeuille de négociation sont présentées déduction faite des positions vendeur admissibles.

⁴ En plus des expositions présentées ci-dessus, la Banque a également une exposition de 43,0 milliards de dollars (32,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021) à des entités supranationales.

⁵ L'exposition régionale présentée au poste Autres est largement attribuable à l'Australie.

Situation des fonds propres

| TABLEAU 38 STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS – Bâle III | | 2022 | 2021 |
|--|--|-------------------|------------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | | |
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | | | |
| Actions ordinaires majorées du surplus d'apport connexe | | 24 449 \$ | 23 086 \$ |
| Résultats non distribués | | 73 698 | 63 944 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | 1 988 | 7 097 |
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires avant ajustements réglementaires | | 100 135 | 94 127 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | | | |
| Goodwill (déduction faite du passif d'impôt correspondant) | | (17 498) | (16 099) |
| Immobilisations incorporelles (déduction faite du passif d'impôt correspondant) | | (2 100) | (2 006) |
| Actifs d'impôt différé, sauf s'ils résultent de différences temporaires | | (83) | (100) |
| Réserve de couverture de flux de trésorerie | | 5 783 | (1 691) |
| Insuffisance de l'encours des provisions pour pertes attendues | | – | – |
| Profits et pertes attribuables à des variations de la juste valeur des passifs financiers dues à l'évolution du risque de crédit propre | | (502) | (124) |
| Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite du passif d'impôt correspondant) | | (1 038) | (470) |
| Actions propres | | (9) | (36) |
| Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) | | (1 428) | (4 486) |
| Participations significatives sous forme d'actions ordinaires de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) | | – | – |
| Autres déductions et ajustements réglementaires de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires indiqués par le BSIF ¹ | | 411 | 822 |
| Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | | (16 464) | (24 190) |
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | | 83 671 | 69 937 |
| Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 | | | |
| Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital | | 11 248 | 5 691 |
| Instruments de fonds propres émis directement qui seront progressivement éliminés des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 ² | | s. o. | 450 |
| Autres éléments de catégorie 1 émis par des filiales et détenus par des tiers | | – | – |
| Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 avant ajustements réglementaires | | 11 248 | 6 141 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1 | | | |
| Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) | | (124) | (12) |
| Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles | | (350) | (350) |
| Total des ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1 | | (474) | (362) |
| Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 | | 10 774 | 5 779 |
| Fonds propres de catégorie 1 | | 94 445 | 75 716 |
| Fonds propres de catégorie 2 et provisions | | | |
| Instruments de fonds propres de catégorie 2 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital | | 11 090 | 11 030 |
| Instruments de fonds propres émis directement qui seront progressivement éliminés des fonds propres de catégorie 2 ² | | s. o. | 120 |
| Provisions collectives | | 2 018 | 1 665 |
| Fonds propres de catégorie 2 avant ajustements réglementaires | | 13 108 | 12 815 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2 | | | |
| Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre | | – | (8) |
| Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) ³ | | (161) | (308) |
| Participations non significatives dans les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité : montant anciennement destiné au seuil de 5 %, mais qui ne satisfait plus les conditions | | (57) | (68) |
| Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles | | (160) | (160) |
| Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2 | | (378) | (544) |
| Fonds propres de catégorie 2 | | 12 730 | 12 271 |
| Total des fonds propres | | 107 175 \$ | 87 987 \$ |
| Actifs pondérés en fonction des risques | | 517 048 \$ | 460 270 \$ |
| Ratios et multiples de fonds propres⁴ | | | |
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) | | 16,2 % | 15,2 % |
| Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) | | 18,3 | 16,5 |
| Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) | | 20,7 | 19,1 |
| Ratio de levier ⁵ | | 4,9 | 4,8 |

¹ Représentent les dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues publiées par le BSIF. Pour des renseignements additionnels, se reporter à la rubrique « Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III » de la section « Situation des fonds propres » du présent document.

² Ne s'appliquent plus depuis le 1^{er} janvier 2022.

³ Comprennent les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des banques d'importance systémique mondiale (BISM) et des banques d'importance systémique intérieure (BISI) canadiennes qui sortent du périmètre de la consolidation réglementaire, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires de l'entité.

⁴ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio de fonds propres de catégorie 1, le ratio du total des fonds propres et le ratio du levier, compte non tenu des dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues, sont respectivement 16,1 %, 18,2 %, 20,7 % et 4,9 %.

⁵ Le ratio de levier correspond au total des fonds propres de catégorie 1 divisé par l'exposition à l'endettement, telle qu'elle est définie dans la rubrique « Fonds propres réglementaires » du présent document.

OBJECTIFS DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE GESTION DES FONDS PROPRES

Les objectifs de la Banque en matière de gestion des fonds propres sont les suivants :

- Posséder une structure de fonds propres appropriée, comme déterminée par :
 - la prise de position de la Banque en matière d'appétit pour le risque;
 - les exigences en matière de fonds propres définies par les organismes de réglementation pertinents;
 - l'évaluation interne des besoins de fonds propres effectuée par la Banque, y compris l'analyse des facteurs de stress, selon le profil de risque et les niveaux de tolérance au risque de la Banque.
- Obtenir le coût moyen pondéré le plus économiquement réalisable pour les fonds propres, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de fonds propres afin de respecter les niveaux de capitalisation cibles
- S'assurer d'avoir facilement accès à des sources de fonds propres appropriés, à un coût raisonnable, afin de :
 - protéger la Banque contre des événements générateurs de pertes inattendus;
 - soutenir et faciliter la croissance des affaires ou les acquisitions en respectant la stratégie de la Banque et son appétit pour le risque.
- Conserver de solides notations externes afin de gérer le coût global de financement de la Banque et de maintenir l'accès au financement requis

Ces objectifs doivent cadrer avec l'objectif global de la Banque, qui est de fournir un rendement des capitaux propres satisfaisant pour les actionnaires.

SOURCES DES FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque proviennent principalement des actionnaires ordinaires et des résultats non distribués. Les autres sources englobent les actionnaires privilégiés de la Banque, les porteurs de billets avec remboursement de capital à recours limité et les porteurs de la dette subordonnée de la Banque.

GESTION DES FONDS PROPRES

Le groupe Gestion de la trésorerie et du bilan gère les fonds propres de la Banque et est responsable de faire des prévisions et de surveiller la conformité aux cibles de fonds propres sur une base consolidée, sous la supervision du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres. Le conseil d'administration surveille la gestion du risque d'adéquation des fonds propres.

La Banque détient en tout temps des capitaux suffisants qui lui procurent la souplesse nécessaire pour prendre de l'expansion, tant par la croissance interne que par des acquisitions stratégiques. Les ratios de fonds propres élevés de la Banque sont attribuables à la génération interne de capitaux, à la gestion du bilan ainsi qu'à l'émission périodique de valeurs mobilières.

CAPITAL ÉCONOMIQUE

Le capital économique est la mesure interne dont la Banque se sert pour évaluer les exigences de fonds propres et est l'une des composantes principales de l'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres de la Banque. Le capital économique est formé du capital à risque qui est nécessaire pour financer les pertes qui pourraient survenir dans des situations de crise économique ou d'exploitation et du capital de placement utilisé pour financer les acquisitions ou les investissements pour soutenir la croissance future des bénéfices.

La Banque recourt à des modèles internes pour déterminer le montant de capital à risque requis pour couvrir les risques découlant des activités de la Banque. Les caractéristiques de ces modèles sont décrites à la section « Gestion des risques » du présent document. Le cadre économique des fonds propres de la Banque a comme objectif de maintenir le capital à risque servant à couvrir les pertes imprévues en s'alignant sur les objectifs de la Banque en matière de gestion des fonds propres.

La Banque calcule ses fonds propres selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle. Par conséquent, en plus de couvrir les risques de pilier 1 relatifs au risque de crédit, au risque de marché et au risque opérationnel, le cadre économique des fonds propres de la Banque couvre également d'autres risques de pilier 2 importants, notamment le risque de marché pour les activités autres que de négociation pour le portefeuille de détail (risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire), le risque de crédit additionnel imputable à la concentration (portefeuilles commerciaux et de gros) et les risques classés dans la catégorie « Autres », notamment le risque d'affaires, le risque d'assurance et les risques associés aux participations importantes de la Banque. Le cadre tient également compte des avantages de la diversification dans les types de risque et les secteurs d'exploitation.

Se reporter à la rubrique « Capital économique et actifs pondérés en fonction des risques par secteur », qui présente une ventilation par secteur d'exploitation du capital économique de la Banque.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les exigences en matière de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) sont mieux connues sous le nom de Bâle III. Selon Bâle III, le total des fonds propres comprend trois composantes, soit les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les autres éléments de fonds propres

de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2. Les ratios de fonds propres réglementaires sensibles aux risques sont calculés en divisant les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques respectifs, compte tenu de toute exigence réglementaire minimale énoncée relativement au plancher réglementaire. Bâle III a mis de l'avant, en 2015, un ratio de levier non basé sur le risque pour compléter les exigences de fonds propres sensibles aux risques. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de catégorie 1 par l'exposition à l'endettement, dont les principaux éléments comprennent les actifs au bilan, avec des ajustements faits aux expositions sur les cessions temporaires de titres et les dérivés, et des montants de l'équivalent-crédit pour les positions hors bilan. La TD gère ses fonds propres réglementaires selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle III, comme il est mentionné à la section « Situation des fonds propres » du présent document.

Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III

La ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF décrit en détail la façon dont les règles en matière de fonds propres de Bâle III doivent être appliquées par les banques canadiennes. D'autres exigences sont présentées ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, tous les instruments de fonds propres non ordinaires de catégories 1 et 2 nouvellement émis doivent comprendre des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) pour être admissibles à titre de fonds propres réglementaires. Les dispositions relatives aux FPUNV exigent que les instruments de fonds propres non ordinaires soient convertis en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque si un événement déclencheur survient. Un événement déclencheur est actuellement défini dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres comme un événement où le BSIF détermine que la Banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, et qu'elle le redeviendra après la conversion de l'ensemble de ses instruments de fonds propres autres que ses actions ordinaires et après la prise en compte de tous les autres facteurs et de toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, ou si la Banque accepte, ou convient d'accepter, une injection de capitaux ou une aide équivalente de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial du Canada, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la Banque non viable. Les instruments de fonds propres non ordinaires de catégories 1 et 2 existants qui ne comprennent pas de disposition relative aux FPUNV sont des instruments de fonds propres non admissibles et sont visés par des mesures de retrait progressif sur une période ayant commencé en 2013 et s'étant terminée en 2022.

La ligne directrice sur les normes de fonds propres fixe les cibles minimales à l'égard du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres à respectivement 4,5 %, 6 % et 8 %. Le BSIF s'attend également à ce que les banques canadiennes incluent des réserves de fonds propres de 2,5 %. En outre, les six banques canadiennes désignées BSI, y compris la TD, sont assujetties à un supplément de 1 % en actions ordinaires.

De plus, les banques canadiennes sont tenues de conserver une réserve de fonds propres anticyclique, variant entre 0 % et 2,5 %, qui doit être constituée de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. La réserve de fonds propres anticyclique est calculée en utilisant la moyenne pondérée des réserves déployées au Canada et dans les États membres du CBCB et dans certains États non membres dans lesquels la Banque compte une exposition au risque de crédit du secteur privé. En raison de la COVID-19, plusieurs États ont décidé de suspendre, de réduire ou de retarder les augmentations prévues de leur réserve de fonds propres anticyclique. La réserve de fonds propres anticyclique pour le Canada demeure à 0 %. Selon la répartition des expositions et les réserves constituées à l'heure actuelle, l'exigence à l'égard de la réserve anticyclique de la Banque était de 0 % au 31 octobre 2022.

Le 25 juin 2018, le BSIF a accru la transparence associée à la réserve de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires du deuxième pilier qui n'était pas divulguée par le passé en exigeant la présentation de la réserve pour stabilité intérieure (RSI). La RSI est détenue par les BSI en vue de contrer les risques dont il est question dans le deuxième pilier associés aux vulnérabilités systémiques. La réserve est de l'ordre de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques et doit être constituée de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le BSIF réexaminera la réserve au moins deux fois par an et toute modification sera rendue publique. Au 31 octobre 2022, la RSI était de 2,5 %.

En vigueur depuis le deuxième trimestre de 2018, le BSIF a institué une approche révisée pour calculer le plancher de fonds propres réglementaires. Le plancher révisé est fondé sur l'approche standard de Bâle II, selon le coefficient appliqué. Le coefficient plancher qui était de 75 % a été abaissé à 70 % avec prise d'effet le 9 avril 2020. À l'heure actuelle, les fonds propres de la Banque sont au-delà du niveau plancher.

Le 23 septembre 2018, le régime de recapitalisation interne des banques canadiennes de même que la ligne directrice sur la TLAC du BSIF sont entrés en vigueur. En vertu de cette ligne directrice, la Banque doit respecter, aux fins de la surveillance, un ratio cible de TLAC fondé sur les risques de 24,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de la RSI de 2,50 %. Tout changement à la RSI donnera lieu à un changement correspondant au ratio cible de TLAC fondé sur les risques.

Le tableau ci-dessous présente les ratios minimums de fonds propres réglementaires publiés par le BSIF en vigueur le 31 octobre 2022 pour la Banque.

Ratios cibles de fonds propres réglementaires et de TLAC

| | Minimum | Réserve de conservation des fonds propres | Suppléments pour les BISI/BISM ¹ | Cible réglementaire au titre du premier pilier ² | RSI ³ | Cible réglementaire au titre du premier pilier et du deuxième pilier |
|--|---------|---|---|---|------------------|--|
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 4,5 % | 2,5 % | 1,0 % | 8,0 % | 2,5 % | 10,5 % |
| Fonds propres de catégorie 1 | 6,0 | 2,5 | 1,0 | 9,5 | 2,5 | 12,0 |
| Total des fonds propres | 8,0 | 2,5 | 1,0 | 11,5 | 2,5 | 14,0 |
| TLAC | 18,0 | 2,5 | 1,0 | 21,5 | 2,5 | 24,0 |

¹ Le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM s'applique. Le supplément pour les BISI est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % relative au ratio de fonds propres sous forme d'actions ordinaires pour les BISM que doit respecter la Banque. Le supplément pour les BISI pourrait augmenter au-delà de 1 %, si la cote pour les BISM attribuée à la Banque devait augmenter au-delà de certains seuils, pour atteindre un maximum de 4,5 %.

² L'exigence à l'égard de la réserve anticyclique de la Banque était de 0 % au 31 juillet 2022.

³ La RSI est passée de 1,0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques à compter du 31 octobre 2021.

Le ratio de levier de la Banque est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF et l'exigence réglementaire minimale est fixée à 3 %. La Banque doit respecter un ratio cible de levier TLAC aux fins de la surveillance de 6,75 %.

En juillet 2019, afin de s'aligner sur les révisions finales de Bâle III qui ont été publiées par le CBCB en décembre 2017, le BSIF a publié la ligne directrice sur ses exigences en matière de fonds propres au titre du risque opérationnel. Les banques qui sont présentement autorisées à utiliser l'approche de mesure avancée (AMA) devront utiliser l'approche standard de Bâle III révisée lorsque les nouvelles exigences seront mises en œuvre au Canada. Le BSIF a accordé une période de transition pour les exercices de 2020 à 2022, au cours de laquelle les banques autorisées à utiliser l'AMA aux fins de déclaration devront présenter leurs fonds propres au titre du risque opérationnel selon l'approche standard actuelle.

Au cours de l'exercice 2020, le BSIF a introduit un certain nombre de mesures afin d'augmenter la capacité des BISI à offrir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue en lien avec la pandémie de COVID-19 et la conjoncture du marché. Les principales mesures qui étaient en vigueur en 2021 et en 2022 sont présentées ci-après.

- Le 13 mars 2020, le BSIF a abaissé la RSI à 1,00 % et s'attend à ce que les institutions financières fédérales interrompent tout processus d'augmentation de dividendes ou de rachats d'actions. Le 17 juin 2021, le BSIF a annoncé que la RSI augmentera le 31 octobre 2021 pour passer à 2,50 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, ce qui a été confirmé le 10 décembre 2021 ainsi que le 22 juin 2022. Le 4 novembre 2021, le BSIF a levé à compter de cette date l'attente quant au fait que les institutions financières interrompent les augmentations de dividendes réguliers ou les rachats d'actions.
- Le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé des mesures additionnelles, entre autres :
 - L'instauration de dispositions transitoires relatives au provisionnement des pertes de crédit attendues qui sont prévues en vertu du dispositif de Bâle. L'ajustement permettait qu'une partie de l'augmentation des provisions à l'étape 1 et à l'étape 2, par rapport au niveau de référence, soit incluse dans les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires plutôt que dans les fonds propres de catégorie 2, comme le spécifie la ligne directrice sur les normes de fonds propres. Le niveau de référence s'entend de la somme des provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 au premier trimestre de 2020 (pour les institutions de dépôts dont l'exercice prend fin en octobre). Cette augmentation était ajustée en fonction de l'incidence fiscale, puis en fonction d'un facteur scalaire, lequel était de 70 % pour l'exercice 2020, de 50 % pour l'exercice 2021 et de 25 % pour l'exercice 2022.
 - Les expositions aux prêts du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), lequel était financé par le gouvernement du Canada, peuvent être exclues des ratios de fonds propres fondés sur les risques et des calculs du ratio de levier. Dans le cadre du Programme de crédit aux entreprises d'Exportations et développement Canada, la partie garantie par le gouvernement du prêt est traitée comme une exposition au risque souverain tandis que l'autre partie est considérée comme un prêt de l'emprunteur. Le montant du prêt en entier est inclus aux fins des calculs du ratio de levier. Le 12 janvier 2022, le gouvernement du Canada a annoncé que la date limite du remboursement des prêts du CUEC permettant qu'ils soient admissibles à une exonération partielle était reportée du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2023 pour tous les emprunteurs admissibles en règle.
- Le 9 avril 2020, le BSIF a annoncé que les ID peuvent temporairement exclure des mesures de l'exposition aux fins du ratio de levier les expositions aux réserves des banques centrales et aux titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité (HQLA)

en vertu de la ligne directrice Normes de liquidité. Le 12 août 2021, le BSIF a confirmé que l'exclusion des titres émis par des emprunteurs souverains ne sera pas prolongée au-delà du 31 décembre 2021. Le 13 septembre 2022, le BSIF a annoncé que la mesure visant à temporairement exclure les réserves auprès des banques centrales de la mesure de l'exposition aux fins de levier prendra fin le 1^{er} avril 2023.

- Le 23 avril 2020, le BSIF a précisé que les prêts du PPP affectés en vertu du mécanisme de prêts du PPP de la Boston Federal Reserve peuvent être exclus des ratios de fonds propres fondés sur les risques et de levier.

Le 27 janvier 2021, le BSIF a publié une ligne directrice sur le traitement des nouveaux prêts aux entreprises accordés dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) du gouvernement du Canada annoncé le 26 janvier 2021. Les prêts octroyés dans le cadre du PCSTT sont traités comme une exposition sur un emprunteur souverain en raison de la garantie de la Banque de développement du Canada, et la pondération du risque connexe doit leur être appliquée conformément à la ligne directrice sur les normes des fonds propres du BSIF. Le plein montant du prêt est inclus dans les calculs du ratio de levier du prêteur. La Banque a commencé le montage de prêts dans le cadre du PCSTT au deuxième trimestre de 2021.

Situation des fonds propres et ratios des fonds propres

Le dispositif de Bâle permet aux banques admissibles d'établir leurs fonds propres en fonction de leur méthode interne d'évaluation, de gestion et d'atténuation des risques. Il établit les méthodes d'évaluation pour le risque de crédit, le risque de marché de négociation et le risque opérationnel. La Banque utilise l'approche fondée sur les notations internes avancée (approche NI avancée) au titre du risque de crédit pour l'ensemble de ses portefeuilles importants.

Aux fins comptables, la Banque suit les IFRS pour la consolidation des filiales et des coentreprises. Aux fins des fonds propres réglementaires, toutes les filiales de la Banque sont consolidées, sauf les filiales d'assurances qui sont déconsolidées et traitées selon les exigences prescrites par la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Les filiales d'assurances sont assujetties à leurs propres normes de communication en matière d'adéquation des fonds propres, comme le test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

Certaines des filiales de la Banque doivent respecter la réglementation du BSIF ou celle d'autres autorités de réglementation. Un grand nombre de ces filiales ont des exigences minimales de fonds propres qui pourraient limiter la capacité de la Banque à affecter une partie de ces fonds propres ou des fonds à d'autres fins.

Au 31 octobre 2022, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque étaient respectivement de 16,2 %, 18,3 % et 20,7 %. L'augmentation du ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la Banque par rapport au ratio de 15,2 % au 31 octobre 2021 est attribuable principalement à la croissance interne des fonds propres, à l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes de la Banque, à la vente d'actions de Schwab, aux profits liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps dont la désignation à titre de relations de comptabilité de couverture a été annulée pour atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, et à une diminution de la déduction liée au seuil pour les participations non significatives dans des entités financières. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la croissance des actifs pondérés en fonction des risques dans tous les secteurs d'activité, les rachats d'actions ordinaires, les pertes latentes sur les valeurs mobilières à la JVAERG et la réduction du facteur scalaire relatif aux dispositions transitoires du BSIF pour le provisionnement des pertes de crédit attendues, qui est passé de 50 % pour l'exercice 2021 à 25 % pour l'exercice 2022.

Au 31 octobre 2022, le ratio de levier de la Banque s'établissait à 4,9 %. Par rapport au ratio de levier de la Banque de 4,8 % au 31 octobre 2021, le ratio de levier a augmenté essentiellement en raison de la croissance interne, en partie contrebalancée par la croissance interne de l'exposition aux fins du ratio de levier et de la fin le 31 décembre 2021 de l'exclusion des titres émis par des emprunteurs souverains de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires

Au 31 octobre 2022, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'élevaient à 84 milliards de dollars. Les résultats ont contribué en grande partie à la croissance des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au cours de l'exercice. Parmi les activités de financement de la gestion des fonds propres au cours de l'exercice, notons l'émission d'actions ordinaires d'un capital de 1,6 milliard de dollars aux fins du plan de réinvestissement des dividendes et de l'exercice d'options sur actions, en partie contrebalancée par le rachat d'actions ordinaires.

Fonds propres de catégories 1 et 2

Au 31 octobre 2022, les fonds propres de catégorie 1 s'élevaient à 94,4 milliards de dollars, soit des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 83,7 milliards de dollars et d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 de 10,7 milliards de dollars. Les activités de gestion des fonds propres de catégorie 1 de la Banque au cours de l'exercice comprennent le rachat d'un instrument de capitaux propres de catégorie 1 admissible et l'émission de quatre instruments de capitaux propres de catégorie 1 admissibles, comme suit :

- i) Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie de capital TD IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 en circulation.
- ii) Le 4 avril 2022 et le 25 juillet 2022, la Banque a émis respectivement 850 000 et 800 000 actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV de série 27 (les « actions privilégiées de série 27 ») et de série 28 (les « actions privilégiées de série 28 ») pour un produit brut de 1 650 millions de dollars. Le 14 septembre 2022 et le 17 octobre 2022, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité admissibles à titre de FPUNV (les « BRCRL ») de série 2 et de série 3 d'un montant respectivement de 1 500 millions de dollars et 1 750 millions de dollars américains dont le recours de chaque billet se limite aux actifs détenus dans une fiducie consolidée par la Banque (la « fiducie à recours limité »).

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissaient à 12,7 milliards de dollars au 31 octobre 2022. Aucune activité de gestion des fonds propres de catégorie 2 n'a eu lieu au cours de l'exercice.

PROCESSUS INTERNE D'ÉVALUATION DE L'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (PIEAFP) de la Banque est un processus intégré à l'échelle de l'entreprise qui englobe les fonctions de gouvernance, de gestion et de contrôle des risques et des fonds propres au sein de la Banque. Il prescrit un cadre permettant d'établir un lien entre les risques et les exigences en matière de fonds propres, par l'intermédiaire des pratiques connexes pour la modélisation du capital et les pratiques de simulation de crise de la Banque, qui aident à établir l'ensemble des normes d'adéquation des fonds propres de la Banque.

Le PIEAFP de la Banque est piloté par le groupe Gestion de la trésorerie et du bilan avec l'appui de nombreux secteurs fonctionnels qui aident à évaluer l'adéquation des fonds propres internes de la Banque. En fin de compte, cette évaluation permet d'évaluer la capacité de supporter le risque, conformément au profil de risque et à la prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque. Le groupe Gestion de la trésorerie et du bilan évalue et surveille l'adéquation globale des fonds propres disponibles de la Banque tant en fonction des normes internes en matière de fonds propres qu'en fonction des exigences réglementaires dans des conditions normales et en situation de crise.

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

La capacité de la Banque à verser des dividendes est assujettie à la *Loi sur les banques* (Canada) et aux exigences du BSIF. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés de 2022 pour en savoir davantage sur les restrictions concernant les dividendes.

Le 13 mars 2020, le BSIF a publié un communiqué de presse annonçant une série de mesures visant à soutenir la résilience des institutions financières en réponse aux défis que pose la COVID-19. Dans le cadre de ces mesures, il était attendu que les institutions financières fédérales interrompent les augmentations de dividendes et les rachats d'actions. Le 4 novembre 2021, le BSIF a levé à compter de cette date l'attente quant au fait que les institutions financières s'abstiennent d'augmenter les dividendes réguliers ou de racheter des actions.

DIVIDENDES

Le 30 novembre 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de quatre-vingt-seize cents (96 cents) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2023. Ce dividende sera payable à compter du 31 janvier 2023 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 janvier 2023.

Le dividende trimestriel s'établissait à 0,89 \$ par action ordinaire au 31 octobre 2022. Les dividendes en espèces déclarés et versés sur les actions ordinaires au cours de l'exercice ont totalisé 3,56 \$ par action (3,16 \$ en 2021), ce qui représente un ratio de versement de 43 % comparable à la fourchette cible actuelle de 40 % à 50 % du résultat rajusté. Pour des renseignements sur les dividendes en espèces à verser sur les actions privilégiées de la Banque, se reporter à la note 21 des états financiers consolidés de 2022. Au 31 octobre 2022, il y avait 1 821 millions d'actions ordinaires en circulation (1 822 millions en 2021).

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché. La Banque a déterminé qu'à compter du dividende approuvé le 25 mai 2022 pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 et jusqu'à nouvel ordre, elle émettra des actions ordinaires sur son capital autorisé et appliquera un escompte de 2 % sur le cours moyen de ces actions ordinaires.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la Banque a émis 2,5 millions d'actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte et 14,5 millions d'actions ordinaires à un escompte de 2 % dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a émis 5,1 millions d'actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 7 janvier 2022, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF ont approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque annoncée précédemment visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires.

Parallèlement à l'annonce le 28 février 2022 de l'acquisition de First Horizon par la Banque, le régime d'achat d'actions automatique de la Banque établi pour son offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin automatiquement, conformément à ses modalités.

Au cours des six mois clos le 30 avril 2022, la Banque a racheté 21 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à un prix moyen de 104,50 \$ l'action pour un montant total de 2,2 milliards de dollars, ce qui représente une prime de 1,9 milliard de dollars par rapport au montant du capital social. Aucune action ordinaire n'a été rachetée pour le reste de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

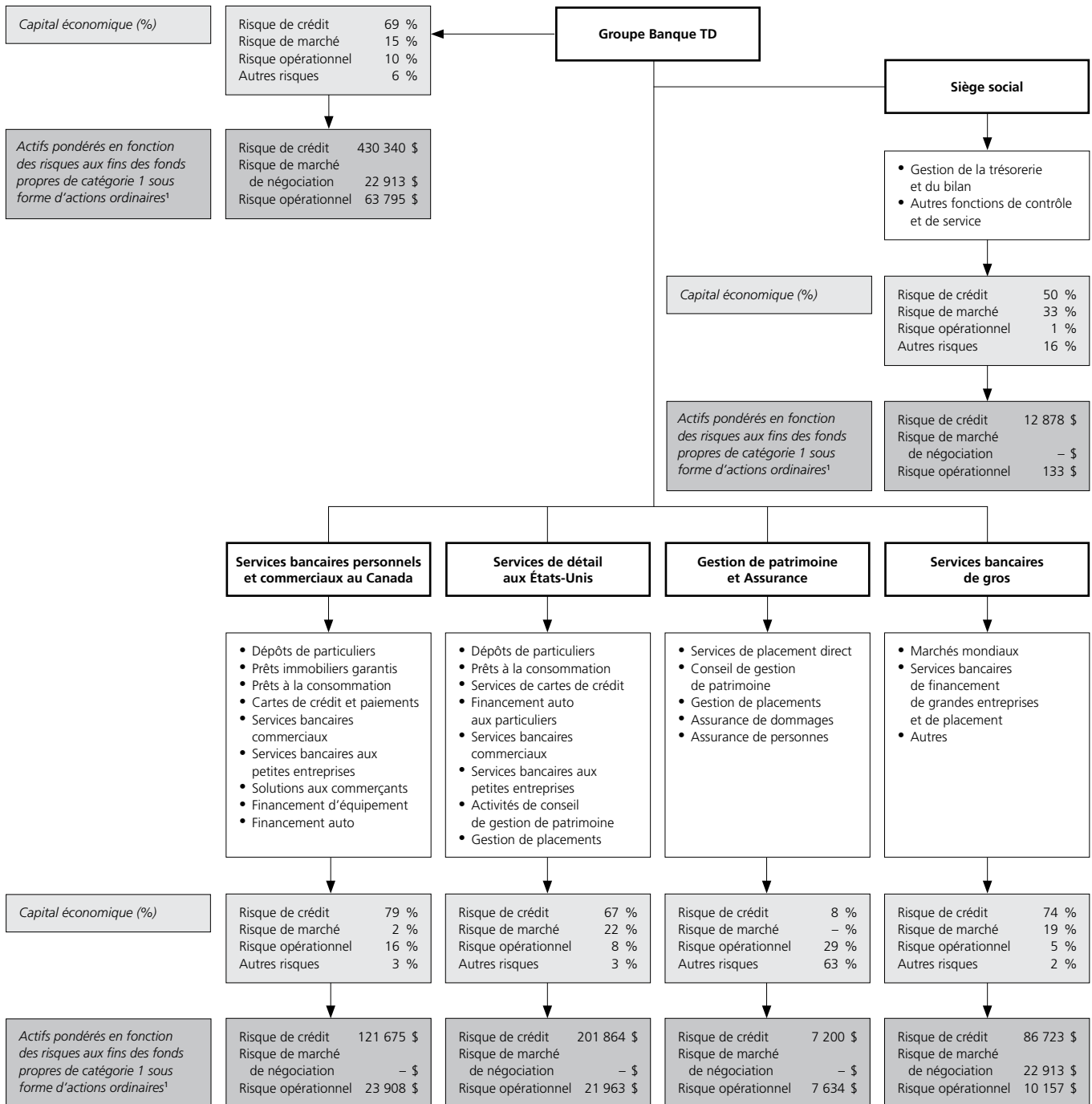
Selon Bâle III, les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés pour chacune des composantes suivantes : le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. Les renseignements sur les actifs pondérés en fonction des risques de la Banque sont présentés dans le tableau ci-après.

| TABLEAU 39 | ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES | |
|--|---|--------------------|
| | (en millions de dollars canadiens) | |
| | | <i>Aux</i> |
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Risque de crédit | | |
| Risque de crédit de détail | | |
| Expositions garanties par l'immobilier résidentiel | 37 654 \$ | 29 736 \$ |
| Expositions aux produits de détail | | |
| renouvelables admissibles | 36 151 | 31 453 |
| Autres expositions aux produits de détail | 37 981 | 34 460 |
| Risque de crédit autre que de détail | | |
| Entreprises | 195 775 | 174 416 |
| Emprunteurs souverains | 4 263 | 3 747 |
| Banques | 11 436 | 9 083 |
| Expositions de titrisation | 17 205 | 12 222 |
| Expositions sur actions | 30 910 | 33 936 |
| Expositions assujetties à l'approche standard et à l'approche fondée sur les notations internes (NI) | 371 375 | 329 053 |
| Rajustement des actifs pondérés en fonction des risques selon l'approche NI – facteur scalaire | 20 847 | 18 609 |
| Autres actifs exclus de l'approche standard ou de l'approche NI | 38 118 | 34 699 |
| Total du risque de crédit | 430 340 | 382 361 |
| Risque de marché | 22 913 | 17 045 |
| Risque opérationnel | 63 795 | 60 864 |
| Total | 517 048 \$ | 460 270 \$ |

CAPITAL ÉCONOMIQUE ET ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES PAR SECTEUR

L'organigramme qui suit présente une ventilation des actifs pondérés en fonction des risques et du capital économique de la Banque au 31 octobre 2022. Les actifs pondérés en fonction des risques reflètent les exigences en matière de fonds propres établies selon les lignes directrices réglementaires pour le risque de crédit, le risque de marché lié aux transactions et le risque opérationnel. Le capital économique

reflète la vision interne de la Banque des exigences de fonds propres à l'égard de ces risques et des risques qui ne sont pas inclus dans l'évaluation des actifs pondérés en fonction des risques et qui sont décrits à la rubrique « Capital économique » du présent document. Les résultats présentés dans le tableau ne reflètent pas l'attribution du goodwill et des immobilisations incorporelles. Pour en savoir plus sur les risques présentés ci-dessous, se reporter à la section « Gestion des risques » du présent document.



¹ Les montants sont en millions de dollars canadiens.

TABLEAU 40 ACTIONS ET AUTRES TITRES¹

(en millions d'actions / de parts et en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux

| | 31 octobre 2022 | | 31 octobre 2021 | |
|--|-----------------------------|------------------|-----------------------------|-----------|
| | Nombre d'actions / de parts | Montant | Nombre d'actions / de parts | Montant |
| Actions ordinaires en circulation | 1 821,7 | 24 363 \$ | 1 823,9 | 23 066 \$ |
| Actions propres – actions ordinaires | (1,0) | (91) | (1,9) | (152) |
| Total des actions ordinaires | 1 820,7 | 24 272 \$ | 1 822,0 | 22 914 \$ |
| Options sur actions | | | | |
| Droits acquis | 4,4 | | 4,4 | |
| Droits non acquis | 8,4 | | 7,8 | |
| Actions privilégiées – catégorie A | | | | |
| Série 1 | 20,0 | 500 \$ | 20,0 | 500 \$ |
| Série 3 | 20,0 | 500 | 20,0 | 500 |
| Série 5 | 20,0 | 500 | 20,0 | 500 |
| Série 7 | 14,0 | 350 | 14,0 | 350 |
| Série 9 | 8,0 | 200 | 8,0 | 200 |
| Série 16 ² | 14,0 | 350 | 14,0 | 350 |
| Série 18 | 14,0 | 350 | 14,0 | 350 |
| Série 20 | 16,0 | 400 | 16,0 | 400 |
| Série 22 | 14,0 | 350 | 14,0 | 350 |
| Série 24 | 18,0 | 450 | 18,0 | 450 |
| Série 27 | 0,8 | 850 | – | – |
| Série 28 | 0,8 | 800 | – | – |
| | 159,6 | 5 600 \$ | 158,0 | 3 950 \$ |
| Autres instruments de capitaux propres | | | | |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité – série 1 ³ | 1,8 | 1 750 | 1,8 | 1 750 |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité – série 2 ³ | 1,5 | 1 500 | – | – |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité – série 3 ^{3,4} | 1,7 | 2 403 | – | – |
| | 164,6 | 11 253 \$ | 159,8 | 5 700 \$ |
| Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres | (0,1) | (7) | (0,1) | (10) |
| Total des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres | 164,5 | 11 246 \$ | 159,7 | 5 690 \$ |
| Titres de créance émis par Fiducie de capital TD IV : | | | | |
| (en milliers de parts) | | | | |
| Billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 ⁵ | – | – | 450,0 | 450 |

¹ Pour plus de renseignements, y compris les caractéristiques de conversion et d'échange, et les distributions, se reporter à la note 21 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

² Le 19 octobre 2022, la Banque a annoncé qu'aucune de ses 14 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 16 (« actions de série 16 ») ne serait convertie le 31 octobre 2022 en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 17 (« actions de série 17 »). Comme il a été annoncé précédemment le 3 octobre 2022, les dividendes des actions de série 16, lorsqu'ils seront déclarés, seront payables à un taux annuel de 6,301 % pour la période de cinq ans du 31 octobre 2022 inclusivement au 31 octobre 2027 exclusivement.

³ Pour les BRCRL, le nombre d'actions ou de parts correspond au nombre de billets émis.

⁴ Pour les BRCRL – série 3, le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notional en dollars américains. Pour plus de renseignements, se reporter au tableau « Conditions importantes rattachées aux actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres » de la rubrique « Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres » de la note 21 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

⁵ Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie de capital TD IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 en circulation.

Dispositions relatives aux FPUNV

Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, pour toutes les actions privilégiées de catégorie A, compte non tenu des actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 1,1 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était payé sur ces actions privilégiées au moment de la conversion.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard de leurs actions privilégiées détenues dans la fiducie à recours limité, comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Pour les BRCRL, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 1,1 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était payé sur les séries d'actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL.

Pour les billets et débiteurs subordonnés admissibles comme FPUNV, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 3,2 milliards d'actions, en supposant qu'il n'y ait aucun intérêt couru ni payé sur ces billets et débiteurs subordonnés.

Évolution future des fonds propres réglementaires

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé que ses règles de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication de renseignements avaient été révisées à la lumière des réformes de Bâle III afin de les adapter à leur mise en œuvre au Canada. Les révisions de la ligne directrice Exigences de levier comprennent une exigence selon laquelle les BISI doivent maintenir un coussin de ratio de levier de 0,50 % en plus de l'exigence réglementaire minimale de 3,0 %. Aux fins de la surveillance, ce

coussin s'appliquera également au ratio de levier de TLAC cible de 6,75 %. Les règles révisées entreront en vigueur au deuxième trimestre de 2023, à l'exception de celles portant sur le risque de marché et le risque du rajustement de la valeur du crédit qui entreront en vigueur en 2024.

Le 28 juin 2022, le BSIF a publié un préavis intitulé *Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants en vertu de la ligne directrice B-20*, dont l'application fera en sorte que les prêts hypothécaires qui ne respectent pas les attentes de la ligne directrice B-20 du BSIF seront traités comme des prêts hypothécaires d'investissement aux termes des réformes de Bâle III et assujettis à des facteurs de pondération des risques plus élevés.

Le 7 novembre 2022, le BSIF a annoncé la publication d'une nouvelle ligne directrice *Assurance fournie par les relevés de capital/fonds propres, de levier et de liquidité*. Cette ligne directrice fait état de l'approche du BSIF pour améliorer et uniformiser les attentes d'assurance fournie par les relevés de capital/fonds propres, de levier et de liquidité, notamment le recours à l'opinion de l'auditeur externe au sujet du numérateur et du dénominateur des principaux ratios réglementaires, l'attestation de la haute direction à l'égard des relevés réglementaires, et le recours à l'opinion de l'audit interne au sujet des processus et des contrôles en place suivis dans la préparation de ces relevés. Pour les BISI, les exigences relatives à l'assurance que doit fournir l'auditeur interne à l'égard des relevés de capital/fonds propres, de liquidité et de levier s'appliquent à compter de l'exercice 2023, les exigences relatives à l'examen interne et à l'attestation de la haute direction s'appliquent à compter de l'exercice 2024 et les exigences relatives à l'assurance que doit fournir l'auditeur externe s'appliquent à compter de l'exercice 2025.

Désignation comme banque d'importance systémique mondiale et informations à communiquer

Le Conseil de stabilité financière (CSF), après consultation avec le CBCB et les instances nationales, désigne les BISM. En juillet 2013, le CBCB a publié une version révisée des règles définitives sur les BISM qui précise la méthodologie d'évaluation des BISM, laquelle s'appuie sur les renseignements fournis par les plus grandes banques d'envergure internationale. Douze indicateurs sont utilisés dans la méthodologie d'évaluation des BISM pour mesurer l'importance systémique. Le score pour un indicateur particulier est obtenu en divisant la valeur fournie par la banque considérée par le montant total fourni par les banques de l'échantillon pour cet indicateur inclus dans l'évaluation. Par conséquent, le score pour un indicateur de la banque considérée dépend des résultats et des renseignements fournis par les autres banques d'envergure internationale. En outre, la version révisée a apporté des éclaircissements sur les exigences de communication publique des douze indicateurs utilisés dans la méthodologie d'évaluation.

La Banque doit publier les douze indicateurs utilisés dans le cadre d'évaluation fondé sur des indicateurs des BISM, comme l'exige le BSIF. La communication publique des données de fin d'exercice est requise chaque année, au plus tard à la date de la communication publique des données financières du premier trimestre de l'exercice suivant de la banque à l'intention des actionnaires.

La liste des banques désignées comme des BISM est publiée une fois par année au mois de novembre. Le 22 novembre 2019, la Banque a été désignée comme une BISM par le CSF. La Banque continuait d'être désignée comme une BISM lorsque la liste des BISM de 2022 a été publiée par le CSF le 21 novembre 2022. En raison de cette désignation, la Banque est assujettie à une exigence supplémentaire relative à sa capacité d'absorption des pertes (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) de 1 % selon

les exigences de l'organisme de réglementation pertinent, membre du CSF; toutefois, conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, pour les banques canadiennes désignées comme BISM, le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM s'appliquera. Puisque le supplément pour les BISI est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % relative au ratio de fonds propres sous forme d'actions ordinaires pour les BISM, la désignation de la Banque comme BISM n'a aucune incidence sur les exigences réglementaires minimales de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le supplément pour les BISM pourrait augmenter au-delà de 1 %, si la cote pour les BISM attribuée à la Banque devait augmenter au-delà de certains seuils, pour atteindre un maximum de 4,5 %.

En raison de la désignation de la Banque comme BISM, la Réserve fédérale des États-Unis exige que TD Group US Holding LLC (TDGUS), à titre de société de portefeuille intermédiaire américaine de la TD, maintienne un montant minimal de TLAC et de dette à long terme. À partir de la date où la Banque a été désignée BISM, TDGUS dispose d'une période transitoire de trois ans pour respecter ces exigences, soit d'ici au 1^{er} janvier 2023, et prévoit respecter ces exigences à cette date.

En juillet 2018, le CBCB a publié une version révisée du cadre de gestion des BISM portant sur la mise à jour de la méthode d'évaluation et l'exigence de capacité additionnelle d'absorption des pertes (*Global systemically important banks: revised assessment methodology and the higher loss absorbency requirement*). La nouvelle méthode d'évaluation établit un indicateur du volume de transaction et change les pondérations dans la catégorie relative à la substituabilité, modifie la définition des indicateurs relatifs aux activités transfrontières, étend le périmètre de consolidation pour inclure les filiales du domaine de l'assurance, et fournit d'autres lignes directrices sur la transition d'une tranche à l'autre et sur les exigences supplémentaires liées à l'absorption des pertes connexes. La version modifiée de la méthode est entrée en vigueur en 2022 et utilise les données de fin d'exercice de 2021.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Titrisation et arrangements hors bilan

Dans le cadre normal des activités, la Banque participe à diverses opérations financières qui, selon les IFRS, ne sont pas comptabilisées au bilan consolidé de la Banque ou qui le sont, mais à des montants différents des totaux notionnels ou contractuels. Ces arrangements hors bilan comportent, entre autres risques, des risques de marché, de crédit et de liquidité qui sont traités dans la section « Gestion des risques » du présent document. Les arrangements hors bilan, notamment les titrisations, les obligations contractuelles, certains engagements et certaines garanties, servent habituellement à la gestion des risques, à la gestion des fonds propres ou au financement.

ENTITÉS STRUCTURÉES

La TD mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des entités structurées. Elle utilise des entités structurées pour mobiliser des capitaux et obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, pour aider les clients de la TD à titriser leurs actifs financiers, et pour créer pour eux des produits de placement. Mécanisme important des marchés de capitaux, les titrisations génèrent des liquidités en permettant aux investisseurs d'avoir facilement accès à des portefeuilles particuliers d'actifs et de risques. Pour plus de renseignements sur les liens de la Banque avec des entités structurées, se reporter aux notes 2, 9 et 10 des états financiers consolidés de 2022.

Titrisation d'actifs initiés par la Banque

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts sur cartes de crédit ainsi que des prêts aux entreprises et aux gouvernements pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de son bilan.

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels aux termes du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* soutenu par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). La titrisation des prêts hypothécaires résidentiels avec la SCHL n'est pas admissible à la décomptabilisation et les prêts hypothécaires demeurent donc inscrits au bilan consolidé de la Banque. En outre, la Banque titrise des prêts sur cartes de crédit en les vendant à des entités structurées soutenues et consolidées par la Banque. La Banque titrise aussi des prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis par l'entremise d'entités soutenues par le gouvernement américain. Ces prêts sont admissibles à la décomptabilisation et sont sortis du bilan consolidé de la Banque. Pour plus de renseignements, se reporter aux notes 9 et 10 des états financiers consolidés de 2022.

TABLEAU 4.1 CRÉANCES TITRISÉES PAR LA BANQUE EN TANT QU'INITIATRICE¹

(en millions de dollars canadiens)

| | Aux | | | Valeur comptable des droits conservés |
|--|---|---|--|---------------------------------------|
| | Entités structurées importantes non consolidées | Entités structurées importantes consolidées | Tiers autres que des entités structurées | |
| | Actifs titrisés | Actifs titrisés | Actifs titrisés | |
| 31 octobre 2022 | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 21 767 \$ | – \$ | 916 \$ | – \$ |
| Prêts sur cartes de crédit | – | 1 725 | – | – |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | – | – | 591 | 5 |
| Total des créances | 21 767 \$ | 1 725 \$ | 1 507 \$ | 5 \$ |
| 31 octobre 2021 | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 23 232 \$ | – \$ | 1 135 \$ | – \$ |
| Prêts sur cartes de crédit | – | 1 810 | – | – |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | – | – | 763 | 9 |
| Total des créances | 23 232 \$ | 1 810 \$ | 1 898 \$ | 9 \$ |

¹ Incluent tous les actifs titrisés par la Banque, qu'ils soient présentés au bilan ou hors bilan aux fins comptables, exception faite des titrisations effectuées par l'entremise des entités soutenues par le gouvernement américain.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titre les prêts hypothécaires résidentiels par l'intermédiaire d'entités structurées importantes non consolidées et de tiers canadiens autres que des entités structurées. Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés en totalité selon les ententes propres à chacune des transactions. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts hypothécaires résidentiels, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait des droits conservés.

Prêts sur cartes de crédit

La Banque titre des prêts sur cartes de crédit par l'intermédiaire d'une entité structurée. La Banque consolide l'entité structurée puisqu'elle sert de véhicule de financement pour les actifs de la Banque, que la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel quant aux principales décisions économiques de l'entité structurée et que la Banque est exposée à la majorité des risques résiduels de l'entité structurée. Au 31 octobre 2022, la Banque avait 2 milliards de dollars de créances titrisées sur cartes de crédit en cours (2 milliards de dollars au 31 octobre 2021). Étant donné la nature des créances sur cartes de crédit, leur valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

Prêts aux entreprises et aux gouvernements

La Banque titre les prêts aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire de tiers canadiens autres que des entités structurées. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés du bilan de la Banque selon les ententes propres à chacune des transactions. Dans

les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts aux entreprises et aux gouvernements, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait de droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements titrisés, les prêts étant tous assurés par un gouvernement.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

Entités ad hoc importantes non consolidées

Conduits multicédants

La Banque titre des actifs initiés par des tiers par l'entremise d'entités structurées soutenues par la Banque, y compris par l'entremise de ses conduits multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces conduits multicédants canadiens titrisent des actifs initiés par des tiers canadiens. La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir des rehaussements de crédit. Au 31 octobre 2022, l'exposition éventuelle maximale de perte que courait la TD en raison des participations qu'elle avait dans du papier commercial et des facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 10,8 milliards de dollars (10,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021). De plus, au 31 octobre 2022, la Banque s'était engagée à fournir des facilités de liquidité additionnelles de 2,1 milliards de dollars (2,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021) à l'égard de papier commercial adossé à des actifs qui pourraient être utilisées plus tard dans le cadre de l'acquisition d'actifs spécifiques.

TABLEAU 4 2 EXPOSITION AUX ACTIFS DE TIERS TITRISÉS PAR DES CONDUITS NON CONSOLIDÉS SOUTENUS PAR LA BANQUE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 octobre 2022 | | 31 octobre 2021 | |
|----------------------------------|--|--|--|--|
| | Exposition et notations des entités structurées non consolidées AAA ¹ | Durée moyenne pondérée prévue (en années) ² | Exposition et notations des entités structurées non consolidées AAA ¹ | Durée moyenne pondérée prévue (en années) ² |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 6 058 \$ | 3,3 | 5 395 \$ | 3,5 |
| Prêts et crédit-bail – auto | 3 890 | 2,6 | 4 349 | 2,5 |
| Crédit-bail – équipement | 510 | 2,8 | 408 | 2,6 |
| Créances clients | 306 | 1,2 | 306 | 1,5 |
| Prêts à l'investissement | 81 | 4,4 | – | – |
| Total des créances | 10 845 \$ | 3,0 | 10 458 \$ | 3,0 |

¹ L'exposition totale de la Banque découlant des facilités de liquidité n'est liée qu'à des actifs notés AAA.

² La durée moyenne pondérée prévue pour chaque type d'actifs est fonction de chacun des engagements d'acquisition restants du conduit pour les portefeuilles de créances renouvelables et de la durée moyenne pondérée prévue pour les actifs des portefeuilles amortissables.

Au 31 octobre 2022, la Banque détenait 1,8 milliard de dollars (1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2021) de PCAA émis par des conduits multicédants soutenus par la Banque qui sont inclus au poste Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction dans son bilan consolidé de 2022.

EXPOSITION HORS BILAN À DES CONDUITS SOUTENUS PAR DES TIERS

La Banque avait une exposition hors bilan à des conduits soutenus par des tiers en raison de facilités de liquidité consenties et d'engagements de financement qui s'établissaient à 3,1 milliards de dollars au 31 octobre 2022 (2,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021). Les actifs compris dans ces conduits se composent de billets individuels adossés à des créances sur prêts-auto, de créances sur cartes de crédit, de créances au titre du matériel et de créances clients. Les expositions au bilan à des conduits soutenus par des tiers sont incluses dans les états financiers.

ENGAGEMENTS

La Banque conclut différentes ententes pour répondre aux besoins financiers de ses clients, pour gagner des produits d'honoraires et pour louer des locaux ainsi que du matériel et du mobilier. Les engagements importants de la Banque

comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des lettres de crédit documentaires et commerciales, des engagements de crédit ainsi que des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant des locaux, du matériel et du mobilier. Ces produits peuvent exposer la Banque à des risques de liquidité, de crédit ou de réputation. Il y a des processus de gestion et de contrôle des risques adéquats en place pour réduire ces risques. Certains engagements restent exclus du bilan. La note 27 des états financiers consolidés de 2022 contient de l'information détaillée sur les engagements de la Banque, y compris les arrangements relatifs au crédit et les engagements ou contrats de location à long terme.

GARANTIES

Dans le cadre normal des activités, la Banque conclut divers contrats de garantie visant à soutenir ses clients. Les principaux types de garanties que la Banque offre comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des rehaussements de crédit et des ententes d'indemnisation. Certaines garanties demeurent hors bilan. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés de 2022.

Transactions entre parties liées

TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS, LES MEMBRES DE LEUR FAMILLE PROCHE ET LEURS ENTITÉS LIÉES

Les principaux dirigeants sont les personnes qui détiennent l'autorité et à qui incombe la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Banque, directement ou indirectement. La Banque considère certains de ses dirigeants et administrateurs comme ses principaux dirigeants. La Banque accorde des prêts à ses principaux dirigeants, aux membres de leur famille proche et à leurs entités liées selon les conditions du marché, à l'exception des produits et services bancaires destinés aux principaux dirigeants, lesquels sont assujettis aux lignes directrices de politiques approuvées qui visent tous les membres du personnel.

En outre, la Banque offre des plans d'unités d'actions différées et d'autres plans aux administrateurs externes, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés de 2022.

Dans le cadre normal des activités, la Banque fournit également divers services bancaires aux sociétés affiliées et autres sociétés liées à des conditions similaires à celles offertes à des parties non liées.

TRANSACTIONS AVEC DES FILIALES, SCHWAB ET SYMCOR INC.

Les transactions conclues entre la Banque et ses filiales répondent à la définition de transactions entre parties liées. Si ces transactions sont éliminées à la consolidation, elles ne sont pas présentées comme des transactions entre parties liées.

Les transactions conclues entre la Banque, Schwab et Symcor Inc. (Symcor) répondent également à la définition de transactions entre parties liées. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022, aucune transaction importante n'a été conclue entre la Banque, Schwab et Symcor, outre celles qui sont décrites ci-dessous et à la note 12 des états financiers consolidés de 2022.

i) TRANSACTIONS AVEC SCHWAB

La Banque a une influence notable sur Schwab et elle comptabilise sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de la convention d'actionnaires relative à la participation en actions de la Banque dans Schwab, la Banque a le droit de désigner deux des membres du conseil d'administration de Schwab et elle a des représentants qui siègent à deux comités du conseil d'administration, sous réserve du respect de certaines conditions par la Banque. Au 31 octobre 2022, les membres du conseil d'administration que la Banque a désignés comprenaient le président du Groupe et chef de la direction de la Banque et le président du conseil d'administration de la Banque.

Une description des transactions importantes conclues entre la Banque et ses sociétés affiliées et Schwab est présentée ci-après.

Convention sur les comptes de dépôt assurés

La Banque est une des parties à la convention sur les CDA avec Schwab, qui est entrée en vigueur à la clôture de la transaction avec Schwab, le 6 octobre 2020, et dont la date d'échéance initiale est le 1^{er} juillet 2031. Dans le cadre de la convention sur les CDA avec Schwab, la Banque met à la disposition des clients de Schwab des comptes de dépôt de passage. Schwab procure des services de tenue des registres et de soutien relativement à la convention sur les CDA avec Schwab. Les honoraires de gestion aux termes de la convention sur les CDA avec Schwab sont fixés à 15 pdb par année sur le solde quotidien moyen global dans les comptes de dépôt de passage. Au 31 octobre 2022, les dépôts effectués aux termes de la convention sur les CDA avec Schwab totalisaient 174 milliards de dollars (128 milliards de dollars américains) (176 milliards de dollars (142 milliards de dollars américains) au 31 octobre 2021). À partir du 1^{er} juillet 2021, Schwab avait l'option de réduire les dépôts d'un montant maximal de 10 milliards de dollars américains par an (sous réserve de certains ajustements), jusqu'à un plancher de 50 milliards de dollars américains. La Banque a versé à Schwab des honoraires de 1,7 milliard de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 (1,6 milliard de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021) relativement aux comptes de dépôt de passage. Le montant versé par la Banque est fonction du solde moyen des dépôts assurés, qui s'est établi à 182 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 (186 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021), et de rendements selon des taux de référence du marché convenus, moins les intérêts réels versés aux clients de Schwab.

Au 31 octobre 2022, les montants à recevoir de Schwab s'établissaient à 31 millions de dollars (26 millions de dollars au 31 octobre 2021). Au 31 octobre 2022, les montants à payer à Schwab s'établissaient à 152 millions de dollars (195 millions de dollars au 31 octobre 2021).

La Banque et d'autres institutions financières ont consenti à Schwab et à ses filiales des facilités de prêt renouvelables non garanties. Au 31 octobre 2022, la Banque n'avait aucun engagement de prêt envers Schwab (95 millions de dollars, aucun montant prélevé au 31 octobre 2021).

ii) TRANSACTIONS AVEC SYMCOR

La Banque détient un tiers du capital de Symcor, un fournisseur canadien de services d'impartition offrant une gamme diversifiée de solutions intégrées de services de traitement d'effets, de traitement et de production de relevés, et de gestion de trésorerie. La Banque comptabilise sa part des résultats de Symcor selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022, la Banque a versé 77 millions de dollars (76 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021) pour ces services. Au 31 octobre 2022, le montant à payer à Symcor s'établissait à 12 millions de dollars (12 millions de dollars au 31 octobre 2021).

La Banque et deux autres banques actionnaires ont également consenti une facilité de prêt non garantie de 100 millions de dollars à Symcor, sur laquelle aucun montant n'était prélevé au 31 octobre 2022 et 31 octobre 2021.

Instruments financiers

La Banque, en tant qu'institution financière, possède des actifs et des passifs qui se composent essentiellement d'instruments financiers. Les actifs financiers de la Banque comprennent, entre autres, des liquidités, des dépôts productifs d'intérêts, des valeurs mobilières, des prêts, des instruments dérivés et des valeurs mobilières prises en pension, tandis que les passifs financiers comprennent des dépôts, des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, des passifs de titrisation, des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, des instruments dérivés et de la dette subordonnée.

La Banque utilise des instruments financiers à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. En règle générale, la Banque s'engage dans des activités de transaction par l'achat et la vente de valeurs mobilières dans le but d'obtenir des liquidités et de combler les besoins des clients et, plus rarement, par la prise de positions de négociation dans le but de dégager un profit. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction comprennent, notamment, les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction, les dépôts détenus à des fins de transaction et les dérivés détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction se composent de la majorité du portefeuille de prêts, des valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction, des dérivés de couverture de la Banque et

de la majorité des passifs financiers de la Banque. Selon les normes comptables relatives aux instruments financiers, les actifs financiers ou passifs financiers qui sont classés comme détenus à des fins de transaction, détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN, désignés à la JVRN, désignés à la JVAERG et tous les dérivés sont évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés de 2022 de la Banque. Les titres de créance au coût amorti, la plupart des prêts et autres passifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour de plus amples renseignements sur la façon de calculer la juste valeur des instruments financiers, se reporter aux rubriques « Jugements, estimations et hypothèses comptables » et « Évaluations de la juste valeur » du présent document. L'utilisation d'instruments financiers permet à la Banque de dégager des profits sous la forme de produits de négociation, d'intérêts et d'honoraires. Les instruments financiers créent également divers risques que la Banque gère par la voie de ses politiques et procédures étendues de gestion des risques. Les principaux risques sont les risques de taux d'intérêt, de crédit, de liquidité, de marché et de change. Pour une description plus détaillée de la façon dont la Banque gère ses risques, se reporter à la section « Gestion des risques » du présent document.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la section « Gestion des risques », certains autres risques, beaucoup d'autres facteurs de risque, dont bon nombre échappent au contrôle de la Banque et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que les résultats de la Banque diffèrent de façon importante des prévisions, objectifs et estimations de la Banque, ce qui pourrait nuire à la réputation de la Banque ou compromettre la viabilité de son modèle d'affaires. Tous les énoncés prospectifs, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, sont naturellement assujettis à des risques inhérents et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les prévisions, les objectifs, les estimations et les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés ci-dessous et d'autres sont cités dans la rubrique « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » du présent document.

PRINCIPAUX RISQUES ET RISQUES ÉMERGENTS

La Banque juge qu'il est d'importance critique d'évaluer à intervalles réguliers le contexte dans lequel elle mène ses activités et de cerner les principaux risques et les risques émergents. Ces risques se définissent comme ceux qui pourraient avoir une incidence importante sur la Banque et sur lesquels la haute direction s'attarde du fait de l'ampleur possible ou du caractère immédiat de leurs incidences.

Ces risques sont cernés par la haute direction qui en discute et prend des mesures à leur égard, en plus d'en faire rapport chaque trimestre au comité du risque et au conseil d'administration. Des plans visant à atténuer les principaux risques et les risques émergents sont préparés, suivis et ajustés au besoin.

Conjoncture économique et commerciale générale

La Banque et ses clients exercent leurs activités au Canada, aux États-Unis et en moindre proportion dans d'autres pays. Par conséquent, la conjoncture économique et commerciale dans ces régions influe considérablement sur les résultats de la Banque, ce qui pourrait nuire aux résultats, aux activités, à la situation financière ou aux liquidités de la Banque et entraîner des changements dans la façon dont elle exerce ses activités. Les facteurs conjoncturels comprennent notamment les taux d'intérêt à court et à long terme, l'inflation, le recul de l'activité économique qui pourrait provoquer une récession, les fluctuations des marchés des capitaux ainsi que de la liquidité de ces marchés, les valeurs immobilières, les niveaux d'emploi, les dépenses de consommation et le niveau d'endettement des consommateurs, l'évolution des tendances de consommation

et les changements aux modèles d'affaires qu'elle entraîne, les investissements des entreprises, les dépenses gouvernementales, les politiques monétaires, les politiques budgétaires (y compris les changements apportés aux politiques fiscales et aux taux d'imposition), les taux de change, les risques liés à la dette souveraine, la vigueur de l'économie, les menaces terroristes, les troubles, les désastres naturels, les phénomènes météorologiques extrêmes, les risques de perte de réputation associés à la surveillance accrue des organismes de réglementation, du public et des médias, les situations d'urgence en raison de la pandémie ou d'autres situations d'urgence en matière de santé publique, les perturbations touchant les infrastructures publiques, les politiques gouvernementales, le commerce international et les relations politiques.

Risques géopolitiques

Les politiques gouvernementales, le commerce international et les relations politiques autour du globe pourraient déstabiliser l'ensemble des marchés et des économies, entre autres dans les régions où la Banque ou ses clients exercent leurs activités. Bien que la nature et l'ampleur des risques puissent varier, ils ont le potentiel de perturber la croissance économique mondiale, d'accroître la volatilité des marchés des capitaux qui pourrait avoir une incidence sur les activités de négociation et autres que de négociation de la Banque, la liquidité des marchés, les taux d'intérêt, les taux de change, les prix des marchandises, les écarts de taux, les politiques budgétaires et d'influencer directement et indirectement la conjoncture économique et commerciale de sorte que la Banque et ses clients pourraient en souffrir. Les risques géopolitiques en 2022 comprennent les tensions constantes à l'échelle mondiale qui ont mené à l'imposition de sanctions et de mesures de rétorsion ainsi qu'à une complexification des opérations connexes, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les répercussions économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, le fait d'être soumis à un resserrement de la réglementation à l'égard des changements climatiques et de la transition vers une économie sobre en carbone, les probabilités accrues de cyberattaques visant les infrastructures et les réseaux essentiels tant du secteur public que privé, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les tensions qu'elle entraîne entre la Russie et les autres États-nations, les tensions persistantes au Moyen-Orient et en Asie, les bouleversements politiques et économiques et les mesures protectionnistes prises en réponse à l'effritement de l'harmonisation à l'échelle mondiale.

Inflation, hausse des taux et récession

L'inflation a atteint son plus haut niveau des dix dernières années au Canada, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays en raison de l'offre limitée découlant de la pandémie qui ne répond pas à la demande des consommateurs, la hausse des coûts de la main-d'œuvre, l'incidence continue des perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et d'autres conditions macroéconomiques et des tensions mondiales. Malgré la hausse des taux d'intérêt décrétée par les banques centrales afin de juguler l'inflation, cette mesure pourrait entraîner une augmentation des prêts en souffrance ou de pertes de valeur ainsi qu'une augmentation des pertes sur créances du fait de la détérioration de la situation financière des clients de la Banque qui pourrait nécessiter d'accroître davantage la provision pour pertes sur créances et les radiations nettes de la Banque, deux éventualités qui pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière, les liquidités et les résultats d'exploitation de la Banque. En outre, le niveau de crise actuel auquel les emprunteurs de la Banque sont soumis peut différer de celui incorporé dans les hypothèses formulées dans le cadre des estimations ou des modèles utilisés par la Banque. Le contexte haussier des taux d'intérêt contribue également à accroître l'incertitude entourant la probabilité qu'une récession frappe le Canada, les États-Unis et les autres régions où la Banque et ses clients exercent leurs activités et continue d'avoir des répercussions sur l'environnement macroéconomique et commercial. Cette évolution pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière, les liquidités et les résultats d'exploitation de la Banque.

Incidence des pandémies, y compris celle de la pandémie de COVID-19

Les pandémies, les épidémies ou les éclosions d'une maladie infectieuse au Canada, aux États-Unis ou à l'échelle mondiale ont nui et pourraient continuer à nuire aux résultats, aux activités, à la situation financière, aux liquidités et aux résultats d'exploitation de la Banque et entraîner des changements dans la façon dont elle exerce ses activités.

Bien qu'un bon nombre des risques liés à la pandémie de COVID-19 se dissipent et que les mesures prises pour contenir le virus ont été levées dans beaucoup de régions, la pandémie continue de peser sur les économies canadiennes, américaines et mondiales, et de nouvelles pandémies, épidémies ou éclosions d'une maladie infectieuse pourraient également peser sur ces économies, y compris contribuer à un niveau élevé d'inflation, à la hausse des taux d'intérêt (visant à juguler l'inflation) et à faire planer la menace d'une récession (augmentant l'exposition de la Banque aux risques décrits à la rubrique précédente « Inflation, hausse des taux et récession »). De plus, des mesures de la santé publique continuent d'être instaurées dans certaines régions ou pays, comme la Chine, et pourraient être réinstaurées dans d'autres zones, ce qui pourrait forcer la fermeture de nombreuses entreprises, se traduisant par une perte de revenus, une augmentation du taux de chômage et une hausse de l'absentéisme au travail provoquées par l'imposition de mesures de quarantaine, de distanciation physique, de restrictions de voyage et de confinement au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, accentuer les inquiétudes concernant les niveaux d'endettement des ménages et mener à une baisse des dépenses de consommation et à une perte de confiance des consommateurs.

Les mesures mises en œuvre par les autorités gouvernementales et de réglementation afin d'offrir du soutien financier aux particuliers et aux entreprises, de stabiliser les marchés des capitaux et de soutenir la croissance économique ont été efficaces jusqu'à maintenant pour atténuer certaines répercussions de la pandémie de COVID-19. Bien que la plupart de ces mesures aient pris fin, l'incidence qu'a eu ou qu'aura le coût, le cas échéant, de la mise en œuvre de ces programmes sur les politiques en matière de fiscalité, d'imposition et de réglementation et quelles seront leurs incidences sur la Banque, ses clients et sur le secteur des services financiers restent à déterminer.

La pandémie de COVID-19 a engendré des risques opérationnels et de conformité, et de nouvelles pandémies, épidémies ou éclosions d'une maladie infectieuse pourraient engendrer de nouveaux, y compris la nécessité de mettre en œuvre de nouveaux programmes et de nouvelles procédures à l'égard des produits et services de la Banque; de mettre en place des mesures de sécurité renforcées pour ses employés et ses clients; de répondre au risque lié aux tentatives de fraude et aux cybermenaces et à l'accroissement de ces activités et des comportements liés à celles-ci; et de protéger l'intégrité et de la fonctionnalité des systèmes, des réseaux et des données de la Banque alors que la Banque a adopté un modèle de travail permettant à un plus grand nombre de ses employés de travailler selon un modèle hybride. La Banque demeure exposée aux risques liés au capital humain, aux risques découlant des problèmes de santé mentale de ses employés attribuables aux questions de santé et de sécurité, et à des niveaux accrus d'absentéisme au travail en raison de la possibilité de l'émergence de nouveaux variants qui sont potentiellement plus contagieux ou plus résistants aux vaccins que les variants actuels ou passés de la COVID-19. Les fournisseurs et d'autres tiers sur lesquels se fonde la Banque ont été et pourraient continuer d'être exposés à des risques similaires ou à d'autres risques, qui à leur tour, pourraient avoir une incidence

sur les activités de la Banque. La hausse de l'absentéisme au travail et des perturbations pour la Banque et ses fournisseurs et autres tiers sur lesquels elle s'appuie pourrait accroître les risques opérationnels et de conformité de la Banque. La hausse de l'absentéisme et des perturbations pourrait également accroître l'exposition de la Banque aux autres risques décrits à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du présent document.

Les habitudes de consommation ont évolué pendant la pandémie de COVID-19 et pourraient encore évoluer dans l'éventualité de nouvelles pandémies, épidémies ou éclosions d'une maladie infectieuse. Ces changements d'habitudes de consommation ont modifié et pourraient continuer à modifier le contexte macroéconomique et commercial, les normes sociétales ou commerciales et les politiques en matière de fiscalité, d'imposition et de réglementation. Cette évolution pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la qualité et la continuité des services fournis aux clients, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque, y compris complexifier le processus de planification à long terme des affaires, du bilan et du budget de la Banque ou le rendre plus coûteux. La Banque a fait face à des défis liés à une concurrence accrue ou provenant de nouvelles sources et à d'autres défis, comme la rétention et le recrutement d'employés compétents, et pourrait continuer à y faire face. Dans la mesure où la Banque serait dans l'incapacité de s'adapter ou de livrer une concurrence efficace, elle pourrait connaître une diminution de ses activités et ses résultats d'exploitation et sa situation financière souffrirait en souffrir.

La Banque pourrait être critiquée ou devoir composer avec un risque accru de litiges et une surveillance accrue de la part des gouvernements et des organismes de réglementation, des différends avec des clients, de la publicité négative ou être exposée à des litiges (y compris des actions collectives ou des actions ou procédures intentées par des organismes de réglementation ou des gouvernements) en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur les conditions du marché et la conjoncture économique, y compris du fait de la participation de la Banque (directement ou au nom de ses clients) aux programmes d'aide gouvernementaux, des programmes de report de paiements de la Banque ou d'autres types de programmes d'aide aux clients et de l'incidence ou de l'inefficacité des mesures de santé et de sécurité de la Banque sur ses clients ou ses employés. La Banque a également reçu des demandes de renseignements officielles et non officielles de la part d'organismes gouvernementaux et réglementaires portant sur sa participation aux programmes d'aide gouvernementaux. Ces risques pourraient accroître les coûts d'exploitation, les frais juridiques et les coûts de conformité de la Banque, se traduire par des sanctions financières et amendes imposées à la Banque et nuire à sa réputation.

L'incidence de la pandémie de COVID-19 a accru et pourrait continuer à accroître certains types de risques décrits à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du présent document, et les nouvelles pandémies, épidémies ou éclosions d'une maladie infectieuse pourraient les accroître encore davantage, y compris les principaux risques et les risques émergents de la Banque, tels que le risque de stratégie, le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque d'assurance, le risque de liquidité, le risque d'adéquation des fonds propres, le risque de conformité à la réglementation, le risque juridique, le risque en matière de conduite et le risque de réputation.

Réalisation des stratégies à long terme, des principales priorités stratégiques à court terme et des acquisitions

La Banque formule un certain nombre de stratégies et de priorités, comme celles présentées en détail pour chaque secteur à la section « Analyse des secteurs d'exploitation » du présent document. Il peut s'agir notamment des initiatives à grande échelle liées à la stratégie ou à la réglementation, qui en sont à diverses étapes d'élaboration ou de mise en œuvre. Les stratégies de croissance interne, les nouvelles acquisitions (y compris la clôture des acquisitions en cours de First Horizon et de Cowen), l'intégration des activités récemment acquises, les projets visant à se conformer aux nouvelles exigences réglementaires, à mettre en œuvre de nouvelles plateformes et technologies et à mettre à niveau la technologie actuelle sont des exemples de telles initiatives. Les risques peuvent être plus élevés selon la taille, l'étendue, la célérité, l'interdépendance et la complexité des projets, les délais serrés pour achever les projets et les priorités concurrentes pour l'affectation limitée de ressources spécialisées.

La Banque soupèse régulièrement des occasions d'acquérir d'autres sociétés, ou entreprises, soit directement, soit indirectement, au moyen des stratégies d'acquisition de ses filiales. Avant de procéder à une acquisition ou à une fusion, la Banque effectue une évaluation de la transaction et un contrôle préalable minutieux, puis surveille étroitement l'intégration des activités et le rendement postacquisition. Cependant, la capacité de la Banque de mener à bien une acquisition est souvent assujettie à l'approbation des organismes de réglementation ou autre approbation, et la Banque ne peut être certaine ni du moment où les approbations seront accordées ni des conditions en vertu desquelles elles le seront, le cas échéant.

Bien que la gouvernance, la surveillance, les méthodes, les outils et les ressources nécessaires à la gestion des stratégies et priorités de la Banque fassent l'objet d'une grande attention de la part de la direction, la capacité de la Banque à les réaliser repose sur un certain nombre d'hypothèses et de facteurs. Parmi ces hypothèses et ces facteurs figurent ceux énoncés aux rubriques « Sommaire et perspectives économiques », « Principales priorités pour 2023 », « Réalisations en 2022 et orientation pour 2023 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » et à la section « Gestion des risques » du présent document, de même qu'une gestion rigoureuse des ressources et des charges et la capacité de la Banque de mettre en œuvre les programmes à l'échelle de l'entreprise (et les coûts liés à la mise en œuvre) afin de nous conformer aux règlements nouveaux ou modifiés ou encore aux exigences accrues des organismes de réglementation, qui peuvent tous être indépendants de la volonté de la Banque et difficiles à prévoir.

La Banque pourrait être dans l'incapacité d'atteindre ses objectifs financiers et stratégiques, notamment les économies de coûts ou les synergies de revenus prévues, par suite des acquisitions et malgré les activités d'intégration. De plus, la Banque, de temps à autre, peut également investir dans des sociétés sans que ces participations lui assurent le contrôle des sociétés, ce qui pourrait exposer la Banque aux risques opérationnels et financiers de ces sociétés, au risque que ces sociétés puissent prendre des décisions avec lesquelles la Banque n'est pas d'accord et au risque que les objectifs de la Banque divergent de ceux des sociétés dans lesquelles la Banque détient des participations.

Au 31 octobre 2022, la Banque détenait une participation comme présentée dans Schwab qui s'établissait à environ 12,1 % des actions ordinaires avec droit de vote et des actions ordinaires sans droit de vote de Schwab en circulation et elle n'est pas autorisée à détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires avec droit de vote de Schwab. La valeur de la participation de la Banque dans Schwab et sa contribution aux résultats financiers de la Banque sont exposées au mauvais rendement financier des activités de Schwab ou à d'autres problèmes auxquels Schwab serait confronté. En outre, la Banque se fie à Schwab pour obtenir ses résultats financiers qui sont inclus dans les états financiers de la Banque. Bien que la Banque détienne le droit de désigner des administrateurs au conseil d'administration de Schwab et certains autres droits aux termes de la convention des actionnaires conclue avec Schwab dans la mesure où la Banque détient une participation en actions d'au moins 5 % dans Schwab (et deux de ses administrateurs siègent actuellement au conseil d'administration de Schwab), ces droits pourraient ne pas atténuer l'exposition de la Banque au mauvais rendement financier de Schwab ou à d'autres problèmes auxquels serait confronté Schwab qui pourraient nuire aux résultats financiers de la Banque.

Si les stratégies, les priorités ou les acquisitions et activités d'intégration de la Banque ne sont pas exécutées avec succès ou n'atteignent pas leurs objectifs financiers ou stratégiques, les activités et le rendement financier de la Banque pourraient être touchés et les bénéfices de la Banque pourraient croître plus lentement ou décroître.

Risque lié à la technologie et cybersécurité

Depuis quelques années, la technologie et la cybersécurité entraînent de plus en plus de risques pour les grandes institutions financières comme la Banque, principalement ceux causés par les tensions géopolitiques croissantes. En particulier, la probabilité accrue d'attaques visant les infrastructures essentielles et les chaînes d'approvisionnement s'explique en partie par la multiplication, le perfectionnement et l'évolution constante des technologies nouvelles et des stratégies d'attaque employées par des entités sociopolitiques, des organisations criminelles, des initiés ou des prestataires de services malveillants, par des États-nations, des pirates informatiques et d'autres parties internes ou externes. L'accroissement de ces risques tient aussi à la taille, à la portée et à l'étendue géographique des activités de la Banque, à la complexité de son infrastructure technologique et aux technologies qu'elle utilise pour effectuer des opérations financières en ligne ou par d'autres moyens de télécommunication, notamment le développement continu de ses applications mobiles et de sa plateforme de services en ligne, de même qu'aux menaces opportunistes commises par des auteurs qui exploitent de plus en plus les nouvelles failles, erreurs de configuration ou vulnérabilités.

Les technologies, systèmes et réseaux de la Banque ainsi que ceux de ses clients (y compris leurs appareils) et des prestataires de services indépendants de la Banque continuent d'être la cible de cyberattaques et pourraient faire l'objet d'interruptions de service, d'intrusions liées aux données ou d'autres intrusions (entre autres la perte ou la divulgation de renseignements personnels, y compris ceux de clients ou d'employés), de vols d'identité et d'espionnage industriel, ou d'autres méfaits. La Banque a subi des interruptions de service attribuables à une défaillance technologique par un tiers, et pourrait subir de telles interruptions dans l'avenir causées par des cyberattaques ou des défaillances technologiques. Le recours par la Banque aux services de prestataires indépendants qui subissent de tels méfaits accroît le risque d'une attaque, d'un bris ou d'une interruption, la Banque n'exerçant pas une surveillance directe de leurs infrastructures technologiques ou de leur protection des données, ni un contrôle direct sur celles-ci.

Bien que la Banque n'ait subi aucune perte financière importante causée par ces défaillances technologiques, cyberattaques ou intrusions liées aux données ou d'autres intrusions, la Banque pourrait subir des pertes ou dommages importants dans l'avenir attribuables entre autres aux cyberattaques, comme les attaques ciblées et les attaques automatisées en ligne de systèmes et d'applications bancaires, les attaques de chaînes d'approvisionnement, les attaques au rançongiciel, les intrusions de logiciels malveillants, les attaques par déni de service, l'extraction de données par des initiés ou des prestataires de services malveillants ou les attaques par hameçonnage qui pourraient toutes conduire à l'utilisation frauduleuse, à la divulgation ou au vol de données ou de fonds de clients ou de la Banque, ou à la perturbation des activités de la Banque. Les cyberattaques peuvent comprendre les tentatives d'employés, d'agents ou de prestataires de services indépendants de la Banque de perturber les activités, d'accéder aux informations sensibles ou d'autres données de la Banque, de ses clients ou de ses employés ou de les divulguer. De plus, il est probable que les tentatives d'inciter l'utilisation illicite ou trompeuse par les employés, les clients, les prestataires de services ou par d'autres des systèmes de la Banque ont lieu et se poursuivront dans le but d'obtenir des informations sensibles, d'accéder aux données que détient la Banque ou aux données des clients ou des employés ou aux fonds de clients ou de la Banque, ou de perturber les activités de la Banque. En outre, les clients se servent fréquemment de leurs propres appareils, comme leur ordinateur, leur téléphone intelligent ou leur tablette électronique, ce qui limite la capacité de la Banque d'atténuer certains risques particuliers à ces appareils personnels.

La Banque examine régulièrement les événements externes et évalue, puis renforce ses contrôles et ses capacités d'intervention lorsqu'elle le juge nécessaire afin de réduire les risques de cyberattaques ou d'intrusions liées aux données ou d'autres intrusions, mais ces activités pourraient échouer à atténuer tous les risques, ce qui pourrait entraîner des pertes ou dommages pour la Banque découlant de ces attaques. Il devient de plus en plus difficile d'atténuer entièrement les risques liés à la technologie et au cyberspace, surtout parce que les tactiques, techniques et procédures utilisées changent fréquemment et les risques proviennent de sources très variées qui se transforment continuellement. Par conséquent, le secteur et la Banque sont susceptibles de subir des pertes ou dommages éventuels découlant de ces attaques. La mise en œuvre de certaines technologies, comme l'infonuagique, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la robotique et l'automatisation des processus, exige que nous demeurions centrés sur la gestion efficace des risques de la Banque et que nous investissions constamment dans celle-ci. Il est possible que la Banque ou des tiers avec qui elle fait affaire n'ont pas prévu ou n'ont pas mis en place ou ne prévoient pas ou ne mettent pas en place des mesures efficaces pour contrer tous ces risques liés à la technologie et au cyberspace, surtout parce que les tactiques, techniques et procédures utilisées changent fréquemment et que les risques proviennent de sources très variées qui se transforment continuellement. De plus, les fournisseurs de cyberassurance ont revu les modalités offertes pour ce type de couverture étant donné l'intensification de la cyberactivité à l'échelle mondiale créant de l'incertitude quant aux coûts pour une telle couverture et entraînant des modifications aux modalités de couverture dans l'ensemble du secteur. Par conséquent, la cyberassurance contractée par la Banque pour atténuer le risque pourrait être touchée et limiter la couverture des pertes financières. Par conséquent, s'il survient une cyberattaque, une interruption de services, une violation des données, une atteinte à la sécurité ou d'autres intrusions (y compris la perte ou la divulgation de renseignements personnels), un vol d'identité, de l'espionnage industriel ou une autre compromission des systèmes technologiques ou informatiques, du matériel informatique ou des processus connexes, ou tout problème important provoqué par une insuffisance des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information, la Banque s'expose, entre autres, à des pertes financières; à la perte de clients ou d'occasions d'affaires; à une perturbation des activités; à une appropriation illicite ou une divulgation non autorisée de renseignements confidentiels, financiers ou personnels; au bris d'ordinateurs ou de systèmes de la Banque, de ses clients ou de contreparties; à la violation des lois sur la protection de la vie privée ou d'autres lois applicables; à des litiges; à des pénalités ou à des interventions réglementaires, à des coûts de mesures correctives, d'investigation ou de rétablissement; à la hausse des coûts pour assurer la maintenance et la mise à jour des systèmes et infrastructures d'exploitation et de sécurité de la Banque; et à des atteintes à la réputation. Si un tel incident devait survenir, la Banque pourrait devoir consacrer beaucoup de temps et de ressources à investiguer afin d'obtenir toutes les informations fiables nécessaires à l'évaluation de son incidence. Les applications détenues et mises en œuvre par la Banque, ses plateformes, ses réseaux, ses processus, ses produits et ses services sont susceptibles de défaillances ou d'interruptions causées par une erreur humaine, des désastres naturels, des interruptions des services publics ou des infrastructures, des situations d'urgence en raison de la pandémie ou d'autres situations d'urgence en matière de santé publique, des initiés ou des prestataires de services malveillants, des cyberattaques ou d'autres actes criminels ou terroristes, ou des situations de non-conformité réglementaire qui peuvent nuire aux activités de la Banque. Ces répercussions négatives pourraient restreindre la capacité de la Banque d'offrir des produits et des services aux clients, ou ternir la réputation de la Banque, ce qui pourrait aboutir à des pertes financières.

Risque de modèle

La pandémie et les programmes d'aide gouvernementaux connexes ont accentué le niveau d'incertitude des modèles et ont affecté la fiabilité des modèles à l'égard de l'ensemble des différents secteurs d'activités. Bien que des mesures d'atténuation à court et à long terme aient été définies et appliquées afin d'aider à accroître la résilience des modèles qui sont élaborés à partir des données historiques qui pourraient devenir moins pertinentes dans le contexte actuel (p. ex. les modèles selon IFRS 9 et les simulations de crise), les modèles pourraient révéler de nouvelles limites en raison des risques émergents, y compris la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les mesures prises par la direction pour réévaluer et mettre à jour les modèles pourraient ne pas réussir à accroître adéquatement la résilience de ces modèles.

Activités frauduleuses

Les risques de fraude sont les risques associés à des actions posées dans le but de tromper autrui, qui entraînent des pertes ou sont préjudiciables à la valeur de l'actionnaire, à la marque, à la réputation ainsi qu'à la satisfaction des employés et des clients. Les risques de fraude prennent divers visages, dont ceux de clients potentiels ou existants, d'agents, de tiers, d'entrepreneurs, d'employés et d'autres parties internes ou externes, y compris de prestataires de services offerts aux clients de la Banque qui conservent les justificatifs d'identité à l'égard de comptes bancaires et colligent des données à partir des renseignements et des activités des clients des services bancaires par Internet. Afin d'établir s'il convient de faire crédit ou de conclure d'autres transactions avec des clients ou des contreparties, la Banque peut s'en remettre à des renseignements obtenus de ces clients, de ces contreparties, d'autres parties externes ou pour leur compte, y compris des états financiers, des informations financières et des informations d'authentification. La Banque peut aussi se fier aux déclarations des clients, des contreparties et d'autres parties externes quant à l'exactitude et à l'intégralité de ces renseignements. Les fausses déclarations peuvent exposer la Banque à un accroissement de cas de fraude lorsqu'elle transige avec des clients ou des contreparties. Afin d'authentifier les clients, par l'entremise des services téléphoniques, des canaux numériques ou des succursales de la Banque, celle-ci peut aussi miser sur certaines méthodes qui pourraient faire l'objet de fraude.

La Banque a constaté une hausse des fraudes plus complexes, y compris des cyberfraudes et des stratagèmes frauduleux liés à la COVID-19. Néanmoins, en raison de l'atténuation de la gravité de la COVID-19, les tentatives de fraude à l'égard des programmes d'aide du gouvernement ont diminué, mais elles ciblent à nouveau les canaux de transactions traditionnels de la Banque. Il est probable que les tentatives d'inciter l'utilisation illicite ou trompeuse par les employés, les clients, les prestataires de services indépendants ou autres des systèmes de la Banque se poursuivront dans le but d'obtenir des informations sensibles et d'accéder aux données que détient la Banque ou aux données des clients ou des employés ou aux fonds de clients ou de la Banque.

Les pertes attribuables aux fraudes, tout particulièrement celles visant les canaux en ligne de la Banque, au cours de l'exercice 2022 ont augmenté du fait de la hausse des volumes de transactions. Malgré les investissements effectués par la Banque dans des programmes de prévention et de détection des fraudes ainsi que dans des capacités, mesures et défenses, ils n'ont pas réussi à atténuer et pourraient ne pas réussir à atténuer dans l'avenir toutes les activités frauduleuses qui pourraient perturber les activités de la Banque et entraîner des pertes financières. Outre le risque de perte importante (perte financière, appropriation illicite de renseignements confidentiels ou d'autres actifs de la Banque ou de ses clients et contreparties) que peut entraîner une activité frauduleuse, des poursuites judiciaires pourraient être intentées contre la Banque et ce genre d'activité pourrait miner la confiance de la clientèle et des marchés.

Prestataires de services indépendants

La Banque reconnaît l'importance de recourir à des tiers pour soutenir ses activités, puisqu'ils permettent l'accès à des applications, des processus, des produits et des services de pointe, des connaissances spécialisées, des innovations, des économies d'échelle et des efficacités d'exploitation. Toutefois, la Banque pourrait devoir compter sur la continuité, la fiabilité et la sécurité de ces prestataires de services, de même que sur leurs processus, leur personnel et leurs établissements. Puisque le secteur des services financiers et sa chaîne d'approvisionnement gagnent en complexité, la nécessité de mettre en œuvre des contrôles résilients, solides, généraux et pointus et d'en assurer la surveillance augmente.

De plus, la Banque reconnaît que les applications, plateformes, réseaux, processus, produits et services de ses prestataires de services sont susceptibles de défaillances ou d'interruptions qui pourraient avoir une incidence sur la façon dont ils offrent leurs services et produits à la Banque. Ces défaillances ou interruptions pourraient être causées par une erreur humaine, des désastres naturels, des interruptions des

services publics ou des infrastructures, des pandémies ou d'autres urgences en matière de santé publique, des initiés ou des prestataires de services malveillants, des cyberattaques ou d'autres actes criminels ou terroristes, ou des situations de non-conformité réglementaire. Ces répercussions négatives pourraient restreindre la capacité de la Banque d'offrir des produits et des services aux clients, perturber les activités de la Banque, exposer la Banque au risque juridique et au risque de réglementation, y compris ceux mentionnés aux rubriques « Surveillance réglementaire et risque de conformité » et « Procédures judiciaires », ou ternir la réputation de la Banque, ce qui pourrait nuire aux activités, aux résultats ou à la situation financière de la Banque.

Promulgation de nouvelles lois ou de nouveaux règlements et modification des lois et règlements actuels

Le secteur des services financiers est fortement réglementé. La promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et la modification de l'interprétation ou de l'application des lois et des règlements actuels, la délivrance de décisions juridiques et la modification du calendrier ou des activités de mise en œuvre pourraient nuire aux activités, à la rentabilité et à la réputation de la Banque. Les politiques budgétaire, économique et monétaire de différentes banques centrales de différents organismes et gouvernements du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Irlande et d'autres pays, y compris les changements touchant leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient également avoir de telles répercussions négatives. Ces répercussions négatives pourraient contraindre la Banque à engager des coûts additionnels et des ressources supplémentaires à des fins de conformité initiale et continue; limiter les types de produits et services ou la nature des produits et services qu'elle peut offrir et les tarifs qu'elle peut pratiquer; revoir à son détriment la tarification et le mode de prestation de ses produits et services; augmenter la capacité des concurrents nouveaux et existants à rivaliser sur la base des tarifs, des produits et des services (y compris ailleurs qu'au Canada, en favorisant certaines institutions du pays étranger); et réviser à la hausse les risques en cas de non-conformité potentielle. En plus des répercussions négatives décrites ci-dessus, tout manquement de la Banque à l'égard des lois et des règlements applicables pourrait entraîner des sanctions, des amendes et des changements, y compris des restrictions sur l'offre de certains produits ou services ou sur l'exercice d'activités dans certains territoires, pouvant miner ses résultats, ses activités et sa réputation.

Le respect des exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de lutte contre le financement des activités terroristes et de sanctions économiques demeure une grande priorité à l'échelle mondiale en raison de l'accélération des changements de réglementation ainsi que de l'évolution des normes de l'industrie et des attentes des organismes de réglementation.

Le contexte mondial en matière de protection des données et de la vie privée est dynamique et les attentes des organismes de réglementation continuent de changer. La promulgation de nouvelles lois et la modification de lois existantes sont à prévoir dans les différents territoires où la Banque exerce ses activités.

Les organismes de réglementation au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde portent de plus en plus d'attention aux questions et risques en matière de conduite et de résilience opérationnelle et ont des attentes grandissantes, ce qui pourrait mener à des enquêtes, à des mesures correctives et à une hausse des coûts de conformité. Bien que la Banque prenne différentes mesures pour continuer à améliorer ses programmes en matière de conduite et sa résilience opérationnelle et pour prévenir et détecter les incidences qui pourraient nuire aux clients, aux collègues ou à l'intégrité des marchés, ces incidences pourraient ne pas toujours être empêchées ou détectées.

Les organismes de réglementation accordent une attention grandissante aux questions ESG, y compris aux répercussions des changements climatiques, à l'inclusion financière et économique et à la présentation des informations à fournir à l'égard de ces questions, et s'attendent à ce que de nouvelles lois importantes et des modifications à des lois en vigueur soient adoptées dans certains territoires où la Banque exerce ses activités.

En outre, des modifications dans l'interprétation ou l'application des lois et des règlements en vigueur pourraient être apportées afin d'incorporer à ceux-ci des questions ESG de façons qui n'avaient pas été anticipées jusqu'à maintenant.

Malgré la surveillance et l'évaluation effectuées par la Banque de l'incidence potentielle des règles, propositions, ordonnances de consentement et lignes directrices réglementaires, de nouveaux règlements s'appliquant à la Banque pourraient être adoptés de façon inattendue par les gouvernements et les organismes de réglementation partout dans le monde et les décisions juridiques pourraient avoir des conséquences imprévues pour la Banque.

Canada

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont adopté un certain nombre de règlements visant à réformer les instruments dérivés de gré à gré, y compris les règles sur la déclaration des opérations et la compensation obligatoire, et en ont proposé d'autres, y compris un règlement sur la conduite commerciale et une règle sur l'inscription. La Banque poursuit la mise en œuvre des mesures d'application des règlements déjà en vigueur et continue de surveiller les autres projets réglementaires qui, lorsqu'ils seront mis en application, pourraient donner lieu à une augmentation des coûts de conformité. La conformité à ces exigences pourrait avoir une incidence sur les entreprises, les activités et les résultats de la Banque.

Au Canada, un certain nombre d'initiatives gouvernementales et réglementaires en voie d'être mises en œuvre, dont des initiatives ciblant l'évolution et la modernisation des modes de paiement, le système bancaire ouvert, la protection des consommateurs, la protection des données des clients, la technologie et la cybersécurité, la protection des personnes vulnérables et la lutte contre le blanchiment d'argent pourraient avoir des répercussions sur les institutions financières. Par exemple, le BSIF a publié la ligne directrice *Gestion du risque lié aux technologies et du cyber-risque* qui sera en vigueur à compter de 2024 et exigera que la Banque évalue son cadre de gouvernance et de gestion du risque, ses activités et sa résilience technologiques, ses stratégies et ses cadres en matière de cybersécurité et qu'elle apporte les changements requis pour atténuer le risque lié aux technologies et le cyber-risque conformément à la ligne directrice, ce qui pourrait entraîner une hausse des coûts de conformité et avoir une incidence sur les plans organisationnels, les politiques, les processus et les normes de la Banque.

Le régime de recapitalisation interne du gouvernement du Canada, qui est entré en vigueur en septembre 2018, a été mis en œuvre par règlement publié en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC ») et de la *Loi sur les banques* (Canada) prévoyant les détails définitifs du régime d'émission et de conversion d'instruments de recapitalisation interne émis par les BSI, y compris la Banque (collectivement, le règlement sur la recapitalisation interne). Des modifications ont été apportées en 2021 à la Loi sur la SADC par l'intermédiaire du projet de loi C-30 qui appuieront le caractère exécutoire transfrontalier des dispositions de suspension applicable aux contrats financiers admissibles et en préciseront la portée ainsi que la façon dont les investisseurs, les créanciers et les autres participants pourraient être indemnisés à la suite de mesures prises par les autorités du secteur financier, entre autres, pour vendre ou liquider une banque en difficulté, ou pour en rétablir la viabilité. Le régime de recapitalisation interne pourrait influencer les coûts de financement de la Banque.

États-Unis

L'*Economic Growth, Regulatory Relief and Consumer Protection Act* (Reform Act) des États-Unis promulguée en 2018 a apporté des modifications à certains aspects de la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi Dodd-Frank), entre autres aux simulations de crise. En outre, les organismes fédéraux de réglementation américains concernés ont adopté des modifications réglementaires à certaines de ces exigences. En octobre 2019, la Réserve fédérale a publié une règle définitive qui mettait en œuvre les modifications de la Reform Act dans le cadre de l'application des normes prudentielles resserrées visant les organisations bancaires américaines et autres qu'américaines, la *Tailoring Rule*, fondée sur le profil de risque de l'organisation. Pour la Banque, ces normes ont entraîné, et continueront d'entraîner, des coûts liés à l'exploitation, aux fonds propres, à la liquidité et à la conformité. En outre, en raison de la désignation de la Banque comme BSI par le CSF, les activités aux États-Unis de la Banque devront respecter certaines exigences supplémentaires de fonds propres concernant la dette à long terme et la capacité totale d'absorption des pertes à compter de 2023.

Le cadre réglementaire actuel des établissements bancaires aux États-Unis pourrait être touché encore davantage par de nouvelles modifications législatives ou par l'évolution de la réglementation, y compris en ce qui a trait aux changements à l'égard du pouvoir exécutif de l'administration américaine, des membres du Congrès ou des dirigeants des organismes américains, et par l'attention accrue portée sur la discrimination raciale et l'iniquité économique potentielles, notamment le crédit équitable, par les organismes de réglementation. Les conséquences ultimes de l'évolution de la réglementation et son incidence sur la Banque ainsi que l'adoption ou la promulgation d'autres projets de loi ou de réglementation relatifs à ces exigences demeurent incertaines.

Europe

En Europe, l'incertitude persiste quant à l'avenir des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, aux réformes mises en œuvre avec l'adoption du *Règlement sur l'infrastructure du marché européen* et à l'examen de la directive sur les marchés européens des instruments financiers et des dispositions réglementaires s'y rapportant, laquelle pourrait entraîner une hausse des coûts d'exploitation et de systèmes, et modifier les types de produits et de services que la Banque peut offrir aux clients de cette région.

Surveillance réglementaire et risque de conformité

La Banque et ses entreprises sont assujetties à une réglementation considérable et à une surveillance étendue exercée par différents organismes de réglementation et organismes d'autorégulation de partout dans le monde. Des changements réglementaires et l'évolution des attentes des organismes de réglementation sont en cours dans tous les territoires où la Banque mène ses activités. Partout dans le monde, les gouvernements et les organismes de réglementation portent de plus en plus d'attention aux risques et aux menaces liés aux meilleures pratiques; à la protection des consommateurs; au contrôle à l'utilisation et à la protection des données; à la gestion des fonds propres et de la liquidité; aux cadres du contrôle interne; au blanchiment d'argent; au financement des activités terroristes; et aux sanctions économiques. Certains organismes de réglementation de la Banque peuvent à leur gré imposer le respect de normes ou de lignes directrices supplémentaires en matière de gestion du risque, des fonds propres et de la liquidité de la Banque, ou en matière d'autres questions faisant partie de leur champ de compétence, et dans certains cas, les lois pourraient interdire à la Banque de publier les renseignements attribuables à ces normes et lignes directrices supplémentaires. Les organismes de réglementation à l'échelle mondiale surveillent de plus près les incidences de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation sur les clients ainsi que sur les activités de la Banque et sa gestion et surveillance des risques associés à ces questions. De plus, ces risques évoluent rapidement en raison de nouvelles menaces, y compris les menaces géopolitiques et celles associées à l'utilisation de nouvelles technologies étroitement liées entre elles, de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage machine, de modèles et des outils d'aide à la prise de décisions.

La Banque surveille et évalue l'incidence potentielle des faits réglementaires pertinents (y compris les projets de règles et les règles déjà adoptées, de normes et de lignes directrices réglementaires). Cependant, bien que les importantes ressources de la Banque chargées des activités de conformité, juridiques et opérationnelles voient au respect de ces faits dans les délais prescrits en tenant compte aussi des autres attentes des gouvernements et des organismes de réglementation, il est possible que i) la Banque ne soit pas en mesure de prévoir l'incidence des faits nouveaux réglementaires, ou l'interprétation ou l'orientation des mesures coercitives prises par les gouvernements, les organismes de réglementation et les tribunaux, que ii) la Banque soit dans l'incapacité de concevoir ou d'améliorer les plateformes, les technologies ou les procédures et cadres opérationnels requis pour se conformer à ces règles ou à ces attentes, ou pour s'adapter à celles-ci, avant leurs entrées en vigueur, ou que iii) les organismes de réglementation et autres parties remettent en question la conformité de la Banque. Par conséquent, la Banque pourrait devoir prendre des mesures supplémentaires ou engager plus de coûts que prévu, et faire l'objet de poursuites et de mesures coercitives ainsi qu'être exposée au risque de réputation. Les modifications réglementaires continueront d'accroître les risques de conformité et opérationnels ainsi que les coûts de la Banque. En outre, si les gouvernements ou les organismes de réglementation recourent à des mesures coercitives officielles contre la Banque, les activités, les stratégies d'affaires et l'offre de produits et services de la Banque pourraient subir des répercussions négatives, ce qui pourrait nuire aux résultats financiers de la Banque.

Également, il pourrait être établi que la Banque n'a pas traité de façon adéquate, exhaustive et en temps opportun les faits réglementaires ou les mesures coercitives auxquels elle est assujettie de manière à satisfaire aux exigences des gouvernements ou des organismes de réglementation. La Banque a fait l'objet de mesures coercitives liées à l'application de la réglementation et a conclu des règlements avec des organismes de réglementation et des organismes d'autorégulation, elle pourrait donc continuer d'être visée par des enquêtes, mesures coercitives et litiges en plus grand nombre ou dont la portée serait plus large. En outre, la divulgation de l'application de mesures coercitives étant de plus en plus répandue, la réputation de la Banque pourrait en souffrir.

La Banque pourrait engager des coûts plus élevés que prévu pour améliorer sa conformité aux exigences, ou pourrait se voir imposer des amendes ou des pénalités ou faire l'objet de jugements découlant de sa non-conformité qui pourraient lui être défavorables, ce qui pourrait aussi entraîner des répercussions négatives sur la performance financière et la réputation de la Banque ainsi que des changements à l'égard de son exploitation, comme des restrictions quant à l'offre de certains produits ou services ou à l'exercice d'activités dans certains territoires.

Concurrence, changements de comportements des consommateurs et perturbations liées à la technologie

La Banque exerce ses activités dans un secteur où la concurrence est très vive et le niveau de concurrence influe sur son rendement. De nombreux facteurs peuvent influencer sur la capacité de la Banque à fidéliser la clientèle et à acquérir de nouveaux clients, comme la réputation de la Banque de même que la tarification et le caractère distinctif de nos produits et de nos services et l'expérience client globale.

La concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus peut nuire à la tarification des produits et services de la Banque et entraîner une baisse de nos produits ou la perte d'une part du marché. Une concurrence accrue nous contraint à procéder à des investissements à court et à long terme supplémentaires et à continuer de créer une valeur différenciée pour nos clients, ce qui pourrait entraîner une hausse des charges. De plus, la Banque évolue dans un contexte où des lois et règlements s'appliquant à elle pourraient ne pas s'appliquer à tous ses concurrents actuels ou aux concurrents émergents, ce qui pourrait inclure les institutions canadiennes œuvrant à l'étranger ou à l'extérieur des États-Unis, ou des prestataires de services et de produits financiers non traditionnels (comme les entreprises de technologie financière, qui sont les géants du domaine de la technologie). Les établissements n'acceptant pas de dépôts et les établissements non financiers sont souvent en mesure d'offrir des produits et des services qui n'étaient auparavant offerts que par les banques, ce qui leur permet de concurrencer les banques dans la prestation de services financiers numériques (essentiellement des services mobiles ou en ligne), sans toutefois devoir se soumettre aux mêmes exigences réglementaires ou à la même surveillance. Ces concurrents exercent également leurs activités à moindres coûts à l'égard des produits ou des soldes que ceux des banques traditionnelles. Ces tiers peuvent tenter d'acquérir des relations clients, de réagir rapidement aux changements de comportements des consommateurs et d'amener ces clients à délaisser leur principale institution financière, ce qui pourrait aussi accroître les risques de fraude et d'atteinte à la vie privée pour l'ensemble des clients et des institutions financières. La nature des perturbations liées à la technologie est telle qu'il peut être difficile de les prévoir ou d'y réagir de façon adéquate et rapide, ce qui entraîne des risques inhérents pour certaines activités bancaires, y compris les paiements. Par conséquent, cette forme de concurrence peut également avoir des effets néfastes sur les résultats de la Banque.

La Banque continue d'accroître ses capacités en matière d'intelligence artificielle (IA) afin d'éclairer encore davantage les décisions d'affaires et les pratiques de gestion des risques ainsi que d'améliorer l'expérience client et l'efficacité des activités de la Banque. L'IA pourrait être dans l'incapacité de reproduire de façon adéquate ou suffisante certains résultats ou de prédire avec exactitude des événements ou risques futurs.

La Banque surveille également les tendances émergentes, dont certaines ont été accélérées par la perturbation provoquée par la pandémie de COVID-19, qui pourraient bouleverser les interfaces traditionnelles, les préférences à l'égard des modes d'interaction ou les attentes de la clientèle. La Banque évalue une variété de possibilités visant à favoriser l'innovation, y compris l'investissement stratégique dans des sociétés novatrices, l'étude d'occasions de partenariat, et l'expérimentation en interne de nouvelles technologies et de nouveaux concepts, mais ces investissements et ces activités pourraient s'avérer infructueuses. Des mesures législatives ou réglementaires à l'égard de ces nouvelles technologies pourraient voir le jour et continuer à évoluer, ce qui pourrait donner lieu à une augmentation des coûts et des risques de conformité.

Risque environnemental et social (y compris le risque lié au climat)

En tant qu'institution financière, la Banque est exposée au risque environnemental et social.

Le risque environnemental est le risque de pertes financières, d'atteinte à la réputation ou d'autre préjudice découlant de facteurs environnementaux, comme les changements climatiques et la dégradation de l'environnement (p. ex. la perte de biodiversité, la déforestation, la désertification et la sécheresse, la dégradation des sols et de l'eau et la pollution de l'air).

Le risque lié au climat constitue le risque d'atteinte à la réputation ou de perte financière attribuable à la matérialisation du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel ou d'autres risques découlant des risques physiques et du risque de transition que comportent les changements climatiques pour la Banque, ses clients ou les collectivités où elle exerce ses activités. Ce risque comprend les risques physiques découlant des effets des changements climatiques, y compris les risques physiques graves attribuables aux événements météorologiques extrêmes de plus en plus graves et fréquents (p. ex. les feux de forêt et les inondations) et les risques physiques chroniques attribuables aux changements graduels et à long terme du climat et de l'environnement (p. ex. la hausse du niveau de la mer et le réchauffement planétaire). Les risques de transition découlent du processus de transition vers une économie sobre en carbone et sont influencés par les nouvelles ou les futures politiques et réglementations des gouvernements sur le climat, les technologies, les attentes des parties prenantes et les nouveautés juridiques.

Le risque social est le risque de perte, d'atteinte à la réputation ou d'autres préjudices découlant d'enjeux sociaux, y compris les droits de la personne (p. ex. la discrimination, y compris l'iniquité raciale, les droits des peuples autochtones, l'esclavage moderne et la traite des personnes), les répercussions sociales des changements climatiques (p. ex. la pauvreté, le déplacement économique et la relocalisation géographique) et la santé et le bien-être des employés (p. ex. l'inclusion et la diversité, l'équité salariale, la santé mentale, le bien-être physique et la sécurité au travail). Une attention accrue est portée sur les organisations, comme la Banque, pour qu'elles contribuent à régler les enjeux d'iniquité sociale et financière dont font l'objet les groupes raciaux et d'autres groupes marginalisés. Ces organisations sont également soumises à de nouvelles règles et réglementations comme la règle *Fair Access to Banking Services, Capital and Credit* qui s'applique aux États-Unis.

Le risque environnemental et social pourrait avoir des répercussions sur la situation financière et la réputation ainsi que d'autres répercussions tant sur la Banque que sur ses parties prenantes (dont ses clients, ses fournisseurs et ses actionnaires). Ce risque pourrait découler des activités, des placements, des activités commerciales ou des produits de la Banque. Il pourrait également être attribuable aux actions ou à l'inaction de la Banque, qu'elles soient réelles ou le résultat de perceptions, concernant les changements climatiques et d'autres enjeux liés aux questions environnementales et sociales, ou des informations fournies à leurs égards, y compris le progrès réalisé par la Banque sur ses engagements environnementaux et sociaux. Ce risque pourrait également être la conséquence d'enjeux environnementaux et sociaux auxquels font face les parties prenantes de la Banque. L'adhésion de la Banque à des organismes externes liés aux questions environnementales et sociales ou ses engagements à l'égard de ces questions pourraient accroître ce risque et faire en sorte qu'elle soit soumise à une surveillance plus étroite de la part de ses parties prenantes. En outre, la Banque pourrait être exposée à un risque juridique et à un risque de réglementation liés aux questions environnementales et sociales, y compris en raison d'ordonnances réglementaires, d'amendes et de mesures coercitives; de l'application des exigences en matière d'adéquation des fonds propres de surveillance financière; et de poursuites intentées par des actionnaires ou d'autres parties prenantes, y compris les risques décrits à la rubrique « Autres facteurs de risque – Procédures juridiques ».

La Banque surveille et évalue les faits nouveaux relatifs aux lois, à la politique, à la réglementation, à l'économie, aux technologies et aux parties prenantes touchant aux questions environnementales et sociales, y compris la transition vers la carboneutralité, et leurs incidences sur les mesures et les cibles liées à ces questions. Par conséquent, la Banque pourrait devoir ajuster ses mesures et ses cibles liées aux questions environnementales et sociales afin de tenir compte de ces faits nouveaux. De plus, les méthodes ou les normes à l'égard des questions environnementales et sociales utilisées par les organismes de réglementation, le secteur des services financiers, les groupes sectoriels ou les associations auxquels la Banque participe ou appartient ou celles utilisées par la Banque ou ses clients pour mesurer ou faire rapport sur leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) pourraient changer. Ces changements pourraient obliger la TD à modifier ou à retraiter les points de référence de ses émissions de GES, le calcul des émissions de GES ou les cibles des émissions de GES, ce qui pourrait amener la Banque à modifier ou à résilier son adhésion à des groupes ou des associations.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Procédures judiciaires

Étant donné que le secteur des services financiers est fortement réglementé et qu'il offre essentiellement des services destinés aux consommateurs, la Banque pourrait faire l'objet d'enquêtes importantes menées par des organismes de réglementation, des organismes quasi réglementaires ou des organismes d'autoréglementation ou de mesures coercitives importantes appliquées par ceux-ci, liées à ses entreprises et activités. En outre, la Banque et ses filiales sont de temps à autre nommées à titre de défenderesses ou sont autrement impliquées dans diverses actions collectives et autres litiges ou différends avec des tiers liés à leurs entreprises et à leurs activités. Les actions actuellement en instance contre la Banque, ou dans lesquelles la Banque est autrement impliquée, pourraient se conclure par des jugements, des règlements, des amendes, des pénalités, des restitutions, des injonctions, des ordonnances exigeant des mesures d'amélioration d'entreprise, des limitations ou des interdictions d'exercer certaines activités commerciales ou d'autres issues défavorables pour la Banque, lesquels pourraient grandement nuire aux entreprises, à la situation financière et aux activités de la Banque ou porter gravement atteinte à la réputation de la Banque, ce qui pourrait également entraver les perspectives commerciales de la Banque. De plus, certaines poursuites intentées contre la Banque peuvent être très complexes et porter sur des théories juridiques nouvelles ou n'ayant jamais été vérifiées. L'issue de telles poursuites peut être difficile à prédire ou à estimer, dans certains cas, avant que les procédures atteignent un stade avancé, ce qui peut prendre plusieurs années. Bien que la Banque établisse des provisions pour les mesures dont elle fait l'objet en fonction de ses exigences comptables, les montants des pertes réellement subies découlant de ces litiges pourraient être importants et sensiblement différents des montants comptabilisés. De plus, la Banque pourrait n'établir aucune provision lorsque l'issue des mesures dont elle fait l'objet est incertaine. Les autorités de réglementation et d'autres organismes gouvernementaux examinent les activités de la Banque et de ses filiales en procédant tant à des examens routiniers qu'à des examens ciblés, si bien qu'ils pourraient tenter d'obtenir des règlements liés à la réglementation, tenter des poursuites au criminel ou adopter d'autres mesures coercitives contre la Banque dans l'avenir. Pour plus de renseignements sur les principales procédures judiciaires intentées contre la Banque, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

Capacité de recruter des talents, de les former et de les maintenir en poste

Le rendement futur de la Banque repose sur la disponibilité de gens compétents et sur la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste les gens de talent clés. La direction de la Banque est consciente que la concurrence pour attirer les gens de talent continue de s'accroître dans l'ensemble des régions, des industries et des nouveaux joueurs dans certains secteurs, comme celui des services financiers. La concurrence s'est intensifiée et devrait continuer en raison de l'évolution des préférences des employés et de leurs valeurs, du resserrement des conditions du marché du travail, des pressions inflationnistes et du télétravail qui offre des possibilités sans contraintes géographiques. Cette situation pourrait mener à une hausse de l'attrition, tout particulièrement dans les fonctions où des compétences professionnelles générales et spécialisées sont nécessaires. Chaque année, la Banque se soumet à un exercice d'évaluation des talents qui permet d'évaluer les besoins essentiels en matière de main-d'œuvre de tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Dans le cadre de cet exercice, une évaluation des compétences en leadership, techniques et générales détenues actuellement par les cadres ainsi que des occasions de perfectionnement des gens de talent est réalisée en fonction des besoins à court terme et futurs de l'entreprise. Les conclusions tirées de cet exercice servent à dresser les plans visant à retenir, à perfectionner et à attirer les gens de talent dont les services sont requis, tant pour l'entreprise que pour ses secteurs d'activité. Ces plans sont mis en œuvre en tout temps pendant l'année. Bien que le but des politiques et des pratiques de gestion des ressources de la Banque soit de recruter et de former des gens de talent, et de les maintenir en poste au sein de la Banque ou d'une société acquise par la Banque, la Banque pourrait ne pas y parvenir, ou ces mesures pourraient ne pas être suffisantes pour atténuer les effets de l'attrition.

Taux de change, taux d'intérêt, écarts de crédit et cours des actions

Les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de crédit et des cours des actions au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où la Banque exerce ses activités ont une incidence sur la situation financière de la Banque et sur ses résultats futurs. Les variations du dollar canadien par rapport aux autres monnaies étrangères à l'échelle mondiale peuvent aussi influencer sur les résultats des petites entreprises, des commerces et des grandes sociétés qui sont des clients

de la Banque. Une fluctuation des taux d'intérêt touche l'écart entre les intérêts payés par la Banque sur les dépôts et les autres passifs, et les intérêts gagnés par la Banque sur les prêts, ce qui se répercute sur les produits d'intérêts nets de la Banque. En particulier, la hausse des taux d'intérêt aurait pour effet d'accroître les produits d'intérêts de la Banque, mais aurait aussi une incidence négative sur le coût de financement de la Banque à l'égard des prêts et pourrait l'exposer aux risques mentionnés à la rubrique « Inflation, hausse des taux et récession ». Une variation des écarts de taux de crédit se répercute sur l'évaluation relative des actifs et des passifs et, par conséquent, a une incidence sur les résultats de la Banque. Une variation des cours des actions a un effet sur la situation financière de la Banque et ses résultats futurs en raison des positions non couvertes que la Banque détient dans des titres de capitaux propres négociables. Les cadres et politiques à l'égard du risque de marché de négociation et du risque de marché autre que de négociation permettent de gérer l'appétit pour le risque de marché connu de la Banque, mais ils pourraient être insuffisants pour atténuer ces risques et, par conséquent, exposer la Banque à un risque de marché imprévu.

Transition liée à l'abandon du taux interbancaire offert

Divers taux d'intérêt et autres taux qui sont présumés être des « taux de référence » (y compris le taux interbancaire offert comme le taux interbancaires offerts à Londres (LIBOR) et le Canadian Dollar Offered Rate (CDOR)) étaient et continuent d'être assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. En raison de l'initiative de la réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle mondiale, les travaux visant à faire la transition des taux interbancaires offerts vers des taux de référence alternatifs se poursuivent dans différents territoires. La transition vers des taux de référence alternatifs pourrait mener à un déséquilibre des marchés et avoir d'autres conséquences négatives pour la Banque, ses clients, les intervenants du marché et le secteur des services financiers.

La Banque détient des obligations, des expositions et des droits contractuels importants pour lesquels le taux de référence est le taux interbancaire offert, ainsi, l'abandon de ce taux de référence ou les changements apportés à ce taux pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Banque. La Banque a mis en place une initiative à l'échelle des fonctions de l'entreprise, supervisée par la haute direction, pour évaluer et surveiller l'incidence du risque de marché, du risque financier, du risque opérationnel, du risque juridique, du risque technologique et des autres risques sur ses produits, services, systèmes, modèles, documents, processus et cadres de gestion des risques, dans le but de la gérer au moyen de mesures d'atténuation appropriées, mais ces mesures pourraient être insuffisantes pour atténuer l'incidence de tous ces risques.

En plus des défis opérationnels à relever, les risques de marché sont également attribuables au fait que les nouveaux taux de référence différeront probablement des anciens taux de référence, ce qui entraînera un écart dans le calcul du taux d'intérêt ou du montant de paiement applicable. Il pourrait donner lieu à des rendements financiers différents de ceux déjà comptabilisés pour certaines transactions, exiger de nouvelles stratégies de couverture ou avoir une incidence sur la planification et la gestion des fonds propres et de la liquidité de la Banque. De plus, toute incidence négative sur la valeur et le rendement des instruments et des contrats existants touchant les clients de la Banque pourrait se traduire par un risque accru de litiges, d'interventions réglementaires et d'une possible atteinte à la réputation.

Méthodes comptables utilisées par la Banque

Les méthodes et estimations comptables utilisées par la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Les révisions apportées à ces jugements et à ces estimations ainsi que les changements aux normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence néfaste marquée sur les états financiers consolidés de la Banque et, par conséquent, sur sa réputation. La Banque a instauré des procédures pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont suivis de manière appropriée et systématique. Les principales méthodes comptables et les modifications de méthodes comptables courantes et futures sont décrites respectivement aux notes 2 et 4, et les jugements, estimations et hypothèses comptables importants sont décrits à la note 3 des états financiers consolidés de 2022.

Gestion des risques

SOMMAIRE

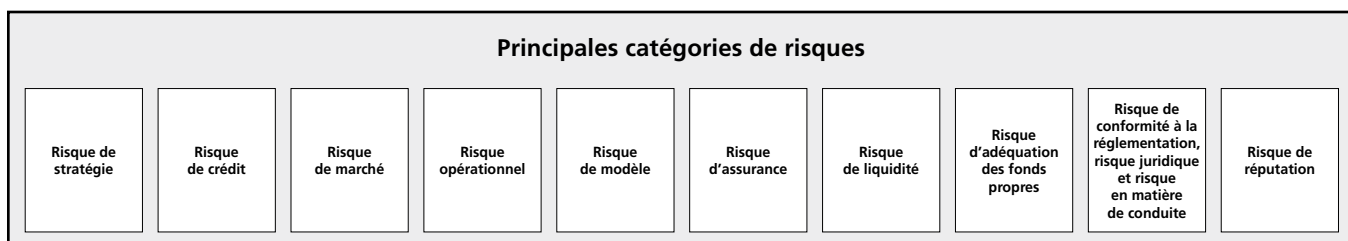
Faire croître la rentabilité des résultats financiers en comptant sur l'équilibre entre les produits, les charges et la croissance des fonds propres implique de prendre des risques mesurés et de les gérer en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque qu'elle prend, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans ses entreprises afin d'atteindre ses objectifs stratégiques.

Le cadre de gestion des risques de la Banque renforce la culture de gestion des risques de la Banque, qui met l'accent sur la transparence et la responsabilisation, et permet aux parties intéressées de bien comprendre la façon dont la Banque gère les risques. Le cadre de gestion des risques tient compte des aspects suivants : 1) la manière dont la Banque définit les types de risque auxquels elle est exposée; 2) la manière dont la Banque détermine les risques découlant de la stratégie et des activités de la Banque; 3) la gouvernance et l'organisation en matière de gestion des risques; et 4) la manière dont la Banque gère les risques au moyen de processus lui permettant de recenser, d'évaluer, de mesurer, de

contrôler et de surveiller les risques et de faire rapport sur ceux-ci. Les ressources et les processus de gestion des risques de la Banque sont conçus pour permettre à toutes ses entreprises à la fois de comprendre les risques auxquels elles sont exposées et de les gérer en fonction de l'appétit de la Banque pour le risque.

RISQUES POUR LES ENTREPRISES DE LA TD

L'inventaire des risques de la Banque énonce les principales catégories de risques et sous-catégories de risques connexes de la Banque, auxquelles peuvent être exposées ses entreprises et ses activités d'exploitation. L'inventaire des risques facilite un recensement uniforme des risques et est le point de départ pour l'élaboration de stratégies et de processus de gestion des risques. Les principales catégories de risques de la Banque sont le risque de stratégie, le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque d'assurance, le risque de liquidité, le risque d'adéquation des fonds propres, le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite, et le risque de réputation.



APPÉTIT POUR LE RISQUE

La Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque est le principal moyen employé par la Banque pour définir le risque et pour déterminer le type et le niveau de risque qu'elle est prête à prendre pour exécuter sa stratégie et accroître la valeur pour les actionnaires. En définissant son appétit pour le risque, la Banque tient compte de sa vision, de son intention, de sa stratégie, de ses engagements communs et de sa capacité à supporter le risque dans des conditions normales et pendant une conjoncture de récession. Les principes généraux relatifs aux risques qui guident la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque sont comme suit :

La Banque prend les risques nécessaires pour bâtir son entreprise, mais seulement si ces risques :

1. s'inscrivent dans la stratégie d'affaires, et peuvent être compris et gérés;
2. n'exposent la Banque à aucune perte isolée importante; la TD ne met pas la Banque en péril pour une acquisition, une entreprise ou un produit pris isolément;
3. ne mettent pas la marque TD en péril.

Le cadre de gouvernance de la gestion de l'appétit pour le risque de la Banque décrit les hypothèses, les responsabilités et les processus établis afin de définir, de maintenir et de gérer l'appétit pour le risque de la TD. La Banque tient compte des conditions d'exploitation actuelles et de l'incidence des risques émergents découlant de l'élaboration et de l'application de sa politique en matière d'appétit pour le risque. Le respect de l'appétit pour le risque de l'entreprise est géré et surveillé à l'échelle de la Banque et est éclairé par le cadre de gouvernance de la gestion de l'appétit pour le risque et sur un vaste ensemble de principes, de politiques, de processus et d'outils.

La Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque donne une description par principale catégorie de risque des principes de gestion des risques de la Banque et établit des mesures qualitatives et quantitatives, des seuils et des limites, selon le cas. Les mesures de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque tiennent compte à la fois de scénarios normaux et de scénarios de simulation de crise, incluant ceux qui peuvent être surveillés au niveau de l'entreprise et transmis aux secteurs.

Le groupe Gestion du risque est responsable de l'établissement des pratiques et processus visant à formuler, à surveiller et à présenter les mesures de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque. La fonction gestion des risques a également pour tâche de surveiller et d'évaluer l'efficacité de ces

pratiques et processus ainsi que des mesures de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque. Le respect des principes et des mesures de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque est communiqué régulièrement à la haute direction, au conseil d'administration et au comité du risque du conseil d'administration (le comité du risque). La direction fait un suivi régulier de diverses autres mesures pour le risque et les signale au besoin à la haute direction et au conseil d'administration. Le groupe Gestion du risque mesure régulièrement la performance de la direction par rapport aux mesures de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La culture de gestion des risques est une partie intégrale de la culture organisationnelle à l'échelle de la TD. Elle est intégrée au cadre de la culture de la TD et respecte les principes de ce cadre. L'ensemble de la supervision de la culture est sous la responsabilité du groupe Ressources humaines (RH) ainsi que de celle du groupe Gestion du risque et du groupe Conformité. Le comité du risque travaille avec le chef du groupe et le chef de la gestion du risque (CGR) qui dirige une équipe diversifiée de professionnels afin de favoriser une culture de gestion des risques proactive.

La culture de gestion des risques de la Banque tire son origine du ton exemplaire établi par le conseil d'administration, le chef de la direction et l'équipe de la haute direction (EHD), et repose sur la vision, l'intention et les engagements communs de la Banque. Ces objectifs généraux décrivent les comportements que la Banque cherche à instiller parmi les membres de son personnel comme culture qui n'amène à prendre que les risques qui peuvent être compris et contrôlés. La culture de gestion des risques de la Banque repose sur la responsabilisation, l'apprentissage continu (tout particulièrement celui acquis des expériences passées) ainsi que la communication franche et la transparence pour tous les aspects de la prise de risques. Les employés de la Banque sont invités à exprimer un désaccord ou à s'adresser à un échelon supérieur s'il leur semble que la Banque dévie de sa culture de gestion des risques et de sa Prise de position en matière d'appétit pour le risque.

Un comportement éthique est une composante clé de la culture de gestion des risques de la Banque. Le *Code de conduite et d'éthique* de la Banque guide les employés et les administrateurs dans la prise de décisions qui répondent aux normes d'intégrité, de professionnalisme et de comportement éthique les plus élevées. Il appartient à chaque employé et administrateur de la Banque d'évaluer les décisions d'affaires et les mesures prises au nom de l'organisation à la lumière de ce qui est juste, honnête et équitable.

La culture de gestion des risques voulue par la Banque est renforcée par une rémunération qui récompense l'équipe de direction pour son respect de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque et des comportements communs. La performance à l'égard de l'appétit pour le risque est un élément important à prendre en considération dans l'établissement de la rémunération des cadres, y compris les ajustements apportés à la rémunération incitative à la fois au moment de l'attribution de cette rémunération, puis à l'acquisition des droits dans le cas d'une rémunération différée. Le comité des RH se sert d'une évaluation consolidée annuelle de la performance de la direction à l'égard de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque qui est préparée par le groupe Gestion du risque et examinée par le comité du risque comme source de données clés pour prendre des décisions sur la rémunération. Tous les cadres sont évalués en fonction d'objectifs, qui tiennent compte des comportements sensibles aux risques et aux contrôles. Cette approche exhaustive permet à la Banque d'évaluer si les mesures prises par l'équipe de direction ont été la source d'événements liés aux risques et aux contrôles dans leur sphère de responsabilité.

De plus, les fonctions de gouvernance, de gestion des risques et de surveillance exercent leurs activités indépendamment des secteurs et sont soutenues par une structure organisationnelle permettant une surveillance objective et des remises en question indépendantes. Les cadres responsables des fonctions de gouvernance, de gestion des risques et de surveillance, y compris le CGR, ont librement accès aux comités du conseil d'administration pour soulever des questions liées au risque et à la conformité, ainsi que d'autres questions. Enfin, la Banque communique sa Prise de position en matière d'appétit pour le risque et son cadre de gestion des risques aux fins de sensibilisation au moyen de programmes de communication des risques, de séminaires et de formations pour les employés à l'échelle de l'organisation, et par la participation à des conférences internes sur la gestion des risques. Ces activités d'ancrage de la culture de gestion des risques de la Banque permettent de mieux diffuser et comprendre les attentes de la Banque quant à la prise de risques.

RESPONSABLES DE LA GESTION DES RISQUES

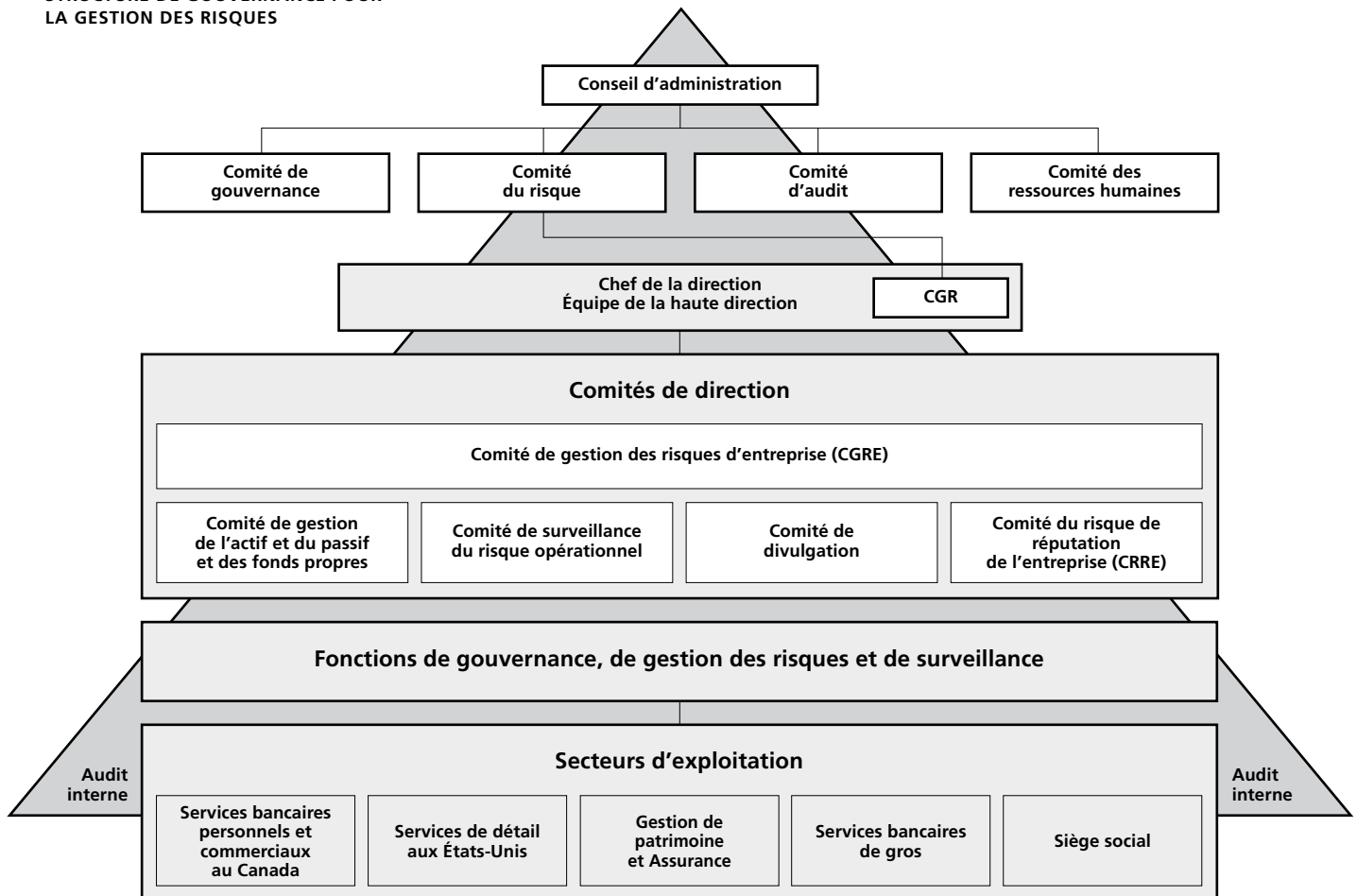
La structure de gouvernance pour la gestion des risques de la Banque met l'accent sur un équilibre entre une surveillance indépendante et la prise en charge claire des contrôles liés aux risques par les secteurs. Selon l'approche de la Banque en matière de gouvernance pour la gestion des risques, un modèle à « trois lignes de défense » est utilisé, pour lequel le propriétaire du risque constitue la première ligne de défense; la surveillance des risques, la deuxième ligne de défense; et le groupe Audit interne, la troisième ligne de défense.

Le modèle de gouvernance de la Banque pour la gestion des risques comprend un comité composé de membres de la haute direction qui a pour mandat de discuter des risques de la Banque et d'assurer la communication transparente de l'information sur les risques, la surveillance globale des risques et des contrôles étant assurée par le conseil d'administration et ses comités. Le chef de la direction et l'EHD établissent l'orientation à long terme de la Banque qui est par la suite suivie par les secteurs en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque. Le groupe Gestion du risque, dirigé par le CGR, établit la stratégie et la politique en matière de risques pour l'entreprise, et assure une surveillance indépendante à l'appui d'une approche exhaustive et proactive de gestion des risques. Le CGR, qui est aussi membre de l'EHD, a librement accès au comité du risque.

La Banque a un cadre de gouvernance des filiales afin de soutenir sa structure de gouvernance générale pour la gestion des risques, qui englobe les conseils d'administration et les comités de diverses filiales, au besoin. Au sein du secteur Services de détail aux États-Unis, une surveillance additionnelle des risques et des contrôles est assurée par un conseil d'administration séparé et distinct, qui comprend un comité du risque et un comité d'audit du conseil d'administration entièrement indépendants. Le CGR aux États-Unis a un accès illimité au comité du risque du conseil d'administration aux États-Unis.

La rubrique qui suit donne un aperçu des principaux rôles et responsabilités en gestion des risques. La structure de gouvernance pour la gestion des risques de la Banque est présentée dans l'organigramme suivant.

STRUCTURE DE GOUVERNANCE POUR LA GESTION DES RISQUES



Le conseil d'administration

Le conseil d'administration surveille l'orientation stratégique de la Banque, la mise en œuvre d'une culture de gestion des risques efficace et le cadre de contrôle interne à l'échelle de l'entreprise. Il accomplit son mandat à ce chapitre à la fois directement et indirectement par l'entremise de ses quatre comités, le comité d'audit, le comité du risque, le comité de gouvernance et le comité des RH. Le conseil d'administration examine et approuve chaque année la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque, et les mesures qui s'y rattachent, et examine le profil de risque et le rendement de la Banque par rapport à ses mesures et principes de la Prise de position en matière d'appétit pour le risque.

Le comité d'audit

Le comité d'audit surveille la présentation de l'information financière ainsi que le caractère adéquat et l'efficacité des contrôles internes, y compris les contrôles internes à l'égard de l'information financière et des activités du groupe Audit interne, du groupe Finance, du groupe Conformité, du programme de gestion de la conformité à la réglementation et du programme de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes, les sanctions économiques, le trafic d'influence et la corruption.

Le comité du risque

Le comité du risque est chargé de revoir la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la TD et de la soumettre à l'approbation annuelle du conseil d'administration. Le comité du risque surveille la gestion du profil de risque et la performance de la TD en regard de son appétit pour le risque. De plus, il passe en revue et approuve les principaux cadres et les principales politiques de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise, qui ont été conçus pour gérer les expositions importantes aux risques de la Banque, et surveille la gestion des risques, les enjeux et les tendances.

Le comité des ressources humaines

Le comité des RH, en plus de ses autres responsabilités, supervise la gestion de la culture de la Banque. De plus, il s'assure que les risques liés aux RH sont identifiés, évalués et gérés de façon appropriée conformément aux programmes de gestion des risques de la Banque et veille à la réalisation à long terme des objectifs d'affaires de la Banque.

Le comité de gouvernance

Le comité de gouvernance, en plus de ses autres responsabilités, élabore des principes en matière de gouvernance, y compris le *Code de conduite et d'éthique* de la Banque, visant le respect d'une culture de gouvernance saine à l'échelle de la Banque et, au besoin, recommandant l'approbation de ces lignes directrices par le conseil d'administration et agit aussi comme comité de révision de la Banque, notamment en assurant la surveillance du risque en matière de conduite. En outre, le comité doit veiller à ce que la Banque agisse en conformité avec son objectif et sa stratégie, surveiller la performance et faire rapport sur la responsabilité de l'entreprise quant aux questions environnementales et sociales et supervise l'établissement et la mise à niveau des politiques tout en respectant la conformité de la Banque aux dispositions de la protection des consommateurs du Cadre de protection des consommateurs de produits et services financiers.

Chef de la direction et membres de l'équipe de la haute direction (EHD)

Le chef de la direction et les membres de l'EHD tracent l'orientation stratégique à long terme de la Banque et les recommandent au conseil d'administration et définissent également la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la TD avant de la soumettre à l'approbation du conseil d'administration. Les membres de l'EHD établissent un ton exemplaire et gèrent le risque selon la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque tout en examinant l'incidence des risques actuels et émergents sur la stratégie et le profil de risque de la Banque. Dans le cadre de cette fonction, ils doivent relever les risques importants, les comprendre, et les signaler au comité du risque.

Comités de direction

Le chef de la direction, en consultation avec le CGR, établit la structure des comités de direction de la Banque. Ces comités sont présidés par les membres de l'EHD qui se réunissent régulièrement pour superviser les activités de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle, et passer en revue et surveiller les stratégies de gestion des risques ainsi que les activités et pratiques connexes liées aux risques.

Le CGRE, présidé par le chef de la direction, surveille la gestion des principales activités de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle, et fait la promotion d'une culture de gestion des risques intégrée et efficace. Les comités de direction suivants ont été mis en place pour gérer des risques importants précis, selon la nature du risque et l'activité commerciale connexe :

- Comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres – présidé par le membre de l'EHD responsable de Gestion de la trésorerie et du bilan, le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres surveille directement et par l'entremise de ses sous-comités permanents (le comité de gestion des fonds propres de l'entreprise et le Forum général sur les liquidités et du financement) la gestion du risque de marché lié aux activités consolidées autres que de négociation de la Banque, ainsi que du risque lié à la situation de trésorerie, de financement, de placements et de capitaux propres consolidés.
- Comité de surveillance du risque opérationnel – présidé par le CGR, le comité de surveillance du risque opérationnel assure un suivi du recensement, de la surveillance et du contrôle des principaux risques compte tenu du profil de risque opérationnel de la Banque.

- Comité de divulgation – présidé par le chef des finances, le comité de divulgation veille à ce que des contrôles et des procédures adéquats soient en place et fonctionnels pour présenter, en temps opportun et en bonne et due forme, de l'information juste, conforme et objective.
- CRRE – présidé par le CGR, le CRRE surveille la gestion du risque d'atteinte à la réputation de l'entreprise en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque, fournit une tribune qui permet de discuter et de passer en revue les risques non traditionnels et de transmettre les questions touchant ces risques à un niveau supérieur et agit comme instance décisionnelle dans les cas où il est urgent d'évaluer les risques et de prendre des décisions à l'égard de certains changements présentant des risques élevés et visant plusieurs secteurs ou l'ensemble de l'entreprise et où plusieurs groupes peuvent prendre part aux décisions.

Gestion des risques

Le groupe Gestion du risque, dirigé par le CGR, assure une surveillance indépendante de la gestion des risques à l'échelle de l'entreprise, de la gouvernance et du contrôle des risques, y compris l'élaboration d'une stratégie et de politiques en matière de risques pour veiller à ce que la gestion des risques s'aligne sur l'appétit pour le risque et la stratégie d'affaires de la Banque. L'objectif principal de la gestion des risques est de soutenir une approche exhaustive et proactive de la gestion des risques qui encourage une culture bien implantée de la gestion des risques. Ce groupe travaille en collaboration avec les secteurs et d'autres fonctions de surveillance afin d'établir des politiques, des normes et des limites qui soient conformes à l'appétit de la Banque pour le risque, et surveille les risques actuels et émergents ainsi que le respect de l'appétit de la Banque pour le risque, et en fait rapport. Le CGR mène et dirige une équipe diversifiée de professionnels spécialisés dans la gestion des risques qui s'occupe de surveiller les risques survenant dans chaque principale catégorie de risques de la Banque. Un processus établi pour l'identification et l'évaluation des risques principaux et émergents est en place. De plus, la Banque a des procédures précises qui indiquent à quel moment et de quelle façon les questions et événements porteurs de risques doivent être signalés à la haute direction et au comité du risque.

Secteurs d'exploitation et secteur Siège social

Chaque secteur d'exploitation ou le secteur Siège social a sa propre fonction de gestion des risques qui fait rapport directement à un haut dirigeant responsable des risques qui en rend lui-même compte au CGR. Cette structure assure un niveau adéquat de surveillance indépendante et les lignes de responsabilité des divers risques à l'intérieur du secteur. La direction de chaque secteur d'exploitation et du secteur Siège social a la responsabilité d'établir pour son secteur un appétit pour le risque et les mesures qui s'y rattachent, lesquels sont revus et scrutés par le groupe Gestion du risque, analysés par le CGRE et approuvés par le chef de la direction, afin qu'ils soient conformes à la Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque, et de gérer le risque selon les limites de risque approuvées.

Le secteur Siège social comprend des groupes de service et de contrôle (p. ex. Plateformes et Technologie, Transformation, Habilitation et Expérience client, Ressources humaines et Finances) qui, tout comme pour les secteurs d'exploitation, ont la responsabilité d'évaluer le risque, de concevoir et de mettre en place des contrôles, de surveiller l'efficacité continue et d'en rendre compte afin d'éviter que la Banque dévie de sa Prise de position en matière d'appétit pour le risque.

Audit interne

Le groupe d'audit interne de la Banque fournit au conseil d'administration une assurance indépendante et objective concernant la fiabilité et l'efficacité des principaux éléments des processus de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance de la Banque.

Conformité

Le Service de la conformité est responsable de promouvoir une culture d'intégrité, de respect de l'éthique et de conformité à l'échelle de la Banque, d'assurer la gestion indépendante du risque de conformité à la réglementation et la surveillance de ce risque à l'échelle de la Banque. Ce service est responsable de fournir des directives fiables et objectives, de faire rapport à la haute direction et au conseil d'administration sur l'état de la conformité à la réglementation, sur les contrôles et les conclusions, sur les cas importants de non-conformité fondés sur des suivis et des tests indépendants effectués (et sur d'autres sources de données et indicateurs) et de donner son avis sur le caractère suffisant de la solidité des contrôles portant sur la gestion de la conformité actuels pour se conformer aux dispositions des lois et aux exigences réglementaires applicables à l'échelle de l'entreprise.

Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent (LMCBA)

Le groupe LMCBA est responsable de la surveillance de la conformité de la TD à la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA), de lutte contre financement des activités terroristes, de sanctions économiques et de la lutte contre le trafic d'influence et la corruption et de la gestion prudentielle plus large du risque à l'échelle de la Banque conformément aux politiques de l'entreprise au chapitre de la LCBA, afin que les risques liés au blanchiment d'argent, au financement des activités terroristes, aux sanctions économiques et au trafic d'influence et à la corruption soient identifiés et atténués adéquatement.

Trois lignes de défense

Afin d'améliorer la compréhension des responsabilités en matière de gestion des risques, la Banque utilise le modèle à « trois lignes de défense » suivant qui décrit les responsabilités respectives de chaque ligne de défense pour la gestion du risque à l'échelle de la Banque.

| TROIS LIGNES DE DÉFENSE | |
|--|--|
| Première ligne | Propriétaires du risque |
| <i>Recensement et contrôle</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Sont responsables des risques actuels et émergents, en font le recensement, la gestion, l'évaluation et la surveillance dans le cadre des activités au quotidien et à l'échelle des produits et services. • Conçoivent, mettent en place et maintiennent des contrôles d'atténuation appropriés et évaluent l'efficacité de la conception et du fonctionnement de ces contrôles. • Évaluent les activités afin d'assurer qu'elles respectent continuellement les lois et règlements applicables. • Surveillent le profil de risque pour faire en sorte que les activités respectent l'appétit pour le risque et les politiques de la TD, et en font rapport. • Mettent en place des processus d'approbation fondés sur le risque pour tous les nouveaux produits, processus et systèmes et toutes les nouvelles activités. • Signalent aux échelons supérieurs les problèmes de risque, et élaborent et mettent en œuvre des plans d'action en temps opportun. • Dispensent de la formation et fournissent des outils et des conseils afin de s'acquitter de leurs responsabilités. • Encouragent une culture bien implantée de la gestion des risques. |
| Deuxième ligne | Surveillance des risques |
| <i>Établissement des normes et examen critique</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Établit les stratégies, les cadres et les politiques de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de l'entreprise, et en assure la diffusion. • Assure une surveillance et un examen critique indépendant de la première ligne en effectuant une évaluation objective efficace, qui est attestée et documentée lorsque les risques sont importants, entre autres : <ul style="list-style-type: none"> – Fait un examen critique de la qualité et de l'exhaustivité des activités de gestion du risque de la première ligne. – Recense les risques actuels et émergents ainsi que les contrôles, et les évalue en utilisant une approche fondée sur le risque, selon le cas. – Surveille le caractère adéquat et l'efficacité des activités de contrôle interne. – Examine et analyse les hypothèses, les décisions importantes à l'égard du risque et leurs résultats. – Rassemble les résultats et en assure la diffusion à l'ensemble des secteurs d'exploitation et de contrôle afin de recenser les événements et schémas qui sont similaires ou les tendances générales. – Recense les changements réglementaires pertinents, les évalue et les communique. – Conçoit des outils de mesure du risque et les met en œuvre pour faire en sorte que les activités respectent la prise de position de la TD en matière d'appétit pour le risque. – Surveille le respect de la prise de position en matière d'appétit pour le risque et des politiques de gestion des risques de la TD et en fait rapport. – Signale aux échelons supérieurs les problèmes de risque en temps opportun. • Fait rapport au conseil d'administration et aux cadres supérieurs des risques de la Banque à l'échelle de l'entreprise et à un niveau non consolidé de la hiérarchie, sans égard aux lignes d'affaires et à la gestion opérationnelle. • Donne de la formation et fournit des outils et des conseils pour appuyer la première ligne dans l'exercice de ses responsabilités. • Encourage une culture bien implantée de la gestion des risques. |
| Troisième ligne | Groupe audit interne |
| <i>Assurance indépendante</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fournit une assurance indépendante de la conception et du fonctionnement efficace du cadre de gestion des risques de la TD. • S'assure que les première et deuxième lignes ont rempli leur mandat et géré les risques de manière efficace. |

Dans l'esprit d'une culture de gestion des risques solide, la Banque applique les principes suivants indiquant sa façon de gérer le risque :

- **Champ d'action illimité** – Le groupe Gestion du risque vise tous les secteurs de la Banque, y compris les alliances avec des tiers et les coentreprises dans la mesure où elles peuvent avoir une incidence sur la Banque, et traverse toutes les frontières aussi bien géographiques que réglementaires.
- **Communication transparente et efficace** – Les questions liées aux risques sont communiquées et signalées aux échelons supérieurs en temps opportun, de façon précise et transparente.
- **Responsabilité accrue** – La responsabilisation à l'égard des risques incombe expressément à la direction de l'entreprise et à tous les employés, qui doivent s'assurer de bien les comprendre et en assumer la gestion active, individuellement et collectivement.
- **Surveillance indépendante** – Les politiques de gestion des risques, la surveillance et la communication des risques sont établies et mises en œuvre de façon indépendante et objective.
- **Culture intégrée de sensibilisation aux risques et de contrôle** – Les règles de gestion des risques sont intégrées dans les tâches quotidiennes, le processus décisionnel et la formulation de la stratégie de la Banque.
- **Équilibre stratégique** – Les risques sont gérés de façon à atteindre un équilibre stratégique approprié entre l'atténuation du risque et l'acceptation du risque dans le respect de l'appétit pour le risque de la Banque.

APPROCHE À L'ÉGARD DES PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

L'approche exhaustive et proactive de la Banque en matière de gestion des risques comprend quatre processus : recensement et évaluation des risques, quantification des risques, contrôle des risques, et surveillance des risques et production de rapports.

Recensement et évaluation des risques

Le volet recensement et évaluation des risques consiste à reconnaître et à comprendre les risques existants, les risques qui pourraient découler de projets nouveaux ou en cours, les risques globaux et les risques non traditionnels ou émergents associés au contexte en constante évolution. L'objectif de la Banque est d'établir et de maintenir des processus de recensement et d'évaluation des risques intégrés qui permettent de mieux comprendre les interdépendances des risques, d'examiner la manière dont les risques se recoupent et de relever les risques émergents. Pour atteindre cet objectif, le programme d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de la Banque permet à la haute direction, au conseil d'administration et à ses comités de recenser et d'articuler les risques qui sont présents à l'échelle de l'entreprise et de comprendre les vulnérabilités possibles de la Banque.

Quantification des risques

La capacité de quantifier les risques est un élément clé du processus de gestion des risques de la Banque. Le processus de quantification des risques de la Banque est aligné sur les exigences réglementaires comme les lignes directrices sur l'adéquation des fonds propres, les ratios de levier, les mesures de la liquidité, l'évaluation des facteurs de stress et les directives sur l'exposition au risque de crédit maximum établies par les organismes de réglementation. De plus, la Banque a mis en place un processus lui permettant de quantifier les risques dans le but de fournir des mesures précises et en temps opportun des risques qu'elle assume.

Pour quantifier les risques, la Banque utilise diverses méthodes d'évaluation des risques, notamment l'analyse de la valeur à risque (VaR), des analyses de scénario, des évaluations des facteurs de stress et des limites d'évaluation des facteurs de stress. L'exposition aux risques de crédit, la provision pour pertes sur créances, la comparaison avec ses pairs, l'analyse des tendances, la couverture des liquidités, les ratios de levier, les paramètres d'adéquation des fonds propres et les indicateurs d'alerte d'occurrences de risque opérationnel sont d'autres exemples de quantification des risques. La Banque exige également que les fonctions de surveillance de ses secteurs évaluent les risques les plus importants de même que leurs contrôles internes au moyen d'un programme structuré d'autoévaluation des risques et des contrôles. La Banque surveille les occurrences de risque internes et externes afin d'évaluer l'efficacité des contrôles internes de la Banque. La Banque peut ainsi cerner les problèmes de risque importants, les signaler aux échelons supérieurs et les surveiller, au besoin.

Contrôle des risques

Les processus de contrôle des risques de la Banque sont établis et communiqués par la voie de politiques approuvées par le comité du risque et la direction, ainsi que de procédures connexes, limites de contrôle et pouvoirs délégués approuvés par la direction qui reflètent l'appétit pour le risque et la tolérance au risque de la Banque.

L'approche de la Banque en matière de contrôle des risques comprend également les évaluations des risques et des fonds propres pour prendre en compte de façon appropriée les principaux risques dans l'évaluation et la gestion de l'adéquation des fonds propres de la Banque. Pour cela, les comités de la haute direction doivent critiquer et avaliser le cadre des programmes d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes (PIEAFP) et les pratiques connexes touchant le capital économique. À la Banque, le rendement est mesuré d'après la répartition des fonds propres à risque entre les unités opérationnelles et des coûts correspondants imputés.

Surveillance des risques et production de rapports

La Banque surveille les niveaux de risque en regard de son appétit pour le risque et produit des rapports régulièrement sur ceux-ci tandis que le groupe Gestion du risque fait rapport de ses activités de surveillance à la haute direction, au conseil d'administration et à ses comités, et aux comités de direction et de gestion concernés. En complément des activités régulières de surveillance des risques et de production de rapports, des rapports spéciaux portant sur les risques nouveaux et émergents ou sur tout changement important du profil de risque de la Banque sont présentés à la haute direction, au comité du risque et au conseil d'administration. La Banque conçoit actuellement des méthodes et approches d'analyse des scénarios climatiques en s'appuyant sur le travail accompli par des groupes de travail sectoriels dont elle fait partie et voit à l'intégration de l'évaluation des occasions et des risques liés au climat dans les processus pertinents de la Banque.

Évaluation des facteurs de stress

L'évaluation des facteurs de stress fait partie intégrante du cadre de gestion des risques de la Banque et est une composante importante des processus de planification des fonds propres, de planification stratégique et de planification financière de la Banque. L'évaluation des facteurs de stress de la Banque comprend une évaluation annuelle des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise reposant sur une fourchette de scénarios, des évaluations des facteurs de stress prescrites par les organismes de réglementation de différents territoires et une sélection d'évaluations et d'analyses continues et ponctuelles des facteurs de stress. Les résultats de ces évaluations et analyses des facteurs de stress permettent à la direction d'évaluer l'incidence d'événements géopolitiques et de l'évolution des facteurs économiques et d'autres facteurs de marché sur la situation financière de la Banque et d'établir l'adéquation et les cibles de fonds propres et des liquidités, les limites pour l'appétit pour le risque et d'autres limites. Ces mesures permettent ensuite l'identification des vulnérabilités et leur quantification, la surveillance des changements touchant le profil de risque par rapport aux limites pour l'appétit pour le risque et l'évaluation des plans d'affaires.

La Banque se sert d'une combinaison de techniques de modélisation quantitatives et d'approches qualitatives pour évaluer l'incidence des changements dans l'environnement macroéconomique sur l'état du résultat, le bilan et la situation des fonds propres et de trésorerie de la Banque en cas de crises hypothétiques. L'évaluation des facteurs de stress incombe à la haute direction de l'ensemble des secteurs d'exploitation, des fonctions Finance, Gestion de la trésorerie et du bilan, Services économiques et Gestion du risque. Les résultats des évaluations des facteurs de stress sont examinés, remis en question puis approuvés par la haute direction et les comités de surveillance de la haute direction. Le comité du risque de la Banque

examine, remet en question et analyse également ces résultats. Les résultats sont remis ou présentés aux organismes de réglementation, au besoin et sur demande.

Évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise

La Banque procède à une évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise dans le cadre de l'exercice stratégique et financier exhaustif de planification des fonds propres et de la trésorerie, élément clé du cadre des PIEAFP de la Banque. Les résultats de l'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise sont pris en compte pour établir les cibles de fonds propres et de trésorerie et les limites pour l'appétit pour le risque de la Banque, évaluer les stratégies et le plan d'affaires de la Banque et identifier les mesures que pourraient prendre la haute direction pour gérer l'incidence des événements de crise. De plus, la Banque effectue des évaluations et des analyses ponctuelles des facteurs de stress afin d'évaluer l'incidence d'événements susceptibles d'être importants ou de constituer un enjeu afin d'appuyer les mesures prises par la haute direction en réponse à l'incertitude ou à l'évolution rapide du contexte d'exploitation.

Ce programme repose sur une structure de gouvernance bien définie et rigoureuse qui favorise la surveillance par la haute direction et l'engagement à l'échelle de la Banque. Le programme d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise de la Banque comprend l'élaboration de scénarios de stress, comportant différentes caractéristiques et différents degrés de sévérité, leur exécution et l'évaluation de leur incidence sur le bilan, l'état du résultat, les fonds propres, les liquidités et le levier. La direction peut ainsi recenser et évaluer clairement les risques à l'échelle de l'entreprise et comprendre où se situent les points faibles éventuels et ainsi modifier le profil de risque de la Banque. La conception des scénarios de stress tient compte des principales activités, expositions, concentrations et vulnérabilités de la Banque. Les scénarios couvrent une grande variété de facteurs de risque qui sont significatifs pour les profils de risque de la Banque en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, entre autres les variations des taux de chômage, du produit intérieur brut, des prix des maisons et des taux d'intérêt.

Pour le programme d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise de 2022, la Banque a élaboré et évalué des scénarios, qui permettent d'examiner certains risques émergents, comme le risque d'inflation, la hausse des taux d'intérêt, les tensions géopolitiques, ainsi que le risque physique lié au climat. Les scénarios de stress retenus comprennent un scénario plausible d'une récession typique adapté en fonction de récessions passées survenues au Canada et aux États-Unis, un scénario de faible probabilité de survenance d'une stagflation très sévère visant à évaluer les risques et les vulnérabilités propres à la TD dans le cadre du PIEAFP et un scénario plausible de taux d'intérêt élevés et d'inflation. L'évolution de différents événements liés à la géopolitique, les transitions attendues des marchés ainsi que les événements du risque physique lié au climat ont été évalués dans le cadre de scénarios ponctuels et d'analyses supplémentaires qui servent à l'évaluation des principaux risques par la haute direction.

Autres évaluations et analyses des facteurs de stress

Les évaluations des facteurs de stress et les analyses de scénarios continues portant sur certains risques précis, comme le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit des expositions de détail et de gros, le risque opérationnel et le risque d'assurance renforcent et soutiennent les analyses à l'échelle de l'entreprise. Les résultats de ces activités portant sur certains risques précis sont utilisés dans différents processus de prise de décision, y compris l'établissement des limites de risque, l'évaluation de la composition des portefeuilles, la définition de l'appétit pour le risque et la mise en œuvre de la stratégie d'affaires. En outre, la Banque effectue ponctuellement des évaluations et analyses des facteurs de stress à l'échelle d'un portefeuille en particulier, afin d'évaluer les points faibles éventuels découlant d'une certaine évolution de la conjoncture de l'économie et des marchés.

Des évaluations des facteurs de stress sont également effectuées au niveau de certaines entités juridiques et de certains territoires conformément aux exigences réglementaires prescrites. Le processus de planification des fonds propres des filiales bancaires de la Banque qui exercent leurs activités aux États-Unis tient compte des activités réalisées dans le cadre du programme de simulations de crise prévu aux fins de conformité à la loi américaine Dodd-Frank régi par l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) et des résultats obtenus à cet égard. Le processus de planification des fonds propres de la société de portefeuille bancaire américaine de la Banque tient compte des activités réalisées dans le cadre des évaluations des facteurs de stress aux fins de conformité aux exigences du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale en matière de plan de fonds propres et du processus connexe d'analyse et d'examen exhaustifs des fonds propres ainsi que des résultats obtenus à cet égard. De plus, certaines filiales de la Banque à Singapour, en Irlande et au Royaume-Uni effectuent des exercices d'évaluations des facteurs de stress dans le cadre de leurs PIEAFP respectifs. La Banque procède à d'autres évaluations des facteurs de stress qui sont élaborées en interne ou prescrites par des organismes de réglementation portant entre autres sur le risque de liquidité et le risque de marché, lesquelles sont décrites dans les rubriques respectives.

La Banque procède également à des analyses de scénarios et de sensibilité dans le cadre du programme de planification de reprise des activités et de résolutions en cas de crise afin d'évaluer des mesures possibles d'atténuation des risques et des stratégies de planification d'urgence, au besoin.

Risque de stratégie

Le risque de stratégie est le risque de résultats moins qu'optimaux (y compris la perte financière ou une atteinte à la réputation) découlant du choix des stratégies par la Banque, de la mise en œuvre inadéquate des stratégies privilégiées, de l'incapacité de mettre en œuvre les stratégies privilégiées, d'une réponse inadéquate aux bouleversements des stratégies de la Banque ou de la prise d'un risque extrême (c.-à-d. des événements à probabilité réduite qui peuvent donner lieu à des pertes quantifiables très importantes). Les stratégies comprennent les activités actuelles et les activités de fusion et d'acquisition.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE STRATÉGIE

Le chef de la direction gère le risque de stratégie avec l'aide des membres de l'EHD et du CGRE. Le chef de la direction, en collaboration avec l'EHD, définit la stratégie globale, en consultation avec le conseil d'administration et sous réserve de son approbation. Le groupe Stratégie de l'entreprise, sous la direction du PVP de la direction, Trésorerie et Stratégie de l'entreprise, est chargé d'élaborer la stratégie globale à long terme et les priorités stratégiques à court terme de la Banque avec la collaboration et le soutien de hauts dirigeants à l'échelle de la Banque.

Chaque membre de l'EHD est responsable d'établir et de gérer la stratégie à long terme et les priorités stratégiques à court terme dans sa sphère de responsabilité (secteur d'exploitation et fonction du Siège social) et d'assurer que ces stratégies sont alignées sur la stratégie globale à long terme et les priorités stratégiques à court terme de la Banque et tiennent compte de l'appétit pour le risque de l'entreprise. Chacun des membres de l'EHD est également responsable, devant le chef de la direction, du recensement, de l'évaluation, de la quantification, du contrôle et de la surveillance des risques connexes, en plus de rendre compte de l'efficacité de ces dernières.

Le chef de la direction, les membres de l'EHD et d'autres membres de la haute direction font rapport au conseil d'administration sur la mise en œuvre des stratégies de la Banque, sur le recensement des risques inhérents à ces stratégies et sur la méthode de gestion de ces risques.

Le CGRE assure un suivi du recensement et de la surveillance des risques principaux et émergents découlant des stratégies de la Banque de sorte que les mesures d'atténuation requises sont prises, au besoin.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE STRATÉGIE DE LA TD

Le chef de la direction et les membres de l'EHD examinent régulièrement les stratégies et le rendement opérationnel à l'échelle de la Banque et ceux des secteurs d'exploitation importants et des fonctions du Siège social en recourant au processus de planification stratégique et financière intégré ainsi qu'à l'examen des résultats d'exploitation.

La Prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque permet d'établir des limites du risque de stratégie à l'échelle de l'entreprise et des secteurs d'exploitation. Les limites comprennent des évaluations qualitatives et quantitatives et sont établies pour surveiller et contrôler le risque de concentration, le risque de disruption stratégique et le risque environnemental et social.

Le processus annuel de planification intégré de la Banque permet d'établir des plans à l'échelle de l'entreprise, des secteurs d'exploitation et des lignes d'affaires stratégiques (sous-secteurs des secteurs d'exploitation). Les plans comprennent les principales tendances en matière d'exploitation, la stratégie à long terme, les stratégies à court terme, les mesures cibles, les principaux risques et les mesures d'atténuation de ces risques, les facteurs ESG et l'alignement sur la stratégie de l'entreprise et sur son appétit pour le risque.

Les résultats d'exploitation sont passés en revue à intervalles réguliers au cours de l'exercice afin de suivre le rendement des secteurs d'exploitation par rapport à la planification stratégique et financière intégrée. Ces examens comprennent une évaluation de la stratégie à long terme et des priorités stratégiques à court terme de chaque secteur d'exploitation, notamment : l'environnement opérationnel, la position concurrentielle, l'évaluation du rendement, les initiatives d'exécution de la stratégie et les principaux risques d'affaires. La fréquence des examens des résultats d'exploitation dépend du profil de risque et de la taille du secteur d'exploitation ou de la fonction du Siège social en cause.

Le CGRE ainsi que le conseil d'administration examinent le risque de stratégie et le respect de l'appétit pour le risque de la Banque dans le cadre normal des activités. De plus, les acquisitions importantes sont évaluées afin de déterminer si elles s'inscrivent dans la stratégie et l'appétit pour le risque de la Banque conformément à la politique de la Banque en matière de contrôle préalable. Cette évaluation est revue par l'EHD et le conseil d'administration dans le cadre du processus décisionnel.

Les zones ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse des politiques et procédures de gestion des risques pour le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité conformément à la norme IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui permet la présentation de ces informations particulières dans le rapport de gestion. Par conséquent, les zones ombragées, qui portent sur le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité, font partie intégrante des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 octobre 2022 et 2021.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une opération ne respecte pas les obligations de paiement convenues.

Le risque de crédit est l'un des risques les plus importants et les plus généralisés qui planent sur les activités bancaires. Tout prêt, tout crédit ou toute opération qui comporte le transfert de paiements entre la Banque et d'autres parties ou d'autres institutions financières expose la Banque à un certain degré de risque de crédit.

Le principal objectif de la Banque est de procéder à une évaluation méthodique de son risque de crédit de façon à pouvoir comprendre, choisir et gérer ses expositions afin d'atténuer les variations importantes de ses résultats.

La stratégie de la Banque vise à inclure une surveillance centrale du risque de crédit dans chaque secteur d'exploitation et à renforcer une culture de transparence, de responsabilisation, d'indépendance et d'équilibre.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La responsabilité de la gestion du risque de crédit incombe à l'ensemble de l'entreprise. Afin d'ancrer la prise en charge du risque de crédit, les fonctions de contrôle du risque de crédit sont intégrées dans chaque secteur d'exploitation, mais relèvent aussi du groupe Gestion du risque.

L'équipe de contrôle du risque de crédit à l'intérieur de chaque secteur d'exploitation est responsable de ses décisions de crédit et doit se conformer aux politiques, aux lignes directrices sur les expositions aux risques et aux limites d'approbation du crédit déjà établies, de même qu'aux procédures d'exception d'application des politiques ou des limites. Elle doit aussi se conformer aux normes d'évaluation du crédit établies à l'échelle de l'entreprise et obtenir l'approbation du groupe Gestion du risque pour les décisions en matière de crédit qui dépassent son pouvoir discrétionnaire.

Le groupe Gestion du risque assume la responsabilité de la surveillance du risque de crédit en élaborant des politiques de gestion et de contrôle des risques de portefeuille et en approuvant les politiques spécifiques sur les produits, au besoin.

Le comité du risque est chargé de la surveillance de la gestion du risque de crédit et approuve chaque année certaines politiques importantes sur le risque de crédit.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT DE LA TD

Le cadre de gestion du risque de crédit décrit la structure interne de contrôle et de gestion des risques visant à gérer le risque de crédit et tient compte de l'appétit pour le risque, des politiques, des processus, des limites et de la gouvernance. Le cadre de gestion du risque de crédit est maintenu par le groupe Gestion du risque et est aligné sur l'appétit de la Banque pour le risque de crédit.

Les politiques sur le risque de crédit et les stratégies de prise de décisions en matière de crédit, ainsi que les limites discrétionnaires d'approbation des marges de crédit des dirigeants à l'échelle de la Banque, sont approuvées de façon centralisée par le groupe Gestion du risque et le conseil d'administration, le cas échéant.

Des limites sont fixées pour surveiller et contrôler le risque-pays, le risque lié à chaque industrie, le risque lié aux produits, le risque géographique et les expositions groupées au sein des portefeuilles, conformément aux politiques à l'échelle de l'entreprise.

Dans les entreprises de détail de la Banque, la Banque utilise des lignes directrices établies relativement au crédit (qui comprennent des contraintes à l'égard des sûretés et du ratio prêt-valeur) ainsi que des techniques de pointage et des normes approuvées pour l'octroi de crédit personnel, la surveillance et la communication d'information à cet égard. Elle utilise des notations de crédit et des stratégies de décision dès le départ et pour la gestion continue des expositions au risque de crédit de détail nouvelles et existantes. Les modèles de pointage et les stratégies de décision font appel à une combinaison d'attributs de l'emprunteur, entre autres la situation d'emploi, le risque et le dossier de crédit existant et tiennent compte de la taille de la relation bancaire, ainsi que des données externes comme les renseignements provenant des bureaux de crédit, que la Banque utilise pour établir le montant du crédit qu'elle est prête à accorder à un client de détail et pour estimer le dossier de crédit futur. Des politiques et des procédures établies régissent la bonne utilisation, la surveillance et l'évaluation des modèles de pointage et des stratégies de décision afin d'atteindre les résultats de performance prévus. Le groupe Gestion du risque de détail assure une surveillance continue des risques de crédit de détail approuvés au sein des centres de crédit régionaux aux fins d'évaluer l'efficacité des décisions et des contrôles des risques de crédit et de relever les tendances et les problèmes émergents ou systémiques. Les exceptions importantes d'application des politiques font l'objet d'un suivi et de rapports et les expositions les plus importantes en dollars et les transgressions importantes aux politiques sont signalées au groupe Gestion du risque de détail.

Les secteurs Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros de la Banque utilisent, pour le risque de crédit, des modèles et des politiques qui servent à établir une notation de risque par emprunteur et une notation de risque par facilité (NRE et NRF), à quantifier et à surveiller le niveau de risque et à faciliter la gestion des risques connexes. Les notations de risque servent aussi à établir le montant de crédit que ces secteurs sont prêts à accorder à un emprunteur particulier. Des processus de gestion servent à surveiller les notations relatives au risque-pays, au risque lié à chaque industrie et au risque-emprunteur ou risque de contrepartie, et ils comprennent des exigences d'examen quotidiens, mensuels, trimestriels et annuels des risques de crédit. Les principaux paramètres utilisés dans les modèles de risque de crédit de la Banque font l'objet d'une surveillance permanente.

Un changement imprévu de nature économique ou politique dans un pays étranger pourrait nuire aux paiements transfrontaliers relatifs aux produits et services, aux prêts, aux dividendes, aux crédits liés aux échanges ainsi qu'à la capacité de rapatrier les capitaux de la Banque du pays étranger. Actuellement, la Banque est exposée à un risque de crédit dans plusieurs pays, cette exposition étant majoritairement concentrée en Amérique du Nord. La Banque quantifie le risque-pays au moyen de modèles de notation de risque approuvés et de facteurs qualitatifs qui sont aussi employés pour établir les limites relatives au risque-pays, et ce, compte tenu de tous les aspects du risque de crédit auxquels s'exposent ses diverses entreprises. Les notations de risque-pays sont gérées de façon continue et sont soumises à une révision détaillée au moins annuellement.

Dans le cadre de la stratégie touchant le risque de crédit de la Banque, la Banque établit des limites quant au montant de crédit qu'elle est prête à accorder dans un secteur industriel en particulier. La Banque surveille sa concentration par secteur industriel afin de diversifier son portefeuille de prêts et de réduire le risque d'une concentration excessive. La Banque gère son risque au moyen de limites établies d'après une notation de risque interne fondée sur le modèle de notation du risque lié à chaque secteur industriel de la TD et une analyse du secteur, et elle passe régulièrement en revue les notations de risque par secteur pour évaluer que ces notations internes reflètent bien le risque lié à chaque industrie. La Banque attribue une limite d'exposition au risque ou de concentration maximale pour chaque secteur industriel important, exprimée en pourcentage de son exposition totale aux risques de gros et aux risques commerciaux du secteur privé.

La Banque peut fixer également des limites sur le montant du crédit qu'elle est prête à accorder à une entité ou à un groupe d'entités donné (également appelé « risque-entité »). Le risque-entité doit être approuvé par l'autorité décisionnaire appropriée, qui prend les décisions à l'aide de limites fondées sur la NRE de l'entité. Ce risque fait l'objet d'une surveillance continue.

Pour établir l'importance des pertes possibles selon divers scénarios, la Banque soumet ses portefeuilles de crédit à des évaluations des facteurs de stress. Les évaluations des facteurs de stress servent à évaluer la vulnérabilité des portefeuilles aux effets de situations graves, mais plausibles, telles qu'un ralentissement économique marqué ou une perturbation importante du marché.

Le dispositif Bâle

L'objectif du dispositif Bâle est d'améliorer l'uniformité des exigences de fonds propres à l'échelle internationale et de rendre les fonds propres réglementaires requis plus sensibles aux risques. Le dispositif Bâle établit plusieurs options qui représentent des approches de plus en plus sensibles aux risques pour calculer le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel, de même que les actifs pondérés en fonction des risques.

Risque de crédit et dispositif Bâle

La Banque utilise l'approche NI avancée pour le risque de crédit selon Bâle pour tous les portefeuilles importants.

Pour pouvoir continuer d'utiliser l'approche NI avancée, la Banque doit respecter les conditions et exigences courantes imposées par le BSIF et le dispositif Bâle. La Banque évalue régulièrement sa conformité à ces exigences.

Expositions au risque de crédit selon l'approche NI avancée

Les banques qui adoptent l'approche NI avancée à l'égard du risque de crédit doivent présenter les expositions au risque de crédit par type de contreparties, chacun caractérisé par des risques sous-jacents différents. Ces types de contreparties peuvent être différents de ceux utilisés pour la présentation des états financiers consolidés de 2022 de la Banque. Les expositions au risque de crédit de la Banque sont divisées en deux principaux portefeuilles : le portefeuille autre que de détail et le portefeuille de détail.

Paramètres de risque

Selon l'approche NI avancée, le risque de crédit est mesuré selon les paramètres de risque suivants :

- La probabilité de défaillance (PD) – la probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure de respecter l'échéancier de ses remboursements sur un horizon de un an.
- La perte en cas de défaillance (PCD) – la perte que la Banque subirait probablement en cas de défaillance de l'emprunteur à l'égard d'un prêt, exprimée en pourcentage de l'ECD.
- L'exposition en cas de défaillance (ECD) – la valeur totale de l'exposition prévue à la date de la défaillance.

En appliquant ces paramètres de risque, la Banque peut mesurer et surveiller le risque de crédit afin de vérifier qu'il demeure dans les limites des seuils préétablis.

Expositions de détail

En ce qui a trait aux expositions dans le portefeuille de détail, notamment en ce qui concerne les particuliers et les petites entreprises, la Banque gère les expositions par groupe, à l'aide de techniques de notation de crédit prédictives. Il y a trois sous-types d'expositions de détail : les créances adossées à l'immobilier résidentiel (p. ex. les hypothèques et les lignes de crédit domiciliaires), les produits de détail renouvelables admissibles (p. ex. les cartes de crédit, les lignes de crédit non garanties et les produits de protection de découvert) et toutes les autres expositions de détail (p. ex. les prêts aux particuliers, y compris les prêts-auto garantis, les lignes de crédit pour étudiants et les produits de crédit bancaires pour petites entreprises).

La Banque calcule les actifs pondérés en fonction des risques de ses expositions de détail à l'aide de l'approche NI avancée. Tous les modèles fondés sur des paramètres de PD, de PCD et d'ECD de détail et tiennent compte de l'historique de défaillances internes et de pertes subies pour chacun des trois sous-types d'expositions de détail.

Des modèles fondés sur des paramètres de PD, de PCD et d'ECD sont réalisés pour chaque portefeuille de produits et calibrés d'après les statistiques de défaillances et de pertes observées pour les comptes individuels dans le portefeuille.

Conformément à l'approche NI avancée, la Banque définit, pour les expositions, une défaillance comme étant un retard de 90 jours et plus pour la plupart des portefeuilles de crédit de détail. Les estimations de la PCD qui entrent dans le calcul des actifs pondérés en fonction des risques reflètent les pertes économiques, comme les coûts directs et indirects de même que les escomptes appropriés, afin de tenir compte des délais entre la défaillance et le recouvrement ultime. Les estimations d'ECD reflètent l'utilisation observée historique des limites de crédit au moment de la défaillance. Les modèles fondés sur la PD, la PCD et l'ECD sont calibrés à l'aide de méthodes statistiques reconnues, comme des techniques logistiques et de régression linéaire. Les caractéristiques prédictives des modèles peuvent comprendre des caractéristiques propres aux comptes, telles que la taille des prêts, les taux d'intérêt et la sûreté, le cas échéant; l'historique et la situation courante des comptes; l'âge des comptes; la notation de crédit du client; les autres relations du client avec la Banque; et les données macroéconomiques, comme le taux de chômage. Pour ce qui est des produits garantis, comme les prêts hypothécaires résidentiels, les caractéristiques de la propriété, les ratios prêt-valeur et la valeur nette du client dans la propriété jouent un rôle important dans les modèles de PD et de PCD.

Toutes les estimations des paramètres de risque sont mises à jour chaque trimestre, selon les nouvelles données de modèles. Le processus d'estimation des paramètres est automatisé et se fait à partir des formules approuvées qui ne peuvent être contournées.

Les expositions sont ensuite distribuées à l'un des neuf segments de PD prédéfinis, inférées de la moyenne sur longue durée de la PD à un an.

La capacité des modèles de crédit de détail de la Banque pour l'évaluation des risques de façon prédictive est évaluée par rapport à l'historique trimestriel le plus récent disponible sur les défaillances et les pertes sur un an. Tous les modèles sont également soumis à une validation indépendante globale comme décrit dans la rubrique « Mode de gestion du risque de modèle de la TD » de la présente section.

Les estimations de la PD sur longue durée sont générées en incluant des indicateurs économiques clés comme les taux d'intérêt et de chômage et en utilisant leur moyenne sur longue durée sur le cycle de crédit pour estimer la PD.

Les estimations de la PCD sont nécessaires pour refléter un scénario de ralentissement. Les estimations de PCD dans un scénario de ralentissement sont générées à l'aide de données macroéconomiques comme les variations des prix de vente des maisons et le taux de chômage attendus dans un scénario de ralentissement d'une sévérité appropriée.

Pour les produits non garantis, les estimations de PCD dans un scénario de ralentissement reflètent les recouvrements moins élevés observés pour des expositions en défaut au cours de la récente récession de 2008 à 2009. Pour les produits garantis par un bien immobilier résidentiel (comme les prêts hypothécaires et les lignes domiciliaires), la PCD en cas de ralentissement reflète l'incidence possible d'un ralentissement sévère du secteur de l'immobilier. Les estimations de l'ECD reflètent aussi un scénario de ralentissement.

Le tableau suivant présente les fourchettes de PD par rapport aux niveaux de risque :

| Évaluation du risque | Segment de PD | Fourchette de PD |
|----------------------|---------------|------------------|
| Risque faible | 1 | De 0,00 à 0,15 % |
| Risque normal | 2 | De 0,16 à 0,41 |
| | 3 | De 0,42 à 1,10 |
| Risque moyen | 4 | De 1,11 à 2,93 |
| | 5 | De 2,94 à 4,74 |
| Risque élevé | 6 | De 4,75 à 7,59 |
| | 7 | De 7,60 à 18,24 |
| | 8 | De 18,25 à 99,99 |
| Défaillance | 9 | 100,00 |

Expositions autres que de détail

Pour les expositions dans le portefeuille autre que de détail, la Banque gère les expositions par emprunteur individuel, d'après des modèles de risque de crédit propres aux industries et d'après le jugement d'experts. La Banque a classé les expositions au risque de crédit dans son portefeuille autre que de détail selon les types de contreparties de Bâle, soit : entreprises, y compris les activités de gros et commerciales, emprunteurs souverains et banques. Selon l'approche NI avancée, les prêts hypothécaires assurés par la SCHL sont considérés comme des expositions à des emprunteurs souverains et sont, par conséquent, classés dans les expositions au risque de crédit autre que de détail.

La Banque évalue le risque de crédit pour les expositions dans le portefeuille autre que de détail à la fois en attribuant une NRE et une NRF. La Banque procède de la sorte pour toutes les expositions aux grandes entreprises, aux emprunteurs souverains et aux banques. La Banque détermine les notations de risque selon des modèles de risque de crédit propres aux industries et aux secteurs qui sont fondés sur les données historiques internes. Au Canada, pour les portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux, les modèles de risque de crédit sont ajustés en fonction des données internes à partir de 1994. Aux États-Unis, les modèles de risque de crédit sont ajustés en fonction des données internes à partir de 2007. Tous les emprunteurs et toutes les facilités reçoivent une notation de risque interne qui doit être passée en revue au moins une fois par année. Des données externes comme les taux de défaillance rapportés par les agences de notation

ou des données tirées des bases de données sur les pertes servent à valider les paramètres.

Les notations de risque internes (NRE et NRF) font partie intégrante de la surveillance et de la gestion du portefeuille et servent à établir les limites d'exposition au risque et les taux de prêt. Les notations de risque internes servent aussi à calculer les fonds propres réglementaires, le capital économique et les provisions pour pertes sur créances.

Notation de risque-emprunteur et PD

Une NRE est attribuée à chaque emprunteur selon sa PD, d'après des modèles exclusifs et selon des jugements d'experts. Pour évaluer le risque que représente un emprunteur, la Banque tient compte de la situation concurrentielle de l'emprunteur, de son rendement financier, des tendances de l'économie et de l'industrie, de la qualité de sa gestion et de son accès aux capitaux. Selon l'approche NI avancée, les emprunteurs sont groupés par catégories de NRE qui ont des PD similaires. L'utilisation de projections pour les notations de risque implicites du modèle est interdite et les NRE ne peuvent pas intégrer un renversement projeté, la stabilisation des tendances négatives, ni l'accélération des tendances positives existantes. Toutefois, les résultats financiers historiques peuvent être sensibilisés pour qu'ils tiennent compte d'événements survenus ou qui sont sur le point de survenir comme une nouvelle émission de titres de créance par un emprunteur depuis la date de ses plus récents états financiers. Pour l'évaluation des NRE, il faut tenir compte de tous les renseignements importants et pertinents et les renseignements utilisés doivent être à jour. Les modèles de notations quantitatives servent à classer la PD prévue pour tout le cycle, et ces modèles sont segmentés en catégories fondées sur l'industrie et la taille des emprunteurs. Les résultats des modèles quantitatifs peuvent être modifiés dans certains cas, selon un jugement d'expert, comme prescrit par les directives de la Banque en matière de crédit.

Afin de calibrer la PD de chaque fourchette de NRE, la Banque élabore des matrices de transition annuelles d'après des cohortes annuelles, puis estime la PD annuelle moyenne pour chaque NRE. La PD est établie à un niveau d'estimation moyen plus un rajustement approprié pour couvrir l'incertitude statistique et inhérente au modèle. Le processus de calibration de la PD est une approche qui s'étale sur un cycle. L'échelle de NRE en 21 points de la TD est largement alignée sur les notations de crédit externes, comme suit :

| Description | Catégorie de notation | Standard & Poor's | Moody's Investor Services |
|---------------------------------|---------------------------------------|--|--|
| Première qualité | De 0 à 1C De 2A à 2C De 3A à 3C | De AAA à AA- De A+ à A- De BBB+ à BBB- | De Aaa à Aa3 De A1 à A3 De Baa1 à Baa3 |
| Qualité inférieure | De 4A à 4C De 5A à 5C | De BB+ à BB- De B+ à B- | De Ba1 à Ba3 De B1 à B3 |
| Actifs surveillés et classés | De 6 à 8 | De CCC+ à CC et moins | De Caa1 à Ca et moins |
| Actif douteux ou en défaillance | De 9A à 9B | Défaillance | Défaillance |

Notation de risque par facilité et PCD

La NRF établit une concordance avec la PCD et tient compte des caractéristiques propres à la facilité, comme la sûreté, le rang de subordination de la créance et la structure du prêt.

Différents modèles de NRF sont utilisés selon l'industrie et la taille des débiteurs. Les données prises en considération dans la calibration du modèle de PCD comprennent des variables comme la couverture de la sûreté, la structure de la dette et la valeur d'entreprise de l'emprunteur. La PCD moyenne et l'incertitude statistique de la PCD sont estimées pour chaque catégorie de NRF. Pour certains modèles de NRF, le manque de données historiques exige que le modèle génère un classement ordonné qui est ensuite mis en concordance, selon un jugement d'expert, avec l'échelle de PCD quantitative.

L'approche NI avancée requiert l'utilisation d'une PCD en cas de ralentissement où la période de ralentissement, selon l'expérience interne et/ou externe, suppose des taux de pertes plus élevés que la normale ou des recouvrements moins élevés que la normale. Pour refléter ces paramètres, les PCD calibrées tiennent compte à la fois de l'incertitude statistique qui entache les estimations et des PCD plus élevées que la normale subies pendant les périodes de ralentissement.

Exposition en cas de défaillance

La Banque calcule l'ECD sur la clientèle autre que de détail d'abord en mesurant le montant emprunté sur une facilité, puis en ajoutant à la tranche utilisée, le cas échéant, l'utilisation additionnelle potentielle en cas de défaillance. L'utilisation en cas de défaillance (UCD) correspond au pourcentage du crédit disponible engagé qui devrait être utilisé par l'emprunteur qui deviendrait en défaillance au cours de l'année suivante, en sus du montant déjà emprunté. Faute de facteurs d'atténuation du risque de crédit ou d'autres détails, l'ECD est établie au montant utilisé plus (UCD x montant inutilisé consenti), l'UCD étant un pourcentage situé entre 0 % et 100 %.

La NRE et le ratio de retrait jusqu'à un an avant la défaillance sont des indicateurs de l'UCD. Par conséquent, les estimations de l'UCD sont calibrées par NRE et ratio de retrait, ce dernier correspondant au ratio de retrait par rapport aux montants autorisés.

L'historique des UCD est étudié afin de repérer les impacts de ralentissement, comme pour l'analyse des PCD en cas de ralentissement. La Banque n'a pas découvert, dans un scénario de ralentissement, d'UCD qui sont significativement différentes de la moyenne des UCD, de sorte que les UCD sont établies au niveau moyen calibré, par ratio de retrait ou NRE, plus un rajustement approprié pour tenir compte de l'incertitude statistique et de l'incertitude liée au modèle.

Expositions au risque de crédit selon l'approche standard (AS)

L'AS à l'égard du risque de crédit est appliquée aux portefeuilles exemptés qui ne sont pas importants ou qui devraient être liquidés. Selon l'AS, les actifs sont multipliés par les coefficients de pondération des risques prescrits par le BSIF pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques. Ces coefficients de pondération en fonction des risques sont attribués d'après certains facteurs, notamment le type de contrepartie, le type de produit et la nature et l'étendue de l'atténuation du risque de crédit. Pour ce qui est de ses expositions aux emprunteurs souverains (gouvernements, banques centrales et certaines entités du secteur public) et aux banques (institutions de dépôts réglementées, maisons de courtage en valeurs mobilières et certaines entités du secteur public), la Banque utilise les notations de crédit externes, notamment de Moody's et de S&P, pour établir le coefficient approprié de pondération en fonction des risques.

La Banque applique les coefficients de pondération en fonction des risques suivants pour les expositions au bilan selon l'AS :

| | |
|------------------------|-------------------|
| Emprunteurs souverains | 0 % ¹ |
| Banques | 20 % ¹ |
| Entreprises | 100 % |

¹ La pondération du risque peut varier selon la notation de risque externe.

Des coefficients de pondération en fonction des risques moins élevés s'appliquent lorsqu'il y a des éléments modérateurs du risque de crédit approuvés. Pour les prêts autres que de détail en souffrance depuis plus de 90 jours, le coefficient de pondération en fonction des risques est de 150 %. Pour ce qui est des expositions hors bilan, des facteurs de conversion du crédit précis sont utilisés pour convertir le montant notionnel de l'exposition en équivalent-crédit.

Expositions sur dérivés

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, aussi appelé « risque de crédit de contrepartie », est le risque de subir une perte financière si une contrepartie manque à son obligation envers la Banque. Les risques de crédit liés aux instruments financiers dérivés sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit que celles que la Banque utilise pour évaluer les prêts. Ces normes incluent l'évaluation de la solvabilité des contreparties, l'évaluation et la surveillance des expositions, y compris le risque de fausse orientation connexe, de même que le contrôle de la taille des portefeuilles, de leur diversification et de leur profil d'échéances.

La Banque utilise diverses méthodes qualitatives et quantitatives pour évaluer et gérer le risque de crédit de contrepartie. Elle utilise, entre autres, des méthodes statistiques pour mesurer le risque potentiel courant et futur, ainsi que des évaluations continues des facteurs de stress pour déterminer et quantifier l'exposition dans le cadre de divers scénarios pessimistes. La Banque établit diverses limites pour gérer les volumes d'affaires et les concentrations. Le groupe Gestion du risque évalue et surveille de façon indépendante le risque de crédit de contrepartie par rapport aux politiques et aux limites du crédit établies. Dans le cadre du processus de surveillance du risque de crédit, la direction examine à intervalles réguliers toutes les expositions, y compris les expositions à des contreparties plus à risque, qui découlent des instruments financiers dérivés, pour évaluer la valeur des instruments financiers sous-jacents et l'incidence que pourraient avoir les conditions changeantes du marché sur la Banque.

Pour atténuer son exposition au risque de crédit, la Banque a recours à des stratégies d'atténuation qui comprennent des accords-cadres de compensation, des sûretés affectées en garantie, des chambres de compensation centrales et d'autres techniques d'atténuation du risque de crédit. Les accords-cadres de compensation permettent à la Banque de compenser le montant de façon à obtenir le montant net de l'obligation tandis que les contrats de garantie lui permettent de garantir l'exposition de la Banque. En adoptant la position inverse pour chacune des opérations, les chambres de compensation centrales permettent également de réduire le risque de crédit bilatéral.

Il y a deux types de risque de fausse orientation : la fausse orientation générale et la fausse orientation spécifique. Un risque de fausse orientation générale survient lorsque la PD des contreparties suit la même trajectoire qu'un facteur de risque de marché donné. Un risque de fausse orientation spécifique survient lorsque l'exposition à une contrepartie particulière suit la même trajectoire que la PD de la contrepartie en raison de la nature des transactions conclues avec cette contrepartie. Ces types d'expositions au risque nécessitent une approbation particulière dans le cadre du processus d'approbation du crédit. La Banque évalue et gère les risques de fausse orientation spécifique de la même manière que les obligations de crédit directes et elle en assure le suivi en appliquant des limites approuvées par facilité de crédit.

La Banque applique l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie pour calculer le montant de l'ECD, qui est défini par le BSIF comme un multiple de la somme du coût de remplacement et du risque futur éventuel, servant à estimer le risque et établir les exigences de fonds propres réglementaires relatives aux expositions sur dérivés.

Validation du système de notation du risque de crédit

Les systèmes et les méthodes de notation du risque de crédit font régulièrement l'objet d'une validation indépendante afin de vérifier qu'ils constituent toujours des indicateurs de risque adéquats. Le processus de validation tient compte des considérations suivantes :

- Estimations des paramètres de risque – La PD, la PCD et l'ECD sont révisées et mises à jour en fonction des pertes réelles afin de vérifier que les estimations constituent toujours des indicateurs raisonnables de perte éventuelle.
- Performance des modèles – Les estimations continuent d'être discriminatoires, constantes et prédictives.

- Qualité des données – Les données utilisées dans le système de notation du risque sont exactes, adéquates et suffisantes.
- Hypothèses – Les principales hypothèses sous-jacentes du modèle demeurent valides pour le portefeuille et la conjoncture actuels.

Le groupe Gestion du risque vérifie que le système de notation du risque de crédit est conforme à la politique en matière de modélisation des risques de la Banque. Le comité du risque est informé de la performance du système de notation du risque de crédit au moins annuellement. Le comité du risque doit approuver les changements importants apportés au système de notation du risque de crédit de la Banque.

Atténuation des risques de crédit

Les techniques que la Banque utilise pour réduire et atténuer le risque de crédit comprennent des politiques et des procédures écrites qui visent l'évaluation et la gestion des actifs financiers et non financiers affectés en garantie (sûretés) et l'examen et la négociation des accords de compensation. Les types de sûretés et leurs montants et les autres techniques d'atténuation du risque de crédit exigés sont fondés sur l'évaluation interne par la Banque de la qualité du crédit et de la capacité de remboursement de l'emprunteur ou de la contrepartie.

Dans les activités bancaires de détail et commerciales, les actifs affectés en garantie de prêts sont essentiellement non financiers et comprennent des résidences, des biens immobiliers en cours d'aménagement, des immeubles commerciaux, des automobiles et d'autres actifs commerciaux comme des débiteurs, des stocks et des immobilisations corporelles. Dans les Services bancaires de gros, une grande part des prêts va à des emprunteurs qui ont une bonne note de crédit et à qui l'on n'exige pas l'affectation d'actifs en garantie. Les emprunteurs n'ayant pas une bonne note de crédit affectent généralement en garantie des actifs commerciaux comme le font les emprunteurs commerciaux. Des normes communes s'appliquent à l'échelle de la Banque pour évaluer les sûretés, établir la fréquence des recalculs, et pour consigner, enregistrer, améliorer et surveiller les sûretés.

La Banque utilise aussi des contrats de garantie, des conventions-cadres de compensation et des chambres de compensation centrales pour atténuer l'exposition aux contreparties de dérivés. Les actifs affectés en garantie d'expositions sur dérivés sont essentiellement financiers et comprennent des liquidités et des titres négociables émis par des gouvernements de première qualité et des émetteurs de bonne qualité. Cette approche comprend des décotes et procédures préétablies pour la réception, la garde et la libération des titres donnés en garantie.

Dans tous les cas sauf exception, la Banque protège les actifs en en prenant possession et en les contrôlant dans un territoire où elle peut légalement faire valoir ses droits sur la sûreté. Exceptionnellement, et lorsque la contrepartie de la Banque l'exige, la Banque garde les actifs ou les confie à un dépositaire indépendant acceptable. La Banque consigne tous les accords conclus avec les dépositaires dans un contrat standard pour le secteur.

Il arrive parfois que la Banque prenne des cautionnements pour réduire l'exposition au risque de crédit. Pour les expositions au risque de crédit soumises à l'approche NI avancée, la Banque ne comptabilise que les cautionnements irrévocables pour les risques de crédit des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros, qui sont fournis par des entités ayant une meilleure notation des risques que celle de l'emprunteur ou de la contrepartie à la transaction.

La Banque utilise des dérivés de crédit pour atténuer le risque de crédit. Le risque de crédit, le risque juridique et les autres risques associés à ces transactions sont contrôlés au moyen de procédures bien établies. La politique de la Banque est de ne conclure ces transactions qu'avec des institutions financières de grande qualité et de demander des garanties de prêts. Le risque de crédit lié à une telle contrepartie est géré selon les mêmes processus d'approbation, de limite et de surveillance que la Banque applique à toutes les contreparties pour lesquelles elle a une exposition au risque de crédit.

La Banque utilise des évaluations et des modèles d'évaluation automatisés pour valider les valeurs immobilières lorsqu'elle accorde un prêt garanti par une résidence. Ces outils informatisés permettent d'estimer ou de valider la valeur de marché des résidences à l'aide de comparables de marché et de courbes de prix dans un marché local. L'utilisation de ces outils comporte comme risque principal celui que la valeur d'une propriété en particulier puisse être très différente de la moyenne du marché local. La Banque a des lignes directrices qui s'appliquent spécifiquement aux circonstances permettant l'utilisation de ces outils ainsi que des processus de validation périodique des évaluations et modèles, notamment l'obtention d'évaluations indépendantes.

Exposition brute au risque de crédit

L'exposition brute au risque de crédit, aussi appelée ECD, est le montant total auquel la Banque est exposée à la date de la défaillance d'un prêt et qui est évalué sans tenir compte des provisions relatives à une contrepartie particulière ou des radiations. Une exposition brute au risque de crédit ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et englobe les expositions, qu'elles soient au bilan ou hors bilan. Les expositions au bilan comprennent principalement

l'encours des prêts, les acceptations, les titres détenus à des fins autres que de transaction, les dérivés et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension. Les expositions hors bilan consistent essentiellement en des montants sur les engagements non utilisés, des cautionnements et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension.

Les expositions brutes au risque de crédit pour les deux approches que la Banque utilise pour mesurer le risque de crédit se présentent comme suit :

TABLEAU 43 EXPOSITIONS BRUTES AU RISQUE DE CRÉDIT – Approches standard et fondée sur les notations internes avancée¹

(en millions de dollars canadiens)

| | 31 octobre 2022 | | | 31 octobre 2021 | | |
|--|------------------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| | Standard | NI avancée | Total | Standard | NI avancée | Total |
| | <i>Aux</i> | | | | | |
| Expositions de détail | | | | | | |
| Expositions garanties par l'immobilier résidentiel | 4 989 \$ | 477 898 \$ | 482 887 \$ | 4 323 \$ | 433 144 \$ | 437 467 \$ |
| Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles | – | 166 722 | 166 722 | – | 151 006 | 151 006 |
| Autres expositions de détail | 3 232 | 92 925 | 96 157 | 3 368 | 88 894 | 92 262 |
| Total – Risque de crédit de détail | 8 221 | 737 545 | 745 766 | 7 691 | 673 044 | 680 735 |
| Expositions autres que de détail | | | | | | |
| Entreprises | 2 205 | 695 746 | 697 951 | 6 066 | 625 640 | 631 706 |
| Emprunteurs souverains | 1 | 507 533 | 507 534 | 1 | 470 671 | 470 672 |
| Banques | 646 | 150 333 | 150 979 | 519 | 136 004 | 136 523 |
| Total – Expositions autres que de détail | 2 852 | 1 353 612 | 1 356 464 | 6 586 | 1 232 315 | 1 238 901 |
| Expositions brutes au risque de crédit | 11 073 \$ | 2 091 157 \$ | 2 102 230 \$ | 14 277 \$ | 1 905 359 \$ | 1 919 636 \$ |

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent l'ECD et ne tiennent pas compte de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau ne tient compte ni des titrisations, ni des titres de capitaux propres, ni des autres actifs pondérés en fonction du risque de crédit.

Autres expositions au risque de crédit

Expositions sur titres de participation détenus à des fins autres que de transaction

La Banque applique la méthode de la pondération simple des risques selon l'approche fondée sur le marché pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques sur les expositions sur titres de participation détenus à des fins autres que de transaction. Selon la méthode de la pondération simple des risques, un coefficient de pondération des risques de 300 % est appliqué aux titres de participation détenus qui sont négociés sur une Bourse et un coefficient de pondération des risques de 400 % est appliqué à tous les autres titres de participation détenus. Un coefficient de pondération des risques de 0 %, 20 % ou 100 % prescrit par le BSIF continue d'être appliqué aux expositions sur titres de participation d'entités souveraines et sur titres de participations constitués dans le cadre de programmes créés en vertu de la loi.

Expositions de titrisation

Depuis le 1^{er} novembre 2018, la Banque applique des pondérations en fonction des risques à toutes les expositions de titrisation conformément au cadre de titrisation révisé publié par le BSIF. Le cadre de titrisation révisé comprend une hiérarchie des approches permettant de déterminer le traitement aux fins des fonds propres et les transactions qui respectent les critères des titrisations simples, transparentes et comparables et qui sont admissibles au traitement privilégié aux fins des fonds propres.

La Banque utilise l'approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA) pour les expositions admissibles. Selon la SEC-IRBA, les pondérations en fonction des risques sont déterminées suivant un modèle de couverture de la perte visant à quantifier et à surveiller le niveau de risque. La SEC-IRBA tient également compte des rehaussements de crédit disponible pour la protection contre les pertes.

Pour les expositions notées par des agences externes qui ne sont pas admissibles à la SEC-IRBA, la Banque utilise l'approche de la titrisation fondée sur les notations externes (SEC-ERBA). Les pondérations en fonction des risques sont attribuées aux expositions selon les notations externes des agences externes, y compris Moody's et S&P. La SEC-ERBA tient aussi compte de facteurs additionnels, notamment le type de notation (long terme ou court terme), l'échéance et le rang de subordination de la position.

Pour les expositions qui ne sont pas admissibles à la SEC-IRBA ni à la SEC-ERBA et qui sont détenues par un conduit émetteur de PCAA, la Banque utilise l'approche fondée sur les évaluations internes (AEI).

Selon l'AEI, la Banque prend en compte tous les facteurs de risque pertinents au moment d'évaluer la qualité du crédit de ces expositions, y compris ceux publiés par les agences de notation Moody's et S&P. La Banque utilise également des modèles de couverture de perte et des politiques visant à quantifier et à surveiller le niveau de risque et à en faciliter la gestion. L'AEI de la Banque consiste notamment à évaluer dans quelle mesure l'amélioration disponible de la protection contre les pertes couvre les pertes prévues. Les niveaux de couverture des facteurs de stress dont la Banque a besoin pour chaque notation de risque interne sont conformes

aux exigences en matière de facteurs de risque publiées par les agences de notation pour leurs notations externes équivalentes par catégorie d'actifs. Selon l'AEI, les expositions sont multipliées par les coefficients de pondération prescrits par le BSIF pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres.

Pour les expositions qui ne sont pas admissibles à la SEC-IRBA, ni à la SEC-ERBA ni à l'AEI, la Banque utilise l'AS (SEC-SA). Selon la SEC-SA, les principaux facteurs qui permettent de déterminer les pondérations en fonction des risques comprennent la catégorie d'actifs des prêts sous-jacents, le rang de subordination de la position, le niveau des rehaussements de crédit et les taux de défaillance historiques.

Sans égard à l'approche utilisée pour déterminer les pondérations en fonction des risques, toutes les expositions reçoivent une notation de risque interne fondée sur l'évaluation de la Banque, laquelle doit être passée en revue au moins une fois par année. L'échelle de notation que la TD utilise correspond aux échelles de notation à long terme utilisées par les agences de notation.

Le processus de notation interne de la Banque est assujéti à tous les principaux éléments et principes de sa structure de gouvernance du risque et est géré comme décrit dans la présente rubrique « Risque de crédit ».

La Banque utilise les résultats de la notation interne pour tous les volets de sa gestion du risque de crédit, y compris le suivi du rendement, les mécanismes de contrôle et la présentation de l'information de gestion.

Risque de marché

Le risque de marché de négociation est le risque de perte dans les instruments financiers détenus dans des positions de négociation qui est imputable à des mouvements défavorables de facteurs de marché. Ces facteurs de marché comprennent les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et leur volatilité respective.

Le risque de marché autre que de négociation est le risque de perte dans le bilan ou le risque de volatilité des résultats provenant des activités autres que de négociation comme la gestion actif-passif ou des placements, qui sont imputables à des mouvements défavorables de facteurs de marché. Ces facteurs de marché sont principalement les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change et le cours des actions.

La Banque est exposée au risque de marché dans son portefeuille de négociation et dans son portefeuille de placements ainsi que dans ses activités autres que de négociation. La Banque participe activement à des transactions sur le marché par l'intermédiaire de portefeuilles de négociation et de placements afin d'obtenir des rendements pour la Banque par la gestion prudente de ses positions et de ses stocks. Lorsque la Banque exerce des activités bancaires autres que de négociation, elle est exposée au risque de marché du fait des transactions bancaires courantes que la Banque effectue avec ses clients.

Au 31 octobre 2022, la Banque se conformait aux exigences de Bâle III en matière de gestion du risque de marché selon l'approche des modèles internes.

LIENS ENTRE LE RISQUE DE MARCHÉ ET LE BILAN

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs et des passifs au bilan entre ceux qui sont exposés aux risques de marché de négociation et ceux qui sont exposés aux risques de marché autre que de négociation. Le risque de marché

touchant les actifs et les passifs inclus dans le calcul de la VaR et d'autres mesures employées aux fins des fonds propres exposés au risque de marché réglementaire est classé comme risque de marché de négociation.

TABLEAU 4 4 LIENS ENTRE LE RISQUE DE MARCHÉ ET LE BILAN

(en millions de dollars canadiens)

| | 31 octobre 2022 | | | | 31 octobre 2021 | | | | Aux Risque de marché autre que de négociation – sensibilité au risque primaire |
|---|---------------------|---------------------------------------|--|-------------------|---------------------|---------------------------------------|--|-------------------|---|
| | Bilan | Risque de marché de négociation | Risque de marché autre que de négociation | Autres | Bilan | Risque de marché de négociation | Risque de marché autre que de négociation | Autres | |
| Actifs exposés au risque de marché | | | | | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 137 294 \$ | 422 \$ | 136 872 \$ | – \$ | 159 962 \$ | 437 \$ | 159 525 \$ | – \$ | Risque de taux d'intérêt |
| Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction | 143 726 | 142 294 | 1 432 | – | 147 590 | 146 660 | 930 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net | 10 946 | – | 10 946 | – | 9 390 | – | 9 390 | – | Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt |
| Dérivés | 103 873 | 98 305 | 5 568 | – | 54 427 | 52 351 | 2 076 | – | Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 5 039 | – | 5 039 | – | 4 564 | – | 4 564 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 69 675 | – | 69 675 | – | 79 066 | – | 79 066 | – | Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt |
| Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 342 774 | – | 342 774 | – | 268 939 | – | 268 939 | – | Risque de change, risque de taux d'intérêt |
| Valeurs mobilières prises en pension | 160 167 | 7 450 | 152 717 | – | 167 284 | 7 992 | 159 292 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts | 831 043 | – | 831 043 | – | 722 622 | – | 722 622 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Engagements de clients au titre d'acceptations | 19 733 | – | 19 733 | – | 18 448 | – | 18 448 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Participation dans Schwab | 8 088 | – | 8 088 | – | 11 112 | – | 11 112 | – | Risque actions |
| Autres actifs ¹ | 3 414 | – | 3 414 | – | 2 677 | – | 2 677 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Actifs non exposés au risque de marché | 81 756 | – | – | 81 756 | 82 591 | – | – | 82 591 | |
| Total de l'actif | 1 917 528 \$ | 248 471 \$ | 1 587 301 \$ | 81 756 \$ | 1 728 672 \$ | 207 440 \$ | 1 438 641 \$ | 82 591 \$ | |
| Passifs exposés au risque de marché | | | | | | | | | |
| Dépôts détenus à des fins de transaction | 23 805 \$ | 22 962 \$ | 843 \$ | – \$ | 22 891 \$ | 22 731 \$ | 160 \$ | – \$ | Risque actions, risque de taux d'intérêt |
| Dérivés | 91 133 | 86 727 | 4 406 | – | 57 122 | 51 816 | 5 306 | – | Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt |
| Passifs de titrisation à la juste valeur | 12 612 | 12 612 | – | – | 13 505 | 13 505 | – | – | Risque de taux d'intérêt |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 162 786 | 3 | 162 783 | – | 113 988 | 7 | 113 981 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Dépôts | 1 229 970 | – | 1 229 970 | – | 1 125 125 | – | 1 125 125 | – | Risque de taux d'intérêt, risque de change |
| Acceptations | 19 733 | – | 19 733 | – | 18 448 | – | 18 448 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert | 45 505 | 44 427 | 1 078 | – | 42 384 | 41 242 | 1 142 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension | 128 024 | 9 509 | 118 515 | – | 144 097 | 5 126 | 138 971 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Passifs de titrisation au coût amorti | 15 072 | – | 15 072 | – | 15 262 | – | 15 262 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Billets et débiteures subordonnés | 11 290 | – | 11 290 | – | 11 230 | – | 11 230 | – | Risque de taux d'intérêt |
| Autres passifs ¹ | 23 291 | – | 23 291 | – | 16 144 | – | 16 144 | – | Risque actions, risque de taux d'intérêt |
| Passifs et capitaux propres non exposés au risque de marché | 154 307 | – | – | 154 307 | 148 476 | – | – | 148 476 | |
| Total du passif et des capitaux propres | 1 917 528 \$ | 176 240 \$ | 1 586 981 \$ | 154 307 \$ | 1 728 672 \$ | 134 427 \$ | 1 445 769 \$ | 148 476 \$ | |

¹ Se rapportent aux prestations de retraite, aux assurances et aux passifs liés aux entités structurées.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les activités de négociation de la Banque ont pour objectif global de fournir des services bancaires de gros, notamment de facilitation et de liquidité, à ses clients. La Banque doit prendre des risques afin d'être en mesure de servir efficacement ses clients, là où ils font affaire. En particulier, la Banque doit tenir des stocks, agir à titre de contrepartiste dans l'exécution des transactions de clients et agir à titre de preneur ferme pour les nouvelles émissions de titres. En outre, la Banque exécute des transactions afin d'acquérir une connaissance approfondie des conditions des marchés afin d'offrir les meilleurs prix et le service le plus efficace aux clients, tout en équilibrant les risques inhérents à ses activités de négociation.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ DE NÉGOCIATION

La responsabilité de la gestion du risque de marché de négociation incombe principalement aux Services bancaires de gros, sous la surveillance du groupe Contrôle du risque de marché qui fait partie du groupe Gestion du risque. Le comité de contrôle du risque de marché se réunit à intervalles réguliers pour réviser le profil de risque de marché, les résultats des activités de négociation de la Banque et les modifications aux politiques sur les risques de marché. Le comité est présidé par le vice-président et chef, Risque de marché, et est composé de cadres supérieurs des Services bancaires de gros.

Il n'y a eu aucun reclassement important entre les portefeuilles de négociation et autres que de négociation au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ DE NÉGOCIATION DE LA TD

Le risque de marché joue un rôle clé dans l'évaluation de toute stratégie liée aux activités de négociation. La Banque lance de nouvelles initiatives de négociation ou étend celles qui existent seulement si le risque a été évalué de façon exhaustive et est jugé conforme à l'appétit pour le risque et aux compétences en affaires de la Banque, et si elle possède l'infrastructure adéquate pour surveiller, contrôler et gérer le risque. Le cadre de gestion du risque de marché dans les activités de négociation intègre l'appétit pour le risque, la structure de gouvernance du risque ainsi que le recensement, l'évaluation et le contrôle du risque. Ce cadre est maintenu par le groupe Gestion du risque et est aligné sur l'appétit de la Banque pour le risque de marché dans les activités de négociation.

Limites de transaction

La Banque fixe des limites de transaction qui sont conformes à la stratégie d'affaires approuvée pour une activité donnée et à sa tolérance à l'égard du risque de marché qui y est associé, dans le respect de son appétit pour le risque de marché. En établissant ces limites, la Banque tient compte de la volatilité et de la liquidité du marché, de l'expérience organisationnelle et de la stratégie d'affaires. Des limites sont établies au niveau global des Services bancaires de gros, ainsi qu'à des niveaux plus détaillés.

Les principales limites de risque de marché sont fondées sur les principaux facteurs de risque de l'activité et comprennent des limites quant aux notionnels, aux différentiels de taux, aux variations de la courbe de rendement, aux variations de prix et à la volatilité.

Une autre mesure importante des limites de transaction est la VaR que la Banque utilise pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation. La VaR mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille au cours d'une période donnée.

À la fin de chaque journée, les positions de risque sont comparées aux limites de risque, et tous les dépassements sont constatés conformément aux politiques et procédures établies en matière de risque de marché.

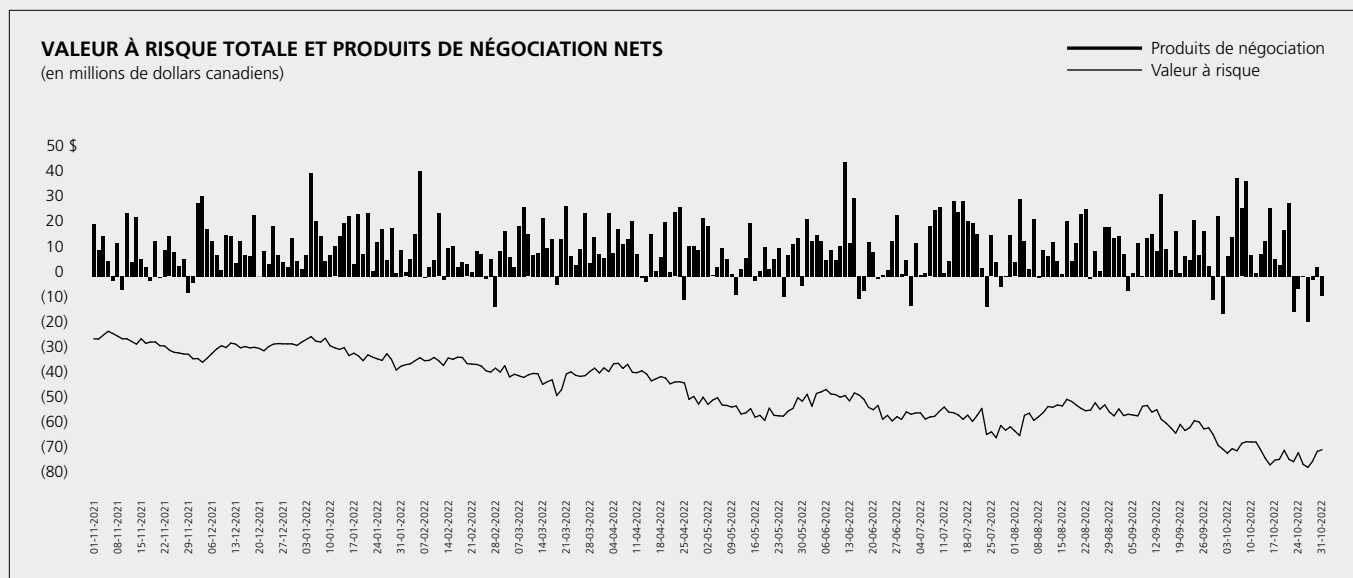
Calcul de la VaR

La Banque calcule la VaR quotidiennement en combinant le risque de marché général et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance qui est associé aux positions de négociation de la Banque.

Le risque de marché général est établi en créant une distribution des variations possibles de la valeur de marché du portefeuille courant au moyen d'une simulation historique. La Banque évalue le portefeuille courant au moyen des variations des cours et des taux des 259 derniers jours de Bourse pour les produits sur titres de capitaux propres, de taux d'intérêt, de change, de crédit et sur marchandises. Le risque de marché général est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque de marché général est calculé sur une période de détention d'un jour prolongée jusqu'à dix jours aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance mesure le risque idiosyncrasique d'écart de taux de crédit (lié à une seule institution) pour les expositions au crédit du portefeuille de négociation au moyen d'une simulation de Monte-Carlo. Le modèle de risque idiosyncrasique propre à des titres de créance repose sur le comportement historique des écarts de crédit idiosyncrasique sur cinq ans. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance, tout comme le risque de marché général, est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance est calculé sur une période de détention de dix jours.

Le graphique ci-après présente, à une date particulière, l'utilisation de la VaR quotidienne et les produits de négociation nets, présentés en équivalence fiscale, dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits de négociation nets comprennent les produits de négociation et les produits d'intérêts nets liés aux positions des portefeuilles de négociation de la Banque utilisés pour la gestion des fonds propres exposés au risque de marché. L'exercice clos le 31 octobre 2022 a compté 37 jours de pertes de négociation et les produits de négociation nets ont été positifs pendant 86 % des jours de Bourse, ce qui reflète une activité de négociation normale. Au cours de l'exercice, les pertes pour un jour de Bourse donné n'ont jamais dépassé la VaR.



La VaR constitue une mesure utile, mais elle devrait être utilisée en tenant compte de certaines limites, notamment :

- la VaR recourt à des données historiques pour prédire des événements futurs, ce qui limite sa capacité d'effectuer des prévisions;
- elle ne donne pas d'information sur les pertes au-delà du niveau de confiance choisi;
- elle suppose que toutes les positions peuvent être liquidées au cours de la période de détention ayant servi pour calculer le montant de la VaR.

La Banque améliore sans cesse ses méthodes pour calculer la VaR et elle prévoit de nouvelles mesures du risque qui sont conformes aux habitudes du marché, aux meilleures pratiques de l'industrie et aux exigences réglementaires. En 2022, la Banque a apporté des améliorations à l'infrastructure en vue de l'adapter aux réformes des taux d'intérêt de référence qui touchent l'ensemble du marché.

Afin de réduire quelques-unes des faiblesses de la VaR, la Banque se sert de paramètres additionnels conçus expressément pour la gestion des risques et pour les fonds propres. Ces paramètres comprennent la VaR en contexte de crise, les exigences supplémentaires liées au risque (IRC), la simulation de crise, ainsi que des limites fondées sur la sensibilité de divers facteurs de risque de marché.

Calcul de la VaR en contexte de crise

Outre la VaR, la Banque calcule aussi la VaR en contexte de crise, laquelle comprend le risque de marché général en contexte de crise et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance en contexte de crise. La VaR en contexte de crise mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché

pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée de tensions sur les marchés. La VaR en contexte de crise est calculée au moyen de techniques et d'hypothèses semblables à celles utilisées pour la VaR liée au risque de marché général en contexte de crise et au risque idiosyncrasique propre à des titres de créance en contexte de crise. Toutefois, au lieu d'utiliser les 259 derniers jours de Bourse (une année), la Banque choisit une année où des tensions se sont exercées sur les marchés. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la VaR en contexte de crise a été calculée au moyen d'une période de un an qui inclut la crise financière de 2008. La période de un an historique appropriée pour utiliser la VaR en contexte de crise est établie chaque trimestre. La VaR en contexte de crise fait partie des exigences de fonds propres réglementaires.

Calcul des exigences supplémentaires liées au risque (IRC)

Les IRC sont appliquées à tous les instruments du portefeuille de négociation assujettis au risque de migration et de défaillance. Le risque de migration représente le risque que des modifications soient apportées aux notations de crédit des expositions de la Banque. La Banque applique une simulation de Monte-Carlo sur un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % pour calculer les IRC, ce qui est conforme aux exigences réglementaires. Les IRC sont fondées sur l'hypothèse d'un « niveau de risque constant », qui oblige les banques à attribuer un horizon de liquidité aux positions qui sont assujetties à ces exigences. Les IRC font partie des exigences de fonds propres réglementaires.

Le tableau qui suit présente les mesures du portefeuille de la TD à la date de clôture de l'exercice, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

| TABLEAU 45 | MESURES DU RISQUE DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE | | | | | | | |
|---|---|--------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2022 | | | | 2021 | | | |
| (en millions de dollars canadiens) | Clôture | Moyenne | Haut | Bas | Clôture | Moyenne | Haut | Bas |
| Risque de taux d'intérêt | 15,3 \$ | 21,2 \$ | 41,1 \$ | 9,8 \$ | 11,9 \$ | 15,7 \$ | 33,5 \$ | 6,8 \$ |
| Risque d'écart de taux | 35,6 | 23,0 | 41,0 | 8,0 | 9,0 | 14,7 | 37,2 | 5,4 |
| Risque actions | 10,6 | 12,8 | 24,3 | 7,8 | 9,2 | 9,5 | 14,1 | 6,0 |
| Risque de change | 4,8 | 2,4 | 7,5 | 0,6 | 1,8 | 1,9 | 5,3 | 0,4 |
| Risque sur marchandises | 12,1 | 5,8 | 13,4 | 2,9 | 4,7 | 4,7 | 9,4 | 1,9 |
| Risque idiosyncrasique propre à des titres de créance | 60,0 | 36,8 | 60,9 | 17,8 | 19,4 | 26,2 | 41,9 | 16,5 |
| Effet de diversification ¹ | (69,4) | (56,8) | négl. ² | négl. | (32,9) | (42,8) | négl. | négl. |
| Valeur à risque totale (une journée) | 69,0 | 45,2 | 76,0 | 21,8 | 23,1 | 29,9 | 44,7 | 20,6 |
| Valeur à risque en contexte de crise (une journée) | 74,0 | 77,5 | 100,0 | 55,7 | 63,9 | 39,5 | 63,9 | 28,5 |
| Exigences de fonds propres supplémentaires liées au risque (une année) | 176,4 | 260,3 | 418,8 | 149,4 | 338,3 | 349,5 | 424,3 | 265,1 |

¹ La VaR globale est moins élevée que la somme de la VaR des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

Toutes les catégories d'actifs ont été touchées par la volatilité sur les marchés en 2022 attribuables aux inquiétudes entourant les tensions géopolitiques constantes, l'augmentation des pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêt. Les principaux facteurs ayant eu une incidence sur les modèles de la VaR au cours de la période sont l'élargissement des écarts de taux et l'application de nouvelles simulations chocs incorporant la volatilité des marchés pour la période des 259 derniers jours de Bourse. Compte tenu de ces facteurs, la VaR est demeurée élevée tout au long de 2022.

La Banque a géré efficacement le risque de marché en stabilisant ses expositions à ce risque, la VaR quotidienne étant demeurée dans les limites approuvées au cours de l'exercice.

La VaR moyenne a augmenté par rapport à celle de l'exercice précédent et à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait de l'élargissement des écarts de taux dont tiennent compte les modèles de la VaR mis à jour. La VaR moyenne en contexte de crise a augmenté par rapport à celle de l'exercice précédent en raison de l'élargissement des écarts de taux ainsi que des variations des positions pour risque de taux d'intérêt. La diminution de la VaR moyenne en contexte de crise par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est attribuable aux positions dans des obligations.

La diminution des IRC moyennes par rapport à celles de l'exercice précédent et du trimestre correspondant de l'exercice précédent découle des variations des positions dans des obligations.

Validation du modèle de la VaR

La Banque utilise un test de validité rétroactif pour comparer les profits et les pertes réels et théoriques à la VaR afin de vérifier qu'ils correspondent aux résultats statistiques du modèle de la VaR. Les profits et pertes théoriques sont générés

par les mouvements de prix quotidiens en supposant que la composition du portefeuille ne change pas. La validation du modèle fondé sur les IRC doit suivre une approche différente étant donné qu'un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % rendent impossible l'utilisation de contrôles prudentiels *ex post* standard. En lieu et place, les paramètres clés du modèle fondé sur les IRC, comme les matrices de transition et de corrélation, sont soumis à une validation indépendante à l'aide de certains points de référence par rapport aux résultats d'études externes ou par une analyse à partir de données internes ou externes.

Simulations de crise

Les activités de négociation de la Banque sont soumises à une limite d'exposition mondiale globale aux facteurs de stress (chocs). En outre, les secteurs d'exploitation mondiaux doivent obéir à une limite d'évaluation des facteurs de stress et chaque grande catégorie de risques est assortie d'un seuil global d'évaluation des facteurs de stress. Des scénarios de crise sont conçus pour modéliser des événements économiques extrêmes, reproduire les pires résultats historiques ou apporter des modifications hypothétiques importantes, mais plausibles, des principaux facteurs de risque de marché. Le programme d'évaluation des facteurs de stress comprend des scénarios élaborés au moyen de données du marché historiques qui ont eu cours pendant des périodes de perturbation du marché, en plus des scénarios hypothétiques élaborés par le groupe Gestion du risque. Les événements que la Banque a reproduits sont notamment le krach boursier de 1987, la crise déclenchée par le défaut de paiement de la dette russe en 1998, les séquelles du 11 septembre 2001, la crise du PCAA en 2007, la crise du crédit à l'automne de 2008 ainsi que le référendum sur le Brexit de juin 2016 et la pandémie de COVID-19 de 2020.

Les évaluations des facteurs de stress sont effectuées et revues à intervalles réguliers par le comité de contrôle du risque de marché.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES AUTRES ACTIVITÉS BANCAIRES DE GROS

La Banque est également exposée à un risque de marché découlant de son portefeuille de négociation et de ses portefeuilles autres que de négociation. Le groupe Gestion du risque examine et approuve les politiques et procédures, lesquelles sont mises en place pour surveiller, évaluer et atténuer ces risques.

Risque de marché (autre que de négociation) structurel

Le risque de marché (autre que de négociation) structurel concerne la gestion des risques de marché qui entourent les activités bancaires traditionnelles de la TD. Elle tient compte en général des risques de marché découlant des produits bancaires personnels et commerciaux (les prêts et les dépôts) ainsi que du financement connexe, des placements et des HQLA. Elle n'inclut pas les activités des Services bancaires de gros ni les activités d'assurance de la TD. Les risques de marché structurels comprennent principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ (AUTRE QUE DE NÉGOCIATION) STRUCTUREL

Le groupe Gestion de la trésorerie et du bilan évalue et gère les risques de marché des activités bancaires autres que de négociation de la TD qui ne font pas partie des Services bancaires de gros des activités d'Assurance, sous la surveillance du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres. La fonction de contrôle des risques de marché assure une surveillance, une gouvernance et un contrôle indépendants de ces risques de marché. Le comité du risque revoit et approuve les principales politiques relatives au risque de marché autre que de négociation, et surveille les positions et la conformité de la Banque à l'égard de ces politiques grâce aux informations et mises à jour régulières obtenues de la haute direction.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ (AUTRE QUE DE NÉGOCIATION) STRUCTUREL DE LA TD

Le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation est considéré comme un risque non productif, car il pourrait faire augmenter la volatilité des résultats et générer des pertes sans ajouter une valeur attendue à long terme. Par conséquent, l'objectif du groupe Gestion de la trésorerie et du bilan est de structurer les positions d'actifs et de passifs du bilan afin d'atteindre un profil cible qui contrôle l'incidence des changements de taux d'intérêt sur les produits d'intérêts nets et la valeur économique de la Banque, conformément à l'appétit pour le risque de la Banque.

Gestion du risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges, les résultats et la valeur économique de la Banque. La gestion du risque de taux d'intérêt est conçue de façon à obtenir des résultats stables et prévisibles au fil du temps. La Banque a adopté une méthode de couverture rigoureuse pour la gestion des produits d'intérêts nets tirés de ses positions d'actif et de passif. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- Évaluer et gérer l'incidence d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt sur les produits d'intérêts nets et la valeur économique, et élaborer des stratégies pour gérer la sensibilité globale aux taux selon divers scénarios de taux d'intérêt
- Modéliser l'incidence attendue des comportements des clients sur les produits de la TD (p. ex. la fréquence à laquelle les clients exercent les options incorporées, comme le remboursement d'un prêt ou d'un dépôt avant son échéance)
- Assigner des profils d'échéance modélisés selon une cible aux actifs, passifs et capitaux propres sans échéance
- Mesurer les marges des produits bancaires de la TD compte tenu d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients
- Élaborer et instaurer des stratégies pour stabiliser les produits d'intérêts nets de tous les produits bancaires de détail et commerciaux

La Banque est exposée à un risque de taux d'intérêt découlant des positions asymétriques lorsque les flux de trésorerie liés au principal et aux intérêts de l'actif et du passif comportent des dates de paiement d'intérêts, de révision des taux ou d'échéance différentes. La Banque mesure ce risque en s'appuyant sur une évaluation des flux de trésorerie contractuels, des options incorporées dans les produits, des attentes à l'égard des comportements des clients et des profils d'échéance modélisés pour les produits sans échéance. Pour gérer ce risque, la Banque utilise principalement des instruments financiers dérivés, des placements de gros, des instruments de financement et d'autres solutions du marché des capitaux.

La Banque mesure aussi son exposition aux passifs sans échéance, comme les dépôts de base, en évaluant l'élasticité des taux d'intérêt et la permanence des soldes à l'aide de données historiques et de jugements d'affaires. Il est possible que surviennent des changements dans les dépôts sans échéance du fait de facteurs comme les variations des taux d'intérêt, les variations du marché des titres de participation et les variations de la préférence des clients pour des placements liquides.

Les options rattachées aux produits bancaires, qu'elles soient autonomes comme celles des engagements de taux hypothécaires ou qu'elles soient incorporées dans un prêt ou un dépôt, exposent la Banque à un risque financier considérable. Pour gérer ces expositions, la Banque achète des options ou utilise un processus de couverture dynamique conçu pour reproduire l'avantage des options achetées.

• **Engagements de taux :** La Banque mesure son exposition à l'égard des options autonomes en vertu d'engagements de taux hypothécaires d'après un taux de prêt prévu fondé sur des résultats historiques. La propension des clients à emprunter et leur préférence pour des produits hypothécaires à taux fixe ou variable sont influencées par des facteurs comme les taux hypothécaires du marché, les prix des maisons et les facteurs saisonniers.

• **Remboursement anticipé d'actifs et autres options incorporées :** La Banque modélise son exposition aux options vendues incorporées dans certains produits, d'après une analyse des comportements des clients. Le droit de remboursement anticipé de prêts hypothécaires résidentiels et le droit de racheter certains produits de dépôts à terme en sont des exemples. Pour les prêts hypothécaires, des modèles économétriques sont utilisés pour modéliser les paiements anticipés et les effets des comportements de remboursement anticipé sur la Banque. En général, les remboursements anticipés de prêts hypothécaires sont aussi tributaires de facteurs comme l'âge des prêts, les prix des maisons et la croissance du PIB. En outre, les incidences combinées de ces paramètres sont évaluées pour établir la cadence de liquidation repère qui est indépendante des incitatifs liés au marché. Une analyse similaire est réalisée pour les autres produits comportant des options incorporées.

Mesures du risque de taux d'intérêt structurel

Les principales mesures utilisées pour évaluer ce risque sont la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la sensibilité des produits d'intérêts nets.

La sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires permet de mesurer l'incidence d'un choc donné des taux d'intérêt sur la valeur actualisée nette des actifs, des passifs et de certains éléments hors bilan du portefeuille bancaire de la Banque. Elle reflète la mesure de l'incidence possible de la valeur actualisée sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires en l'absence d'un profil d'échéances présumé pour la gestion des capitaux propres de la Banque et ne tient pas compte des marges sur les produits.

La sensibilité des produits d'intérêts nets permet de mesurer la variation des produits d'intérêts nets sur une période de douze mois pour une variation donnée des taux d'intérêt à l'égard des actifs, des passifs et de certains autres éléments hors bilan du portefeuille bancaire en supposant un bilan stable au cours de la période.

La politique sur le risque de marché de la Banque établit les limites globales pour les mesures du risque de taux d'intérêt structurel. Ces limites sont revues à intervalles réguliers et approuvées par le comité du risque. Outre ces limites imposées par le conseil d'administration, le groupe Gestion du risque fixe des limites de risque au niveau des portefeuilles pour la gestion du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation de la Banque. Les expositions par rapport à ces limites font l'objet de contrôles réguliers qui sont consignés, et tout dépassement de ces limites, le cas échéant, est signalé au comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et au comité du risque.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt sur les mesures de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la sensibilité des produits d'intérêts nets. Les taux plancher

sont appliqués par devise à la diminution des taux de sorte que les taux utilisés n'excèdent pas les limites inférieures attendues, le plancher des devises les plus importantes étant fixé à -25 pdb.

TABLEAU 4 6 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL – MESURES

(en millions de dollars canadiens)

| | 31 octobre 2022 | | | | | | 31 octobre 2021 | |
|--|--|------------|------------|---|------------|----------|--|---|
| | Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires | | | Sensibilité des produits d'intérêts nets ^{1,2} | | | Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires | Sensibilité des produits d'intérêts nets ¹ |
| | Canada | États-Unis | Total | Canada | États-Unis | Total | Total | Total |
| Avant l'incidence fiscale des éléments suivants : | | | | | | | | |
| Augmentation de 100 pdb des taux | (69) \$ | (1 427) \$ | (1 496) \$ | 601 \$ | 612 \$ | 1 213 \$ | (1 368) \$ | 1 857 \$ |
| Diminution de 100 pdb des taux | (65) | 1 167 | 1 102 | (639) | (742) | (1 381) | 338 | (1 101) |

¹ Représente l'exposition des produits d'intérêts nets au cours des douze mois suivant un choc immédiat et soutenu des taux d'intérêt.

² Les résultats tiennent compte des swaps de taux d'intérêt dont la désignation à titre de relations de comptabilité de couverture a été annulée pour atténuer l'incidence de la volatilité

des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon. Étant donné que ces swaps constituaient déjà des couvertures et couvraient économiquement le risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque, le maintien de leur inclusion n'a aucune incidence sur les résultats d'un exercice à l'autre.

Au 31 octobre 2022, une augmentation immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence négative de 1 496 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 128 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent, et une incidence positive de 1 213 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 644 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence positive de 1 102 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 764 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent, et une incidence négative de 1 381 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une augmentation de 280 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent. L'augmentation du choc à la hausse d'un exercice à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires découle principalement de la hausse de la sensibilité des actifs nets financés par des capitaux propres, tandis que l'augmentation du choc à la baisse d'un exercice à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires découle surtout de la diversité des prêts aux États-Unis. L'augmentation du choc à la baisse d'un exercice à l'autre de la sensibilité des produits d'intérêts nets est surtout attribuable à une augmentation du choc réel étant donné la hausse des taux d'intérêt et du plancher fixé à -25 pdb qui a été utilisé dans la mesure, en partie contrebalancée par la hausse des coefficients bêta des dépôts, les changements de la composition des dépôts et les activités de couverture menées par le groupe de la Trésorerie. La diminution du choc à la hausse d'un exercice à l'autre de la sensibilité des produits d'intérêts nets est également essentiellement attribuable à la hausse des coefficients bêta des dépôts, les changements de la composition des dépôts et aux activités de couverture menées par le groupe de la Trésorerie. Au 31 octobre 2022, la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la sensibilité des produits d'intérêts nets comme présentés restent conformes à l'appétit de la Banque pour le risque et dans les limites fixées par le conseil d'administration.

Gestion du risque de change hors du compte de négociation

Le risque de change correspond aux pertes qui pourraient découler des fluctuations des taux de change. Les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères comportent un risque de change.

La Banque est exposée à un risque de change hors du compte de négociation surtout en raison de ses investissements dans des établissements à l'étranger. Lorsque les actifs libellés dans une monnaie étrangère de la Banque sont supérieurs ou inférieurs à ses passifs libellés dans la même monnaie, la situation donne lieu à une position ouverte en monnaie étrangère. Des fluctuations défavorables des taux de change peuvent avoir une incidence sur le résultat net comme présenté, sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ainsi que sur les ratios de fonds propres de la Banque.

Afin de réduire au minimum l'incidence de fluctuations défavorables des taux de change sur certains ratios de fonds propres, les investissements nets de la Banque dans des établissements à l'étranger sont couverts de sorte que la variation de certains ratios de fonds propres ne dépasse pas un montant acceptable pour une variation donnée des taux de change. En règle générale, la Banque ne couvre pas les résultats des filiales à l'étranger ce qui donne lieu à des variations des résultats consolidés de la Banque lorsque les taux de change pertinents fluctuent. Au 31 octobre 2022, la Banque avait conclu des couvertures de change pour atténuer l'incidence de la volatilité du taux de change sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon.

Autres risques de marché autres que de négociation

Les autres risques de marché structurels qui sont passés en revue régulièrement comprennent ce qui suit :

- **Risque de base** – La Banque est exposée aux risques posés par les écarts entre différents indices du marché.
- **Risque actions** – La Banque est exposée au risque actions du fait de son offre de produits de certificats de placement garanti fondés sur le rendement d'indices boursiers. L'exposition est gérée par l'achat d'options pour reproduire le rendement versé sur les actions. La Banque est exposée aussi au risque lié au cours des actions détenues à des fins autres que de transaction du fait surtout de ses plans de rémunération fondée sur des actions selon lesquels certains employés se voient attribuer des unités d'actions équivalant aux actions ordinaires de la Banque en contrepartie des services qu'ils ont rendus à la Banque. Ces unités d'actions sont comptabilisées à titre de passif au cours de la période d'acquisition des droits et sont réévaluées à chaque période de présentation de l'information financière jusqu'à ce qu'elles soient réglées en trésorerie. Les fluctuations du cours de l'action de la Banque peuvent avoir une incidence sur les charges autres que d'intérêts. Pour gérer le risque lié au cours des actions détenues à des fins autres que de transaction, la Banque a recours à des dérivés. En outre, la Banque est exposée au risque actions découlant des titres de placement désignés à la JVAERG.

Gestion des portefeuilles de placements

La Banque gère un portefeuille de titres qui est intégré dans le processus global de gestion de l'actif et du passif. Le portefeuille de titres est composé de titres de haute qualité comportant peu de risques et est géré de sorte à atteindre les objectifs suivants : 1) générer un crédit de fonds ciblé par rapport aux soldes des dépôts excédant les soldes des prêts; 2) procurer un bloc suffisant d'actifs liquides pour faire face aux fluctuations des dépôts et des prêts et atteindre les objectifs globaux de gestion de la liquidité; 3) fournir des titres admissibles visant à respecter les exigences en matière de sûreté et compatibles avec la gestion de la trésorerie; et 4) gérer le profil de risque de taux d'intérêt cible du bilan. Le comité du risque examine et approuve la politique de placement à l'échelle de l'entreprise qui établit les limites pour le portefeuille de placements de la Banque. En outre, les activités des Services bancaires de gros et les activités d'assurance détiennent également des placements qui sont gérés séparément.

LES RAISONS POUR LESQUELLES LA MARGE D'INTÉRÊTS NETTE FLUCTUE AU FIL DU TEMPS

Comme indiqué plus haut, la méthode de gestion du risque de marché (autre que de négociation) structurelle de la Banque est conçue en vue d'obtenir des résultats stables et prévisibles au fil du temps, compte non tenu de l'asymétrie des flux de trésorerie et de l'exercice des options attribuées aux clients. Cette méthode crée également une certitude à l'égard des marges sur la rentabilité des prêts et des dépôts à mesure qu'ils sont comptabilisés. Malgré cette méthode, la marge d'intérêts nette de la Banque pourrait varier au fil du temps pour, entre autres, les raisons suivantes :

- Les écarts entre les marges gagnées sur les produits nouveaux et renouvelés et les marges déjà gagnées sur les produits parvenus à échéance.
- La marge moyenne pondérée variera à mesure que la composition des activités changera.
- Les changements de taux de base entre les différents taux de référence (p. ex. le taux préférentiel, le taux CDOR, Secured Overnight Financing Rate (SOFR) et le LIBOR).

- Le décalage de la correction des prix des produits en réaction à des changements de taux d'intérêt de gros.
- Les changements de stratégies de couverture à l'égard de la révision des taux afin de gérer le profil de placements des dépôts de la Banque non sensibles aux taux.
- Les variations des marges de la tranche des dépôts de la Banque qui ne sont pas sensibles aux taux, mais qui ne devraient pas être de nature à long terme, ce qui se traduit par un profil de placements à plus court terme et à plus grande sensibilité aux taux à court terme.

Le niveau général des taux d'intérêt influera sur le rendement que la Banque générera à partir de son profil d'échéances modélisé pour les dépôts de base non sensibles aux taux et du profil de placements de sa position nette en actions à mesure qu'elle évoluera au fil du temps. Le niveau général des taux d'intérêt constitue également un facteur clé de certains risques modélisés sur options et aura une incidence sur le coût de couverture de ces risques. La méthode de la Banque pour gérer ces facteurs tend à atténuer leur incidence au fil du temps, ce qui donne lieu à des résultats plus réguliers et plus prévisibles.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte découlant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus ou des technologies ou des activités humaines ainsi que des sources externes. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et d'atteinte à la réputation.

Le risque opérationnel est inhérent à toutes les activités de la Banque, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques comme le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner des pertes financières (directes ou indirectes), nuire à la réputation, ou donner lieu à des amendes ou à des blâmes.

La Banque cherche activement à atténuer et à gérer le risque opérationnel de façon à pouvoir créer de la valeur pour les actionnaires de manière durable, exécuter avec succès les stratégies d'affaires de la Banque, fonctionner efficacement et procurer un accès fiable, sécuritaire et commode à des services financiers. La Banque maintient un cadre de gestion du risque opérationnel officiel à l'échelle de l'entreprise, qui met l'accent sur une culture bien implantée de gestion du risque et du contrôle interne partout au sein de la TD.

Pour l'exercice 2022, les pertes dues au risque opérationnel sont demeurées conformes à l'appétit pour le risque de la Banque. Se reporter à la note 27 des états financiers consolidés de 2022 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principales poursuites judiciaires intentées contre la Banque ou les principales mesures réglementaires à l'encontre de la Banque.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL

La Gestion du risque opérationnel est une fonction indépendante qui assume la responsabilité du cadre de gestion du risque opérationnel de la Banque et de sa mise à niveau. Ce cadre définit les processus, les politiques et les pratiques de gouvernance à l'échelle de l'entreprise afin de recenser, d'évaluer, de mesurer, de contrôler et de surveiller le risque opérationnel, de faire rapport sur ce risque et de communiquer aux échelons supérieurs toute problématique à l'égard de ce risque. La Gestion du risque opérationnel est conçue de façon à surveiller adéquatement le profil de risque opérationnel de la Banque et son exposition à ce risque, et fait rapport sur le risque opérationnel à la haute direction par l'entremise du comité de surveillance du risque opérationnel, du CGRE et du comité du risque.

Outre ce cadre, la Gestion du risque opérationnel est responsable des politiques de gestion du risque opérationnel de la Banque, et assume leur mise à niveau ou leur surveillance, y compris celles qui régissent la poursuite des activités et la gestion des crises, la gestion des risques liés aux tiers, la gestion des risques liés aux données, la gestion du risque de crime financier et de fraude, la gestion des risques liés aux projets, et la gestion des risques liés aux technologies et à la cybersécurité.

La responsabilité de la gestion courante du risque opérationnel incombe à la haute direction de chaque unité d'exploitation et groupe du Siège social selon le cadre et les politiques de gestion du risque opérationnel ainsi que le modèle à trois lignes de défense de la Banque. Une fonction de surveillance de la gestion des risques indépendante apporte son soutien à chaque secteur d'exploitation et à chaque groupe du Siège social et fait le suivi de la mise en œuvre et de l'utilisation des programmes du cadre de gestion du risque opérationnel, procède à une analyse critique de la mise en œuvre et de l'utilisation de ces programmes, en fonction de la nature et de l'étendue des risques opérationnels qui sont propres au secteur d'exploitation ou groupe du Siège social. Chaque unité d'exploitation et groupe du Siège social a un comité de gestion des risques composé de cadres supérieurs, qui voit à la bonne gestion des questions et initiatives touchant le risque opérationnel.

Tout compte fait, chaque employé a un rôle à jouer dans la gestion du risque opérationnel. Outre les politiques et lignes directrices qui guident les activités des employés, tout le personnel a accès à une formation concernant des types précis de risques opérationnels et son rôle dans la protection des intérêts et des actifs de la Banque.

MODE DE GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL DE LA TD

Le cadre de gestion du risque opérationnel décrit la structure de gestion des risques et de contrôle interne visant à gérer le risque opérationnel et tient compte de l'appétit pour le risque opérationnel, de la gouvernance, des processus et des politiques. Le cadre de gestion du risque opérationnel est aligné sur le cadre de gestion des risques et l'appétit de la Banque. Le cadre intègre les pratiques appropriées ayant cours dans l'industrie et respecte les exigences réglementaires. Les principales composantes du cadre sont les suivantes :

Gouvernance et politique

La présentation de l'information de gestion et les structures organisationnelles mettent l'accent sur la responsabilisation, la prise en charge et la surveillance efficace du risque opérationnel de chaque groupe de chaque secteur d'exploitation et du Siège social. En outre, des politiques et des pratiques à l'échelle de l'entreprise fixent les attentes du comité du risque et de la haute direction en matière de gestion du risque opérationnel.

Autoévaluation des risques et des contrôles

Les contrôles internes sont l'une des principales méthodes qui assurent la protection des employés, des clients, des actifs et de l'information de la Banque, et qui servent à la prévention et à la détection des erreurs et des fraudes. La direction procède à une évaluation complète des principaux risques et des contrôles internes en place afin de réduire ou d'atténuer ces risques. La haute direction passe en revue les résultats de ces évaluations afin de déterminer que la gestion du risque et les contrôles internes sont efficaces, appropriés et conformes aux politiques de la Banque.

Surveillance des occurrences de risque opérationnel

Afin de réduire l'exposition à des pertes futures de la Banque, il est très important que la Banque demeure au fait de ses propres risques opérationnels et de ceux de l'industrie et qu'elle y réponde adéquatement. Les politiques et processus de la Banque exigent que les événements liés au risque opérationnel soient recensés, surveillés et présentés au bon échelon de la direction afin de faciliter l'analyse et la gestion par la Banque de ses risques et de servir de source d'information pour prendre les mesures correctives et préventives qui s'imposent. De plus, la Banque examine, analyse et évalue ses propres résultats en regard des pertes dues au risque opérationnel qui sont survenues dans d'autres institutions financières, à partir de l'information obtenue auprès de fournisseurs de données reconnus dans l'industrie.

Analyse de scénario

L'analyse de scénario est un processus systématique et reproductible pour obtenir une opinion professionnelle sur l'entreprise et les risques afin de générer des évaluations sur la probabilité et les estimations de la perte possible découlant d'incidents opérationnels ayant de grandes conséquences qui sont imprévus et qui surviennent hors du cadre normal des activités. La Banque met en œuvre ce processus afin d'atteindre ses objectifs de quantification et de gestion des risques. Le processus requiert l'utilisation de données pertinentes relatives à une perte à la suite d'un incident opérationnel externe. Les données sont évaluées en fonction du profil de risque opérationnel et de la structure de contrôle de la Banque. Ce processus vise à informer et à former les responsables des secteurs d'exploitation et du secteur Siège social sur les risques existants et émergents, ce qui pourrait se traduire par l'élaboration de nouveaux scénarios et de plans d'action d'atténuation du risque visant à minimiser le risque extrême et par la mise en œuvre de ces plans.

Rapports sur les risques

Le groupe Gestion du risque surveille régulièrement le profil des risques à l'échelle de la Banque et les mesures prises à l'égard des risques afin d'en faire rapport à la haute direction et au comité du risque. Les mesures prises à l'égard du risque opérationnel font l'objet d'un suivi, d'une évaluation et d'une communication systématique afin de s'assurer que la direction s'acquitte de son obligation de rendre compte de sa gestion et qu'elle accorde le bon niveau d'attention aux enjeux courants et émergents.

Assurance

L'équipe Assurance du Siège social de la TD se sert de contrats d'assurance et d'autres mesures de transfert de risques pour atténuer et réduire les pertes futures éventuelles liées au risque opérationnel, sous la surveillance exercée par le groupe Gestion du risque de la TD. Le groupe Gestion du risque effectue notamment la surveillance de l'utilisation efficace des protections d'assurance conformément à la stratégie de gestion des risques et à l'appétit pour le risque de la Banque. Les dispositions des contrats d'assurance, y compris les types et les niveaux de couverture, sont évaluées régulièrement pour valider que la tolérance au risque de la Banque et, le cas échéant, les exigences réglementaires sont respectées. Le processus de gestion consiste à faire des analyses de risques et des analyses financières régulières et poussées et à trouver des possibilités de transfert d'éléments de risque de la Banque à des tiers, au besoin. La Banque négocie avec des assureurs externes qui respectent ses exigences en matière de notation financière minimale.

Technologie et cybersécurité

Pratiquement toutes les sphères des activités de la Banque utilisent des technologies et de l'information pour créer et soutenir de nouveaux marchés, des produits concurrentiels, des canaux de distribution ainsi que d'autres activités et possibilités d'affaires.

La Banque gère ces risques afin de soutenir le déroulement adéquat et approprié de ses activités courantes et de protéger les technologies, l'infrastructure, les systèmes, et l'information ou les données contre les accès non autorisés. Pour y arriver, la Banque surveille activement, gère et améliore constamment sa capacité à atténuer ces risques liés à la technologie et à la cybersécurité par des programmes à l'échelle de l'entreprise, selon les pratiques de gestion des cybermenaces reconnues par l'industrie, afin de permettre une détection et une résolution rapides.

Le sous-comité chargé de la cybersécurité de la Banque est formé de membres de la haute direction dont le rôle est d'assurer une surveillance et de fournir des lignes directrices et des directives à l'égard de la gestion du risque lié à la cybersécurité, y compris le cyberterrorisme et le cybermilitantisme, la cyberfraude, le cyberespionnage, l'extorsion au moyen de rançongiciel, le vol d'identité et de données. Ce sous-comité approuve les mesures et fait des recommandations au chef de la direction et au CGRE au besoin, y compris dans certains cas, à l'appui des recommandations subséquentes au comité du risque. Le cadre de gestion du risque opérationnel de la Banque ainsi que les programmes liés aux technologies et à la cybersécurité comprennent également une meilleure planification et la mise en œuvre des tests de résilience, de même que des processus liés à des pratiques méthodiques de gestion des changements.

Gestion des données

Les actifs informationnels de la Banque sont traités et gérés de façon à conserver leur valeur et à appuyer les objectifs d'affaires. Des pratiques irrégulières ou inadéquates en matière de gouvernance et de gestion des données pourraient compromettre les actifs de la Banque sous forme de données ou de renseignements, ce qui pourrait avoir des incidences sur la situation financière de la Banque et sur sa réputation. Le Bureau de la gouvernance des données de l'entreprise, le secteur Siège social et le groupe Technologie de la Banque élaborent et mettent en œuvre des normes et des pratiques à l'échelle de l'entreprise qui décrivent comment les actifs sous forme de données et de renseignements doivent être créés, utilisés ou conservés au nom de la Banque.

Gestion de la poursuite des activités et des crises

La Banque maintient un programme de gestion de la poursuite des activités et des crises à l'échelle de l'entreprise qui aide la direction à gérer les entreprises de la Banque et à mener ses activités (y compris maintenir l'accès des clients aux produits et aux services) en cas d'incident perturbant les activités. Tous les groupes de la Banque sont tenus de mettre à jour et d'évaluer régulièrement leurs programmes de poursuite des activités pour maintenir la résilience et faciliter la poursuite ou la reprise des activités. Ce programme s'appuie sur des mesures de gestion des crises établies de façon à ce qu'un niveau approprié de leadership, de supervision et de gestion soit appliqué aux incidents ayant une incidence sur la Banque.

Gestion des tiers

Un fournisseur tiers est une entité qui fournit des produits, des services ou d'autres activités, fonctions ou processus d'affaires à la Banque ou en son nom. Ce type de relations est avantageux pour les activités et la clientèle de la Banque, mais la Banque doit également gérer et réduire au minimum les risques qui y sont rattachés. Pour ce faire, la Banque a mis en œuvre un programme de gestion des risques liés aux tiers à l'échelle de l'entreprise qui vise à gérer les activités menées avec des tiers tout au long de la durée d'un contrat et à fournir un niveau de gestion des risques et de surveillance par la haute direction qui est à la mesure de la portée et de l'importance de l'entente conclue avec le tiers et du risque s'y rattachant.

Mise en œuvre du changement / Gestion des projets

La Banque a établi une approche rigoureuse pour la mise en œuvre du changement à l'échelle de l'entreprise qui est coordonnée par le groupe Excellence en livraisons des projets de l'entreprise. Cette approche fait intervenir la haute direction pour ce qui est de la gouvernance et de la gestion du portefeuille de changements de la Banque et comporte des pratiques exemplaires de l'industrie, afin de guider l'application par la Banque d'une méthodologie de mise en œuvre standardisée, un cahier bien défini de responsabilités et de compétences et, pour assurer le succès de la mise en œuvre, des outils de gestion et de communication de l'information sur le portefeuille.

Gestion de la fraude

La Banque conçoit et met en œuvre des stratégies, des politiques et des pratiques de gestion de la fraude à l'échelle de la Banque qui visent à réduire le nombre, l'ampleur et l'étendue des activités frauduleuses exercées à l'encontre de la Banque. La Banque dispose de capacités de prévention, de détection et de suivi dans l'ensemble de l'entreprise qui sont conçues afin de protéger les clients, les actionnaires et les employés contre les risques de fraude de plus en plus sophistiquée. Les risques de fraude sont gérés au moyen de l'établissement de politiques et de procédures appropriées et de la communication de celles-ci, de formation sur les risques de fraude suivie par les employés et du suivi des activités afin de maintenir l'adhésion au cadre de gestion des risques de fraude. Le cadre de gestion des risques de fraude décrit la gouvernance, les politiques et les processus auxquels les entreprises de la Banque ont recours pour gérer et régir activement les risques de fraude dans les limites de l'appétit pour le risque de la Banque, laquelle fait partie intégrante des opérations quotidiennes et de la culture de la Banque. De plus, la Banque a défini une mesure pour le risque de fraude dans les limites de son appétit pour le risque opérationnel afin d'améliorer le suivi et l'évaluation des répercussions des fraudes à l'échelle de l'entreprise.

Calcul des fonds propres exposés au risque opérationnel

Les fonds propres exposés au risque opérationnel de la Banque sont calculés selon l'approche standard de Bâle II (AS). Selon cette approche, la Banque applique des facteurs prescrits à une moyenne sur trois exercices des produits annuels bruts pour chacune des huit lignes d'affaires différentes représentant les différentes activités de l'institution comme les services bancaires de détail, les services bancaires commerciaux et la gestion de placements.

Risque de modèle

Le risque de modèle est défini comme étant la possibilité que des conséquences défavorables découlent de décisions prises à partir de modèles, d'autres méthodes d'estimation ou de résultats produits par ceux-ci erronés ou mal utilisés, ce qui pourrait aboutir à une perte financière, à un risque d'atteinte à la réputation ou à la prise de décisions d'affaires et stratégiques inappropriées.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MODÈLE

La responsabilité de la gestion du risque de modèle incombe principalement à la haute direction de chaque entreprise selon les modèles utilisés par cette dernière. Le Comité de gouvernance du risque de modèle assure une surveillance de la gouvernance, du risque et du contrôle, ce qui lui donne l'occasion de guider, mettre au défi et conseiller les décideurs et les propriétaires de modèle quant aux enjeux liés au risque de modèle. Les responsables de la gestion du risque de modèle guettent les risques de modèle existants et émergents, en font rapport, et traitent de l'état du modèle de la TD et de son alignement sur l'appétit de la Banque pour le risque de modèle dans leur rapport périodique à la haute direction, aux responsables de la gestion du risque, au comité du risque et aux organismes de réglementation. Le comité du risque approuve le cadre de gestion du risque de modèle et la politique en matière de risque de modèle de la Banque.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE MODÈLE DE LA TD

La Banque gère le risque de modèle conformément à des politiques approuvées par la direction en matière de risque de modèle et selon des règles de supervision qui couvrent le cycle de vie d'un modèle, notamment la validation du concept, l'élaboration, la validation, la mise en œuvre, l'utilisation et la surveillance continue du modèle. Le cadre de gestion du risque de modèle de la Banque intègre aussi les principaux processus qui peuvent être partiellement ou entièrement qualitatifs ou fondés sur le jugement d'un expert.

Les secteurs décident s'il faut un nouveau modèle et sont responsables de l'élaboration et de la documentation du modèle selon les politiques et les normes de la Banque. Pendant l'élaboration du modèle, les contrôles relatifs à la génération de codes, aux tests d'acceptation et à l'utilisation sont définis et documentés avec un certain niveau de détail et d'exhaustivité convenant à la notation du risque du modèle. Une fois les modèles mis en œuvre, les responsables des modèles s'acquittent de leur responsabilité de surveillance continue de l'application en conformité avec la politique en matière de risque de modèle de la Banque. Si un modèle devient désuet ou ne convient plus à l'utilisation initiale, il est abandonné conformément aux politiques de la Banque.

Le groupe Gestion du risque de modèle exerce un rôle de surveillance, a une collection centralisée de tous les modèles qui est mise à jour comme il est défini dans la politique de la Banque en matière de risque de modèle, valide et approuve les modèles existants et les nouveaux modèles selon un calendrier préétabli en fonction de la notation du risque des modèles, établit des normes de surveillance des modèles et dispense de la formation à toutes les parties prenantes. Le processus de validation varie quant à la rigueur selon la notation de risque du modèle, mais il comprend au minimum une évaluation détaillée :

- du bien-fondé conceptuel des méthodes de modélisation et des hypothèses quantitatives et qualitatives sous-jacentes;
- du risque de modèle selon le risque intrinsèque, l'importance et le caractère critique du modèle;

- de la sensibilité du modèle aux hypothèses sous-jacentes et aux modifications des données d'entrée, y compris les simulations de crise;
- des limites d'un modèle et des mécanismes compensatoires d'atténuation du risque qui sont en place pour pallier les limites.

Au besoin, la validation comprend une évaluation comparative, notamment la réalisation d'un modèle indépendant fondé sur une autre approche de modélisation. Les résultats de l'étude comparative sont comparés à ceux du modèle évalué afin de confirmer que la méthodologie employée et l'utilisation du modèle sont appropriées. Comme pour les approches de modélisation traditionnelles, les modèles d'apprentissage machine sont assujettis aux mêmes normes et pratiques rigoureuses de gestion des risques.

À la fin du processus de validation, un modèle sera approuvé aux fins d'utilisation ou sera rejeté et révisé ou d'autres mesures seront prises. Les modèles jugés désuets ou qui ne conviennent plus du fait de changements survenus dans les pratiques de l'industrie, l'environnement d'affaires ou les stratégies de la Banque, peuvent être abandonnés.

La Banque a instauré des politiques et des procédés conçus pour distinguer adéquatement les modèles des outils autres que des modèles de sorte que les modèles font l'objet d'une critique et d'une surveillance indépendante suffisante compte tenu de leur importance et de leur complexité.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte financière imputable aux différences entre l'expérience réelle et les attentes à l'égard des prix des produits d'assurance ou à l'égard de la conception, de la souscription, de la protection pour réassurance et du provisionnement des indemnités à la date de passation d'un contrat d'assurance ou de réassurance, au cours du cycle de la demande d'indemnisation ou à la date de l'évaluation. Une expérience défavorable pourrait être attribuable à des variations défavorables du calendrier, de l'importance et de la fréquence des demandes d'indemnisation (p. ex. entraînée par le risque de prime et risque de réserve d'assurance sauf sur la vie, le risque de catastrophe, le risque de mortalité, le risque de morbidité et le risque de longévité) ou du comportement des titulaires de police.

Les contrats d'assurance procurent une protection financière en transférant les risques assurés à l'assureur en échange de primes. La Banque se livre à des activités d'assurance qui comprennent l'assurance de dommages, l'assurance de personnes et la réassurance par l'intermédiaire de diverses filiales; c'est dans le cadre de ces activités que la Banque est exposée au risque d'assurance.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE

La gestion du risque d'assurance incombe principalement à la haute direction de chaque unité d'exploitation ayant des activités d'assurance, sous la surveillance du CGR du secteur Assurance qui relève de Gestion du risque. Le comité d'audit agit comme comité d'audit et comité de révision pour les filiales d'assurances canadiennes. Ces filiales ont également leur propre conseil d'administration qui assure un suivi additionnel de la gestion du risque.

MODE DE GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE DE LA TD

Les pratiques de gouvernance en matière de gestion des risques de la Banque sont élaborées de façon à appuyer une surveillance et un contrôle indépendants des risques dans le secteur Assurance. Le comité du risque de TD Assurance et ses sous-comités font un suivi essentiel des activités de gestion du risque pour le secteur Assurance et s'assurent de la conformité aux politiques sur le risque d'assurance. Le cadre de gestion du risque d'assurance et la politique liée au risque d'assurance de la Banque décrivent ensemble la structure de gestion des risques et de contrôle interne visant à gérer le risque d'assurance et tiennent compte de l'appétit pour le risque, des politiques, des processus, des limites et de la gouvernance. Ces documents sont maintenus par Gestion du risque et sont alignés sur l'appétit de la Banque pour le risque d'assurance.

L'évaluation des polices (primes et demandes d'indemnisation) au titre des passifs liés aux assurances est fondamentale dans les activités d'assurance. La Banque établit des provisions pour couvrir les paiements futurs estimatifs (y compris les frais d'indemnisation) sur l'ensemble des demandes d'indemnisation ou des résiliations ou cessions de primes associées aux contrats d'assurance souscrits. Les provisions ne peuvent être constituées avec une certitude absolue et représentent les meilleures estimations de la direction des paiements futurs au titre des demandes d'indemnisation. Ainsi, la Banque examine régulièrement les estimations par rapport à l'expérience réelle et aux résultats émergents et ajuste les provisions au besoin si l'expérience diffère de ce qui avait été prévu. Les passifs liés aux assurances et aux primes sont régis par les politiques de la Banque en matière de provisionnement pour l'assurance générale et l'assurance de personnes.

À cette fin, une bonne conception des produits est un élément déterminant de la gestion des risques. L'exposition de la Banque au risque d'assurance est surtout à court terme, le risque de souscription principal étant lié à l'assurance auto et habitation pour les particuliers.

Les cycles du marché de l'assurance de même que les modifications de la réglementation en matière d'assurance, l'environnement réglementaire, l'environnement judiciaire, les tendances relatives aux sommes accordées par les tribunaux, les tendances climatiques, les pandémies ou autres urgences liées à la santé publique et le contexte économique peuvent avoir une incidence sur la performance des activités d'assurance. Des politiques précises sur l'établissement des prix et des normes en matière de souscription sont maintenues.

Il existe aussi une exposition au risque de concentration en ce qui a trait à la couverture d'assurance générale et d'assurance de personnes. L'exposition à la concentration du risque d'assurance est gérée au moyen de lignes directrices, de limites et de niveaux d'autorisation établis relativement à la souscription d'une police d'assurance qui gouvernent l'acceptation du risque. La concentration du risque d'assurance est également atténuée par l'achat de réassurance. Les programmes de réassurance du secteur Assurance sont régis par des politiques de gestion du risque de catastrophe et du risque de réassurance.

Des stratégies sont en place pour gérer le risque dans les activités de réassurance de la Banque. Le risque de souscription de polices assumées est géré au moyen d'une politique qui limite l'exposition à certains types d'affaires et à certains pays. La grande majorité des ententes de réassurance sont renouvelables annuellement, ce qui réduit le risque à long terme. Pour les activités de réassurance, le risque en cas de pandémie est revu et estimé chaque année afin de gérer le risque de concentration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie ou de sûretés pour faire face aux obligations financières et de ne pas être en mesure de mobiliser des fonds ou de monétiser des actifs à des prix raisonnables en temps opportun. Les obligations financières peuvent découler de la sortie de dépôts, de l'échéance d'une dette, des engagements à accorder un crédit ou à fournir un concours de trésorerie ou de l'obligation de fournir des sûretés additionnelles en garantie.

APPÉTIT POUR LE RISQUE DE LIQUIDITÉ DE LA TD

La Banque maintient une approche prudente et disciplinée de gestion de son exposition éventuelle au risque de liquidité. La Banque cible un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres aux banques et à l'échelle du marché, et des réserves minimales selon les exigences réglementaires prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. D'après cette norme, les banques canadiennes doivent maintenir un ratio de liquidité à court terme (LCR) d'au moins 100 % sauf en période de tensions financières et doivent maintenir un ratio de liquidité à long terme (NSFR) d'au moins 100 %. Le programme de financement de la Banque privilégie les dépôts comme principale source de financement tout en offrant la possibilité d'accéder rapidement aux diverses modalités et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros, soit une approche conçue de façon à assurer une exposition faible à toute contraction soudaine de la capacité de financement

de gros et à réduire les écarts structurels de liquidité. En outre, la Banque maintient un plan de financement d'urgence afin d'être fin prête à la reprise par suite d'une éventuelle crise de liquidité. Les stratégies et les mesures de la Banque comprennent un programme de gestion du risque de liquidité intégré, conçu de façon à assurer une exposition faible au risque de liquidité et la conformité aux exigences réglementaires.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres surveille le programme de gestion du risque de liquidité de la Banque. Ce programme veille à ce que des structures et des pratiques de gestion efficace soient en place pour mesurer et gérer adéquatement le risque de liquidité. Le comité du Forum général sur les liquidités, un sous-comité du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres, comprend des cadres supérieurs des groupes Trésorerie, Gestion du risque ainsi que du secteur Services bancaires de gros, et relève et surveille les risques de liquidité de la Banque. La gestion du risque de liquidité incombe au membre de l'EHD responsable de Gestion de la trésorerie et du bilan, alors que la surveillance et la remise en question sont assurées par le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et, de manière indépendante, par Gestion du risque. Le comité du risque revoit régulièrement la situation de trésorerie de la Banque et approuve semestriellement le cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque et annuellement les politiques connexes.

La Banque a établi TDGUS en tant que société de portefeuille intermédiaire de la TD aux États-Unis ainsi qu'une unité d'exploitation combinée aux États-Unis (CUSO) qui comprend la société de portefeuille intermédiaire et le réseau des succursales et d'agences de la TD aux États-Unis. TDGUS et la CUSO sont toutes deux soumises aux exigences de liquidité imposées par les nouvelles normes prudentielles américaines, en plus d'être soumises au cadre de gestion de la liquidité de la TD.

Les groupes suivants sont responsables d'évaluer, de superviser et de gérer les risques de liquidité des principaux secteurs d'exploitation :

- Groupe Risque de liquidité d'entreprise au sein du groupe Gestion du risque est responsable des politiques de gestion du risque de liquidité et de cession d'actifs en garantie ainsi que des limites, normes et processus connexes, lesquelles sont établies afin d'assurer l'application uniforme et efficiente des approches de gestion du risque de liquidité dans l'ensemble des activités de la Banque. Le groupe Gestion du risque est responsable, avec le membre de l'EHD responsable du groupe Trésorerie. Groupe Risque de liquidité d'entreprise assure une surveillance du risque de liquidité à l'échelle de l'entreprise et offre une évaluation indépendante du risque et un examen critique de la gestion du risque de liquidité. Il revient au groupe Gestion du risque des marchés financiers de faire rapport sur les mesures indépendantes du risque de liquidité.
- Groupe Gestion de la liquidité de la trésorerie gère la situation de trésorerie des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, Siège social, Services bancaires de gros et Services de détail aux États-Unis, ainsi que la situation de trésorerie de la CUSO.
- D'autres services régionaux, notamment ceux compris dans les activités d'assurance de la TD, ses succursales à l'étranger et ses filiales, sont responsables de gérer leurs propres risques de liquidité conformément à leurs propres politiques et aux exigences réglementaires locales, tout en respectant le cadre de l'entreprise.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ DE LA TD

La Banque gère le profil de liquidité de ses secteurs de façon à respecter l'appétit pour le risque de liquidité établi et maintient des cibles de liquidité pour assurer sa survie si celles-ci venaient à manquer au moyen d'une combinaison de mesures internes et de mesures réglementaires. Les exigences globales en matière de liquidité de la Banque sont définies comme la somme d'actifs liquides que la Banque doit détenir pour être en mesure de financer les besoins attendus futurs de flux de trésorerie, plus une réserve prudente visant à combler d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'autres événements qui pourraient influencer sur l'accès à du financement de la Banque ou déstabiliser la base de ses dépôts.

La Banque a une vision interne de l'évaluation et de la gestion de la liquidité qui se fonde sur un scénario de stress combiné critique présumé. Le scénario de stress combiné critique tient compte des besoins en liquidités potentiels durant une crise provoquée par une perte de confiance dans la capacité de la Banque de s'acquitter de ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Outre cet événement propre aux banques, le scénario de stress combiné critique intègre également l'incidence d'un événement de liquidité à l'échelle du marché qui comporte des contraintes donnant lieu à une importante réduction de la disponibilité de financement pour toutes les institutions et d'une baisse de la négociabilité des actifs. Les politiques en matière de gestion du risque de liquidité de la Banque stipulent que la Banque doit maintenir un niveau suffisant d'actifs liquides pour soutenir la croissance des activités et pour répondre aux besoins en liquidités en contexte de crise relevés associés au scénario de stress combiné critique sur une période d'au plus 90 jours. La Banque calcule ses besoins en liquidités en contexte de crise pour ce scénario relativement aux conditions suivantes :

- Le financement de gros qui arrive à échéance dans les 90 prochains jours (suppose que la dette qui arrive à échéance sera remboursée au lieu d'être renouvelée).
- L'attrition ou la liquidation accélérée des soldes de dépôt.
- L'utilisation accrue des facilités de crédit et de liquidité.
- Le rehaussement des exigences de sûreté en cas d'abaissement des notations de la Banque et de mouvements défavorables des taux de référence pour les cessions temporaires de titres et les dérivés.

La Banque gère aussi ses liquidités de façon à respecter les exigences de liquidité réglementaires incluses dans la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF (le LCR, le NSFR et l'outil de suivi des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF)). En matière de LCR, les banques doivent maintenir un ratio de liquidité d'au moins 100 % pendant une période de crise de 30 jours. Pour ce qui est du NSFR, elles doivent maintenir un financement stable disponible (FSD) supérieur au financement stable requis (FSR) sur des périodes d'au plus un an (un NSFR minimum de 100 %), tandis que l'outil de suivi des NCCF est employé pour surveiller les écarts que présentent les flux de trésorerie détaillés de la Banque pour différentes tranches d'échéance. Par conséquent, la Banque gère ses liquidités selon ce qui est le plus exigeant entre ses besoins internes en liquidités et le niveau cible de réserves en sus des minimums réglementaires.

La Banque tient compte des restrictions réglementaires qui pourraient s'appliquer aux transferts de liquidités dans les calculs de la situation de trésorerie de l'entreprise. Par conséquent, les liquidités excédentaires détenues par des filiales réglementées peuvent être exclues de la situation de trésorerie consolidée, selon le cas.

Selon le processus de calcul de cession interne des fonds de la Banque, le risque de liquidité est un déterminant clé du coût ou du crédit des fonds attribués aux services de détail et aux services bancaires de gros. Les coûts de liquidité appliqués aux prêts et aux actifs détenus à des fins de transaction sont établis en fonction du profil des flux de trésorerie ou du profil de liquidité en contexte de crise, tandis que les dépôts sont évalués en fonction des réserves de liquidités requises et de la stabilité des soldes. Des coûts de liquidité sont aussi appliqués à d'autres obligations conditionnelles, comme des lignes de crédit non utilisées consenties à des clients.

ACTIFS LIQUIDES

Les actifs liquides non grevés que la Banque détient pour répondre à ses obligations en matière de liquidité doivent être des titres de haute qualité que la Banque croit être rapidement convertissables en liquidités en contexte de crise, moyennant une perte minimale de la valeur marchande. La valeur de liquidité des actifs liquides non grevés tient compte de la capacité d'absorption du marché, des délais de règlement et d'autres restrictions connues qui limitent la vente des actifs ou leur cession en garantie possible. Dans l'ensemble, la Banque ne s'attend qu'à un rajustement à la baisse modeste des valeurs de marché compte tenu de la qualité élevée du crédit et de la liquidité démontrée de son portefeuille d'actifs liquides sous-jacent.

Les actifs détenus par la Banque pour répondre à ses obligations en matière de liquidité sont présentés dans les tableaux ci-après. Les tableaux excluent les actifs

détenus par les activités d'assurance de la Banque puisqu'ils servent de soutien aux passifs propres aux assurances et aux exigences de fonds propres.

TABLEAU 4 7 **SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES PAR TYPE ET PAR MONNAIE**^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux

| | Actifs liquides détenus par la Banque | Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés | Total des actifs liquides | % du total | Actifs liquides grevés | Actifs liquides non grevés |
|--|---------------------------------------|---|---------------------------|--------------|------------------------|----------------------------|
| 31 octobre 2022 | | | | | | |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 48 965 \$ | – \$ | 48 965 \$ | 6 % | 628 \$ | 48 337 \$ |
| Obligations du gouvernement du Canada | 17 133 | 88 511 | 105 644 | 12 | 68 175 | 37 469 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | 28 650 | 157 | 28 807 | 3 | 1 161 | 27 646 |
| Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 38 099 | 23 907 | 62 006 | 7 | 33 364 | 28 642 |
| Obligations de sociétés émettrices | 11 657 | 4 935 | 16 592 | 2 | 3 659 | 12 933 |
| Actions | 12 746 | 4 602 | 17 348 | 2 | 13 497 | 3 851 |
| Total (libellé en dollars canadiens) | 157 250 | 122 112 | 279 362 | 32 | 120 484 | 158 878 |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 84 777 | – | 84 777 | 10 | – | 84 777 |
| Obligations du gouvernement des États-Unis | 86 611 | 54 614 | 141 225 | 16 | 47 518 | 93 707 |
| Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires | 92 793 | 7 924 | 100 717 | 11 | 21 660 | 79 057 |
| Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 66 278 | 53 515 | 119 793 | 14 | 48 079 | 71 714 |
| Obligations de sociétés émettrices | 96 971 | 4 620 | 101 591 | 11 | 11 378 | 90 213 |
| Actions | 25 665 | 32 006 | 57 671 | 6 | 42 347 | 15 324 |
| Total (non libellé en dollars canadiens) | 453 095 | 152 679 | 605 774 | 68 | 170 982 | 434 792 |
| Total | 610 345 \$ | 274 791 \$ | 885 136 \$ | 100 % | 291 466 \$ | 593 670 \$ |

31 octobre 2021

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|-------------------|-------------------|
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 70 271 \$ | – \$ | 70 271 \$ | 8 % | 798 \$ | 69 473 \$ |
| Obligations du gouvernement du Canada | 26 176 | 92 825 | 119 001 | 14 | 83 456 | 35 545 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | 23 615 | 2 | 23 617 | 3 | 1 104 | 22 513 |
| Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 30 213 | 24 808 | 55 021 | 6 | 37 142 | 17 879 |
| Obligations de sociétés émettrices | 9 062 | 3 775 | 12 837 | 1 | 2 542 | 10 295 |
| Actions | 14 558 | 3 589 | 18 147 | 2 | 9 110 | 9 037 |
| Total (libellé en dollars canadiens) | 173 895 | 124 999 | 298 894 | 34 | 134 152 | 164 742 |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 84 956 | – | 84 956 | 10 | 120 | 84 836 |
| Obligations du gouvernement des États-Unis | 83 386 | 44 924 | 128 310 | 15 | 34 903 | 93 407 |
| Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires | 74 898 | 5 082 | 79 980 | 9 | 18 949 | 61 031 |
| Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 63 400 | 60 623 | 124 023 | 14 | 57 530 | 66 493 |
| Obligations de sociétés émettrices | 79 108 | 3 143 | 82 251 | 9 | 10 268 | 71 983 |
| Actions | 41 961 | 33 280 | 75 241 | 9 | 38 077 | 37 164 |
| Total (non libellé en dollars canadiens) | 427 709 | 147 052 | 574 761 | 66 | 159 847 | 414 914 |
| Total | 601 604 \$ | 272 051 \$ | 873 655 \$ | 100 % | 293 999 \$ | 579 656 \$ |

¹ Les actifs liquides comprennent des sûretés reçues pouvant faire l'objet d'un nouveau prêt hypothécaire ou être autrement redistribués.

² Les positions présentées comprennent les valeurs brutes des actifs ayant trait aux cessions temporaires de titres.

³ Comprennent les titres de créance émis ou garantis par ces entités.

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 14,0 milliards de dollars par rapport à celui au 31 octobre 2021, sans qu'il y ait eu d'importants mouvements dans le portefeuille d'actifs liquides par rapport à l'exercice précédent. Les

actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et diverses filiales canadiennes et étrangères (à l'exclusion des filiales d'assurance) et par les succursales à l'étranger sont résumés dans le tableau suivant.

TABLEAU 4 8 **SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES NON GREVÉS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES**

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| La Banque Toronto-Dominion (société mère) | 207 177 \$ | 204 543 \$ |
| Filiales bancaires | 330 063 | 360 569 |
| Succursales à l'étranger | 56 430 | 14 544 |
| Total | 593 670 \$ | 579 656 \$ |

La moyenne mensuelle des actifs liquides (compte non tenu de ceux détenus par les filiales d'assurances) de la Banque pour les exercices clos les 31 octobre 2022 et 2021 est présentée dans le tableau ci-après.

TABLEAU 49 **SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS PAR TYPE ET PAR MONNAIE**^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Moyenne pour les exercices clos les

| | Actifs liquides détenus par la Banque | Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés | Total des actifs liquides | % du total | Actifs liquides grevés | Actifs liquides non grevés |
|--|---------------------------------------|---|---------------------------|--------------|------------------------|----------------------------|
| 31 octobre 2022 | | | | | | |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 53 826 \$ | – \$ | 53 826 \$ | 6 % | 682 \$ | 53 144 \$ |
| Obligations du gouvernement du Canada | 17 724 | 91 620 | 109 344 | 12 | 74 854 | 34 490 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | 25 225 | 53 | 25 278 | 3 | 1 096 | 24 182 |
| Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 35 322 | 25 381 | 60 703 | 7 | 34 706 | 25 997 |
| Obligations de sociétés émettrices | 9 762 | 4 312 | 14 074 | 2 | 2 991 | 11 083 |
| Actions | 13 948 | 3 448 | 17 396 | 2 | 9 516 | 7 880 |
| Total (libellé en dollars canadiens) | 155 807 | 124 814 | 280 621 | 32 | 123 845 | 156 776 |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 80 322 | – | 80 322 | 9 | 957 | 79 365 |
| Obligations du gouvernement des États-Unis | 93 116 | 50 452 | 143 568 | 16 | 46 576 | 96 992 |
| Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires | 83 745 | 6 196 | 89 941 | 10 | 18 955 | 70 986 |
| Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 64 401 | 61 727 | 126 128 | 14 | 57 880 | 68 248 |
| Obligations de sociétés émettrices | 90 851 | 3 696 | 94 547 | 11 | 10 663 | 83 884 |
| Actions | 35 955 | 33 316 | 69 271 | 8 | 40 253 | 29 018 |
| Total (non libellé en dollars canadiens) | 448 390 | 155 387 | 603 777 | 68 | 175 284 | 428 493 |
| Total | 604 197 \$ | 280 201 \$ | 884 398 \$ | 100 % | 299 129 \$ | 585 269 \$ |
| 31 octobre 2021 | | | | | | |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 82 308 \$ | – \$ | 82 308 \$ | 10 % | 1 204 \$ | 81 104 \$ |
| Obligations du gouvernement du Canada | 30 023 | 83 729 | 113 752 | 13 | 76 942 | 36 810 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | 26 657 | 8 | 26 665 | 3 | 2 048 | 24 617 |
| Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 26 500 | 24 188 | 50 688 | 6 | 34 820 | 15 868 |
| Obligations de sociétés émettrices | 8 392 | 3 373 | 11 765 | 1 | 2 658 | 9 107 |
| Actions | 14 575 | 3 795 | 18 370 | 2 | 10 449 | 7 921 |
| Total (libellé en dollars canadiens) | 188 455 | 115 093 | 303 548 | 35 | 128 121 | 175 427 |
| Trésorerie et réserves des banques centrales | 103 436 | – | 103 436 | 12 | 30 | 103 406 |
| Obligations du gouvernement des États-Unis | 67 427 | 49 317 | 116 744 | 13 | 45 680 | 71 064 |
| Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires | 71 426 | 5 304 | 76 730 | 9 | 17 032 | 59 698 |
| Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³ | 63 312 | 58 483 | 121 795 | 14 | 54 825 | 66 970 |
| Obligations de sociétés émettrices | 74 911 | 2 755 | 77 666 | 9 | 9 325 | 68 341 |
| Actions | 42 260 | 34 726 | 76 986 | 8 | 36 517 | 40 469 |
| Total (non libellé en dollars canadiens) | 422 772 | 150 585 | 573 357 | 65 | 163 409 | 409 948 |
| Total | 611 227 \$ | 265 678 \$ | 876 905 \$ | 100 % | 291 530 \$ | 585 375 \$ |

¹ Les actifs liquides comprennent des sûretés reçues pouvant faire l'objet d'un nouveau prêt hypothécaire ou être autrement redistribués.

² Les positions présentées comprennent les valeurs brutes des actifs ayant trait aux cessions temporaires de titres.

³ Comprendent les titres de créance émis ou garantis par ces entités.

La moyenne des actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et par diverses filiales canadiennes et étrangères (compte non tenu des filiales d'assurances) et des succursales à l'étranger est présentée dans le tableau suivant :

TABLEAU 50 **SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS NON GREVÉS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES**

(en millions de dollars canadiens)

Moyenne pour les exercices clos les

| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| La Banque Toronto-Dominion (société mère) | 191 634 \$ | 213 662 \$ |
| Filiales bancaires | 361 933 | 347 779 |
| Succursales à l'étranger | 31 702 | 23 934 |
| Total | 585 269 \$ | 585 375 \$ |

GRÈVEMENT D'ACTIFS

Dans le cadre des activités courantes de la Banque, des actifs sont donnés en garantie afin d'obtenir du financement, soutenir les activités de négociation et de courtage et participer à des systèmes de compensation et de règlement. Un

sommaire des actifs grevés et non grevés (compte non tenu des actifs détenus par des filiales d'assurances) figure dans le tableau ci-dessous pour indiquer les actifs utilisés ou disponibles à des fins de financement éventuel.

TABLEAU 5 1 ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS

(en millions de dollars canadiens)

| | Total de l'actif | | Grevés ¹ | | Non grevés | | Aux |
|--|------------------------------|--|---------------------|---------------------------------|---------------------|---|---------------------|
| | Actifs détenus par la Banque | Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés ² | Total de l'actif | Donnés en garantie ³ | Autres ⁴ | Disponibles comme garantie ⁵ | Autres ⁶ |
| | | | | | | | |
| 31 octobre 2022 | | | | | | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 8 556 \$ | – \$ | 8 556 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 8 556 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 137 294 | – | 137 294 | 8 769 | 147 | 127 807 | 571 |
| Valeurs mobilières, prêts détenus à des fins de transaction et autres ⁷ | 572 160 | 396 999 | 969 159 | 371 008 | 11 650 | 553 939 | 32 562 |
| Dérivés | 103 873 | – | 103 873 | – | – | – | 103 873 |
| Valeurs mobilières prises en pension ⁸ | 160 167 | (160 167) | – | – | – | – | – |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts ⁹ | 831 043 | (17 167) | 813 876 | 42 894 | 53 067 | 57 645 | 660 270 |
| Engagements de clients au titre d'acceptations | 19 733 | – | 19 733 | – | – | – | 19 733 |
| Autres actifs ¹⁰ | 84 702 | – | 84 702 | 1 032 | – | – | 83 670 |
| Total de l'actif | 1 917 528 \$ | 219 665 \$ | 2 137 193 \$ | 423 703 \$ | 64 864 \$ | 739 391 \$ | 909 235 \$ |
| 31 octobre 2021 | | | | | | | |
| Total de l'actif | 1 728 672 \$ | 170 253 \$ | 1 898 925 \$ | 400 502 \$ | 56 069 \$ | 681 236 \$ | 761 118 \$ |

¹ Le grèvement d'actifs a été analysé pour chaque actif pris isolément. Lorsqu'un actif en particulier est grevé et que la TD présente cet actif au bilan et hors bilan, aux fins de la présentation de cette information, l'actif présenté au bilan et hors bilan est classé comme grevé conformément à la pratique courante.

² Actifs obtenus à titre de sûretés dans le cadre de transactions hors bilan, comme des prises en pension, des emprunts de valeurs mobilières, des prêts sur marge et d'autres activités de la clientèle.

³ Représentent les actifs qui ont été fournis à l'externe pour soutenir les opérations quotidiennes de la Banque, y compris les cessions temporaires de titres, la compensation et les paiements, et les transactions sur dérivés. Incluent également les actifs qui ont été affectés en garantie afin de soutenir les activités de la Federal Home Loan Bank (FHLB).

⁴ Actifs qui soutiennent des activités de financement à long terme de la TD, actifs affectés en garantie contre des passifs au titre de la titrisation, actifs détenus par des véhicules de titrisation consolidés ou dans des portefeuilles en vue de l'émission d'obligations sécurisées.

⁵ Actifs qui sont disponibles facilement dans leur forme juridique actuelle pour générer du financement ou soutenir les besoins en matière de sûreté. Cette catégorie inclut les actifs de la FHLB comptabilisés qui demeurent inutilisés et les titres de créance au coût amorti qui peuvent être cédés en garantie, quoique peu fréquemment cédés en pratique.

⁶ Actifs qui ne peuvent pas servir à soutenir les besoins de financement ou les besoins en matière de sûreté dans leur forme actuelle. Cette catégorie inclut les actifs qui sont admissibles éventuellement comme sûreté de programme de financement ou qui peuvent être cédés en garantie aux banques centrales (p. ex. les prêts hypothécaires assurés par la SCHL qui peuvent être titrisés en titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation).

⁷ Comprennent les prêts détenus à des fins de transaction, les valeurs mobilières, les actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN et les autres actifs financiers désignés à la JVRN, les actifs financiers à la JVAERG et les titres de créance au coût amorti.

⁸ Les actifs présentés dans la catégorie « Actifs détenus par la Banque » représentent la valeur des prêts consentis et non la valeur de la garantie reçue. La valeur des prêts tirés des prises en pension est déduite de la catégorie « Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés » afin d'éviter de la compter en double avec les actifs au bilan.

⁹ La valeur des prêts relatifs aux activités de prêts sur marge et de la clientèle est soustraite de la catégorie « Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés » afin d'éviter de la compter en double avec les actifs au bilan.

¹⁰ Les autres actifs comprennent la participation dans Schwab, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables, les actifs d'impôt différé, les montants à recevoir des courtiers et des clients et les autres actifs du bilan qui ne sont pas présentés dans les catégories ci-dessus.

SIMULATIONS DE CRISE DE LIQUIDITÉ ET PLANS DE LIQUIDITÉ D'URGENCE

Outre le scénario de « stress combiné critique », la Banque effectue des simulations de crise de liquidité au moyen d'une multitude de scénarios différents. Ces scénarios de crise constituent une combinaison d'événements propres à la TD et d'événements de crise généralisés à l'ensemble des marchés, qui sont conçus pour tester l'incidence de facteurs de risque importants pour le profil de risque de la Banque. Les évaluations de la liquidité font également partie du programme d'évaluation des facteurs de crise à l'échelle de la Banque.

La Banque a en place des plans de liquidité d'urgence pour l'ensemble de la Banque et pour certaines filiales qui exercent leurs activités dans les territoires étrangers (plans de liquidité d'urgence régionaux). Les plans de liquidité d'urgence de la Banque fournissent un cadre formel afin de gérer les situations de liquidité imprévues qui, par conséquent, fait partie intégrante du programme de gestion du risque de liquidité global de la Banque. Ce cadre décrit les différentes étapes d'un plan d'urgence fondées sur la gravité et la durée de la situation de liquidité et énumère les mesures de sortie de crise appropriées pour chacune des étapes. Pour chaque mesure de sortie de crise, il fournit les principales mesures opérationnelles pour mettre en œuvre la mesure. Les plans de liquidité d'urgence régionaux énumèrent les mesures de sortie de crise visant à traiter les événements de crise particuliers à chaque région. Les mesures et la structure de gouvernance présentées dans les plans de liquidité d'urgence de la Banque sont alignées sur le plan de sortie de crise de la Banque.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit ont une incidence sur les coûts d'emprunt et la capacité à mobiliser des capitaux de la Banque. Un abaissement des notations de crédit pourrait entraîner une hausse des coûts de financement, accroître les obligations de fournir des sûretés, réduire l'accès aux marchés financiers et pourrait également nuire à la capacité de la Banque de conclure des transactions sur dérivés.

Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et peuvent changer de temps à autre en fonction de nombreux facteurs, notamment la solidité financière, la situation concurrentielle et la situation de trésorerie de la Banque, de même que de facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les méthodes utilisées par les agences de notation et les conditions touchant l'ensemble de l'industrie des services financiers.

TAB LEAU 5 2 NOTATIONS DE CRÉDIT¹

Au

| | 31 octobre 2022 | | | |
|--|-------------------|---------------|---------------|---------------------|
| | Moody's | S&P | Fitch | DBRS |
| Dépôts/contrepartie ² | Aa1 | AA- | AA | AA (haut) |
| Ancienne dette de premier rang ³ | Aa2 | AA- | AA | AA (haut) |
| Dette de premier rang ⁴ | A1 | A | AA- | AA |
| Obligations sécurisées | Aaa | - | - | AAA |
| Dette subordonnée | A2 | A | A | AA (bas) |
| Dette subordonnée – FPUNV | A2 (hyb) | A- | A | A |
| Actions privilégiées – FPUNV | Baa1 (hyb) | BBB | BBB+ | Pfd-2 (haut) |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité – FPUNV | Baa1 (hyb) | BBB | BBB+ | A (bas) |
| Dette à court terme (dépôts) | P-1 | A-1+ | F1+ | R-1 (haut) |
| Perspectives | Stable | Stable | Stable | Stable |

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Les notations des filiales sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/reenseignements-sur-les-creances/notes-de-credit/credit.jsp>. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par l'agence de notation.

² Représentent la notation des dépôts à long terme et la notation du risque de contrepartie attribuées par Moody's, la notation de crédit d'émetteur attribuée par S&P, la notation des dépôts à long terme de Fitch et la notation d'émetteur à long terme attribuée par DBRS.

³ Comprend a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018 qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques.

⁴ Assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques.

La Banque examine régulièrement le niveau des sûretés additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas d'abaissement de la notation de crédit de la TD. La Banque détient des actifs liquides pour s'assurer qu'elle peut effectuer des paiements additionnels de sûreté qui seraient exigés par des contreparties en cas d'abaissement de trois crans des notations de la dette de premier rang de

la Banque. Le tableau suivant présente les sûretés additionnelles qui auraient pu être exigées aux termes de contrats par les contreparties de dérivés de gré à gré à la date de présentation de l'information financière en cas d'abaissement de un, deux et trois crans des notations de crédit de la Banque.

TAB LEAU 5 3 EXIGENCES DE SÛRETÉS ADDITIONNELLES POUR ABAISSEMENT DES NOTATIONS¹

(en millions de dollars canadiens)

| | Moyenne pour les exercices clos les | |
|----------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Abaissement de un cran | 182 \$ | 206 \$ |
| Abaissement de deux crans | 290 | 264 |
| Abaissement de trois crans | 1 129 | 1 037 |

¹ Les exigences de sûretés ci-dessus sont fondées sur l'annexe de soutien au crédit pour chaque contrepartie figurant au contrat de gré à gré et sur les notations de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation pertinentes.

RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME

Le LCR, mesure selon Bâle III, correspond au quotient de l'encours des HQLA non grevés sur les besoins de sorties nettes de trésorerie pour les 30 prochains jours dans l'hypothèse d'une crise de liquidité.

Sauf en période de tensions financières, la Banque doit maintenir un LCR de plus de 100 % selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Le LCR de la Banque est calculé selon les paramètres des scénarios de la ligne directrice

sur les normes de liquidité, y compris selon les critères d'admissibilité et la décote des HQLA, les taux de retrait des dépôts, et les autres taux de sorties et d'entrées de trésorerie prescrits par la ligne directrice. Les HQLA détenus par la Banque qui sont admissibles aux fins du calcul du LCR selon les normes de liquidité sont constitués essentiellement de réserves auprès de banques centrales, de titres émis ou garantis par des emprunteurs souverains et de titres de haute qualité émis par des entités non financières.

Le tableau ci-dessous présente la position quotidienne moyenne propre au LCR de la Banque aux dates indiquées.

TAB LEAU 5 4 RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME MOYEN SELON BÂLE III¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | <i>Moyenne pour les trois mois clos le</i> | |
|---|---|---|
| | 31 octobre 2022 | |
| | Valeur non pondérée totale (moyenne)² | Valeur pondérée totale (moyenne)³ |
| Actifs liquides de haute qualité | | |
| Total des actifs liquides de haute qualité | s. o.⁴ \$ | 365 894 \$ |
| Sorties de trésorerie | | |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : | 703 079 \$ | 82 075 \$ |
| Dépôts stables ⁵ | 261 272 | 7 838 |
| Dépôts moins stables | 441 807 | 74 237 |
| Financement de gros non garanti, dont : | 355 017 | 169 752 |
| Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives ⁶ | 154 441 | 36 648 |
| Dépôts non opérationnels (toutes contreparties) | 156 346 | 88 874 |
| Dettes non garanties | 44 230 | 44 230 |
| Financement de gros garanti | s. o. | 22 882 |
| Exigences supplémentaires, dont : | 304 994 | 83 056 |
| Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées | 50 621 | 28 506 |
| Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette | 9 731 | 9 731 |
| Facilités de crédit et de liquidité | 244 642 | 44 819 |
| Autres obligations de financement contractuelles | 16 238 | 9 049 |
| Autres obligations de financement conditionnelles ⁷ | 718 507 | 11 404 |
| Total des sorties de trésorerie | s. o. \$ | 378 218 \$ |
| Entrées de trésorerie | | |
| Prêts garantis | 213 317 \$ | 21 968 \$ |
| Entrées liées aux expositions parfaitement productives | 21 113 | 9 118 |
| Autres entrées de trésorerie | 61 485 | 61 485 |
| Total des entrées de trésorerie | 295 915 \$ | 92 571 \$ |
| | | <i>Moyenne pour les trois mois clos les</i> |
| | 31 octobre 2022 | 31 juillet 2022 |
| | Valeur ajustée totale | Valeur ajustée totale |
| Total des actifs liquides de haute qualité⁸ | 365 894 \$ | 333 180 \$ |
| Total des sorties nettes de trésorerie⁹ | 285 647 | 275 520 |
| Ratio de liquidité à court terme | 128 % | 121 % |

¹ Le LCR pour le trimestre clos le 31 octobre 2022 représente la moyenne des 62 données quotidiennes du trimestre.

² Les valeurs non pondérées des entrées et des sorties de trésorerie représentent les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours.

³ Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des décotes des HQLA ou des taux des entrées et des sorties de trésorerie prescrits par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

⁴ Sans objet conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

⁵ Selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, les dépôts stables des clients de détail et des petites et moyennes entreprises (PME) représentent des dépôts assurés qui sont soit placés sur des comptes courants, soit détenus par des déposants qui entretiennent avec la Banque d'autres relations durables qui rendent un retrait très improbable.

⁶ Les dépôts opérationnels des clients autres que des PME sont des dépôts conservés par la Banque afin d'accéder plus aisément aux fonctions de paiement et de règlement. Ces activités comprennent les services de compensation, de garde et de gestion de trésorerie.

⁷ Comprennent les facilités de crédit et de liquidité sans engagement, les fonds de placement monétaires à capital garanti, l'encours des titres de créance ayant une échéance supérieure à 30 jours et d'autres sorties contractuelles de trésorerie. En ce qui a trait à l'encours des titres de créance ayant une échéance supérieure à 30 jours, la TD n'a aucune obligation contractuelle de racheter l'encours de ces titres de créance de la TD et, par conséquent, un taux de sorties de trésorerie de 0 % a été appliqué conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

⁸ Le total des HQLA est présenté compte tenu de la décote des actifs et des plafonds applicables, comme la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF le prescrit (les HQLA compte tenu de la décote sont plafonnés à 40 % pour le niveau 2 et à 15 % pour le niveau 2B).

⁹ Le total des sorties nettes de trésorerie est présenté compte tenu des taux des entrées et des sorties de trésorerie et des plafonds applicables, comme la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF le prescrit (les entrées de trésorerie sont plafonnées à 75 % des sorties de trésorerie).

Le LCR moyen de la Banque de 128 % pour le trimestre clos le 31 octobre 2022 continue à satisfaire aux exigences réglementaires.

La Banque détient une variété d'actifs liquides en proportion des besoins de liquidités de l'organisation. Un bon nombre de ces actifs sont admissibles à titre de HQLA selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. La moyenne des HQLA de la Banque pour le trimestre clos le 31 octobre 2022 a été de 366 milliards de dollars (333 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2022), les actifs du niveau 1 représentant 84 % (84 % au 31 juillet 2022). Les HQLA comme présentés de la Banque ne tiennent pas compte des HQLA excédentaires des Services de détail aux États-Unis, conformément aux exigences de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF afin de refléter les motifs de transfert de liquidités entre les Services de détail aux États-Unis et leurs sociétés affiliées en conformité avec les règlements de la Réserve fédérale des États-Unis. En excluant les HQLA excédentaires, le LCR des Services de détail aux États-Unis se trouve effectivement plafonné à 100 % avant la consolidation totale de la Banque.

RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME

Le NSFR, mesure selon Bâle III, est calculé comme le ratio du montant total du FSD sur le montant total de FSR conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. La Banque doit maintenir un ratio NSFR égal ou supérieur à 100 % selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Le montant de FSD de la Banque comprend les passifs et les instruments de fonds propres (y compris les dépôts et le financement de gros). Les actifs qui exigent un FSR sont établis en fonction des activités au bilan et hors bilan de la Banque, de leurs caractéristiques de liquidité et ainsi que des exigences de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

TABLEAU 55 RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au

| | 31 octobre 2022 | | | | |
|--|--|--------------------|------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | Valeur non pondérée par durée résiduelle | | | | |
| | Aucune échéance ¹ | Moins de 6 mois | 6 mois à moins de 1 an | Plus de 1 an | Valeur pondérée ² |
| Élément du financement stable disponible | | | | | |
| Fonds propres | 108 464 \$ | s. o. \$ | s. o. \$ | 10 823 \$ | 119 287 \$ |
| Fonds propres réglementaires | 108 464 | s. o. | s. o. | 10 823 | 119 287 |
| Autres instruments de fonds propres | s. o. | s. o. | s. o. | – | – |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : | 676 067 | 40 053 | 14 385 | 19 715 | 620 732 |
| Dépôts stables ³ | 266 547 | 9 789 | 5 256 | 9 325 | 276 838 |
| Dépôts moins stables | 409 520 | 30 264 | 9 129 | 10 390 | 343 894 |
| Financement de gros dont : | 250 203 | 287 887 | 90 769 | 118 702 | 315 819 |
| Dépôts opérationnels ⁴ | 125 494 | 3 515 | – | – | 64 504 |
| Autre financement de gros | 124 709 | 284 372 | 90 769 | 118 702 | 251 315 |
| Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants ⁵ | – | 1 870 | 3 448 | 17 811 | – |
| Autres passifs dont : | 56 524 | s. o. | s. o. | 75 432 | 2 249 |
| Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR | s. o. | s. o. | s. o. | 3 699 | s. o. |
| Toutes les autres catégories de passifs et de capitaux propres non comprises dans les catégories ci-dessus | 56 524 | 68 753 | 1 461 | 1 519 | 2 249 |
| Total du financement stable disponible | | | | | 1 058 087 \$ |
| Élément du financement stable requis | | | | | |
| Total des HQLA aux fins du NSFR | s. o. \$ | s. o. \$ | s. o. \$ | s. o. \$ | 56 352 \$ |
| Dépôts détenus dans d'autres institutions financières à des fins opérationnelles | – | 868 | – | – | 434 |
| Prêts et titres productifs | 87 426 | 185 825 | 95 409 | 651 493 | 685 109 |
| Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1 | – | 55 415 | 11 319 | – | 12 207 |
| Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs accordés à des institutions financières non garantis | 374 | 38 672 | 4 673 | 10 375 | 17 306 |
| Prêts productifs accordés à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et de petites entreprises, et prêts aux entités souveraines, banques centrales et entités du secteur public dont : | 33 850 | 48 023 | 35 635 | 262 990 | 298 857 |
| Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II | s. o. | 30 566 | 18 644 | 179 | 24 639 |
| Prêts hypothécaires résidentiels productifs dont : | 31 647 | 29 715 | 37 172 | 297 390 | 257 997 |
| Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II ⁶ | 31 647 | 29 715 | 37 172 | 297 390 | 257 997 |
| Titres qui ne sont pas en défaut et ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés | 21 555 | 14 000 | 6 610 | 80 738 | 98 742 |
| Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants ⁵ | – | 1 638 | 3 318 | 18 173 | – |
| Autres actifs dont : | 62 728 | s. o. | s. o. | 125 169 | 99 102 |
| Produits de base physiques, y compris l'or | 14 632 | s. o. | s. o. | s. o. | 12 609 |
| Actifs constituant la marge initiale des contrats dérivés contribuant au fonds de garantie de contrepartie centrale | s. o. | s. o. | s. o. | 14 934 | 12 694 |
| Actifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR | s. o. | s. o. | s. o. | 13 479 | 9 780 |
| Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR avant déduction de la marge de variation constituée | s. o. | s. o. | s. o. | 28 808 | 1 440 |
| Tous les autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus | 48 096 | 60 258 | 3 057 | 4 633 | 62 579 |
| Éléments hors bilan | s. o. | s. o. | s. o. | 718 975 | 25 386 |
| Total du financement stable requis | | | | | 866 383 \$ |
| Ratio de liquidité à long terme | | | | | 122 % |

Au

31 octobre 2021

| | |
|--|------------|
| Total du financement stable disponible | 958 226 \$ |
| Total du financement stable requis | 763 800 |
| Ratio de liquidité à long terme | 125 % |

¹ Les éléments présentés sous la catégorie « Aucune échéance » ne sont assortis d'aucune échéance précise. Cette catégorie regroupe notamment les fonds propres sans échéance, les dépôts sans échéance, les positions courtes, les positions à échéance ouverte, les actions qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA et les produits de base physiques.

² Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations aux fins du NSFR prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

³ Selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, les dépôts stables des clients de détail et des PME représentent des dépôts assurés qui sont soit placés sur des comptes courants, soit détenus par des déposants qui entretiennent avec la Banque d'autres relations durables qui rendent les retraits très improbables.

⁴ Les dépôts opérationnels des clients autres que des PME sont des dépôts conservés par la Banque afin d'accéder plus aisément aux fonctions de paiement et de règlement. Ces activités comprennent les services de compensation, de garde et de gestion de trésorerie.

⁵ Certains éléments de l'actif et du passif réputés interdépendants par le BSIF, et à ce titre, leurs coefficients de FSR et de FSD sont ajustés à zéro. Les passifs interdépendants ne peuvent être échus pendant que l'actif demeure au bilan, ne peuvent servir à financer d'autres actifs tandis que le principal de l'actif ne peut servir qu'à rembourser le passif. Par conséquent, les seuls actifs et passifs interdépendants de la Banque qui sont admissibles à ce traitement sont les passifs découlant du Programme des Obligations hypothécaires du Canada et leurs actifs non grevés correspondants.

⁶ Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires.

Le NSFR de la Banque pour le trimestre clos le 31 octobre 2022 a été de 122 % (125 % pour le trimestre clos le 31 octobre 2021) et satisfait aux exigences réglementaires. Le NSFR varie d'un trimestre à l'autre en fonction d'un certain

nombre de facteurs, y compris la croissance des dépôts et des prêts, les variations des niveaux de fonds propres, le financement de gros, les émissions et les échéances ainsi que les variations du profil des échéances du financement de gros.

FINANCEMENT

La Banque a accès à une variété de sources de financement garanties et non garanties. Les activités de financement de la Banque sont menées conformément aux politiques de gestion du risque de liquidité, lesquelles exigent que tous les actifs soient financés selon la durée appropriée et selon un profil de diversification prudent.

L'approche principale de gestion des activités de financement de la Banque consiste à maximiser l'utilisation des dépôts mobilisés par l'entremise des services bancaires personnels et commerciaux. Le tableau ci-dessous illustre l'importante réserve de dépôts personnels et commerciaux de la Banque et les comptes de passage de ses activités de gestion de patrimoine et de Schwab (collectivement les dépôts personnels et commerciaux) qui comptent pour plus de 70 % du financement total de la Banque.

TABLEAU 56

SOMMAIRE DU FINANCEMENT PROVENANT DES DÉPÔTS

(en millions de dollars canadiens)

| | <i>Aux</i> | |
|--|---------------------|--------------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Dépôts personnels et commerciaux – au Canada | 525 294 \$ | 519 466 \$ |
| Dépôts personnels et commerciaux – aux États-Unis ¹ | 493 223 | 472 742 |
| Total | 1 018 517 \$ | 992 208 \$ |

¹ Les dépôts personnels et commerciaux aux États-Unis sont présentés selon un équivalent en dollars canadiens, par conséquent les variations d'une période à l'autre reflètent la croissance sous-jacente et la variation du taux de change.

FINANCEMENT DE GROS

La Banque a différents programmes de financement de gros externe à terme (plus de un an) inscrits pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs, les obligations sécurisées et les titres de créance de gros non garantis. La Banque recourt à du financement à terme sous forme de billets de premier rang, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et de billets adossés à des créances sur cartes de crédit (Fiducie de cartes de crédit Evergreen) et de lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II). Le financement de gros de la Banque est réparti par région, par monnaie et par type de financement. La Banque recourt à du financement à court terme (un an ou moins) au moyen de certificats de dépôt, de papier commercial et d'acceptations bancaires.

Le tableau suivant présente les programmes de financement à terme et de titres de fiducie de capital inscrits de la Banque par région ainsi que le montant de financement de chacun au 31 octobre 2022.

| Canada | États-Unis | Europe |
|---|--|--|
| Programme de titres de fiducie de capital (15 milliards de dollars) | Programme de titres de fiducie de capital et de créance inscrit à la SEC des États-Unis (F-3) (75 milliards de dollars américains) | Programme d'obligations sécurisées législatives inscrit à la United Kingdom Listing Authority (UKLA) (80 milliards de dollars) |
| Programme de billets à moyen terme de premier rang liés du Canada (5 milliards de dollars) | | Programme de billets à moyen terme – marché européen inscrit à la UKLA (20 milliards de dollars américains) |
| Programme de titres adossés à des créances – lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II) (7 milliards de dollars) | | |

Le tableau ci-après présente la ventilation de la dette à terme de la Banque par monnaie et type de financement. Le financement à terme au 31 octobre 2022 s'élevait à 150,5 milliards de dollars (100,7 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

Il est à noter que le tableau 57 : Financement à long terme et le tableau 58 : Financement de gros ne présentent aucun financement obtenu par voie d'opération de rachat ou de financement sur valeurs mobilières.

TABLEAU 57

FINANCEMENT À LONG TERME

| | <i>Aux</i> | |
|--|--------------------|--------------------|
| | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Financement à long terme par devise | | |
| Dollar canadien | 31 % | 37 % |
| Dollar américain | 43 | 38 |
| Euro | 20 | 18 |
| Livre sterling | 3 | 4 |
| Autres | 3 | 3 |
| Total | 100 % | 100 % |
| Financement à long terme par type | | |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang | 67 % | 59 % |
| Obligations sécurisées | 22 | 24 |
| Titrisation de prêts hypothécaires ¹ | 10 | 15 |
| Titres adossés à des créances mobilières à terme | 1 | 2 |
| Total | 100 % | 100 % |

¹ La titrisation de prêts hypothécaires est présentée compte non tenu des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels.

La Banque maintient des limites de concentration à l'égard des montants des dépôts de gros à court terme de façon à ne pas trop dépendre de déposants particuliers comme source de financement. Qui plus est, elle limite la concentration des échéances à court terme du financement de gros afin de réduire le risque de refinancement durant un événement de stress.

Le tableau ci-dessous présente la durée restante des diverses sources du financement en cours respectivement aux 31 octobre 2022 et 31 octobre 2021.

TABLEAU 58 FINANCEMENT DE GROS¹

(en millions de dollars canadiens)

| | | | | | | | | Aux | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | | | | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 mois à 1 an | Jusqu'à 1 an | Plus de 1 an à 2 ans | Plus de 2 ans | Total | Total |
| Dépôts auprès de banques ² | 25 526 \$ | 1 877 \$ | 2 728 \$ | 1 702 \$ | 31 833 \$ | – \$ | – \$ | 31 833 \$ | 18 503 \$ |
| Billets de dépôt au porteur | 388 | 382 | 272 | 233 | 1 275 | – | – | 1 275 | 600 |
| Certificats de dépôt | 11 577 | 9 931 | 28 041 | 48 123 | 97 672 | 806 | 96 | 98 574 | 53 079 |
| Papier commercial | 12 879 | 11 039 | 22 680 | 16 308 | 62 906 | – | – | 62 906 | 57 474 |
| Obligations sécurisées | – | 2 451 | 4 934 | 749 | 8 134 | 5 381 | 20 463 | 33 978 | 25 086 |
| Titrisation de prêts hypothécaires ³ | 36 | 1 840 | 606 | 3 766 | 6 248 | 5 082 | 16 354 | 27 684 | 28 767 |
| Anciens billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁴ | – | – | 1 630 | 9 764 | 11 394 | 1 924 | 313 | 13 631 | 17 177 |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁵ | – | 5 776 | – | 7 060 | 12 836 | 17 800 | 54 320 | 84 956 | 41 491 |
| Billets et débentures subordonnés ⁶ | – | – | – | – | – | – | 11 290 | 11 290 | 11 230 |
| Titres adossés à des créances mobilières à terme | – | – | 681 | – | 681 | 1 042 | 103 | 1 826 | 1 809 |
| Divers ⁷ | 23 105 | 861 | 2 042 | 4 263 | 30 271 | 1 056 | 1 276 | 32 603 | 26 770 |
| Total | 73 511 \$ | 34 157 \$ | 63 614 \$ | 91 968 \$ | 263 250 \$ | 33 091 \$ | 104 215 \$ | 400 556 \$ | 281 986 \$ |
| Dont : | | | | | | | | | |
| Garantis | 37 \$ | 4 291 \$ | 6 222 \$ | 4 515 \$ | 15 065 \$ | 11 505 \$ | 36 926 \$ | 63 496 \$ | 55 670 \$ |
| Non garantis | 73 474 | 29 866 | 57 392 | 87 453 | 248 185 | 21 586 | 67 289 | 337 060 | 226 316 |
| Total | 73 511 \$ | 34 157 \$ | 63 614 \$ | 91 968 \$ | 263 250 \$ | 33 091 \$ | 104 215 \$ | 400 556 \$ | 281 986 \$ |

¹ Exclut les acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau Durée contractuelle restante figurant à la section « Gestion des risques » du présent document.

² Comprennent les dépôts à échéance déterminée auprès des banques.

³ Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires émises à des investisseurs externes et dans le cadre des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros.

⁴ Comprennent a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018 qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques, y compris la dette dont la durée initiale est de moins de 400 jours.

⁵ Comprennent la dette de premier rang qui est assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Excluent des billets structurés d'un montant de 2,3 milliards de dollars qui sont assujettis à une conversion au titre du régime de recapitalisation des banques (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2021).

⁶ Les billets et débentures subordonnés ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des fonds propres.

⁷ Comprend des dépôts à échéance déterminée auprès d'institutions autres que des banques (non garantis) de 21,3 milliards de dollars (14,6 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

À l'exclusion des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros, au total en 2022, la Banque a émis à l'intention d'investisseurs externes des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevant à 1,7 milliard de dollars (1,8 milliard de dollars en 2021), de même que d'autres titres adossés à des créances de 0,3 milliard de dollars (0,7 milliard de dollars en 2021). La Banque a émis aussi 44,6 milliards de dollars de billets à moyen terme non garantis (20,5 milliards de dollars en 2021) et des obligations sécurisées de 17,5 milliards de dollars (néant en 2021) dans différentes monnaies et différents marchés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

FAITS RÉGLEMENTAIRES NOUVEAUX CONCERNANT LA LIQUIDITÉ ET LE FINANCEMENT

En janvier 2022, le BSIF a publié la version définitive des mises à jour visant la ligne directrice Normes de liquidité, après avoir procédé à une consultation publique qui a commencé en mars 2021. Les principaux changements à cette ligne directrice

visent le rehaussement de l'outil de suivi des NCCF afin d'améliorer la sensibilité au risque de la mesure. Les autres changements importants comprennent l'ajout d'éventualités pour les engagements de prêts non utilisés, des modifications à certaines entrées de trésorerie issues de prêts et l'ajustement des facteurs de retrait à l'égard des dépôts. La date d'entrée en vigueur des changements sera en avril 2023.

En janvier 2022, le BSIF a publié une version à jour de la ligne directrice stipulant la communication de renseignements au titre du troisième pilier, portant entre autres sur la déclaration des liquidités. La ligne directrice présente les attentes mises à jour du BSIF régissant la mise en œuvre au Canada du troisième pilier du dispositif de Bâle. La ligne directrice n'aura pas d'incidence importante sur les déclarations des liquidités actuelles de la Banque, mais elle contribuera à accroître l'uniformité et la comparabilité des déclarations entre les instances de réglementation. La date d'entrée en vigueur des changements sera au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023.

ANALYSE DES ÉCHÉANCES DES ACTIFS, DES PASSIFS ET DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le tableau suivant présente les catégories au bilan et hors bilan par durée contractuelle restante. Les engagements hors bilan incluent les obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs pour respecter des engagements découlant de certains contrats de location, certaines obligations d'achats et d'autres obligations. La valeur des instruments de crédit indiqués dans le tableau suivant représente le montant maximal du crédit additionnel que la TD pourrait être obligée de consentir si les instruments étaient entièrement épuisés ou utilisés. Comme une partie importante des garanties et des engagements devraient arriver à échéance sans avoir été utilisés, le total des montants contractuels n'est pas représentatif des besoins futurs attendus en liquidités. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidités et de fonds propres à court et à long terme de la Banque.

L'analyse des échéances présentée ne décrit pas le degré de transformation des échéances de la Banque ni son exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de liquidité. La Banque s'assure que les actifs sont financés de façon adéquate pour les protéger de la volatilité des coûts d'emprunt ou contre les réductions éventuelles des liquidités disponibles sur les marchés de financement. La Banque se sert de dépôts stables sans échéance (comptes chèques et comptes d'épargne) et de dépôts à terme comme principale source de financement à long terme pour les actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque, y compris les prêts à terme aux particuliers et aux entreprises et la partie stable du solde des lignes de crédit renouvelables. De plus, la Banque accorde du financement à long terme à l'égard de ces actifs détenus à des fins autres que de transaction et a recours à du financement à court terme surtout pour financer des actifs détenus à des fins de transaction. La liquidité des actifs détenus à des fins de transaction quand ils sont soumis aux tensions des marchés est prise en compte pour déterminer l'échéance appropriée du financement.

TABLEAU 59 DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE

(en millions de dollars canadiens)

Au

| | 31 octobre 2022 | | | | | | | | | |
|---|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|---------------------|
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 mois à 1 an | Plus de 1 an à 2 ans | Plus de 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Aucune échéance précise | Total |
| Actif | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 8 556 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 8 556 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 135 855 | 197 | 143 | – | – | – | – | – | 1 099 | 137 294 |
| Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction ¹ | 4 601 | 4 876 | 5 310 | 4 477 | 4 055 | 12 910 | 23 057 | 23 051 | 61 389 | 143 726 |
| Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net | 111 | – | 222 | 685 | – | 4 071 | 2 475 | 2 133 | 1 249 | 10 946 |
| Dérivés | 14 436 | 16 306 | 7 870 | 5 155 | 4 575 | 10 622 | 26 319 | 18 590 | – | 103 873 |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 229 | 777 | 235 | 391 | 243 | 610 | 1 345 | 1 209 | – | 5 039 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 2 117 | 2 401 | 1 531 | 3 367 | 1 712 | 6 415 | 20 091 | 28 721 | 3 320 | 69 675 |
| Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 2 333 | 3 607 | 7 082 | 14 706 | 4 678 | 29 069 | 106 919 | 174 381 | (1) | 342 774 |
| Valeurs mobilières prises en pension ² | 113 845 | 15 050 | 17 977 | 9 745 | 3 240 | 310 | – | – | – | 160 167 |
| Prêts | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 672 | 2 327 | 5 585 | 9 122 | 9 115 | 34 909 | 181 763 | 50 431 | – | 293 924 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | 543 | 1 027 | 2 480 | 4 002 | 3 430 | 19 635 | 88 071 | 30 056 | 56 908 | 206 152 |
| Cartes de crédit | – | – | – | – | – | – | – | – | 36 010 | 36 010 |
| Entreprises et gouvernements | 33 836 | 7 398 | 10 693 | 10 854 | 14 245 | 33 366 | 89 367 | 68 078 | 33 552 | 301 389 |
| Total des prêts | 35 051 | 10 752 | 18 758 | 23 978 | 26 790 | 87 910 | 359 201 | 148 565 | 126 470 | 837 475 |
| Provision pour pertes sur prêts | – | – | – | – | – | – | – | – | (6 432) | (6 432) |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts | 35 051 | 10 752 | 18 758 | 23 978 | 26 790 | 87 910 | 359 201 | 148 565 | 120 038 | 831 043 |
| Engagements de clients au titre d'acceptations | 16 002 | 3 712 | 16 | 3 | – | – | – | – | – | 19 733 |
| Participation dans Schwab | – | – | – | – | – | – | – | – | 8 088 | 8 088 |
| Goodwill ³ | – | – | – | – | – | – | – | – | 17 656 | 17 656 |
| Autres immobilisations incorporelles ³ | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 303 | 2 303 |
| Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables ³ | – | – | 2 | 2 | 2 | 36 | 525 | 3 462 | 5 371 | 9 400 |
| Actifs d'impôt différé | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 193 | 2 193 |
| Montants à recevoir des courtiers et des clients | 19 719 | 41 | – | – | – | – | – | – | – | 19 760 |
| Autres actifs | 4 726 | 1 262 | 6 537 | 232 | 274 | 74 | 57 | 72 | 12 068 | 25 302 |
| Total de l'actif | 357 581 \$ | 58 981 \$ | 65 683 \$ | 62 741 \$ | 45 569 \$ | 152 027 \$ | 539 989 \$ | 400 184 \$ | 234 773 \$ | 1 917 528 \$ |
| Passif | | | | | | | | | | |
| Dépôts détenus à des fins de transaction | 4 038 \$ | 2 227 \$ | 4 390 \$ | 1 740 \$ | 1 758 \$ | 4 181 \$ | 4 136 \$ | 1 335 \$ | – \$ | 23 805 \$ |
| Dérivés | 12 560 | 16 189 | 8 764 | 5 230 | 3 531 | 9 413 | 18 116 | 17 330 | – | 91 133 |
| Passifs de titrisation à la juste valeur | 36 | 1 245 | 216 | 447 | 899 | 2 357 | 4 675 | 2 737 | – | 12 612 |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 18 718 | 21 893 | 52 501 | 45 442 | 23 331 | 805 | 96 | – | – | 162 786 |
| Dépôts ^{4,5} | | | | | | | | | | |
| Particuliers | 4 551 | 6 872 | 10 173 | 10 394 | 11 801 | 12 801 | 13 038 | 31 | 591 177 | 660 838 |
| Banques | 22 153 | 453 | 51 | – | 13 | – | 3 | 3 | 15 587 | 38 263 |
| Entreprises et gouvernements | 34 236 | 17 779 | 10 095 | 17 173 | 8 234 | 26 060 | 63 392 | 13 167 | 340 733 | 530 869 |
| Total des dépôts | 60 940 | 25 104 | 20 319 | 27 567 | 20 048 | 38 861 | 76 433 | 13 201 | 947 497 | 1 229 970 |
| Acceptations | 16 002 | 3 712 | 16 | 3 | – | – | – | – | – | 19 733 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert ¹ | 1 418 | 2 125 | 1 611 | 1 257 | 1 312 | 6 691 | 15 015 | 13 146 | 2 930 | 45 505 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension ² | 118 278 | 6 553 | 2 382 | 545 | 188 | 78 | – | – | – | 128 024 |
| Passifs de titrisation au coût amorti | – | 595 | 390 | 609 | 1 812 | 2 724 | 5 730 | 3 212 | – | 15 072 |
| Montants à payer aux courtiers et aux clients | 25 155 | 40 | – | – | – | – | – | – | – | 25 195 |
| Passifs liés aux assurances | 146 | 296 | 439 | 439 | 481 | 947 | 1 482 | 645 | 2 593 | 7 468 |
| Autres passifs | 14 587 | 2 417 | 2 006 | 1 050 | 761 | 1 725 | 1 136 | 4 660 | 5 210 | 33 552 |
| Billets et débiteurs subordonnés | – | – | – | – | – | – | 200 | 11 090 | – | 11 290 |
| Capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | 111 383 | 111 383 |
| Total du passif et des capitaux propres | 271 878 \$ | 82 396 \$ | 93 034 \$ | 84 329 \$ | 54 121 \$ | 67 782 \$ | 127 019 \$ | 67 356 \$ | 1 069 613 \$ | 1 917 528 \$ |
| Engagements hors bilan | | | | | | | | | | |
| Engagements au titre du crédit et des liquidités ^{6,7} | 19 249 \$ | 22 494 \$ | 22 536 \$ | 19 326 \$ | 18 060 \$ | 41 357 \$ | 140 699 \$ | 4 882 \$ | 1 461 \$ | 290 064 \$ |
| Autres engagements ⁸ | 87 | 208 | 177 | 234 | 205 | 549 | 1 316 | 365 | 7 | 3 148 |
| Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées | – | 126 | 18 | 714 | – | 1 233 | – | – | – | 2 091 |
| Total des engagements hors bilan | 19 336 \$ | 22 828 \$ | 22 731 \$ | 20 274 \$ | 18 265 \$ | 43 139 \$ | 142 015 \$ | 5 247 \$ | 1 468 \$ | 295 303 \$ |

¹ Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.² Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».³ Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».⁴ Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».⁵ Comprendent 34 milliards de dollars d'obligations sécurisées dont une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « 1 à 3 mois », une tranche de 5 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 1 milliard de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 6 à 9 mois », une tranche de 5 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans » et une tranche de 21 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 à 5 ans ».⁶ Comprendent 502 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.⁷ Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.⁸ Comprendent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

TABLEAU 59 DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE (suite)

(en millions de dollars canadiens)

Au

| | 31 octobre 2021 | | | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 mois à 1 an | Plus de 1 an à 2 ans | Plus de 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Aucune échéance précise | Total |
| Actif | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques | 5 931 | \$ – | \$ – | \$ – | \$ – | \$ – | \$ – | \$ – | \$ – | 5 931 |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | 158 039 | 373 | 185 | – | – | – | – | – | 1 365 | 159 962 |
| Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction ¹ | 2 020 | 4 382 | 5 059 | 2 275 | 2 874 | 12 293 | 21 299 | 23 119 | 74 269 | 147 590 |
| Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net | 58 | 3 | 543 | 1 250 | 53 | 745 | 3 803 | 1 931 | 1 004 | 9 390 |
| Dérivés | 6 146 | 9 393 | 5 289 | 2 885 | 1 818 | 7 172 | 10 895 | 10 829 | – | 54 427 |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 441 | 311 | 187 | 167 | 363 | 851 | 624 | 1 620 | – | 4 564 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 030 | 6 532 | 11 881 | 3 381 | 2 914 | 4 089 | 21 983 | 22 658 | 4 598 | 79 066 |
| Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 1 235 | 6 567 | 8 180 | 4 889 | 4 030 | 27 819 | 79 375 | 136 846 | (2) | 268 939 |
| Valeurs mobilières prises en pension ² | 92 356 | 30 580 | 22 332 | 14 191 | 7 441 | 140 | 244 | – | – | 167 284 |
| Prêts | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 930 | 2 389 | 5 050 | 10 061 | 10 077 | 34 004 | 166 855 | 38 974 | – | 268 340 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | 641 | 987 | 2 029 | 4 049 | 3 254 | 14 333 | 81 413 | 27 126 | 56 032 | 189 864 |
| Cartes de crédit | – | – | – | – | – | – | – | – | 30 738 | 30 738 |
| Entreprises et gouvernements | 27 691 | 5 390 | 6 707 | 10 533 | 8 503 | 23 332 | 71 025 | 61 647 | 25 242 | 240 070 |
| Total des prêts | 29 262 | 8 766 | 13 786 | 24 643 | 21 834 | 71 669 | 319 293 | 127 747 | 112 012 | 729 012 |
| Provision pour pertes sur prêts | – | – | – | – | – | – | – | – | (6 390) | (6 390) |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts | 29 262 | 8 766 | 13 786 | 24 643 | 21 834 | 71 669 | 319 293 | 127 747 | 105 622 | 722 622 |
| Engagements de clients au titre d'acceptations | 16 039 | 2 327 | 76 | 2 | 4 | – | – | – | – | 18 448 |
| Participation dans Schwab | – | – | – | – | – | – | – | – | 11 112 | 11 112 |
| Goodwill ³ | – | – | – | – | – | – | – | – | 16 232 | 16 232 |
| Autres immobilisations incorporelles ³ | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 123 | 2 123 |
| Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables ³ | – | 3 | 10 | 4 | 4 | 19 | 466 | 3 664 | 5 011 | 9 181 |
| Actifs d'impôt différé | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 265 | 2 265 |
| Montants à recevoir des courtiers et des clients | 32 357 | – | – | – | – | – | – | – | – | 32 357 |
| Autres actifs | 3 100 | 1 049 | 2 204 | 159 | 150 | 74 | 112 | 73 | 10 258 | 17 179 |
| Total de l'actif | 348 014 | \$ 70 286 | \$ 69 732 | \$ 53 846 | \$ 41 485 | \$ 124 871 | \$ 458 094 | \$ 328 487 | \$ 233 857 | \$ 1 728 672 |
| Passif | | | | | | | | | | |
| Dépôts détenus à des fins de transaction | 1 697 | \$ 5 373 | \$ 4 867 | \$ 2 953 | \$ 1 196 | \$ 2 135 | \$ 3 516 | \$ 1 154 | \$ – | \$ 22 891 |
| Dérivés | 7 387 | 9 392 | 4 581 | 2 969 | 2 244 | 7 403 | 10 792 | 12 354 | – | 57 122 |
| Passifs de titrisation à la juste valeur | – | 538 | 1 013 | 514 | 301 | 2 814 | 5 737 | 2 588 | – | 13 505 |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 23 923 | 12 526 | 33 712 | 28 017 | 14 678 | 1 127 | 1 | 4 | – | 113 988 |
| Dépôts ^{4, 5} | | | | | | | | | | |
| Particuliers | 5 799 | 9 750 | 8 491 | 5 999 | 6 148 | 7 611 | 7 254 | 29 | 582 417 | 633 498 |
| Banques | 8 903 | 338 | 135 | 25 | – | 2 | 2 | 4 | 11 508 | 20 917 |
| Entreprises et gouvernements | 15 795 | 12 080 | 8 268 | 5 433 | 1 311 | 28 880 | 37 255 | 6 079 | 355 609 | 470 710 |
| Total des dépôts | 30 497 | 22 168 | 16 894 | 11 457 | 7 459 | 36 493 | 44 511 | 6 112 | 949 534 | 1 125 125 |
| Acceptations | 16 039 | 2 327 | 76 | 2 | 4 | – | – | – | – | 18 448 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert ¹ | 1 096 | 729 | 1 753 | 1 648 | 432 | 4 574 | 12 640 | 17 505 | 2 007 | 42 384 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension ² | 120 938 | 13 904 | 7 255 | 1 700 | 272 | 28 | – | – | – | 144 097 |
| Passifs de titrisation au coût amorti | – | 344 | 414 | 475 | 403 | 3 448 | 7 043 | 3 135 | – | 15 262 |
| Montants à payer aux courtiers et aux clients | 28 993 | – | – | – | – | – | – | – | – | 28 993 |
| Passifs liés aux assurances | 158 | 273 | 405 | 405 | 425 | 982 | 1 673 | 872 | 2 483 | 7 676 |
| Autres passifs | 9 008 | 3 106 | 925 | 228 | 767 | 1 522 | 1 796 | 4 815 | 5 966 | 28 133 |
| Billets et débiteures subordonnés | – | – | – | – | – | – | 200 | 11 030 | – | 11 230 |
| Capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | 99 818 | 99 818 |
| Total du passif et des capitaux propres | 239 736 | \$ 70 680 | \$ 71 895 | \$ 50 368 | \$ 28 181 | \$ 60 526 | \$ 87 909 | \$ 59 569 | \$ 1 059 808 | \$ 1 728 672 |
| Engagements hors bilan | | | | | | | | | | |
| Engagements au titre du crédit et des liquidités ^{6, 7} | 14 788 | \$ 24 189 | \$ 23 482 | \$ 19 887 | \$ 15 616 | \$ 38 639 | \$ 115 624 | \$ 3 789 | \$ 1 327 | \$ 257 341 |
| Autres engagements ⁸ | 59 | 170 | 185 | 244 | 170 | 591 | 1 303 | 541 | – | 3 263 |
| Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées | – | 859 | 20 | 557 | – | 127 | 510 | – | – | 2 073 |
| Total des engagements hors bilan | 14 847 | \$ 25 218 | \$ 23 687 | \$ 20 688 | \$ 15 786 | \$ 39 357 | \$ 117 437 | \$ 4 330 | \$ 1 327 | \$ 262 677 |

¹ Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.

² Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».

³ Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».

⁴ Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».

⁵ Comprennent 25 milliards de dollars d'obligations sécurisées dont une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 à 3 mois », une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 4 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de

« plus de 6 à 9 mois », une tranche de 8 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans », une tranche de 7 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 à 5 ans » et une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 5 ans ».

⁶ Comprennent 326 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.

⁷ Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

⁸ Comprennent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

Risque d'adéquation des fonds propres

Le risque d'adéquation des fonds propres est le risque pour la Banque de ne pas disposer d'un niveau suffisant et d'une composition adéquate de fonds propres par rapport aux montants requis pour exécuter sa stratégie et répondre aux exigences réglementaires et internes en matière de fonds propres dans des conditions normales et en situation de crise.

Des fonds propres sont détenus afin de protéger la viabilité de la Banque en cas de pertes financières imprévues. Les fonds propres représentent le financement requis pour protéger les déposants et autres créanciers contre des pertes imprévues.

La gestion des niveaux de fonds propres exige de la Banque qu'elle détienne suffisamment de fonds propres dans les situations normales et les situations de stress afin d'éviter le risque de non-respect des niveaux de fonds propres minimums prescrits par les organismes de réglementation et des limites internes du conseil d'administration.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Le conseil d'administration supervise la gestion de l'adéquation des fonds propres et la gestion des fonds propres en vérifiant si les cibles de fonds propres sont respectées et en approuvant le plan de financement annuel et la politique globale de gestion des fonds propres. Le comité du risque examine et approuve le cadre de gestion du risque d'adéquation des fonds propres. Le chef de la gestion des risques et le membre du EHD responsable de la Gestion de la trésorerie et du bilan veillent à ce que le PIEAFP de la Banque permette de satisfaire efficacement aux exigences de fonds propres.

Le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres recommande et maintient le cadre de gestion du risque d'adéquation des fonds propres, ainsi que la politique globale de gestion des fonds propres afin d'assurer une gestion efficace et prudente de la situation des fonds propres de la Banque et le maintien de fonds propres adéquats. Il supervise l'affectation des cibles de fonds propres pour les secteurs d'exploitation et s'assure que ceux-ci respectent les cibles établies.

La Gestion de la trésorerie et du bilan est responsable de faire des prévisions et de surveiller la conformité aux cibles de fonds propres sur une base consolidée, sous la supervision du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres. La Gestion de la trésorerie et du bilan met à jour les prévisions de fonds propres, entre autres en apportant les changements appropriés aux émissions, aux rachats et aux remboursements de fonds propres. Les prévisions de fonds propres sont revues par le comité de gestion de l'actif et du passif. La Gestion de la trésorerie et du bilan dirige également le PIEAFP et les processus d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise. Les secteurs d'exploitation de la Banque sont responsables de la gestion des limites de fonds propres attribuées.

De plus, les filiales réglementées de la Banque, y compris certaines filiales d'assurances et filiales aux États-Unis et dans d'autres pays, gèrent leur risque d'adéquation des fonds propres conformément aux exigences réglementaires applicables. Les politiques et procédures de gestion des fonds propres de filiales doivent également être conformes à celles de la Banque. Les filiales réglementées de la Banque aux États-Unis doivent se conformer à plusieurs lignes directrices réglementaires, règles et attentes liées à la planification des fonds propres et à l'évaluation des facteurs de stress, y compris la réglementation YY de la Réserve fédérale des États-Unis qui énonce les normes prudentielles resserrées pour les organisations bancaires étrangères qui s'appliquent aux sociétés de portefeuille bancaires américaines. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évolution future des fonds propres réglementaires » et « Évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise » ainsi qu'à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs.

MODE DE GESTION DU RISQUE D'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Les ressources en fonds propres sont gérées de manière à ce que la situation des fonds propres de la Banque puisse soutenir les stratégies d'affaires dans le contexte d'affaires actuel et futur. La Banque gère ses activités selon des contraintes de fonds propres définies par les exigences de fonds propres tant internes que réglementaires, de façon à satisfaire les plus élevées de ces exigences.

Les exigences de fonds propres réglementaires représentent les niveaux de fonds propres minimums. Le conseil d'administration approuve des cibles de fonds propres qui prévoient des réserves suffisantes, de sorte que la Banque respecte les exigences minimales de fonds propres en périodes de crise. Les cibles de fonds propres visent à réduire le risque de manquement aux exigences minimales de fonds propres pouvant découler d'un événement de crise inattendu, donnant ainsi à la direction la possibilité de réagir à une baisse des niveaux de fonds propres avant que ceux-ci ne descendent sous les exigences minimales. Les cibles de fonds propres sont définies dans la politique mondiale de gestion des fonds propres.

Un processus de surveillance périodique est suivi pour planifier et prévoir les besoins en fonds propres. Dans le cadre du processus de planification annuel, une limite d'actifs pondérés en fonction du risque et de levier est attribuée aux secteurs d'exploitation. La génération et l'utilisation des fonds propres font l'objet d'une surveillance et de rapports au comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres.

La Banque évalue la sensibilité de ses besoins en fonds propres prévus et la génération de nouveaux fonds propres aux diverses conditions économiques au moyen de son processus d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise. Les résultats du processus d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise sont pris en compte dans l'établissement des cibles de fonds propres et des limites de l'appétit pour le risque lié aux fonds propres.

La Banque établit également ses besoins de fonds propres internes dans le cadre du PIEAFP, en utilisant des modèles pour mesurer les fonds propres à risque requis d'après sa propre tolérance au risque de pertes imprévues. La tolérance au risque est calibrée en fonction du niveau de confiance requis pour que la Banque puisse respecter ses obligations, même après l'absorption de pertes importantes et imprévues sur une période de un an.

De plus, la Banque a un plan de financement d'urgence conçu pour préparer la direction à assurer l'adéquation des fonds propres pendant des périodes de stress systémique ou propre aux banques. Le plan de financement d'urgence définit la gouvernance et les procédures à suivre si on prévoit que les niveaux de fonds propres consolidés de la Banque chuteront sous les cibles établies ou s'il existe des préoccupations liées aux fonds propres qui émergent de tendances ou d'événements perturbateurs. Il décrit aussi les mesures que pourrait prendre la direction pour empêcher qu'une telle situation se produise.

Risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite

Le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite est le risque associé à l'incapacité de la Banque de se conformer aux lois, aux règlements, aux pratiques en vigueur, aux obligations contractuelles, au Code de conduite et d'éthique de la Banque ou aux normes en matière de conduite commerciale loyale ou de bonnes pratiques commerciales, ce qui pourrait entraîner des amendes, des sanctions, des obligations ou une atteinte à la réputation, lesquelles pourraient nuire gravement à la Banque.

La Banque est exposée au risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite dans la quasi-totalité de ses activités. L'incapacité à atténuer le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite et le non-respect des exigences légales et réglementaires peuvent nuire à la capacité de la Banque à atteindre les objectifs stratégiques, peuvent donner lieu à des amendes ou à des blâmes, mener à une poursuite, et poser un risque pour la réputation de la Banque. Les amendes, atteintes à la réputation et autres coûts associés aux poursuites judiciaires ainsi que les décisions défavorables d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation peuvent aussi avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite diffère des autres risques bancaires, comme le risque de crédit ou le risque de marché, car il ne s'agit pas d'un risque que la direction prend activement et consciemment en prévision d'un rendement et que ce risque ne peut pas en général être atténué efficacement en tentant de limiter son incidence à un seul secteur ou territoire, puisque si ce risque survient, il pourrait nuire à des secteurs ou territoires qui n'ont pas rapport avec le secteur ou le territoire touché. L'exposition au risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite est inhérent au cours normal des activités de la Banque. Le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite connu évolue rapidement en raison de nouvelles menaces, y compris les menaces géopolitiques et celles associées à l'utilisation de nouvelles technologies étroitement liées entre elles, de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage machine, de modèles et des outils d'aide à la prise de décisions.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION, RISQUE JURIDIQUE ET RISQUE EN MATIÈRE DE CONDUITE

Le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite étant étendu et omniprésent, la gestion proactive et efficace de celui-ci est complexe. Le cadre de gestion du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite s'applique à l'échelle de la Banque ainsi qu'à toutes les fonctions du Siège social, à tous ses secteurs d'exploitation, à toutes ses fonctions de gouvernance, de gestion des risques et de surveillance, et à ses filiales, et est aligné sur le cadre de gestion des risques de la Banque. Il incombe à tous les secteurs d'activité de la Banque d'exercer leurs activités conformément aux exigences légales, réglementaires et en matière de conduite applicables aux pays où ils exercent leurs activités ainsi qu'aux exigences propres à chaque secteur. Les secteurs d'activité sont aussi responsables du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite qu'ils génèrent dans le cadre de leurs activités, y compris le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite qui pourrait découler des relations avec les fournisseurs indépendants. Pour s'acquitter de ces responsabilités, les secteurs d'activité doivent évaluer le risque, concevoir et mettre en place des contrôles, surveiller leur efficacité continue et en rendre compte afin d'éviter de dévier de la prise de position en matière d'appétit pour le risque de la Banque. Les fonctions de surveillance indépendantes (les « Fonctions de surveillance ») telles que le Service de la conformité, le groupe LMCA, la Défense, Bureau de la société et le

groupe chargé du risque de réglementation. Le groupe chargé du risque juridique et du risque de réglementation donne des conseils relativement à la gestion du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite. Des représentants de ces groupes interagissent régulièrement avec les membres de la haute direction des secteurs de la Banque. Également, la haute direction du Service juridique, du Service de la conformité et du groupe LMCBA se réunit régulièrement avec le comité d'audit et lui fait rapport. Le comité d'audit supervise l'établissement et la mise à niveau des politiques et des programmes raisonnablement conçus de façon à permettre à la Banque de respecter en tout temps les lois et règlements applicables. La haute direction du Service de la conformité et de la Défense, Bureau de la société fait aussi rapport régulièrement au comité de gouvernance, qui est responsable de la gestion du risque en matière de conduite de la Banque et de l'établissement et du maintien de politiques concernant la conformité de la Banque aux dispositions relatives à la protection des consommateurs du Cadre de protection des consommateurs de produits et services financiers du Canada. De plus, la haute direction du groupe chargé du risque de réglementation présente des rapports périodiques au conseil d'administration et à ses comités.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION, RISQUE JURIDIQUE ET RISQUE EN MATIÈRE DE CONDUITE DE LA TD

La gestion efficace du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite résulte d'une collaboration à l'échelle de l'entreprise et exige : a) l'identification et l'évaluation indépendantes et objectives du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite, b) des indications et services-conseils objectifs ou une analyse critique et une surveillance indépendantes afin d'identifier, d'évaluer, de contrôler et de surveiller le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite et c) une série approuvée de cadres, politiques, procédures, lignes directrices et pratiques. Bien que chaque secteur d'exploitation ait le devoir d'exercer ses activités conformément aux lois et règlements applicables et de gérer efficacement le risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite, chacune des Fonctions de surveillance joue un rôle essentiel dans la gestion du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite de la Banque. Selon les circonstances, ces groupes remplissent divers rôles à différents moments : le rôle de conseiller de confiance, celui qui donne des indications objectives, celui qui assure une analyse critique indépendante et celui qui effectue la surveillance et le contrôle (entre autres celui de gardien ou d'approuvateur).

En particulier, le Service de la conformité assume les fonctions suivantes : agit à titre de fonction de surveillance indépendante du risque de conformité à la réglementation afin d'établir les secteurs d'exploitation et les Fonctions de surveillance des normes à l'échelle de l'entreprise en matière de gestion du risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite; il fait la promotion d'une culture d'intégrité, de respect de l'éthique et de conformité à l'échelle de l'organisation pour gérer et réduire les risques en matière de conformité à la réglementation; il évalue le caractère adéquat, le respect et l'efficacité des contrôles de gestion courants de la conformité à la réglementation de la Banque; il gère de manière proactive les changements réglementaires et maintient un cadre qui encourage les Fonctions de surveillance à faire de même; et il apporte un soutien au chef de la conformité à l'échelle mondiale en fournissant un avis au comité d'audit, à savoir si les contrôles de gestion de la conformité à la réglementation sont suffisamment robustes pour assurer la conformité aux exigences réglementaires applicables.

La Défense, Bureau de la société est responsable de mener le programme portant sur le risque en matière de conduite à l'échelle de l'entreprise. Elle agit à titre de fonction de surveillance de la gestion du risque en matière de conduite et travaille avec les principales parties prenantes de l'entreprise et des divers secteurs afin d'atténuer le risque en matière de conduite à l'échelle de l'entreprise. La Défense, Bureau de la société travaille en collaboration avec les Ressources humaines et la Gestion du risque opérationnel afin d'assurer la surveillance et l'examen des activités de gestion du risque en matière de conduite réalisées par les secteurs d'activité.

Le groupe LMCBA exerce une surveillance indépendante de la gestion du risque et de la conformité à la réglementation et est responsable de la conformité à la réglementation et des composantes globales de la gestion prudente du risque des programmes à l'égard du risque lié à la LCBA, au financement des activités terroristes et aux sanctions économiques et à la lutte contre le trafic d'influence et la corruption (collectivement les « programmes LMCBA »), y compris de la conception, du contenu et de la mise en œuvre de ces programmes à l'échelle de l'entreprise; établit des normes, surveille et évalue les contrôles de ces programmes, leur conception et leur exécution, et en fait rapport; et fait rapport sur le caractère adéquat de l'efficacité de l'ensemble des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent, y compris de leur conception et de leur exécution. En outre, le Service de la conformité et le groupe LMCBA ont élaboré des méthodes et des processus visant à mesurer et à grouper les risques de conformité à la réglementation, le programme de LCBA et les risques en matière de conduite de façon continue afin d'établir un repère pour évaluer si les contrôles internes de la Banque sont efficaces pour atténuer ces risques et pour déterminer si l'appétit pour le risque de la Banque est respecté dans le cadre de la réalisation d'une activité en particulier ou de l'ensemble des activités de l'entreprise.

Le Service juridique offre des services et des conseils juridiques indépendants et protège la Banque contre tout risque juridique inacceptable. Le Service juridique a également élaboré des méthodes pour vérifier que le risque de litiges respecte l'appétit pour le risque de la Banque.

Les processus dont se servent le Service juridique, le Service de la conformité et le groupe LMCBA (y compris les politiques et cadres, la formation et l'éducation et le *Code de conduite et d'éthique* de la Banque) aident chaque secteur à assumer ses responsabilités afin de respecter les exigences légales, réglementaires et en matière de conduite.

Enfin, les groupes chargés du risque de réglementation et des affaires gouvernementales de la Banque établissent et facilitent la communication avec des représentants élus et des organismes de réglementation, surveillent les lois et règlements, veillent au maintien des relations d'affaires avec les gouvernements, coordonnent les examens réglementaires et l'établissement de mesures correctives découlant de constatations réglementaires, guident les discussions sur la réglementation visant les nouveaux produits, les propositions de produits ou les initiatives d'affaires et contribuent à la réalisation des objectifs d'intérêt général de la Banque.

Risque de réputation

Le risque de réputation est la possibilité que des perceptions de parties prenantes, qu'elles soient fondées ou non, concernant les pratiques commerciales, les actions ou les inactions de la Banque, entraînent ou puissent entraîner une perte de valeur significative de la Banque ou de sa marque, une baisse de sa liquidité ou un effritement de sa clientèle, ou qu'elles nécessitent l'adoption de mesures correctives coûteuses.

La réputation d'une société est en soi un bien précieux, essentiel pour optimiser la valeur pour les actionnaires. Voilà pourquoi elle est toujours sensible aux risques. Le risque de réputation peut découler de perceptions négatives inspirées par les pratiques commerciales de la Banque qui touchent n'importe quel aspect des activités de la Banque et est habituellement lié à des préoccupations relatives à l'éthique et à l'intégrité, à la compétence, ou à la qualité ou à la pertinence des produits et services. Comme toutes les catégories de risque peuvent porter atteinte à la réputation de l'entreprise, le risque de réputation n'est pas géré à part des autres principaux risques auxquels la Banque est exposée puisqu'il pourrait aller jusqu'à ternir sa marque et miner son résultat et ses fonds propres.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉPUTATION

L'EHD et les comités de direction qui examinent le risque de réputation dans le cadre de leurs fonctions habituelles sont responsables en dernier ressort de la gestion des risques pouvant entacher la réputation de la Banque. Le CRRE est le comité de direction principal chargé d'examiner le risque de réputation à la TD. Son mandat est de surveiller la gestion du risque de réputation en fonction de l'appétit pour le risque de la Banque. Il est principalement responsable d'examiner et d'évaluer les initiatives et activités commerciales au niveau de l'entreprise et les activités pour lesquelles un profil de risque de réputation important a été établi et signalé. Le CRRE offre également un cadre de discussion, d'examen et de signalement en ce qui concerne les risques non traditionnels.

De plus, tous les employés et les représentants de la Banque doivent contribuer positivement à la réputation de la Banque et à la gestion du risque de réputation. Il appartient donc à chaque employé de la Banque de respecter des pratiques éthiques en tout temps, de se conformer aux politiques, aux lois et aux règlements applicables et aussi de favoriser des relations harmonieuses avec les parties prenantes de la Banque. La gestion du risque de réputation est plus efficace lorsque chacun a continuellement à cœur de protéger et d'améliorer la réputation de la Banque.

MODE DE GESTION DU RISQUE DE RÉPUTATION DE LA TD

L'approche de la Banque en matière de gestion du risque de réputation combine l'expérience et la connaissance des unités d'exploitation individuelles, des secteurs de services communs du Siège social et des fonctions de gouvernance, de gestion des risques et de surveillance. Elle repose sur la capacité des entreprises de la Banque à bien comprendre leurs risques et à élaborer les politiques, processus et contrôles nécessaires à la gestion appropriée de ces risques conformément à la stratégie de la Banque et à son appétit pour le risque de réputation. Le cadre de gestion du risque de réputation de la Banque donne un aperçu complet de son approche à la gestion de ce risque. Comme les autres politiques importantes, la politique à l'égard du risque de réputation appliquée à l'échelle de l'entreprise de la Banque est approuvée par le chef de groupe et CGR et établit des exigences selon lesquelles les secteurs d'exploitation et les services communs de l'entreprise sont tenus de gérer le risque de réputation, notamment la mise en œuvre de procédures et le fait de charger un comité sectoriel (lorsque la politique le prévoit) d'examiner et d'évaluer le risque de réputation et de recommander le signalement des questions touchant ce risque, le cas échéant, au CRRE.

La Banque a également une politique d'approbation des nouveaux produits et des nouvelles activités à l'échelle de l'entreprise qui est approuvée par le CGR et qui établit des pratiques courantes dans le but d'appuyer des processus uniformes pour l'approbation des nouvelles activités et des nouveaux produits et services à l'échelle de la Banque. La politique est soutenue par des processus propres aux secteurs d'exploitation, lesquels font intervenir un examen indépendant des fonctions de surveillance et consistent, entre autres, à prendre en considération tous les aspects d'un nouveau produit, y compris le risque de réputation.

Risque environnemental et social

Le risque environnemental et social est le risque de perte financière, d'atteinte à la réputation ou autres préjudices découlant de l'incapacité de la Banque à gérer des facteurs environnementaux ou sociaux en perpétuelle évolution, et à y répondre, y compris les changements climatiques, qui peuvent nuire à l'exploitation, aux activités commerciales, aux produits, aux clients de la Banque ou aux collectivités où elle exerce ses activités, ou qui sont associés à ceux-ci.

La gestion du risque environnemental et social est une priorité à l'échelle de l'entreprise. Les facteurs de risque environnemental et social sont souvent multiples et peuvent provenir de la Banque, notamment de ses activités et investissements, de ses activités commerciales, de ses engagements et produits environnementaux et sociaux, ainsi que de ses clients, collègues, fournisseurs et collectivités où la Banque exerce ses activités, ou d'autres parties prenantes. Ces risques peuvent également se matérialiser en raison de la transition de la société vers une économie sobre en carbone.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le risque environnemental et social et la stratégie ESG de la Banque sont gérés au sein d'une structure de gouvernance qui assure l'équilibre entre l'engagement général à l'échelle de l'entreprise et les mesures prises en matière de responsabilisation. Le conseil d'administration et les membres de la haute direction surveillent le risque environnemental et social et évaluent et gèrent les incidences potentielles sur les stratégies d'affaires et le rendement financier de la Banque. Le conseil d'administration continue de surveiller le risque environnemental et social en tant que risque majeur et émergent pour la Banque et reçoit des mises à jour périodiques sur les progrès de la Banque à cet égard.

Les différents comités de la Banque sur le risque propre au secteur ou lié à l'entreprise assurent une surveillance des risques environnementaux et sociaux existants et émergents pour la Banque et en assument la responsabilité avec la direction.

Le Forum de l'équipe de la haute direction sur les enjeux ESG, composé de membres de la haute direction des secteurs d'exploitation et du siège social de TD, assure une supervision dans l'élaboration de stratégies portant sur les questions ESG et sur le climat.

Le PVP, Développement durable et responsabilité sociale, dirige la stratégie ESG et de responsabilité sociale de la Banque et est responsable de la stratégie ESG de la Banque. L'équipe Développement durable et responsabilité sociale apporte un soutien dans l'élaboration de la stratégie ESG de la Banque en encourageant les équipes dans toute la Banque à mettre au point de nouveaux produits et services, et en établissant des normes et des cibles de rendement et en en faisant rapport.

La Banque a mis en place une équipe spécialisée en gestion des risques ESG, regroupant des membres de l'équipe Gestion du risque environnemental et social, de l'équipe Risque de crédit ESG et de l'équipe Bureau central ESG, sous la direction du PVP, Gestion des risques ESG, rôle nouvellement créé, qui sera responsable de la gestion du risque environnemental et social. L'équipe Gestion du risque environnemental et social de la Banque est responsable de la surveillance du risque environnemental et social et de l'établissement de cadres, politiques, processus et structures de gouvernance pour déceler, évaluer, contrôler et surveiller le risque environnemental et social, y compris le risque lié au climat, et d'en faire rapport. L'équipe Risque de crédit ESG est responsable de mettre au point des outils et contrôles permettant de déceler, de surveiller et de gérer le risque environnemental et social, y compris le risque lié au climat, dans les activités de prêt de la Banque, au niveau de l'emprunteur comme du portefeuille, dans le respect du cadre de l'entreprise en matière de gestion du risque environnemental et social. L'équipe Bureau central ESG dirige les travaux d'élaboration du modèle opérationnel cible sur le climat de la Banque et du plan de mise en œuvre connexe. La Banque a mis en place des cadres, politiques et processus pour intégrer les responsabilités évolutives en matière de gestion du risque environnemental et social dans les structures de gouvernance, les secteurs d'activité et le secteur Siège social, et pour évaluer, signaler et, au besoin, soumettre les questions touchant le risque environnemental et social à un échelon supérieur.

C'est aux secteurs d'activité et au secteur Siège social qu'il incombe de déceler et de gérer le risque environnemental et social et d'en assumer la responsabilité dans leurs domaines respectifs, ce qui comprend intégrer les évaluations du risque environnemental et social dans la gouvernance et dans le cours normal des activités, y compris en ce qui concerne les nouveaux clients, les nouvelles transactions et les nouvelles positions.

MODE DE GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA TD

La Banque gère le risque environnemental et social selon le cadre de gestion du risque environnemental et social de l'entreprise, qui donne un aperçu complet de l'approche de la Banque en matière de gestion du risque environnemental et social et définit les principaux volets des activités de gestion du risque environnemental et social. Ce cadre s'appuie sur les politiques et procédures mises en œuvre par l'ensemble des secteurs d'exploitation de la Banque.

La politique de gestion du risque environnemental et social pour les secteurs d'exploitation autres que de détail définit les exigences relatives à l'identification et à l'évaluation du risque environnemental et social dans les portefeuilles de prêts directs autres que de détail de la Banque. La politique comprend une série de mesures de diligence raisonnable qui sont appliquées, si elles sont significatives, à toutes les activités de prêt direct autres que de détail, ce qui inclut le financement à des fins générales d'exploitation d'entreprise, le financement de projets et le financement d'immobilisations corporelles. Ce processus comprend l'évaluation des politiques, des procédures et du rendement des clients de la Banque à l'égard des enjeux environnementaux et sociaux importants, comme le risque lié au climat, le risque lié à l'air, au sol et à l'eau, la biodiversité, l'engagement des parties prenantes et le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones. La Banque évalue également les activités des emprunteurs par rapport aux positions et à la liste des opérations interdites de la Banque, tant à l'échelle de l'entreprise que des secteurs d'exploitation. Les concepts et la formation en matière de gestion du risque environnemental et social sont intégrés dans divers modules ou portails d'apprentissage disponibles dans toute la Banque. En outre, des séances de formation ont été organisées à l'intention des membres de divers comités de gestion des risques au niveau de la direction et du conseil d'administration afin de leur permettre de mieux comprendre les risques environnementaux et sociaux et l'approche de la Banque en matière de gestion de ces risques.

La Banque continue également d'évaluer les répercussions associées aux changements importants apportés aux produits, services, projets et initiatives de la TD en intégrant les risques environnementaux et sociaux au cadre de gestion des risques liés aux changements de la Banque. De plus, la direction de la Banque continue de compter sur son programme de gestion de la poursuite des activités et des crises à l'échelle de l'entreprise pour l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque en cas d'incidents perturbant ses activités, y compris les événements liés au climat.

Les mesures, les cibles et la performance environnementales et sociales de la Banque sont communiquées publiquement dans son rapport sur les enjeux ESG annuel ainsi que dans son rapport annuel sur les changements climatiques. Les principales mesures de performance sont présentées selon l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI), les normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et les recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) du Conseil de stabilité financière, certaines mesures étant certifiées de façon indépendante.

Risque lié au climat

Le risque lié au climat constitue le risque d'atteinte à la réputation ou de perte financière attribuable à la matérialisation du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel ou d'autres risques découlant des risques physiques et du risque de transition que comportent les changements climatiques pour la Banque, ses clients ou les collectivités où elle exerce ses activités. Ce risque comprend les risques physiques découlant des effets physiques chroniques et graves des changements climatiques, ainsi que les risques de transition liés à la transition mondiale vers une économie sobre en carbone. Chacun de ces risques peut se matérialiser en un risque de crédit, un risque de marché, un risque opérationnel ou en d'autres risques. Dans son Plan d'action sur les changements climatiques de la TD 2021 : Rapport sur les progrès et Rapport relatif au GIFCC, la Banque a présenté les progrès qu'elle a réalisés dans le cadre de son plan d'action sur les changements climatiques, ainsi que ses efforts pour en arriver à l'intégration des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) du Conseil de stabilité financière (CSF), qui fournissent des indications importantes sur l'adoption d'une approche plus cohérente quant à l'évaluation et de la déclaration des risques et des occasions liés au climat. La Banque a entrepris des démarches pour aborder les recommandations du GIFCC et compte continuer de renforcer son expertise et ses compétences en matière de gestion des occasions et des risques liés au climat. En 2022, la Banque s'est jointe au Climate Risk Consortium de la Risk Management Association (RMA), lequel a pour mission de réunir les institutions financières afin de créer des lignes directrices pour intégrer les pratiques de gestion du risque lié au climat dans les trois lignes de défense et préparer le secteur financier à aider les économies à faire la transition vers un avenir sobre en carbone.

La Banque participe aux consultations publiques sur les questions climatiques émergentes, notamment les cadres de divulgation proposés par les organismes de réglementation et les groupes sectoriels. De plus, elle s'engage activement auprès des organisations non gouvernementales environnementales et communautaires, des associations industrielles, des agences de notation et des organismes d'investissement responsable.

La TD participe également à divers groupes de travail nord-américains et, en tant que membre du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF), elle contribue à l'élaboration et à l'amélioration des méthodes de calcul des nouveaux paramètres climatiques. En 2020, la Banque a présenté son objectif d'atteindre des émissions de gaz à effet de serre nettes nulles pour ses activités d'exploitation et de financement d'ici 2050, conformément aux principes connexes de l'Accord de Paris. En 2021, la Banque s'est jointe à l'Alliance bancaire Net Zéro de l'initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE-IF NZBA), une initiative sectorielle mondiale visant à accélérer et à soutenir la mise en œuvre d'efforts de lutte contre les changements climatiques et à faciliter la transition vers une économie sobre en carbone. Par la suite, la Banque a annoncé avoir établi une cible provisoire visant à réduire de façon absolue les émissions de GES découlant de ses activités (émissions des champs d'application 1 et 2) de 25 % d'ici 2025 par rapport à 2019, l'année de référence. En mars 2022, la Banque a fait connaître les émissions associées au portefeuille financé de la Banque de deux secteurs à forte intensité carbonique (secteur de l'énergie et secteur de la production d'électricité) et a également fixé des cibles provisoires (2030) pour les émissions financées du champ d'application 3 conformément aux directives de l'Alliance bancaire Net Zéro pour ces secteurs.

La Banque surveille et évalue les faits nouveaux relatifs aux lois, à la politique, à la réglementation, à l'économie, aux technologies et aux parties prenantes touchant aux questions environnementales et sociales, y compris la transition vers la carboneutralité, et leurs incidences sur les mesures et les cibles liées à ces questions. Par conséquent, la Banque pourrait devoir ajuster ses mesures et ses cibles liées aux questions environnementales et sociales afin de tenir compte de ces faits nouveaux. De plus, les méthodes ou les normes à l'égard des questions environnementales et sociales utilisées par les organismes de réglementation, le secteur des services financiers, les groupes sectoriels ou les associations auxquels la Banque participe ou appartient ou celles utilisées par la Banque ou ses clients pour mesurer ou faire rapport sur leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) pourraient changer. Ces changements pourraient obliger la TD à modifier ou à retraiter les points de référence de ses émissions de GES, le calcul des émissions de GES ou les cibles des émissions de GES, ce qui pourrait amener la Banque à modifier ou à résilier son adhésion à des groupes ou des associations. La Banque évalue et continuera d'évaluer les incidences potentielles des changements climatiques et des risques connexes sur ses activités, ses portefeuilles de prêts, ses placements et ses entreprises.

La Banque procède à l'élaboration de méthodes et d'approches, y compris à la conception d'outils et à la création de capacités connexes à l'égard de mesures quantitatives pour l'analyse des scénarios climatiques, en participant à des groupes de travail sectoriels. La Banque est membre du PNUE-IF et, en 2021, a participé au groupe de travail pilote du PNUE-IF (Phase III) et au projet pilote lancé conjointement par la Banque du Canada et le BSIF visant l'analyse de scénarios climatiques. La Banque a également mené une étude pilote avec Moody's Analytics dont l'objectif est d'aider à concevoir des méthodes et des approches uniformes à l'échelle de l'industrie pour l'analyse des scénarios climatiques pour les portefeuilles de prêts, de placements et d'assurance des banques. Grâce à sa participation à l'analyse de scénarios climatiques, la Banque continue de renforcer sa compréhension des risques liés à la transition et des risques physiques inhérents aux changements climatiques, ainsi que ses capacités internes en matière de données climatiques et de modélisation des risques liés au climat. Ces études et la participation de la Banque dans les projets pilotes menés par les acteurs du secteur sont des étapes qui contribuent au développement des connaissances, des outils et des capacités internes en matière de recensement des risques futurs, et permettront d'orienter l'approche de la Banque dans ses efforts pour intégrer et gérer davantage les risques liés au climat dans l'ensemble de la société.

En 2021, la Banque a dressé la liste des risques liés aux changements climatiques, y compris des définitions des risques, de sorte à recenser les conséquences que peuvent avoir les changements climatiques sur la Banque et ses actifs, ses clients et les collectivités où elle exerce ses activités. La Banque a également élaboré un cadre de schématisation des points chauds, soutenu par un processus d'examen des risques sectoriels, qui facilite le recensement et l'évaluation des risques physiques et du risque de transition que comportent les changements climatiques. En 2022, la Banque a fait connaître sa position sur le charbon thermique, laquelle définit son approche en matière de gestion des risques climatiques associés à l'extraction de charbon thermique et à l'utilisation du charbon thermique pour la production soutenue d'électricité.

Depuis 2008, Gestion de placements TD Inc. (GPTD) est signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) de l'Organisation des Nations Unies (ONU). D'après ces principes, les investisseurs s'engagent à tenir compte des questions ESG dans l'analyse et la prise de décisions liées à l'investissement. GPTD a mis sur pied une équipe dédiée à la recherche et à l'engagement ESG qui apporte son soutien au chef des placements et à la fonction placements dans le cadre de l'Approche d'investissement durable, les engagements, la gestion et le vote par procuration liés aux enjeux ESG.

En 2020, Valeurs Mobilières TD (VMTD) a créé le groupe Solutions ESG (anciennement le groupe Finance durable et Transitions d'entreprises), lequel met l'accent sur la mise en œuvre de solutions intégrées en matière d'ESG et de climat, y compris des activités telles que la mise en place de prêts liés à la durabilité; le placement d'obligations vertes, sociales et durables; et la prestation de services-conseils liés aux facteurs ESG, aux opérations de fusion et acquisition et au financement auprès des sociétés qui ont entrepris une transition vers une économie sobre en carbone. En 2021, VMTD a concentré ses efforts sur l'atteinte de jalons importants visant à soutenir le plan d'action sur les changements climatiques et les objectifs de carboneutralité de la Banque ainsi que sur l'établissement d'initiatives financières durables permettant d'intégrer davantage les facteurs ESG dans ses stratégies commerciales.

Depuis 2015, TD Assurance (TDA) est signataire des Principes pour une assurance responsable (PAR) du PNUE-IF qui servent de cadre de travail à l'échelle mondiale pour les compagnies d'assurance afin qu'elles comprennent mieux les occasions que peuvent présenter les risques ESG, y compris le risque lié au climat. Afin d'intégrer davantage les considérations ESG à son processus décisionnel, TDA a mis sur pied le Comité de direction sur la gouvernance du développement durable composé de leaders de TDA qui s'efforcent d'intégrer les PAR et les facteurs ESG à son cadre opérationnel. En 2019, TDA a créé le Conseil consultatif sur les changements climatiques qui réunit des experts provenant d'Ingénieurs Canada et des six meilleures universités canadiennes dotées d'une expertise dans les domaines des changements climatiques, des phénomènes météorologiques violents et de leurs répercussions sur les gens et sur notre planète. Le Conseil consultatif, de concert avec les dirigeants de TDA, oriente ses efforts sur deux activités : la lutte contre les risques d'inondation et la résilience ainsi que la sensibilisation des propriétaires. Les considérations relatives au risque lié au climat sont incorporées dans la politique relative aux catastrophes et à la réassurance de TDA, Assurances générales, ainsi que dans l'Énoncé d'appétence au risque de TDA. TDA évalue également l'incidence possible des pertes d'assurance liées au climat et recommande des mesures d'atténuation à leur égard par le biais de son Groupe de travail sur l'appétence aux risques liés au climat nouvellement formé.

Code de conduite et droits de la personne

La Banque a mis en place plusieurs politiques, y compris le *Code de conduite et d'éthique* de la Banque qui reflète l'engagement de la Banque à gérer ses activités de façon responsable et conformément aux lois applicables. Pour des renseignements additionnels sur le *Code de conduite et d'éthique*, se reporter à la rubrique « Risque de conformité à la réglementation, risque juridique et risque en matière de conduite » ci-dessus. La Banque a tout d'abord publié un énoncé de position à l'égard des droits de la personne en 2020, qui reflète sa responsabilité d'entreprise de respecter les droits de la personne tels qu'ils sont énoncés dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies. Au besoin, l'énoncé est mis à jour afin de faire état du progrès réalisé par la Banque sur son engagement. De plus, la Banque a mis en place des politiques, des processus de diligence raisonnable et des pratiques en matière de formation en vue de gérer les risques d'esclavage et de traite des personnes dans l'exercice de ses activités commerciales. La Banque fait publiquement rapport en vertu de la *Modern Slavery Act 2015* du Royaume-Uni dans le cadre de la *Déclaration sur l'esclavage et la traite des personnes annuelle* de la Banque et la Toronto Dominion (Southeast Asia) Limited fait publiquement rapport en vertu de la *Modern Slavery Act 2018* de l'Australie.

Le Code de conduite des fournisseurs de la Banque est également conforme aux engagements pris par cette dernière à l'égard du respect des droits de la personne. Au moment d'inscrire des fournisseurs, la Banque exige de ces derniers une confirmation qu'ils exercent leurs activités conformément aux attentes décrites dans le Code de conduite des fournisseurs de la Banque, lequel inclut la protection des droits de la personne. La Banque peut exercer une diligence raisonnable accrue sur certaines parties de sa chaîne d'approvisionnement les plus pertinentes dans le cadre des questions ESG. Le programme de diversité des fournisseurs en Amérique du Nord de la Banque vise à promouvoir l'égalité des chances et à favoriser l'inclusion des femmes, des Noirs, des peuples autochtones et d'autres groupes issus des minorités, de la communauté 2SLGBTQ+, des personnes ayant une incapacité, des anciens combattants et d'autres groupes diversifiés dans le processus d'approvisionnement. Pour respecter cet objectif, en 2021, le chef de l'approvisionnement de la Banque a publié une déclaration sur la diversité des fournisseurs qui reconnaît la diversité et l'inclusivité comme des valeurs fondamentales et des impératifs commerciaux.

Diversité et inclusion

La Banque est déterminée à faire progresser sa stratégie en matière de diversité et d'inclusion afin de créer une culture plus inclusive et diversifiée au sein de la Banque. En 2022, la Banque a annoncé qu'elle retiendrait les services d'un cabinet juridique tiers afin d'effectuer une évaluation sur l'équité raciale dans le cadre des politiques d'emploi de la Banque au Canada et aux États-Unis. Cette évaluation sera supervisée par le Conseil.

Méthodes et estimations comptables critiques

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les méthodes et estimations comptables utilisées par la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Un sommaire des principales méthodes et estimations comptables de la Banque est présenté dans les notes aux états financiers consolidés de 2022. Les méthodes comptables critiques de la Banque sont régulièrement passées en revue avec le comité d'audit. Les méthodes comptables critiques qui font appel au jugement de la direction et qui reposent sur des estimations incluent le classement et l'évaluation des actifs financiers, la comptabilisation des dépréciations d'actifs financiers, la comptabilisation des contrats de location, le calcul de la juste valeur des instruments financiers, la décomptabilisation, l'évaluation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, la comptabilisation des avantages du personnel, la comptabilisation de l'impôt sur le résultat, la comptabilisation des provisions, la comptabilisation des contrats d'assurance, la consolidation des entités structurées et la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

Les états financiers consolidés de 2022 de la Banque ont été dressés selon les IFRS. Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables ainsi que sur les jugements, estimations et hypothèses importants selon les IFRS, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique.

CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

Évaluation des modèles économiques

La Banque établit ses modèles économiques en fonction de l'objectif selon lequel ses portefeuilles d'actifs financiers sont gérés. Pour des renseignements sur les modèles économiques de la Banque, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés de 2022 de la Banque. Pour établir ses modèles économiques, la Banque prend en compte ce qui suit :

- L'intention de la direction et ses objectifs stratégiques ainsi que l'application dans la pratique des politiques énoncées
- Les principaux risques qui influent sur la performance du portefeuille d'actifs et la façon dont ces risques sont gérés
- La façon dont le rendement du portefeuille est évalué et dont on en fait rapport à la direction
- La fréquence et l'importance des ventes d'actifs financiers effectuées au cours des périodes précédentes, les raisons de ces ventes et les activités de ventes futures attendues

Les ventes ne permettent pas de déterminer à elles seules le modèle économique et ne sont pas considérées isolément. Les ventes témoignent plutôt de la façon dont les flux de trésorerie sont générés. Un modèle économique de type détention aux fins de la perception sera réévalué par la Banque afin de déterminer si les ventes sont conformes à l'objectif de percevoir des flux de trésorerie contractuels lorsque ces ventes sont de valeur plus que négligeable ou qu'elles sont plus qu'inhabituelles.

Critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, la Banque tient compte des modalités contractuelles de l'instrument, notamment si l'actif financier est assorti de modalités contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels et qui feraient en sorte qu'il ne correspond pas à un contrat de prêt de base. Dans le cadre de cette évaluation, la Banque tient compte des principales modalités comme suit et évalue si les flux de trésorerie contractuels de l'instrument satisfont toujours au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels :

- Caractéristiques liées à la performance
- Modalités qui limitent les droits de la Banque aux flux de trésorerie d'actifs spécifiés (absence d'un droit de recours)
- Modalités de remboursement anticipé et de prolongation
- Caractéristiques liées à l'effet de levier
- Caractéristiques qui modifient des éléments de la valeur temps de l'argent

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS FINANCIERS

Augmentation importante du risque de crédit

Pour les expositions de détail, les critères d'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit sont définis pour le produit ou pour le portefeuille approprié et varient en fonction de l'exposition au risque de crédit à la création de l'actif financier. Les critères comprennent les variations relatives de la PD, un filet de sécurité absolu en cas de PD et un filet de sécurité en cas de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale survient lorsque l'un de ces critères est rempli.

Pour les expositions autres que de détail, la NRE est établie par emprunteur individuel, d'après des modèles de risque de crédit propres aux industries qui sont fondés sur des données historiques. Les informations actuelles et prospectives qui sont propres à l'emprunteur et aux industries sont prises en compte en fonction du jugement d'experts en matière de crédit. Les critères d'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit sont définis pour la segmentation appropriée et varient en fonction de la NRE à la création de l'actif financier. Les critères comprennent les variations relatives de la NRE, un filet de sécurité absolu relatif à la NRE et un filet de sécurité en cas de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale survient lorsque l'un de ces critères est rempli.

Évaluation des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des actifs financiers. La provision pour pertes sur créances représente l'estimation objective de la direction du risque de défaillance et des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan.

Pour les expositions de détail, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du produit de la PD, de la PCD et de l'ECD à chaque période de la durée de vie attendue restante de l'actif financier, et actualisées à la date de clôture selon le taux d'intérêt effectif. Les estimations de la PD correspondent à la PD prospective et sont mises à jour trimestriellement en fonction des antécédents, des conditions actuelles et des informations prospectives pertinentes de la Banque sur la durée de vie attendue de l'exposition pour déterminer la courbe de la PD pour la durée de vie. Les estimations de la PCD sont fondées sur les radiations et les recouvrements de paiement passés, les données actuelles sur les caractéristiques propres à l'emprunteur et les coûts directs. Les flux de trésorerie attendus des sûretés, des garanties et d'autres rehaussements de crédit sont intégrés dans la PCD s'ils font partie intégrante des modalités contractuelles. Les variables macroéconomiques pertinentes sont intégrées dans le calcul afin de déterminer la PCD attendue. L'ECD correspond au solde attendu au moment de la défaillance sur la durée de vie attendue restante de l'exposition. L'ECD incorpore les anticipations prospectives à l'égard des remboursements des soldes prélevés et des prélèvements futurs, le cas échéant.

Pour les expositions autres que de détail, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie, déterminées comme la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus au cours de la durée de vie attendue restante de l'instrument financier. La PD pour la durée de vie est déterminée en établissant une concordance entre la NRE de l'exposition et la PD prospective sur la durée de vie attendue. Les estimations de la PCD sont déterminées en établissant une concordance entre la NRF de l'exposition et la PCD attendue, laquelle tient compte des caractéristiques propres à la facilité comme la sûreté, le rang de subordination de la créance et la structure du prêt. Les variables macroéconomiques pertinentes sont intégrées dans le calcul afin de déterminer la PD et la PCD attendues. Les flux de trésorerie attendus sont établis en appliquant la PCD attendue aux flux de trésorerie contractuels afin de calculer les insuffisances de flux de trésorerie sur la durée de vie attendue de l'exposition.

Informations prospectives

Pour calculer les pertes de crédit attendues, la Banque se sert de modèles internes fondés sur des paramètres de PD, de PCD et d'ECD. Des facteurs macroéconomiques prospectifs, y compris des facteurs propres aux régions, sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels qui sont propres aux industries ou aux secteurs sont également intégrés, lorsque pertinent. Des scénarios macroéconomiques prospectifs sont produits par les Services économiques TD dans le processus relatif aux pertes de crédit attendues : un scénario économique de base, ainsi qu'un scénario optimiste et un scénario pessimiste fondés sur une conjoncture économique plausible tenant compte des sources d'incertitude entourant le scénario de base. Tous les scénarios macroéconomiques sont mis à jour trimestriellement en fonction de chacune des variables régionales, le cas échéant, et sont incorporés selon le cas dans la modélisation trimestrielle des paramètres de risque du scénario de base, du scénario optimiste et du scénario pessimiste utilisés dans le calcul des pertes de crédit attendues et des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Les Services économiques TD exerceront leur jugement pour recommander chaque trimestre les pondérations probabilistes de chacun des scénarios. Les scénarios macroéconomiques et les pondérations probabilistes proposés font l'objet d'un examen critique approfondi de la direction par l'entremise d'un comité regroupant des représentants des Services économiques TD et des fonctions Gestion du risque, Finances et Entreprise. La Banque applique des facteurs de pondération probabiliste propres aux pertes de crédit attendues calculées selon chacun des trois scénarios afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés pour plus de renseignements sur les variables macroéconomiques et la sensibilité des pertes de crédit attendues.

Jugement d'expert en matière de crédit

La direction exerce son jugement d'expert en matière de crédit pour établir la meilleure estimation de la composante qualitative qui contribue aux pertes de crédit attendues, d'après l'évaluation de la conjoncture économique, l'historique des pertes, la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs et informations prospectives pertinents qui ne sont pas totalement intégrés dans le calcul des modèles.

Une importante part d'incertitude perdure à l'égard de l'évolution de la situation économique et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte.

CONTRATS DE LOCATION

La Banque exerce son jugement pour déterminer la durée appropriée de chaque contrat de location. Elle tient compte de tous les faits et circonstances qui créent un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation, notamment les investissements dans des améliorations locatives majeures, le rendement des succursales et les pratiques commerciales antérieures. Les périodes visées par les options de prolongation ou de résiliation sont prises en compte dans la durée du contrat de location uniquement si la Banque a la certitude raisonnable de les exercer. La direction considère le seuil de « certitude raisonnable » comme étant un seuil élevé. Tout changement touchant le contexte économique ou l'industrie pourrait influencer sur l'évaluation par la Banque de la durée du contrat de location, et toute modification de l'estimation par la Banque des durées des contrats de location pourrait avoir une incidence significative sur le bilan consolidé et l'état du résultat consolidé de la Banque.

Afin de déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, la Banque doit estimer le taux d'emprunt marginal propre à chaque bien loué ou portefeuille de biens loués si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. La Banque détermine le taux d'emprunt marginal de chaque bien loué ou portefeuille de biens loués en prenant en considération le degré de solvabilité de la Banque, la garantie, la durée et la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation ainsi que l'environnement économique dans lequel le bien loué est exploité. Les taux d'emprunt marginaux peuvent changer principalement par suite de changements dans l'environnement macroéconomique.

ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des instruments financiers négociés sur un marché actif à la date du bilan est fondée sur leurs cours de marché disponibles. Pour tous les autres instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur peut être fondée sur d'autres transactions de marché courantes observables portant sur les mêmes instruments ou des instruments similaires, sans modification ni reconditionnement, ou sur la base d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables. Les données de marché observables peuvent comprendre les courbes de taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des options. Les techniques d'évaluation comprennent des comparaisons avec des instruments similaires lorsqu'il existe des prix de marché observables, des analyses fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les intervenants du marché.

Dans le cas de certains instruments financiers complexes ou illiquides, la juste valeur est établie d'après des techniques d'évaluation qui ne s'appuient pas sur des transactions de marché courantes ou sur des données de marché observables. Des jugements sont portés pour la détermination des techniques d'évaluation à appliquer, des critères de liquidité et des données de modélisation comme les volatilités, les corrélations, les écarts de crédit, les taux d'actualisation, les taux de remboursements anticipés et les prix des instruments sous-jacents. Toute imprécision de ces estimations peut influencer sur la juste valeur qui en découlera.

Il faut aussi porter des jugements pour comptabiliser les rajustements de valeur appliqués aux justes valeurs déterminées à l'aide de modèles afin de tenir compte des limites de système ou de l'incertitude relative à la mesure, comme dans l'évaluation d'instruments financiers complexes et négociés moins activement sur le marché. Si le marché pour un instrument financier complexe se développait, le cours de cet instrument pourrait devenir plus transparent, ce qui permettrait de peaufiner les modèles d'évaluation. Par exemple, la réforme des taux interbancaires offerts pourrait également avoir une incidence sur la juste valeur des produits qui font référence à des modèles d'évaluation incorporant des taux interbancaires offerts à titre d'intrants ou qui utilisent ces modèles.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

Certains actifs financiers transférés peuvent être admissibles à la décomptabilisation du bilan consolidé de la Banque. Pour déterminer si les actifs sont admissibles à la décomptabilisation, certaines questions importantes doivent être tranchées, comme établir si les droits de la Banque de recevoir des flux de trésorerie de l'actif financier ont été conservés ou transférés et dans quelle mesure les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier ont été conservés ou transférés. Si la Banque n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif financier, il faut établir si la Banque a conservé le contrôle de l'actif financier.

Au moment de la décomptabilisation, la Banque comptabilise un profit ou une perte à la vente de ces actifs qui correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif transféré et la somme du produit en espèces reçu, y compris tout actif financier reçu ou passif financier pris en charge, et tout profit ou perte cumulé attribué à l'actif transféré qui avait été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global. Pour calculer la juste valeur de l'actif financier reçu, la Banque évalue les flux de trésorerie futurs à partir du montant estimé des intérêts attendus sur les actifs titrisés, du rendement à verser aux investisseurs, de la tranche des actifs titrisés qui sera remboursée avant l'échéance prévue, des pertes de crédit attendues, du coût de gestion des actifs et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs attendus. Les flux de trésorerie réels peuvent être très différents des estimations de la Banque.

Les droits conservés représentent des droits financiers conservés par la Banque dans les actifs transférés. Ils sont classés comme valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à la juste valeur relative au bilan consolidé de la Banque. Par la suite, la juste valeur des droits conservés est calculée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus. La différence entre les flux de trésorerie réels et les flux de trésorerie futurs estimés par la Banque est comptabilisée en produits (pertes) de négociation. Les hypothèses sont passées en revue périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) de la Banque est calculée à l'aide de modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs et hypothèses comme les résultats prévus, les taux de croissance, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux. La direction doit exercer son jugement pour estimer la valeur recouvrable des UGT, et l'utilisation de différentes hypothèses et estimations pour le calcul pourrait influencer sur la détermination de l'existence d'une dépréciation et l'évaluation du goodwill. La direction est d'avis que les hypothèses et estimations utilisées sont raisonnables et justifiables. Si possible, les hypothèses émises en interne sont comparées à des données de marché pertinentes. Les valeurs comptables des UGT de la Banque sont établies par la direction à l'aide de modèles de capital basés sur le risque aux fins de l'ajustement des actifs et passifs nets par UGT. Ces modèles intègrent divers facteurs, notamment le risque de marché, le risque de crédit et le risque opérationnel, y compris le capital investi (composé du goodwill et des autres immobilisations incorporelles). Tout capital qui n'est pas directement attribuable aux UGT est détenu dans le secteur Siège social. Les comités de surveillance du capital de la Banque surveillent les méthodes de répartition du capital de la Banque.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les obligations et les charges projetées au titre des prestations des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque sont établies au moyen de multiples hypothèses qui peuvent influencer de façon significative sur la valeur de ces montants. Les hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations de salaire, les taux de progression du coût des soins de santé et les taux de mortalité, représentent les meilleures estimations de la direction et sont révisées annuellement de concert avec les actuaires de la Banque. La Banque élabore chaque hypothèse d'après des résultats techniques passés pertinents de la Banque et des données liées au marché, et évalue si ces données ont une incidence prolongée ou importante sur les hypothèses. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations projetées est établi d'après le rendement de marché d'obligations de sociétés de haute qualité dont les modalités correspondent à celles des flux de trésorerie propres aux régimes. Les autres hypothèses sont également des estimations à long terme. Toutes les hypothèses supposent un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses ainsi que les modifications des hypothèses découlant des changements quant aux attentes futures entraînent des profits et des pertes de réévaluation qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice et ont en outre une incidence sur les charges au cours des périodes futures.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La Banque est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. La détermination définitive de l'impôt applicable à bon nombre d'opérations et de calculs dans le cadre normal des activités est incertaine. La Banque constitue des provisions pour positions fiscales incertaines qui, selon elle, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions fiscales faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions sont établies à l'aide des meilleures estimations de la Banque quant au montant prévu à payer, en fonction d'une évaluation de tous les facteurs pertinents, lesquels sont révisés à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Cependant, il se peut qu'une vérification de la part d'autorités fiscales compétentes puisse donner lieu à des variations de ces passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que s'il est probable que les résultats imposables des périodes futures seront suffisants pour permettre d'utiliser les différences temporaires déductibles. Cependant, le montant d'un actif d'impôt différé comptabilisé et considéré comme réalisable peut être réduit si les résultats projetés ne sont pas réalisés à cause de divers facteurs, comme une conjoncture économique défavorable. Si la Banque estime que les résultats projetés ne seront pas atteints, elle ramène l'actif d'impôt différé à un montant qu'elle croit réalisable. L'ordre de grandeur de la réduction repose en grande partie sur les prévisions de la Banque quant à ses résultats, qui donnent une indication de l'utilisation possible de l'actif d'impôt différé.

PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque le montant d'une perte et le moment où elle sera réalisée sont incertains. Les provisions sont fondées sur les meilleures estimations de la Banque à l'égard des dépenses qui pourraient être requises pour régler ses obligations actuelles, compte tenu de tous les risques et incertitudes pertinents, de même que, si elle est importante, de la valeur temps de l'argent.

Nombre de provisions de la Banque ont trait à diverses poursuites intentées contre elle dans le cadre normal des activités. Les provisions pour litiges nécessitent l'implication de la direction et des conseillers juridiques de la Banque pour évaluer la probabilité de perte et estimer toute incidence financière. Tant qu'une provision existe, la direction ou les conseillers juridiques de la Banque peuvent obtenir de

nouvelles informations qui peuvent modifier leur évaluation quant à la probabilité de perte et au montant estimatif de la perte. Toute modification d'une évaluation peut mener à des variations dans le montant comptabilisé pour ces provisions. De plus, les coûts réels de résolution de ces litiges peuvent être sensiblement supérieurs ou inférieurs aux provisions. La Banque examine chacune de ses provisions pour litiges, après prise en compte de différents facteurs, notamment l'évolution de chaque cas, l'expérience de la Banque, l'expérience de tiers dans des cas similaires, et l'opinion et l'avis des conseillers juridiques.

Certaines des provisions découlent d'initiatives de restructuration entreprises par la Banque. Les provisions de restructuration exigent la meilleure estimation de la direction, y compris sur les prévisions à l'égard des conditions économiques. Tout au long de la durée d'une provision, la Banque peut prendre connaissance de nouvelles informations qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des montants à être engagés. Toute modification d'une évaluation peut mener à des variations dans le montant comptabilisé pour ces provisions.

ASSURANCE

Les hypothèses utilisées pour établir les demandes d'indemnisation et les obligations liées aux indemnités d'assurance de la Banque sont fondées sur les meilleures estimations quant aux résultats possibles.

Pour l'assurance de dommages, le coût définitif des engagements d'indemnisation est estimé au moyen de techniques actuarielles appropriées en matière d'évaluation prospective des sinistres, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada. Un jugement qualitatif supplémentaire est utilisé pour évaluer la mesure dans laquelle les tendances passées pourraient ne pas se répéter dans l'avenir afin d'établir le coût final estimé d'indemnisation des sinistres qui présente le résultat le plus vraisemblable, compte tenu de toutes les incertitudes présentes.

Pour l'assurance de personnes, les passifs actuariels tiennent compte de tous les flux de trésorerie futurs des polices, y compris les primes, les demandes d'indemnisation et les coûts nécessaires pour administrer les polices. Les hypothèses critiques utilisées dans l'évaluation des passifs au titre des contrats d'assurance de personnes sont établies par l'actuaire désigné.

CONSOLIDATION DES ENTITÉS STRUCTURÉES

La direction doit exercer son jugement pour évaluer si la Banque doit consolider une entité. Par exemple, il pourrait être impossible de déterminer si la Banque contrôle une entité en évaluant uniquement les droits de vote pour certaines entités structurées. En pareil cas, le jugement de la direction est nécessaire pour déterminer si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel quant aux principales activités pertinentes de l'entité et si la Banque peut utiliser ce pouvoir pour absorber une partie importante des rendements variables de l'entité. S'il est déterminé que la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel et qu'elle absorbe une forte proportion des rendements variables de l'entité, elle exerce aussi son jugement afin de déterminer si elle détient ce pouvoir à titre de mandant, soit pour son propre compte, ou à titre de mandataire, soit pour le compte d'une autre partie.

Pour évaluer si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel, elle doit comprendre l'objet et la conception de l'entité de façon à déterminer les principales activités économiques de cette dernière. Dans ce contexte, les principales activités économiques d'une entité sont celles qui ont une incidence prédominante sur la performance économique de l'entité. Lorsque la Banque a la capacité actuelle de diriger les principales activités économiques de l'entité, elle est considérée disposer d'un pouvoir décisionnel sur l'entité.

La Banque évalue également son exposition aux rendements variables de l'entité structurée afin de déterminer si elle absorbe une forte proportion des rendements variables pour lesquels l'entité structurée a été conçue. Dans cette évaluation, la Banque tient compte du but et de la conception de l'entité afin de déterminer si elle absorbe des rendements variables de l'entité structurée aux termes d'accords contractuels, qui peuvent être sous forme de valeurs mobilières émises par l'entité, de dérivés conclus avec l'entité ou d'autres accords comme des garanties, des facilités de liquidité ou des engagements de crédit.

Si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel sur l'entité et absorbe une partie importante des rendements variables de l'entité, alors elle doit déterminer si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire lorsqu'elle exerce son pouvoir décisionnel. Les principaux facteurs à prendre en considération sont l'étendue des pouvoirs décisionnels; les droits détenus par d'autres parties associées à l'entité, y compris tout droit de révocation de la capacité de la Banque à agir à titre de décideur ou de participer aux décisions principales; si les droits détenus par d'autres parties peuvent réellement être exercés; et les rendements variables absorbés par la Banque et par les autres parties associées à l'entité. Pour évaluer la consolidation, il est présumé que la Banque exerce un pouvoir décisionnel pour son propre compte si elle est aussi exposée à une partie importante des rendements variables, à moins qu'une analyse des facteurs mentionnés précédemment n'indique le contraire.

Ces prises de décision se fondent sur des faits et circonstances précis et pertinents pour l'entité et pour des transactions connexes envisagées.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La Banque porte des jugements pour déterminer quand les obligations de prestation sont remplies, ce qui influe sur le moment de la comptabilisation des produits, en évaluant le rythme auquel la Banque transfère le contrôle des services promis au client. Une obligation de prestation est remplie progressivement lorsque le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par la prestation des services par la Banque. Pour les obligations de prestation remplies progressivement, ce qui est le cas par exemple des produits tirés de forfaits liés aux comptes de dépôts des particuliers, les produits sont habituellement comptabilisés au moyen de la méthode du temps écoulé, laquelle se fonde sur le temps écoulé en proportion de la période au cours de laquelle le service est fourni. La méthode du temps écoulé reflète fidèlement le transfert du contrôle de ces services puisque le contrôle est transféré uniformément au client lorsque la Banque fournit un service consistant à se tenir prête pour la prestation d'autres services ou que les efforts de la Banque sont déployés uniformément pour fournir un service sur la durée du contrat. Dans le cas de contrats où la Banque a le droit à une contrepartie d'un client dont le montant correspond directement à la valeur qu'ont pour le client les obligations de prestation que la Banque a remplies jusqu'à la date considérée, elle comptabilise les produits au montant qu'elle a droit de facturer.

La Banque remplit une obligation de prestation à un moment précis si le client obtient le contrôle des services promis au même moment. La détermination du moment où le contrôle est transféré exige l'exercice de jugement. Pour les services fondés sur les opérations, la Banque détermine que le contrôle est transféré au client à un moment précis lorsque le client obtient la quasi-totalité des avantages du service rendu et que la Banque a un droit actuel à un paiement, ce qui coïncide généralement avec le moment où l'opération est exécutée.

La Banque pose des jugements pour déterminer si les coûts engagés liés à l'obtention de nouveaux contrats générateurs de produits satisfont aux conditions pour être inscrits à l'actif comme des coûts marginaux d'obtention ou d'exécution d'un contrat conclu avec des clients.

RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE – PHASE 2

À compter du 1^{er} novembre 2020, la Banque a adopté de façon anticipée la Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 et aucun ajustement lié à la transition n'a été nécessaire par suite de l'adoption.

La Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 porte sur les questions touchant l'information financière lorsque des changements sont apportés aux flux de trésorerie contractuels des instruments financiers ou aux relations de couverture découlant de la réforme des taux interbancaires offerts. Les modifications permettent que la modification aux actifs financiers, passifs financiers et obligations locatives du preneur requise en conséquence directe de la réforme des taux interbancaires offerts et apportée selon une base économiquement équivalente soit comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif. Si la modification ne respecte pas les dispositions relatives à la mesure de simplification, les dispositions des IFRS en vigueur doivent être appliquées. Un allègement est également prévu à l'égard des relations de comptabilité de couverture d'une entité dans le cas où des changements aux éléments couverts et aux instruments de couverture découlent de la réforme des taux interbancaires offerts. Les modifications permettent aux entités de modifier la désignation formelle d'une relation de couverture et de mettre à jour la documentation relative à celle-ci afin de refléter ces changements sans mettre fin à la relation de couverture ou sans avoir à désigner une nouvelle relation de couverture. Les changements permis comprennent la redéfinition du risque couvert en fonction d'un taux de référence alternatif (spécifié contractuellement ou non contractuellement), la modification de la description de l'élément couvert et de l'instrument de couverture pour refléter le taux de référence alternatif et la modification de la description de la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture par l'entité. Les relations de couverture qui entrent dans le champ d'application de la Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 sont les mêmes que celles qui entrent dans le champ d'application de la Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1. La Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 a également modifié IFRS 7, ajoutant des obligations accrues d'informations qualitatives et quantitatives à fournir sur les risques découlant de la réforme des taux interbancaires offerts, la façon dont l'entité gère ces risques, son degré d'avancement dans la réalisation du passage aux taux de référence alternatifs et la manière dont elle gère ce passage.

La réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle mondiale dont l'objectif est le passage des taux interbancaires offerts (comme le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) et le Canadian Dollar Offered Rate (CDOR)) à des taux de référence alternatifs pourrait mener à un déséquilibre des marchés et avoir d'autres conséquences négatives sur la Banque, ses clients, les intervenants du marché et le secteur des services financiers. Des risques de marché peuvent survenir puisque les nouveaux taux de référence différeront probablement de ceux existants, ce qui pourrait donner lieu à des rendements financiers différents de ceux générés par les transactions déjà comptabilisées, exiger d'autres stratégies de couverture ou avoir une incidence sur la planification et la gestion des fonds propres et de la liquidité de la Banque. Afin de gérer ces risques, la Banque a mis en place une initiative à l'échelle des fonctions de l'entreprise, supervisée par la haute direction pour évaluer et surveiller l'incidence du risque de marché, du risque financier, du risque opérationnel, du risque juridique, du risque technologique et des autres risques sur ses produits, services, systèmes, modèles, processus et cadres de gestion des risques dans le but de la gérer au moyen de mesures d'atténuation appropriées, mais ces mesures pourraient ne pas suffire à atténuer l'incidence de tous ces risques.

À compter du 31 décembre 2021, la publication des taux LIBOR en livre sterling, en yen japonais, en franc suisse et en euro pour toutes les échéances a pris fin ainsi que celle des taux LIBOR en dollar américain pour les échéances à une semaine et à deux mois. La Banque poursuit la mise en œuvre de son plan de transition à l'égard des autres taux LIBOR en dollar américain (échéances à un jour, à un mois, à trois mois, à six mois et à douze mois), dont la publication sera abandonnée immédiatement après le 30 juin 2023 et continue d'assurer le suivi des faits nouveaux tout en intégrant au plan les meilleures pratiques sur les activités de transition des groupes de travail et des organismes de réglementation à l'échelle mondiale. Les organismes de réglementation à l'échelle mondiale ont publié des lignes directrices et des énoncés de politique à l'intention des institutions relevant de leur juridiction pour limiter l'utilisation du LIBOR en dollar américain à titre de taux de référence dans de nouveaux contrats conclus après le 31 décembre 2021, sous réserve de rares exceptions. En outre, la Banque continue de surveiller la conception et l'utilisation des taux de référence alternatifs dans l'ensemble du secteur, y compris la recommandation officielle du Alternative Reference Rate Committee à l'égard des taux à terme prospectifs fondés sur le Secured Overnight Financing Rate (SOFR) du CME Group. Pour soutenir la transition des anciens contrats dérivés, le courtier en swaps inscrit de la Banque et quatre autres sociétés affiliées de la Banque ont adhéré au International Swaps and Derivatives Association 2020 IBOR Fallbacks Protocol (protocole ISDA). Le protocole ISDA, qui est entré en vigueur le 25 janvier 2021, offre un mécanisme de transition efficace pour les contreparties qui y ont adhéré d'un commun accord afin d'incorporer des taux de substitution prescrits dans les anciens contrats dérivés.

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited, l'administrateur du CDOR a annoncé que le calcul et la publication du CDOR pour toutes les échéances cesseront définitivement après une dernière publication le 28 juin 2024. Le CDOR est actuellement le principal taux d'intérêt de référence au Canada et est largement utilisé pour les instruments financiers libellés en dollars canadiens, entre autres les dérivés, les prêts, les billets à taux variable ainsi que comme taux de référence quotidien pour les emprunts par voie d'acceptations bancaires canadiennes. La Banque a intégré cette position dans son plan relatif à la réforme des taux de référence dans le but d'assurer une transition harmonieuse et de gérer son incidence au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Inclusion des libellés de remplacement appropriés dans les contrats, rendre disponibles de nouveaux produits utilisant comme référence le taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) ou d'autres taux de référence alternatifs, se préparer à mettre fin aux émissions d'instruments financiers fondés sur le CDOR, assurer le passage à d'autres taux des anciens contrats fondés sur le CDOR et assurer la préparation opérationnelle globale font partie de ces mesures.

Modifications de méthodes comptables courantes et futures

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

La Banque n'a adopté aucune nouvelle méthode comptable pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

MODIFICATIONS DE MÉTHODE COMPTABLES FUTURES

La norme suivante a été publiée, mais n'était pas encore en vigueur en date de la publication des états financiers consolidés de la Banque.

Contrats d'assurance

L'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui remplace les lignes directrices d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance ainsi que pour les informations à fournir sur ceux-ci. Selon IFRS 17, les contrats d'assurance sont divisés en groupes et ces groupes sont évalués à la valeur actualisée, ajustée en fonction du risque, des flux de trésorerie liés à l'exécution des contrats. Les produits sont comptabilisés à mesure que les services prévus aux contrats d'assurance sont fournis au cours de la période de couverture. Les pertes sont comptabilisées immédiatement si le groupe de contrats devait être déficitaire.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, soit le 1^{er} novembre 2023 pour la Banque. Selon le préavis connexe publié par le BSIF, l'adoption anticipée de la norme n'est pas permise. La norme sera appliquée de façon rétrospective avec retraitement des montants comparatifs, sauf si ce retraitement est impraticable.

L'adoption d'IFRS 17 représente une mesure importante prise par la Banque et est soutenue par une solide structure de gouvernance. Le comité directeur de la direction rassemble des représentants du secteur Assurance, des fonctions Finances, Actuariat, Risque, Technologie et des équipes de gestion de projet. Le conseil d'administration de la filiale TD Assurance, le comité de risque et le comité d'audit de la Banque sont également informés de la progression du projet par la communication de mises à jour.

La Banque procède à la mise en œuvre d'une solution logicielle, y compris à la préparation des données, à la mise à l'essai et à la configuration du système et à d'autres mises en œuvre en ce sens.

Contrôles et procédures

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Sous la surveillance et avec la participation de la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, une appréciation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque, selon les règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, a été effectuée en date du 31 octobre 2022. Selon cette appréciation, la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, a conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque étaient efficaces en date du 31 octobre 2022.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Banque est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour la Banque. Le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière s'entend des politiques et des procédures qui : 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Banque; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers selon les IFRS, et que les encaissements et décaissements de la Banque ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et 3) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Banque qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

La direction de la Banque a utilisé les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway, pour effectuer, avec la participation du chef de la direction et du chef des finances, une appréciation de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière était efficace, selon les critères applicables, en date du 31 octobre 2022. L'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière a été auditée par les auditeurs indépendants de la Banque, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., cabinet d'experts-comptables inscrit, qui ont aussi audité les états financiers consolidés de la Banque au 31 octobre 2022 et pour l'exercice clos à cette date. Dans leur rapport sur les contrôles internes selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) joint aux états financiers consolidés, les auditeurs expriment une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière en date du 31 octobre 2022.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice et du trimestre clos le 31 octobre 2022, il n'y a eu aucune modification des politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et proviennent essentiellement des états financiers consolidés annuels de 2022 de la Banque, qui sont dressés selon les IFRS publiées par l'IASB.

| TABLEAU 60 | INFORMATIONS ANNUELLES CHOISIES | | | |
|---|---------------------------------|------------------|-----------|-----------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | 2022 | 2021 | 2020 |
| Total des produits | | 49 032 \$ | 42 693 \$ | 43 646 \$ |
| Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires | | 17 170 | 14 049 | 11 628 |
| Résultat de base par action | | 9,48 | 7,73 | 6,43 |
| Résultat dilué par action | | 9,47 | 7,72 | 6,43 |
| Dividendes déclarés par action ordinaire | | 3,56 | 3,16 | 3,11 |
| Total de l'actif (en milliards de dollars canadiens) | | 1 917,5 | 1 728,7 | 1 715,9 |
| Dépôts (en milliards de dollars canadiens) | | 1 230,0 | 1 125,1 | 1 135,3 |

TAB LEAU 6 1 PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS – Calendrier des échéances des valeurs mobilières^{1,2}

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| | Durée restante jusqu'à l'échéance ³ | | | | | | Total | Total |
|---|--|----------------------|-------------------|--------------------|----------------|-------------------------|-----------------|-----------------|
| | 1 an et moins | Plus de 1 an à 3 ans | Plus de 3 à 5 ans | Plus de 5 à 10 ans | Plus de 10 ans | Aucune échéance précise | | |
| | | | | | | | 31 octobre 2022 | 31 octobre 2021 |
| Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement | | | | | | | | |
| Obligations des gouvernements canadiens | | | | | | | | |
| <i>Fédéral</i> | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 349 \$ | 5 728 \$ | 1 147 \$ | 7 826 \$ | 318 \$ | – \$ | 16 368 \$ | 12 519 \$ |
| Coût amorti | 1 352 | 5 699 | 1 145 | 7 824 | 400 | – | 16 420 | 12 428 |
| Rendement | 1,08 % | 0,98 % | 1,79 % | 2,67 % | 2,73 % | – % | 1,89 % | 1,37 % |
| <i>Provinces</i> | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 279 | 4 077 | 2 624 | 11 917 | 343 | – | 20 240 | 18 143 |
| Coût amorti | 1 284 | 4 068 | 2 631 | 11 954 | 342 | – | 20 279 | 17 935 |
| Rendement | 2,10 % | 1,89 % | 2,22 % | 2,28 % | 2,47 % | – % | 2,19 % | 2,05 % |
| Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis | | | | | | | | |
| Juste valeur | 28 | 1 337 | 2 805 | 289 | – | – | 4 459 | 11 863 |
| Coût amorti | 28 | 1 406 | 2 823 | 300 | – | – | 4 557 | 11 835 |
| Rendement | 1,48 % | 2,09 % | 1,92 % | 1,36 % | – % | – % | 1,93 % | 1,82 % |
| Obligations émises par des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains | | | | | | | | |
| Juste valeur | 3 051 | 705 | 269 | 340 | 2 735 | – | 7 100 | 7 437 |
| Coût amorti | 3 053 | 734 | 287 | 340 | 2 884 | – | 7 298 | 7 397 |
| Rendement | 0,36 % | 2,30 % | 2,72 % | 0,16 % | 3,14 % | – % | 1,74 % | 1,45 % |
| Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE | | | | | | | | |
| Juste valeur | 268 | 982 | 326 | 106 | – | – | 1 682 | 6 564 |
| Coût amorti | 269 | 1 012 | 328 | 106 | – | – | 1 715 | 6 551 |
| Rendement | 2,04 % | 1,81 % | 1,44 % | 2,09 % | – % | – % | 1,80 % | 1,62 % |
| Titres adossés à des créances hypothécaires canadiennes | | | | | | | | |
| Juste valeur | 24 | – | 1 009 | – | – | – | 1 033 | 1 254 |
| Coût amorti | 24 | – | 1 011 | – | – | – | 1 035 | 1 251 |
| Rendement | 3,84 % | – % | 3,76 % | – % | – % | – % | 3,76 % | 1,66 % |
| Autres titres de créance | | | | | | | | |
| Titres adossés à des actifs | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 682 | 91 | 264 | 146 | 2 257 | – | 4 440 | 6 981 |
| Coût amorti | 1 683 | 94 | 276 | 150 | 2 308 | – | 4 511 | 6 957 |
| Rendement | 3,30 % | 3,82 % | 2,54 % | 4,32 % | 4,41 % | – % | 3,87 % | 1,20 % |
| Obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes ⁴ | | | | | | | | |
| Juste valeur | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Coût amorti | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Rendement | – % | – % | – % | – % | – % | – % | – % | – % |
| Obligations de sociétés et autres | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 076 | 2 933 | 2 228 | 1 414 | 1 030 | – | 8 681 | 8 104 |
| Coût amorti | 1 079 | 3 013 | 2 253 | 1 421 | 1 053 | 1 | 8 820 | 8 054 |
| Rendement | 4,40 % | 3,31 % | 2,68 % | 2,76 % | 5,89 % | – % | 3,50 % | 1,97 % |
| Titres de capitaux propres | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | | | | | | | | |
| Juste valeur | – | – | – | – | – | 2 221 | 2 221 | 4 117 |
| Coût amorti | – | – | – | – | – | 2 191 | 2 191 | 3 887 |
| Rendement | – % | – % | – % | – % | – % | 0,65 % | 0,65 % | 3,34 % |
| Actions privilégiées | | | | | | | | |
| Juste valeur | – | – | – | – | – | 1 098 | 1 098 | 482 |
| Coût amorti | – | – | – | – | – | 1 100 | 1 100 | 470 |
| Rendement | – % | – % | – % | – % | – % | 1,69 % | 1,69 % | 5,04 % |
| Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Juste valeur | 8 757 \$ | 15 853 \$ | 10 672 \$ | 22 038 \$ | 6 683 \$ | 3 319 \$ | 67 322 \$ | 77 464 \$ |
| Coût amorti | 8 772 | 16 026 | 10 754 | 22 095 | 6 987 | 3 292 | 67 926 | 76 765 |
| Rendement | 1,85 % | 1,87 % | 2,33 % | 2,42 % | 3,92 % | 1,00 % | 2,29 % | 1,80 % |

¹ Les rendements représentent le rendement moyen pondéré de chaque titre détenu à la fin de la période. Le rendement réel comprend l'intérêt contractuel ou le taux de dividende stipulé et il est rajusté compte tenu de l'amortissement des primes et des escomptes; l'incidence des activités de couverture connexe est exclue.

² Aux 31 octobre 2022 et 2021, aucune valeur mobilière d'un émetteur donné n'avait une valeur comptable qui représentait plus de 10 %.

³ Représente les échéances contractuelles. Les échéances réelles peuvent différer en raison des privilèges de remboursement anticipé incorporés au contrat.

⁴ Obligations garanties par une hypothèque.

TABLEAU 6.1 PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS – Calendrier des échéances des valeurs mobilières (suite)^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| | Durée restante jusqu'à l'échéance ³ | | | | | Aucune échéance précise | Total 31 octobre 2022 | Total 31 octobre 2021 |
|---|--|----------------------|-------------------|--------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | 1 an et moins | Plus de 1 an à 3 ans | Plus de 3 à 5 ans | Plus de 5 à 10 ans | Plus de 10 ans | | | |
| Titres de créance au coût amorti | | | | | | | | |
| Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement | | | | | | | | |
| Obligations des gouvernements canadiens | | | | | | | | |
| <i>Fédéral</i> | | | | | | | | |
| Juste valeur | 3 189 \$ | 2 487 \$ | 11 033 \$ | 1 599 \$ | 1 326 \$ | – \$ | 19 634 \$ | 22 652 \$ |
| Coût amorti | 3 189 | 2 503 | 11 020 | 1 629 | 1 412 | – | 19 753 | 22 593 |
| Rendement | 1,50 % | 0,51 % | 0,15 % | 2,42 % | 5,33 % | – % | 0,97 % | 0,85 % |
| <i>Provinces</i> | | | | | | | | |
| Juste valeur | 238 | 2 209 | 2 313 | 11 662 | – | – | 16 422 | 10 949 |
| Coût amorti | 239 | 2 253 | 2 373 | 11 789 | – | – | 16 654 | 10 930 |
| Rendement | 2,22 % | 1,51 % | 1,92 % | 2,34 % | – % | – % | 2,17 % | 1,64 % |
| Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis et ses agences | | | | | | | | |
| Juste valeur | 13 895 | 17 620 | 14 062 | 20 808 | 12 627 | – | 79 012 | 72 737 |
| Coût amorti | 14 248 | 18 766 | 16 002 | 22 271 | 12 842 | – | 84 129 | 72 850 |
| Rendement | 0,61 % | 0,92 % | 0,61 % | 1,29 % | 2,14 % | – % | 1,09 % | 0,98 % |
| Obligations émises par des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 877 | 8 733 | 6 844 | 29 634 | 37 465 | – | 84 553 | 62 561 |
| Coût amorti | 1 907 | 8 921 | 7 327 | 31 843 | 38 256 | – | 88 254 | 62 453 |
| Rendement | 1,99 % | 2,67 % | 2,04 % | 1,86 % | 3,66 % | – % | 2,74 % | 1,39 % |
| Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE | | | | | | | | |
| Juste valeur | 10 439 | 14 503 | 15 494 | 4 636 | – | – | 45 072 | 39 028 |
| Coût amorti | 10 423 | 15 582 | 16 711 | 4 856 | – | – | 47 572 | 39 733 |
| Rendement | 0,93 % | 0,83 % | 1,14 % | 2,19 % | – % | – % | 1,10 % | 0,39 % |
| Autres titres de créance | | | | | | | | |
| Titres adossés à des actifs | | | | | | | | |
| Juste valeur | 176 | 7 080 | 13 284 | 8 960 | 18 231 | – | 47 731 | 33 206 |
| Coût amorti | 180 | 7 174 | 13 938 | 9 557 | 19 044 | – | 49 893 | 33 172 |
| Rendement | 4,95 % | 1,91 % | 2,19 % | 3,40 % | 4,11 % | – % | 3,12 % | 1,17 % |
| Obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes | | | | | | | | |
| Juste valeur | – | – | 167 | 108 | 15 911 | – | 16 186 | 16 376 |
| Coût amorti | – | – | 167 | 108 | 16 967 | – | 17 242 | 16 214 |
| Rendement | – % | – % | 5,59 % | 5,80 % | 2,87 % | – % | 2,92 % | 2,77 % |
| Émetteurs canadiens | | | | | | | | |
| Juste valeur | 45 | 333 | 2 289 | 1 204 | – | – | 3 871 | 2 128 |
| Coût amorti | 45 | 351 | 2 689 | 1 211 | – | – | 4 296 | 2 133 |
| Rendement | 0,76 % | 3,44 % | 1,82 % | 2,37 % | – % | – % | 2,10 % | 1,37 % |
| Autres émetteurs | | | | | | | | |
| Juste valeur | 1 849 | 3 169 | 4 784 | 4 153 | – | – | 13 955 | 8 815 |
| Coût amorti | 1 873 | 3 319 | 5 163 | 4 626 | – | – | 14 981 | 8 861 |
| Rendement | 1,09 % | 1,78 % | 1,84 % | 2,66 % | – % | – % | 1,99 % | 0,74 % |
| Total des titres de créance au coût amorti | | | | | | | | |
| Juste valeur | 31 708 \$ | 56 134 \$ | 70 270 \$ | 82 764 \$ | 85 560 \$ | – \$ | 326 436 \$ | 268 452 \$ |
| Coût amorti | 32 104 | 58 869 | 75 390 | 87 890 | 88 521 | – | 342 774 | 268 939 |
| Rendement | 0,95 % | 1,35 % | 1,27 % | 2,03 % | 3,41 % | – % | 2,00 % | 1,13 % |

¹ Les rendements représentent le rendement moyen pondéré de chaque titre détenu à la fin de la période. Le rendement réel comprend l'intérêt contractuel ou le taux de dividende stipulé et il est rajusté compte tenu de l'amortissement des primes et des escomptes; l'incidence des activités de couverture connexe est exclue.

² Aux 31 octobre 2022 et 2021, aucune valeur mobilière d'un émetteur donné n'avait une valeur comptable qui représentait plus de 10 %.

³ Représente les échéances contractuelles. Les échéances réelles peuvent différer en raison des privilèges de remboursement anticipé incorporés au contrat.

TABLEAU 62 PORTEFEUILLE DE PRÊTS – Échéance des prêts

(en million de dollars canadiens)

Aux

| | Durée restante jusqu'à l'échéance | | | | Total 31 octobre 2022 | Total 31 octobre 2021 |
|---|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | Moins de 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 à 15 ans | Plus de 15 ans | | |
| | Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 25 419 \$ | 216 043 \$ | 4 744 \$ | – \$ | 246 206 \$ | 231 675 \$ |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 39 037 | 71 574 | 692 | 2 043 | 113 346 | 101 933 |
| Prêts-auto indirects | 783 | 13 388 | 13 016 | – | 27 187 | 27 580 |
| Divers | 17 005 | 891 | 552 | – | 18 448 | 19 257 |
| Cartes de crédit | 17 375 | – | – | – | 17 375 | 15 149 |
| Total des prêts aux particuliers | 99 619 | 301 896 | 19 004 | 2 043 | 422 562 | 395 594 |
| Prêts immobiliers | | | | | | |
| Résidentiels | 12 030 | 9 531 | 5 578 | – | 27 139 | 24 716 |
| Non résidentiels | 10 838 | 8 158 | 3 533 | – | 22 529 | 18 841 |
| Total des prêts immobiliers | 22 868 | 17 689 | 9 111 | – | 49 668 | 43 557 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | 90 186 | 42 826 | 11 298 | 90 | 144 400 | 122 102 |
| Total des prêts – Canada | 189 805 | 344 722 | 30 302 | 2 133 | 566 962 | 517 696 |
| États-Unis | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 1 438 | 595 | 2 352 | 43 261 | 47 646 | 36 573 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 8 352 | 74 | 594 | 867 | 9 887 | 8 726 |
| Prêts-auto indirects | 390 | 21 147 | 14 848 | – | 36 385 | 31 550 |
| Divers | 266 | 595 | 4 | – | 865 | 769 |
| Cartes de crédit | 18 629 | – | – | – | 18 629 | 15 584 |
| Total des prêts aux particuliers | 29 075 | 22 411 | 17 798 | 44 128 | 113 412 | 93 202 |
| Prêts immobiliers | | | | | | |
| Résidentiels | 1 543 | 4 140 | 4 596 | 390 | 10 669 | 9 242 |
| Non résidentiels | 3 633 | 13 449 | 7 465 | 1 094 | 25 641 | 21 522 |
| Total des prêts immobiliers | 5 176 | 17 589 | 12 061 | 1 484 | 36 310 | 30 764 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | 33 967 | 77 190 | 41 582 | 7 588 | 160 327 | 127 751 |
| Total des prêts – États-Unis | 63 042 | 99 601 | 59 380 | 51 716 | 273 739 | 220 953 |
| Autres pays | | | | | | |
| Prêts aux particuliers | 23 | – | – | – | 23 | 34 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 16 506 | 2 079 | 137 | – | 18 722 | 10 227 |
| Total des prêts – Autres pays | 16 529 | 2 079 | 137 | – | 18 745 | 10 261 |
| Autres prêts | | | | | | |
| Titres de créance classés comme prêts | – | – | – | – | – | s. o. |
| Prêts dépréciés acquis | 3 | 15 | 59 | 38 | 115 | 152 |
| Total – Autres prêts | 3 | 15 | 59 | 38 | 115 | 152 |
| Total des prêts | 269 379 \$ | 446 417 \$ | 89 878 \$ | 53 887 \$ | 859 561 \$ | 749 062 \$ |

TABLEAU 63 PORTEFEUILLE DE PRÊTS – Sensibilité aux taux

(en millions de dollars canadiens)

Aux

| | 31 octobre 2022 | | | 31 octobre 2021 | | |
|---------------|--------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|-----------------------|-------------------|
| | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 à 15 ans | Plus de 15 ans | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 à 15 ans | Plus de 15 ans |
| Taux fixe | 282 702 \$ | 69 222 \$ | 41 282 \$ | 277 593 \$ | 64 504 \$ | 30 248 \$ |
| Taux variable | 163 715 | 20 656 | 12 605 | 112 345 | 19 295 | 10 400 |
| Total | 446 417 \$ | 89 878 \$ | 53 887 \$ | 389 938 \$ | 83 799 \$ | 40 648 \$ |

| TABLEAU 6 4 PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS ¹ | | 2022 | 2021 |
|--|--|-----------------|-----------------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | | |
| Provision pour pertes sur prêts – solde au début de l'exercice | | 6 390 \$ | 8 290 \$ |
| Provision pour pertes sur créances | | 1 073 | (225) |
| Radiations | | | |
| Canada | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | 7 | 13 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | | 5 | 8 |
| Prêts-auto indirects | | 216 | 207 |
| Divers | | 175 | 186 |
| Cartes de crédit | | 373 | 402 |
| Total des prêts aux particuliers | | 776 | 816 |
| Prêts immobiliers | | | |
| Résidentiels | | 2 | – |
| Non résidentiels | | 1 | 1 |
| Total des prêts immobiliers | | 3 | 1 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | | 57 | 144 |
| Total – Canada | | 833 | 960 |
| États-Unis | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | 26 | 3 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | | 3 | 1 |
| Prêts-auto indirects | | 210 | 285 |
| Divers | | 237 | 161 |
| Cartes de crédit | | 602 | 609 |
| Total des prêts aux particuliers | | 1 078 | 1 059 |
| Prêts immobiliers | | | |
| Résidentiels | | 4 | 5 |
| Non résidentiels | | 3 | 3 |
| Total des prêts immobiliers | | 7 | 8 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | | 83 | 154 |
| Total – États-Unis | | 1 161 | 1 213 |
| Autres pays | | | |
| Prêts aux particuliers | | – | – |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | | – | – |
| Total – Autres pays | | – | – |
| Autres prêts | | | |
| Titres de créance classés comme prêts | | – | s. o. |
| Prêts dépréciés acquis ^{2, 3} | | – | – |
| Total – Autres prêts | | – | – |
| Total des radiations en diminution du portefeuille | | 1 994 | 2 173 |
| Reprises | | | |
| Canada | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | 1 | 1 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | | 1 | 1 |
| Prêts-auto indirects | | 70 | 55 |
| Divers | | 49 | 49 |
| Cartes de crédit | | 103 | 97 |
| Total des prêts aux particuliers | | 224 | 203 |
| Prêts immobiliers | | | |
| Résidentiels | | – | – |
| Non résidentiels | | – | – |
| Total des prêts immobiliers | | – | – |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | | 18 | 18 |
| Total – Canada | | 242 \$ | 221 \$ |

¹ Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, le solde d'ouverture de la provision pour pertes sur prêts est comptabilisé conformément à IFRS 9. La provision pour pertes sur prêts avant le 1^{er} novembre 2017 était comptabilisée conformément à IAS 39.

² Comprennent tous les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts dépréciés acquis.

³ D'autres ajustements ont été nécessaires par suite de la comptabilisation des prêts assurés par la FDIC.

TABLEAU 64 PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS (suite)¹

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | 2022 | 2021 |
|--|----------|----------|
| États-Unis | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 30 \$ | 5 \$ |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | |
| Lignes de crédit domiciliaires | 6 | 7 |
| Prêts-auto indirects | 140 | 182 |
| Divers | 27 | 23 |
| Cartes de crédit | 188 | 206 |
| Total des prêts aux particuliers | 391 | 423 |
| Prêts immobiliers | | |
| Résidentiels | 1 | 1 |
| Non résidentiels | 2 | 4 |
| Total des prêts immobiliers | 3 | 5 |
| Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts immobiliers) | 31 | 26 |
| Total – États-Unis | 422 | 449 |
| Autres pays | | |
| Prêts aux particuliers | – | – |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | – | – |
| Total – Autres pays | – | – |
| Autres prêts | | |
| Titres de créance classés comme prêts | – | s. o. |
| Prêts dépréciés acquis ^{2, 3} | 3 | 5 |
| Total – Autres prêts | 3 | 5 |
| Total des reprises portées au portefeuille | 667 | 675 |
| Radiations nettes | (1 327) | (1 498) |
| Cessions | – | (4) |
| Écarts de conversion et autres ajustements | 371 | (404) |
| Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les positions hors bilan | 6 507 | 6 159 |
| Moins la variation de la provision pour les positions hors bilan ⁴ | 75 | (231) |
| Provision pour pertes sur prêts, à la fin de l'exercice | 6 432 \$ | 6 390 \$ |
| Ratio des radiations nettes au cours de la période par rapport à l'encours moyen des prêts | 0,17 % | 0,20 % |

¹ Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, le solde d'ouverture de la provision pour pertes sur prêts est comptabilisé conformément à IFRS 9. La provision pour pertes sur prêts avant le 1^{er} novembre 2017 était comptabilisée conformément à IAS 39.

² Comprennent tous les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts dépréciés acquis.

³ D'autres ajustements ont été nécessaires par suite de la comptabilisation des prêts assurés par la FDIC.

⁴ La provision pour pertes sur prêts pour les positions hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé.

| | |
|-------------|----------------------|
| TABLEAU 6 5 | DÉPÔTS MOYENS |
|-------------|----------------------|

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 octobre 2022 | | | 31 octobre 2021 | | |
|--|---------------------|------------------------------|------------------|---------------------|------------------------------|------------------|
| | Solde moyen | Total des charges d'intérêts | Taux moyen versé | Solde moyen | Total des charges d'intérêts | Taux moyen versé |
| Dépôts comptabilisés au Canada¹ | | | | | | |
| Dépôts à vue non productifs d'intérêts | 25 255 \$ | – \$ | – % | 21 994 \$ | – \$ | – % |
| Dépôts à vue productifs d'intérêts | 121 980 | 1 656 | 1,36 | 115 541 | 820 | 0,71 |
| Dépôts sur préavis | 324 452 | 626 | 0,19 | 307 910 | 175 | 0,06 |
| Dépôts à terme | 251 574 | 4 194 | 1,67 | 232 258 | 2 152 | 0,93 |
| Total – Dépôts comptabilisés au Canada | 723 261 | 6 476 | 0,90 | 677 703 | 3 147 | 0,46 |
| Dépôts comptabilisés aux États-Unis | | | | | | |
| Dépôts à vue non productifs d'intérêts | 13 268 | – | – | 12 276 | – | – |
| Dépôts à vue productifs d'intérêts | 24 911 | 189 | 0,76 | 21 524 | 42 | 0,20 |
| Dépôts sur préavis | 460 438 | 1 769 | 0,38 | 444 995 | 330 | 0,07 |
| Dépôts à terme | 63 943 | 850 | 1,33 | 48 200 | 162 | 0,34 |
| Total – Dépôts comptabilisés aux États-Unis | 562 560 | 2 808 | 0,50 | 526 995 | 534 | 0,10 |
| Dépôts comptabilisés dans d'autres pays | | | | | | |
| Dépôts à vue non productifs d'intérêts | 13 | – | – | 25 | – | – |
| Dépôts à vue productifs d'intérêts | 17 | – | – | 38 | – | – |
| Dépôts sur préavis | – | – | – | – | – | – |
| Dépôts à terme | 48 778 | 464 | 0,95 | 28 474 | 61 | 0,21 |
| Total – Dépôts comptabilisés dans d'autres pays | 48 808 | 464 | 0,95 | 28 537 | 61 | 0,21 |
| Total – Dépôts moyens | 1 334 629 \$ | 9 748 \$ | 0,73 % | 1 233 235 \$ | 3 742 \$ | 0,30 % |

¹ Au 31 octobre 2022, les dépôts effectués dans les lieux bancaires de la TD au Canada par des déposants étrangers totalisaient 191 milliards de dollars (147 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

| | |
|-------------|--|
| TABLEAU 6 6 | DÉPÔTS – Dépôts en coupures de 100 000 \$ ou plus¹ |
|-------------|--|

(en millions de dollars canadiens)

| | Durée restante jusqu'à l'échéance | | | | Total |
|-------------------------|-----------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Moins de 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 12 mois | Plus de 12 mois | |
| | 31 octobre 2022 | | | | |
| Canada | 73 331 \$ | 33 772 \$ | 55 658 \$ | 115 765 \$ | 278 526 \$ |
| États-Unis ² | 27 955 | 23 946 | 34 523 | 2 653 | 89 077 |
| Autres pays | 26 789 | 13 163 | 27 888 | 656 | 68 496 |
| Total | 128 075 \$ | 70 881 \$ | 118 069 \$ | 119 074 \$ | 436 099 \$ |
| 31 octobre 2021 | | | | | |
| Canada | 62 340 \$ | 32 675 \$ | 30 006 \$ | 81 021 \$ | 206 042 \$ |
| États-Unis ² | 12 023 | 9 857 | 18 219 | 2 895 | 42 994 |
| Autres pays | 15 177 | 8 300 | 10 908 | – | 34 385 |
| Total | 89 540 \$ | 50 832 \$ | 59 133 \$ | 83 916 \$ | 283 421 \$ |

¹ Les dépôts au Canada, aux États-Unis et pour les autres pays incluent les dépôts de gros et de détail.

² Comprennent les dépôts en coupures de 250 000 \$ US ou plus, dont une tranche de 27,5 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de 3 mois, une tranche de 23,6 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 34,2 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « plus de 6 à 12 mois » et une tranche de 2,5 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à

l'échéance de « plus de 12 mois » (tranche de 11,4 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « 3 mois », une tranche de 9,5 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 18,0 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « plus de 6 à 12 mois » et une tranche de 2,8 milliards de dollars d'une durée restante jusqu'à l'échéance de « plus de 12 mois au 31 octobre 2021).

TABLEAU 67 PRODUITS D'INTÉRÊTS NETS SUR LES SOLDES PRODUCTIFS D'INTÉRÊTS MOYENS^{1,2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | | | 2022 | | 2021 | |
|---|---------------------|-----------------------|---------------|---------------------|-----------------------|---------------|
| | Solde moyen | Intérêts ³ | Taux moyen | Solde moyen | Intérêts ³ | Taux moyen |
| Actifs productifs d'intérêts | | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | | | | | | |
| Canada | 58 596 \$ | 771 \$ | 1,32 % | 86 745 \$ | 191 \$ | 0,22 % |
| États-Unis | 73 017 | 775 | 1,06 | 90 459 | 108 | 0,12 |
| Valeurs mobilières | | | | | | |
| Détenues à des fins de transaction | | | | | | |
| Canada | 77 356 | 2 335 | 3,02 | 82 474 | 1 734 | 2,10 |
| États-Unis | 18 434 | 473 | 2,57 | 16 135 | 232 | 1,44 |
| Détenues à des fins autres que de transaction | | | | | | |
| Canada | 89 771 | 1 822 | 2,03 | 76 788 | 840 | 1,09 |
| États-Unis | 281 605 | 4 061 | 1,44 | 227 702 | 1 877 | 0,82 |
| Valeurs mobilières prises en pension | | | | | | |
| Canada | 78 279 | 978 | 1,25 | 76 690 | 214 | 0,28 |
| États-Unis | 39 469 | 572 | 1,45 | 40 788 | 124 | 0,30 |
| Prêts | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels ⁴ | | | | | | |
| Canada | 251 474 | 6 123 | 2,43 | 234 147 | 5 022 | 2,14 |
| États-Unis | 41 804 | 1 337 | 3,20 | 36 641 | 1 200 | 3,28 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | | | | |
| Canada | 153 224 | 5 810 | 3,79 | 142 990 | 5 319 | 3,72 |
| États-Unis | 42 609 | 1 512 | 3,55 | 40 819 | 1 498 | 3,67 |
| Cartes de crédit | | | | | | |
| Canada | 16 496 | 2 013 | 12,20 | 15 338 | 1 926 | 12,56 |
| États-Unis | 16 171 | 2 518 | 15,57 | 14 559 | 2 234 | 15,34 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements ⁴ | | | | | | |
| Canada | 125 023 | 3 781 | 3,02 | 112 195 | 2 461 | 2,19 |
| États-Unis | 133 112 | 4 556 | 3,42 | 129 583 | 3 882 | 3,00 |
| Autres pays⁵ | 122 013 | 1 595 | 1,31 | 126 147 | 719 | 0,57 |
| Total des actifs productifs d'intérêts⁶ | 1 618 453 | 41 032 | 2,54 | 1 550 200 | 29 581 | 1,91 |
| Passifs portant intérêt | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | |
| Particuliers ⁷ | | | | | | |
| Canada | 304 118 | 1 213 | 0,40 | 283 118 | 564 | 0,20 |
| États-Unis | 320 091 | 1 404 | 0,44 | 314 428 | 129 | 0,04 |
| Banques ^{8, 9} | | | | | | |
| Canada | 21 055 | 234 | 1,11 | 16 526 | 19 | 0,11 |
| États-Unis | 3 303 | 78 | 2,36 | 544 | 1 | 0,18 |
| Dépôts des entreprises et des gouvernements ^{8, 9} | | | | | | |
| Canada | 323 658 | 5 029 | 1,55 | 313 980 | 2 564 | 0,82 |
| États-Unis | 151 580 | 1 326 | 0,87 | 134 326 | 404 | 0,30 |
| Billets et débiteures subordonnés | 11 296 | 397 | 3,51 | 11 372 | 374 | 3,29 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension | | | | | | |
| Canada | 87 872 | 1 401 | 1,59 | 105 769 | 592 | 0,56 |
| États-Unis | 55 171 | 837 | 1,52 | 56 450 | 168 | 0,30 |
| Passifs de titrisation¹⁰ | 28 235 | 573 | 2,03 | 29 105 | 343 | 1,18 |
| Autres passifs | | | | | | |
| Canada | 4 348 | 91 | 2,09 | 4 920 | 97 | 1,97 |
| États-Unis | 7 972 | 163 | 2,04 | 5 706 | 92 | 1,61 |
| Autres pays^{8, 9} | 105 942 | 933 | 0,88 | 86 877 | 103 | 0,12 |
| Total des passifs portant intérêt⁶ | 1 424 641 | 13 679 | 0,96 | 1 363 121 | 5 450 | 0,40 |
| Total des actifs productifs d'intérêts, des produits d'intérêts nets et de la marge d'intérêts nette | 1 618 453 \$ | 27 353 \$ | 1,69 % | 1 550 200 \$ | 24 131 \$ | 1,56 % |
| Ajouter les actifs non productifs d'intérêts | 194 576 | - | - | 180 360 | - | - |
| Total des actifs, des produits d'intérêts nets et de la marge d'intérêts nette | 1 813 029 \$ | 27 353 \$ | 1,51 % | 1 730 560 \$ | 24 131 \$ | 1,39 % |

¹ Les produits d'intérêts nets comprennent les dividendes sur les valeurs mobilières.

² Le classement géographique des actifs et des passifs est fondé sur le lieu d'inscription des actifs et des passifs.

³ Les produits d'intérêts comprennent les frais gagnés sur les prêts par la Banque, lesquels sont comptabilisés dans les produits d'intérêts nets sur la durée des prêts d'après la méthode du taux d'intérêt effectif.

⁴ Comprennent des prêts détenus à des fins de transaction moyens de 12 milliards de dollars (13 milliards de dollars en 2021).

⁵ Comprennent des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, des valeurs mobilières, des valeurs mobilières prises en pension et des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

⁶ Les actifs productifs d'intérêts moyens et les passifs portant intérêt moyens constituent des mesures financières non conformes aux PCGR qui reflètent la situation financière de la Banque et sont calculés à partir des soldes quotidiens. Pour plus de renseignements

sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

⁷ Comprennent les charges engagées à l'égard de la convention sur les CDA avec Schwab de 1,7 milliard de dollars (1,6 milliard de dollars en 2021).

⁸ Comprennent des dépôts détenus à des fins de transaction moyens d'une juste valeur de 20 milliards de dollars (34 milliards de dollars en 2021).

⁹ Comprennent des dépôts désignés à la JVRN moyens de 137 milliards de dollars (76 milliards de dollars en 2021).

¹⁰ Comprennent des passifs de titrisation à la juste valeur moyens de 13 milliards de dollars (14 milliards de dollars en 2021) et des passifs de titrisation au coût amorti moyens de 15 milliards de dollars (15 milliards de dollars en 2021).

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation des produits d'intérêts nets découlant de la variation des volumes et des taux d'intérêt. Dans cette analyse, les variations découlant des variations des volumes et des taux d'intérêt ont été affectées au taux d'intérêt moyen.

| TABLEAU 6 8 | ANALYSE DE LA VARIATION DES PRODUITS D'INTÉRÊTS NETS ^{1,2} | | |
|---|---|-----------------|-----------------|
| | (en millions de dollars canadiens) | | |
| | 2022 par rapport à 2021 | | |
| | Augmentation (diminution) attribuable aux variations du | | |
| | Volume moyen | Taux moyen | Variation nette |
| Actifs productifs d'intérêts | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques | | | |
| Canada | (62) \$ | 642 \$ | 580 \$ |
| États-Unis | (21) | 688 | 667 |
| Valeurs mobilières | | | |
| Détenues à des fins de transaction | | | |
| Canada | (105) | 706 | 601 |
| États-Unis | 33 | 208 | 241 |
| Détenues à des fins autres que de transaction | | | |
| Canada | 142 | 840 | 982 |
| États-Unis | 444 | 1 740 | 2 184 |
| Valeurs mobilières prises en pension | | | |
| Canada | 4 | 760 | 764 |
| États-Unis | (4) | 452 | 448 |
| Prêts | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | | | |
| Canada | 372 | 729 | 1 101 |
| États-Unis | 169 | (32) | 137 |
| Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers | | | |
| Canada | 381 | 110 | 491 |
| États-Unis | 65 | (51) | 14 |
| Cartes de crédit | | | |
| Canada | 146 | (59) | 87 |
| États-Unis | 248 | 36 | 284 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | | | |
| Canada | 281 | 1 039 | 1 320 |
| États-Unis | 106 | 568 | 674 |
| Autres pays | | | |
| | (8) | 884 | 876 |
| Total des produits d'intérêts | 2 191 | 9 260 | 11 451 |
| Passifs portant intérêt | | | |
| Dépôts | | | |
| Particuliers | | | |
| Canada | 42 | 607 | 649 |
| États-Unis | 2 | 1 273 | 1 275 |
| Banques | | | |
| Canada | 5 | 210 | 215 |
| États-Unis | 6 | 71 | 77 |
| Dépôts d'entreprises et de gouvernements | | | |
| Canada | 79 | 2 386 | 2 465 |
| États-Unis | 52 | 870 | 922 |
| Billets et débiteures subordonnés | | | |
| | (3) | 26 | 23 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension | | | |
| Canada | (100) | 909 | 809 |
| États-Unis | (4) | 673 | 669 |
| Passifs de titrisation | | | |
| | (10) | 240 | 230 |
| Autres passifs | | | |
| Canada | (13) | 7 | (6) |
| États-Unis | 36 | 35 | 71 |
| Autres pays | | | |
| | 36 | 794 | 830 |
| Total de la charge d'intérêts | 128 | 8 101 | 8 229 |
| Produits d'intérêts nets | 2 063 \$ | 1 159 \$ | 3 222 \$ |

¹ Le classement géographique des actifs et des passifs est fondé sur le lieu d'inscription des actifs et des passifs.

² Les produits d'intérêts comprennent les frais gagnés sur les prêts par la Banque, lesquels sont comptabilisés dans les produits d'intérêts nets sur la durée des prêts d'après la méthode du taux d'intérêt effectif.

Termes financiers et bancaires

Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). La majorité de ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. Certains actifs gérés qui sont également administrés par la Banque sont compris dans les actifs administrés.

Actifs pondérés en fonction des risques : Actifs calculés en appliquant aux risques au bilan et hors bilan un facteur de pondération des risques qui est prévu par la réglementation. Les facteurs de pondération des risques sont établis par le BSIF afin de convertir les risques au bilan et hors bilan à un niveau de risque comparable.

Actifs productifs d'intérêts moyens : Mesure financière non conforme aux PCGR qui reflète la situation financière de la Banque et est calculée comme la moyenne de la valeur comptable des dépôts auprès de banques, des prêts et des valeurs mobilières d'après les soldes quotidiens pour la période close le 31 octobre de chaque exercice.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : Autorité de réglementation des institutions financières canadiennes à charte fédérale et des régimes de retraite de compétence fédérale.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à une participation dans Schwab et TD Ameritrade, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Cette mesure peut servir à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires : Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation qui reflètent la répartition moyenne du capital. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires.

Charges nettes du Siège social : Charges autres que d'intérêts liées aux groupes responsables des services et du contrôle de l'entreprise qui ne sont pas affectées à un secteur d'exploitation donné.

Contrats à terme de gré à gré : Contrats négociés hors Bourse entre deux parties obligeant une partie au contrat à acheter et l'autre partie à vendre un actif à un prix déterminé à une date ultérieure.

Contrats à terme standardisés : Contrats négociés en Bourse visant l'achat ou la vente de valeurs mobilières à un cours stipulé d'avance et à une date ultérieure donnée.

Conventions-cadres de compensation : Accords juridiques entre deux parties liées par de nombreux contrats de dérivés prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, dans une seule monnaie, dans le cas d'un défaut ou de la résiliation d'un contrat.

Coût amorti : Montant auquel est évalué un actif ou un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements sur le principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance, et diminué de toute réduction pour dépréciation.

Couverture : Technique de gestion visant à réduire les risques auxquels les variations des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres facteurs du marché exposent la Banque. Ces risques sont éliminés ou réduits au moyen d'opérations sur les marchés financiers afin d'établir une position compensatoire.

Équivalence fiscale : Méthode de calcul (non conforme aux PCGR) qui consiste à majorer les produits et la charge d'impôt à l'égard de certains titres exonérés d'impôt afin de les porter à un montant équivalent avant impôt afin de pouvoir comparer les produits d'intérêts nets provenant de sources imposables et ceux provenant de sources non imposables.

Évaluation à la valeur de marché : Évaluation reflétant les cours en vigueur sur le marché à la date du bilan pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) : Agence fédérale américaine qui assure la sécurité des dépôts dans les comptes bancaires des déposants clients d'une banque membre. De plus, la FDIC examine et supervise certaines institutions financières à des fins de fiabilité et de rigueur, exerce des fonctions relatives à la protection des consommateurs et gère des banques mises sous séquestre (des banques défailtantes).

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Mesure principale des fonds propres selon Bâle III composée essentiellement des actions ordinaires, des résultats non distribués et des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales admissibles. Les déductions réglementaires qui sont faites pour en arriver aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires comprennent le goodwill et les immobilisations incorporelles, les participations non consolidées dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, les actifs d'impôt différé, les actifs des régimes de retraite à prestations définies et les déficits de provisionnement.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) : Instruments (actions privilégiées et dette subordonnée) qui comportent une caractéristique ou une disposition permettant à une institution financière de convertir définitivement ces instruments en actions ordinaires ou de les déprécier en intégralité, si l'institution n'est plus viable.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements : Groupe constitué de banques, d'analystes, d'investisseurs et d'auditeurs mis sur pied par le Conseil de stabilité financière en mai 2012 afin d'améliorer la présentation des informations sur les risques fournies par les banques ou autres institutions financières.

Juste valeur : Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) : Selon IFRS 9, lorsqu'un actif satisfait au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels, l'évaluation du modèle économique permet de déterminer comment classer l'instrument. Lorsque l'instrument est détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, donc que sa vente n'est pas prévue, il est évalué comme étant évalué au coût amorti. Si la détention de l'instrument s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois la perception de flux de trésorerie contractuels et la vente potentielle de l'actif, il est alors évalué comme étant à la JVAERG.

Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Selon IFRS 9, le classement d'un actif dépend du respect de deux critères, soit les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et une évaluation du modèle économique. Lorsqu'un actif ne satisfait pas à ces deux critères à la fois, il est évalué à la juste valeur et toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Marge d'intérêts nette : Ratio non conforme aux PCGR correspondant aux produits d'intérêts nets exprimé en pourcentage des actifs productifs d'intérêts moyens aux fins de mesurer le rendement. Cette mesure est un indicateur de la rentabilité des actifs productifs de la Banque moins les coûts de financement. La marge d'intérêts nette rajustée est calculée de la même façon, mais en utilisant les produits d'intérêts nets rajustés.

Méthode du taux d'intérêt effectif : Technique servant à calculer le taux d'intérêt effectif sur une période donnée d'après la valeur comptable d'un instrument financier au début de la période comptable. Selon la méthode du *taux d'intérêt effectif*, le taux d'intérêt effectif, élément clé du calcul, actualise les entrées et sorties de trésorerie futures attendues sur la durée de vie d'un instrument financier.

Notionnel : Montant de référence servant à calculer les paiements pour les instruments financiers dérivés.

Obligations garanties par une hypothèque : Titres garantis par des créances, composés de titres adossés à des créances hypothécaires distincts et émis sous forme de différentes catégories de titres hypothécaires transmis directement à l'investisseur dont l'échéance, les taux d'intérêt et les risques varient. Les obligations garanties par une hypothèque d'émetteurs privés sont collectivement appelées obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes.

Options : Contrats qui confèrent à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation future, d'acheter ou de vendre une valeur mobilière, un taux de change, un taux d'intérêt ou un autre instrument financier ou une marchandise à un prix stipulé d'avance, à une date prédéterminée ou avant cette échéance.

Papier commercial adossé à des actifs (PCAA) : Forme de papier commercial garanti par d'autres actifs financiers. Les investisseurs institutionnels achètent généralement ces instruments pour diversifier leurs actifs et générer des gains à court terme.

Perte en cas de défaillance (PCD) : Perte que subirait la Banque en cas de défaillance de l'emprunteur à l'égard d'un prêt, exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaillance.

Pertes de crédit attendues : Pertes de crédit attendues correspondant à la pondération probabiliste de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie attendus sur la durée de vie attendue restante de l'instrument financier et tenant compte des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions d'événements et de la conjoncture économique à venir ayant une incidence sur l'évaluation du risque de crédit de la Banque.

Points de base (pdb) : Unité équivalant à 1/100 de 1 %. Une variation de 1 % correspond donc à une variation de 100 points de base.

Prêts douteux : Prêts dont la qualité a subi, de l'avis de la direction, une détérioration au point où la Banque n'a plus l'assurance raisonnable de recouvrer en temps opportun la totalité du principal et des intérêts.

Probabilité de défaillance (PD) : Probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure d'effectuer les remboursements prévus.

Produits liés aux activités de négociation : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au total des produits (pertes) de négociation, des produits d'intérêts nets sur les positions de négociation, et les produits provenant des instruments financiers qui sont désignés à la JVRN et gérés dans un portefeuille de négociation. Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) du secteur Services bancaires de gros sont également une mesure financière non conforme aux PCGR et sont calculés de la même manière, en utilisant les rajustements de l'équivalence fiscale. Les deux mesures servent à évaluer le rendement des activités de négociation.

Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) : Montant additionnel requis pour porter le total de la provision pour pertes sur créances (au bilan) à un niveau que la direction juge adéquat pour refléter les pertes sur créances prévues du portefeuille.

Provision pour pertes sur créances (au bilan consolidé) : Représente les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La provision pour pertes sur créances consiste en une provision à l'étape 3 relative aux actifs financiers dépréciés et à une provision à l'étape 2 et à l'étape 1 relative aux actifs financiers productifs et aux instruments hors bilan. Cette provision est augmentée de la provision pour pertes sur créances inscrite à l'état du résultat consolidé, diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions et subit l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Rajustement de la valeur du crédit (RVC) : Représente une exigence pour les fonds propres qui mesure le risque de crédit attribuable à la défaillance de contreparties sur dérivés. Selon cette exigence, les banques sont tenues d'être capitalisées pour parer aux fluctuations potentielles de l'écart de crédit des contreparties pour les portefeuilles de dérivés.

Ratio cours/bénéfice : Ratio calculé en divisant le cours de clôture de l'action par le résultat par action des quatre derniers trimestres afin d'indiquer le rendement sur le marché. Le ratio cours/bénéfice rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat par action rajusté.

Ratio de versement de dividendes : Ratio représentant le pourcentage du résultat de la Banque payé aux actionnaires ordinaires sous forme de dividende et calculé en divisant les dividendes sur actions ordinaires par le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires. Le ratio de versement de dividendes rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Ratio d'efficacité : Mesure l'efficacité opérationnelle et est calculé d'après les charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité des activités. Le ratio d'efficacité rajusté est calculé de la même manière, mais en utilisant les charges autres que d'intérêts rajustées et le total des produits.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 : De nature plus permanente, les fonds propres de catégorie 1 comprennent principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats non distribués, les actions privilégiées et les instruments innovateurs. Ce ratio est le quotient des fonds propres de catégorie 1 par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Principale mesure de la suffisance des fonds propres selon Bâle III et correspond aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio du total des fonds propres : Correspond à la somme des fonds propres nets de catégorie 1 et de catégorie 2. Le ratio du total des fonds propres est le quotient du total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement de l'action : Ratio qui correspond au dividende par action ordinaire pour l'exercice divisé par la moyenne quotidienne du cours de clôture de l'action pendant l'exercice.

Rendement des actifs pondérés en fonction des risques : Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques moyens.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée qui correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires et sert à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté. Ces deux mesures peuvent être utilisées pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Rendement total pour les actionnaires : Rendement total gagné sur un placement dans des actions ordinaires de la TD. Le rendement mesure la variation de la valeur pour les actionnaires, en supposant que les dividendes versés sont réinvestis en actions additionnelles.

Résultat de base par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultat dilué par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles. Le résultat dilué par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultats rajustés : Mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la Banque pour évaluer chacun de ses secteurs et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent.

Swaps : Contrats qui comportent l'échange de flux d'intérêt à taux fixe contre un taux variable et de monnaies différentes portant sur un notionnel pendant une période donnée.

Taux de croissance annuel composé (TCAC) : Mesure de croissance de la valeur d'un placement établie sur plusieurs périodes, soit depuis le début jusqu'à la fin du placement, en supposant un rendement composé.

Taux d'imposition effectif : Taux et indicateur de rendement correspondant à la charge d'impôt sur le résultat en pourcentage du résultat net avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté est calculé de la même manière, en utilisant les résultats rajustés.

Taux d'intérêt effectif : Taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable de l'instrument. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel ainsi que des honoraires ou des coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de tous les autres escomptes ou primes.

Titre adossé à des actifs : Titre dont la valeur et les flux de revenus proviennent d'un ensemble déterminé d'actifs sous-jacents et sont garantis par cet ensemble d'actifs.

Titrisation : Opération par laquelle des actifs financiers, principalement des prêts, sont cédés à des structures qui financent habituellement l'achat de ces prêts en émettant différentes catégories de titres adossés à des actifs.

Uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts (critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) : Selon IFRS 9, les critères suivants doivent être satisfaits pour qu'un instrument financier soit classé au coût amorti :

- le modèle économique de l'entité a trait à la gestion des actifs financiers (comme dans le cadre des activités de négociation bancaires), et, par conséquent, un actif est détenu dans l'objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les flux de trésorerie contractuels d'un actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

Valeur à risque (VaR) : Mesure utilisée pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation. La VaR mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée.

Valeur comptable : Valeur à laquelle un actif ou un passif est constaté dans le bilan consolidé.

Valeur comptable par action : Mesure calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.